SULTATS
CLASSEMENTS

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16607 – 7,50 F - 1,13 EURO — VENDREDI 19 JUIN 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES



■ Ozu, le goût de la cruauté
■ Correspondances de Gide

■ Washington au secours du yen

Les autorités américaines sont intervenues, mercredi 17 juin, pour soutenir le yen et rassurer les marchés, inquiets d'une contagion de la crise financière asiatique. Deux milliards de dollars auraient été déboursés par la Réserve fédérale. p. 2

■ Offre américaine à l'Iran

Les Etats-Unis, par la voix du secrétaire d'Etat Madeleine Albright, proposent à l'Iran d'explorer les moyens de parvenir à *« des relations normales »*, dix-huit ans après la rupture de leurs relations diplomatiques. p. 3

■ Chasse : la France en infraction

L'Assemblée nationale devait adopter, jeudi 18 juin, une loi contrevenant à une directive européenne sur la protection des oiseaux migrateurs. p. 7 et notre éditorial page 15

■ Les enseignants résistent

La plupart de leurs syndicats refusent d'examiner les décrets sur la déconcentration des mutations. p. 9

■ Doñana, paradis souillé

TAPA/EL PAIS

La catastrophe écologique survenue en avril en Andalousie n'a pas empêché près d'un million de fidèles d'accomplir le traditionnel pèlerinage en l'honneur de la « vierge de la rosée ». p. 12

■ Roland Dumas contre-attaque

Le président du Conseil constitutionnel, mis en cause à propos des mouvements de fonds sur son compte bancaire entre 1991 et 1996, dénonce les méthodes des magistrats instructeurs et s'en prend au *Monde*. p. 31

■ La stratégie de Fiat

Recentré sur les transports, la firme de Turin donne la priorité aux marchés émergents. Entretien avec son numéro deux, Paolo Cantarella. p. 16

■ Des péages urbains ?

L'exemple du périphérique nord de Lyon a montré les limites, sur la congestion des centres-villes, des nouvelles infrastructures routières payantes. p. 11

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 619 - 7,50 F

Sida : la découverte qui peut tout changer

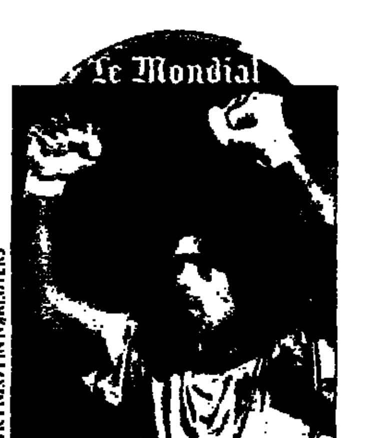
● Aux Etats-Unis, des chercheurs ont réussi à isoler la porte d'entrée du VIH dans les cellules sanguines ● Les scientifiques pensent avoir trouvé le « défaut de la cuirasse » du virus ● Ces travaux laissent espérer la mise au point de nouveaux médicaments et, surtout, d'un vaccin contre le sida

PLUSIEURS TRAVAUX fondamentaux, révélés aujourd'hui par les deux plus prestigieuses revues scientifiques internationales, *Nature* et *Science*, font espérer la mise au point prochaine de nouveaux médicaments et d'un vaccin efficaces contre le sida. Deux équipes de chercheurs, dirigées par Joseph Sodrovski (Dana-Farber Institute de Boston) et Wayne Hendrickson (Columbia University, New York), sont en effet parvenues à caractériser la structure tridimensionnelle d'une partie de l'enveloppe du virus du sida, la protéine gp 120. Ce faisant, ils ont pu isoler l'infime région de cette enveloppe par laquelle le VIH, virus du sida, pénètre les cellules sanguines humaines (lymphocytes). Point fondamental, cette région est hautement « conservée », c'est-à-dire qu'elle existe sur toutes les souches du virus identifiées dans le monde.

La découverte et la caractérisation moléculaire de ce site permettent de mieux comprendre les mécanismes fondamentaux de l'infection par le virus du sida. Ainsi que nous l'a déclaré le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida, *« nous disposons dorénavant d'un possible défaut de la cuirasse du VIH »*. *« Quand bien même ce défaut serait fort mince, il ouvre d'ores et déjà la voie à différents axes de recherches pharmacologiques et vaccinaux »*, ajoute-t-il. Aux Etats-Unis, les réactions suscitées par ces travaux sont enthousiastes. *« C'est une grosse affaire »*, a déclaré le professeur David Baltimore, prix Nobel de médecine et président du comité américain des experts en charge de la recherche sur les vaccins contre le sida. *« Un tour de force »*, a estimé pour sa part Dani Bolognesi (Duke University). *« Dans chaque guerre, il est vital de connaître ses ennemis »*, commente la revue *Science*. Reste aujourd'hui à trouver le moyen de le réduire à néant ou, mieux, d'empêcher son apparition.



Lire page 24



VICENZO PINTO/REUTERS

■ Les Bleus face à l'Arabie saoudite

■ Billetterie : deux mises en examen

■ Les arbitres voient rouge

■ Tous les matches en infographie

Lire notre cahier Le Mondial et notre analyse page 15

Le « Star Ferry » de Suzie Wong passe le cap du siècle

HONGKONG
Correspondance

Le *Star Ferry* a cent ans. Ceux qui, depuis un siècle, se sont aventurés à Hongkong n'ont pu manquer de prendre ce bateau qui relie l'île de Hongkong au continent et traverse sous les lumières les plus variées la majestueuse baie Victoria. Tandis que la silhouette de l'île n'a jamais cessé de se redessiner, au gré des nouveaux terrains gagnés sur la mer, comme des nouvelles tours toujours plus hautes et plus baroques, le *Star Ferry* reste l'un des rares éléments de permanence du décor. Et ceci, malgré des eaux de plus en plus agitées liées au rapprochement des deux rives et brouillées par les eaux usées de l'île déversées dans le port. Cette embarcation blanche et verte à double pont a été ainsi témoin de l'histoire mouvementée de la colonie depuis la fin du XIXe siècle.

Le *Star Ferry* est né en 1898 du rachat de deux bateaux qui offraient depuis dix ans un premier service régulier entre l'île et Kowloon. Le *Morning Star* est alors un bateau à vapeur et met 40 à 60 minutes pour traverser la baie. En décembre 1941, alors que la colonie est occupée par les Japonais, deux bateaux sont coulés, les trois autres récupérés par une autre compagnie de navigation : le *Star Ferry* cesse de fonctionner jusqu'au départ de l'occupant en 1946.

Vingt ans plus tard, alors que la révolution culturelle gronde de l'autre côté de la frontière et que monte un fort sentiment hostile à l'encontre de la puissance britannique, une hausse de 10 cents du tarif du *Star Ferry* – la première en soixante ans – déclenche, en mai 1966, l'une des plus graves émeutes du territoire, qui se transforme rapidement en grève générale, laquelle durera plus d'un an. L'équipage du *Star Ferry* lui-même, qui ne cache pas ses inclinations pro-communistes, colle des affiches sur les ferries et arrête le travail : les grévistes les plus durs seront licenciés. Une bombe explose en novembre 1967, sans grands dégâts. Entre-temps, le *Star Ferry* aura été le théâtre d'une des romances les plus emblématiques de Hongkong, *Le Monde de Suzie Wong*, écrite en 1957 par l'écrivain britannique Richard Mason, qui raconte l'histoire d'une rencontre amoureuse entre un artiste anglais et une prostituée chinoise.

Jusqu'en 1972, date à laquelle fut construit le premier tunnel reliant l'île au continent, le *Star Ferry* était le seul moyen régulier pour joindre l'autre rive. On y rencontrait alors, sans exception, toute la société de Hongkong, du coolie à l'homme d'affaires. Une société qui, jusqu'en 1945, ne se mêlait pas. Pour monter en première classe sur le pont supérieur, il fallait porter faux col et cravate, ainsi que des chaussures impeccables – une manière de la réserver aux Britanniques –, tandis que le pont inférieur était explicitement destiné aux Chinois. Depuis, malgré la multiplication des tunnels et l'existence d'un métro ultra-rapide qui permet de passer sous la mer en moins de cinq minutes, le ferry, dont l'usage coûte tout au plus 1,80 franc, conserve ses *aficionados*, même parmi les plus pressés. Quelque 100 000 personnes s'y embarquent encore chaque jour pour sept minutes de bonheur, pendant lesquelles elles croisent de vieux rafiots chinois rongés par la rouille, des hydroglisseurs s'envolant vers Macao, la dernière jonque à voile brune, et devinent au loin les gigantesques porte-conteneurs coréens prêts à charger pour l'Occident.

Valérie Brunschwig

Voyager au meilleur prix

A LA VEILLE de l'été et à l'intention de tous les retardataires qui n'ont pas encore choisi leur lieu de vacances, *Le Monde* a interrogé cinq voyagistes et Air France afin de dresser une sélection des prix les plus bas. Notre tableau comparatif présente la fourchette des meilleurs prix sur dix destinations en Amérique (New York, Los Angeles ou San Francisco, Montréal, Mexico et Rio de Janeiro), en Asie (Bangkok, Kuala Lumpur, Delhi et Pékin) et en Australie (Sydney). L'Amérique, plus chère que l'an passé, fait payer son succès, tandis que l'Asie, pour cause de crise économique, brade. La concurrence favorise le voyageur malin, qui peut jouer avec les dates de départ.

Lire page 23

POINT DE VUE

L'idée républicaine et le passé national

par Mona Ozouf

L'historienne Mona Ozouf a prononcé, *mercredi 17 juin*, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la XXe Conférence Marc Bloch, organisée par l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Gershom Scholem, Claude Lévi-Strauss, Jean Starobinski, Reinhart Koselleck, entre autres, l'ont précédée, depuis 1979. Nous publions ici les principaux extraits de son intervention.

RIEN ne paraissait plus désuet, au sortir de la deuxième guerre mondiale, que la référence à l'idée républicaine ; elle était, semblait-il, inséparable du discrédit qui frappait une IIIe République convaincue de tous les crimes à la fois : d'avoir prêché une morale de la soumission ; de s'être montrée sourde au malheur social, *en proposant aux pauvres* de travailler beaucoup et de prendre patience en attendant des jours meilleurs ; d'avoir brutalisé, à l'intérieur, les minorités, et mené à l'extérieur une politique coloniale sans tendresse ; d'avoir sacrifié la société à l'Etat. Si, à ce discrédit historique, on ajoute le discrédit philosophique qui s'attachait au langage universel des droits, tenu pour le camouflage de la domination bourgeoise, on comprend que nul alors n'aurait parié un centime sur les ressources du modèle républicain.

Aujourd'hui, l'adjectif républicain est partout, marié à tous les substantifs imaginables : valeurs républicaines, droite républicaine, front républicain, vigilance républicaine, élitisme républicain et, même, mariage, baptême et parrainage républicains. Devenue mécanique, amulette obligée des discours dominicaux, l'invocation républicaine peut être emphatique ou négligente, polémique ou nostalgique.

Lire la suite page 14

Mona Ozouf *est historienne (CNRS).*

Qui a tué Mohamed Boudiaf ?



FATIHA BOUDIAF

LA VEUVE de Mohamed Boudiaf, le président algérien assassiné le 29 juin 1992, est *« certaine »* que les islamistes sont étrangers à ce crime. Dans un entretien au quotidien madrilène *El País*, Fatiha Boudiaf met en cause *« la mafia politico-financière »* et *« la bureaucratie corrompue qui s'enrichit aux dépens du peuple »*.

Lire page 5

International	2	Aujourd'hui	23
France	7	Annonces classées	24
Société	9	Météorologie	25
Régions	11	Jeux	25
Horizons	12	Culture	26
Entreprises	16	Guide culturel	28
Communication	18	Kiosque	29
Tableau de bord	20	Abonnements	29
Carnet	22	Radio-Télévision	30

MARCHÉS Les autorités américaines sont intervenues sur le marché des changes, mercredi 17 juin, pour soutenir le yen et rassurer les marchés, inquiets d'une contagion à la Chine de la crise financière actuellement traversée par l'Asie. Bien que le montant de l'intervention soit resté secret, on estime que 2 milliards de dollars ont été déboursés par la Réserve fédérale américaine pour acheter du yen. ● LA MONNAIE JAPONAISE est remontée à 136 yens pour 1 dollar après l'intervention de la Fed, se relevant d'un plancher historique de 146 yens pour 1 dollar, qui avait été atteint au cours des derniers jours. ● CRISE JAPONAISE et crise asiatique ont beau être simultanées et s'entretenir mutuellement, elles ne répondent pas au même schéma d'explication. Le Japon, qui garde des atouts de grande puissance économique, cherche à sortir d'une économie en vase clos pour s'adapter au contexte de la globalisation financière.

Washington et Tokyo stoppent la chute du yen pour sauver l'Asie de la crise

L'intervention de la Réserve fédérale américaine a provoqué un net redressement de la monnaie nippone. Les menaces chinoises de dévaluation ont amené les Etats-Unis à cette volte-face

WASHINGTON
de notre correspondant

La Réserve fédérale américaine est intervenue, mercredi 17 juin, pour soutenir la monnaie japonaise et tenter ainsi de porter un coup d'arrêt à une nouvelle détérioration de la crise économique asiatique menaçant de contaminer la Chine. Cette décision, d'une portée relativement modeste sur le plan financier, devrait avoir un impact politique et psychologique déterminant : les Etats-Unis se s'étalent pas portés au secours de la monnaie japonaise depuis six ans. Ils l'ont fait pour des raisons à la fois monétaires, économiques et diplomatiques.

L'initiative du Trésor américain ne sera cependant qu'un coup d'épée dans l'eau si les autorités de Tokyo n'accompagnent pas cet effort par des décisions concrètes pour relancer la croissance. « *La clé essentielle*, a insisté Robert Rubin, *ce sont les actions que le gouvernement de Tokyo doit prendre* » sur le plan fiscal et en matière de restructuration du secteur bancaire. « *Je souhaitais adresser le signal clair aux marchés que les Etats-Unis soutiennent les réformes du gouvernement de Tokyo et croient que le peuple japonais peut se sortir de cette crise et restaurer la croissance* », a indiqué pour sa part Bill Clinton. Si d'aventure cette première intervention de la Fed se révélait insuffisante, les Etats-Unis sont *déterminés* à poursuivre leur effort, du moins tant que le Japon prendra des mesures « *décisives* », a-t-il souligné. Peuvent-ils le faire seuls ? Jusqu'à présent, les Européens ne se sont guère engagés sur ce point. Lionel Jospin, qui est arrivé mercredi à Washington pour une visite de travail, s'est montré circonspect. Dans les circonstances actuelles, a-t-il indiqué, il est utile de « *défendre le yen* ». Mais, a-t-il ajouté, il est vrai que « *plus ces actions sont prises en concertation, plus elles ont des chances de réussir* ».

Lawrence Summers, le secrétaire adjoint au Trésor, s'est rendu à Tokyo mercredi afin de s'entretenir de la situation japonaise avec le gouvernement nippon ainsi qu'avec les représentants des ministres des finances des pays industrialisés du G 7.

EFFET DE DOMINOS

Si l'inquiétude de Washington a redoublé ces derniers jours, c'est notamment en raison des appels pressants du gouvernement chinois. La dégringolade du yen et la récession nippone ont en effet imposé des pressions de plus en plus fortes sur l'ensemble des économies asiatiques. La Chine, aujourd'hui menacée, a fait savoir que, faute d'une intervention américaine, une dévaluation du yuan chinois pourrait se révéler inévitable. Celle-ci entraînerait, par effet de dominos, une série de dévaluations compétitives en Asie et de graves conséquences pour les pays européens et les Etats-Unis. La crise asiatique a eu un effet plutôt bénéfique en parant le risque d'une « surchauffe » de l'économie américaine, ce qui a évité à la Fed de remonter les taux d'intérêt. Mais la dépréciation continue du yen accentue le déficit des échanges américano-japonais en rendant les produits nippons particulièrement bon marché aux Etats-Unis.

A terme, ce creusement du déficit commercial pose une réelle menace pour la pérennité de la croissance économique américaine. Mais une autre raison a poussé les autorités américaines à prêter main forte au Japon. Le 24 juin, M. Clinton entamera une visite officielle en Chine, dont le principe est vivement critiqué aux Etats-Unis. L'administration démocrate a invoqué de multiples raisons pour maintenir ce voyage, au premier rang desquelles le fait que Pékin joue un rôle essentiel pour aider à la stabilisation de l'Asie, tant du point de vue monétaire et économique que sur celui de la non-prolifération nucléaire. Prendre le risque d'une dévaluation de la monnaie chinoise, c'était à la fois hypothéquer d'avance la normalisation du dialogue avec Pékin et laisser la crise asiatique prendre des proportions échappant à tout contrôle.

Laurent Zecchini

Un rebondissement spectaculaire sur les places financières

LA BATAILLE du yen est engagée : l'opération commando lancée mercredi après-midi 17 juin par la Réserve fédérale des Etats-Unis et la Banque du Japon sur le marché des changes pour mettre fin à la chute de la devise japonaise a été un succès. En quelques minutes, la monnaie nippone, qui s'était dépréciée de 12 % vis-à-vis du billet vert au cours des deux derniers mois, a bondi de près de 5 %, passant de 143 à 137 yens pour un dollar.

De la même façon que son plongeon avait provoqué une baisse générale des places financières asiatiques, le redressement du yen a entraîné, jeudi, leur rebond. La Bourse de Tokyo a gagné 4,39 % tandis que Singapour progressait de 4,8 %, Hongkong de 7,8 %, Kuala Lumpur de 7,2 %, Séoul de 8 %, Bangkok de 8,2 %. Face au dollar, le baht thaïlandais s'est inscrit en hausse de 7,8 %, le ringgit malaisien de 6 % et le dollar de Singapour de 5,5 %.

EFFET DE SURPRISE

Sur les marchés financiers occidentaux, l'intervention conjointe du Japon et des Etats-Unis a été très bien accueillie par des professionnels qui commençaient à s'inquiéter des conséquences de la crise asiatique sur les économies américaine et européenne. La Bourse de New York a gagné 1,9 % mercredi tandis que Paris s'adjugeait 1,98 %, Londres 1,8 % et Francfort 2,15 %. En revanche, les marchés d'emprunt d'Etat occidentaux, dans lesquels les gestionnaires avaient massivement investi au cours des dernières semaines pour se mettre à l'abri du regain de tensions en Asie, ont fortement baissé : aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation à 30 ans est remonté – les taux progressent quand le cours des emprunts se déprécie – de 5,64 % à 5,75 %. Enfin, dans l'espoir que la remontée du yen permettra de relancer l'activité industrielle en Asie du Sud-Est, les prix des matières premières se sont nettement appréciés, mercredi. A New York, le cours du baril de brut a gagné 5 %.

Les analystes n'attribuent pas le succès de l'intervention nippo-américaine à l'ampleur des moyens utilisés : la Réserve fédérale et la Banque du Japon auraient « *seulement* » vendu, mercredi, 6 milliards de dollars (36 milliards de francs), ce qui est peu au regard du volume qui s'échange quotidiennement sur la parité dollar/yen, estimé à environ 250 milliards de dollars. Sa réussite s'expliquerait davantage par l'effet de surprise, qui a joué à plein : il y a quelques jours, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, avait laissé entendre qu'une intervention était exclue, ce qui avait incité les opérateurs à augmenter leurs positions à la vente sur le yen. Pris totalement à contrepied, ces derniers ont été contraints de liquider en catastrophe leurs portefeuilles, amplifiant du même coup la remontée de la devise japonaise. De surcroît, l'opération de mercredi sur les marchés a été appuyée par un message politique fort délivré par les plus hauts dirigeants des deux pays, de nature à impressionner les marchés. Enfin, le fait que l'action ait été concertée a joué un rôle décisif. A cet égard, les experts regrettent que les Européens soient restés à l'écart de l'opération, ce qui en a diminué l'impact psychologique.

Pour trois raisons, certains analystes s'interrogent sur l'efficacité à long terme de l'intervention. La première est que les réserves de changes des deux pays (260 milliards de dollars au total) pèsent peu par rapport aux munitions dont disposent les marchés. La deuxième se trouve dans la gravité de la crise économique au Japon, qui pourrait inciter les opérateurs à reprendre rapidement leurs ventes de yens. La troisième tient à la remise en cause de la crédibilité de la politique de change des Etats-Unis, que la volte-face de mercredi, sous la pression de la Chine, pourrait avoir sérieusement entamée.

Pierre-Antoine Delhommais

Pékin dément ses tentations de dévaluation

La Chine a réaffirmé, jeudi 18 juin, qu'elle n'entendait pas dévaluer sa monnaie, le yuan, même si la chute du yen japonais devait se poursuivre. « *Le refus de dévaluer le yuan est l'une des principales décisions prises par le gouvernement chinois cette année. La Chine s'y tiendra fermement* », a déclaré le vice-ministre du commerce extérieur et de la coopération économique, Sun Zhenyu, cité par le *China Daily*.

Admettant que le repli de la devise japonaise exerçait une pression « *sans précédent* » sur les exportations chinoises, M. Sun a appelé le gouvernement japonais à prendre « *des mesures efficaces pour enrayer la chute du yen* ». Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, s'était félicité auparavant du rôle « *absolument crucial* » joué par la Chine en faveur du maintien de la stabilité monétaire en Asie.

L'économie nippone en quête d'une « destruction créative »

TOKYO
de notre correspondant

En dépit des impressions créées par le récent phénomène de Yo-Yo du yen, le Japon n'en est pas à sombrer dans la tourmente. Si son instabilité économique risque effectivement de faire rebondir la crise de la région, voire d'en provoquer une autre en poussant la Chine à dévaluer sa monnaie, la récession que traverse l'archipel ne peut être assimilée aux difficultés de ses voisins.

Il n'est pas en rupture de paiements mais reste, au contraire, immensément riche en termes de réserves, d'avoirs à l'étranger et d'épargne. Son produit intérieur brut représente les deux tiers de celui des Etats-Unis et le double de celui de l'Allemagne. Le Japon contribue à financer le déficit budgétaire des Etats-Unis par les bons du Trésor américain qu'il détient. Son industrie, en particulier pour ce qui concerne les groupes tournés vers l'exportation, reste très compétitive : en témoigne l'excédent commercial nippon, qui n'est pas uniquement provoqué par l'affaiblissement du yen.

Comment, dès lors, s'expliquent les indicateurs en berne (chute de la croissance, investissements qui stagnent, endettement des banques, contraction du crédit, repli frileux des consommateurs, chômage en augmentation, Bourse en chute) et les récents déboires du yen ? Un faisceau de facteurs en sont à l'origine.

L'économie japonaise est entrée depuis le début de cette décennie dans une phase de maturité. L'ère de la croissance rapide est révolue. Le retour sur investissement a baissé et les entreprises se sont délocalisées (en Asie du Sud-Est, aux Etats-Unis et en Europe). La globalisation du marché financier et la déréglementation ont en outre privé le Japon des protections d'un système longtemps maintenu en vase clos. En entraînant le pays dans une économie de casino, la « bulle spéculative » l'a dégagé du dirigisme qui fut à l'origine de son expansion. Son économie est moins soumise que par le passé aux orientations d'une bureaucratie qui a perdu beaucoup de ses capacités d'impulsion.

Les conséquences du dégonflement de la « bulle spéculative » à partir de 1992 (en particulier un monceau de mauvaises créances détenues par les banques) se sont conjuguées aux effets de la globalisation des marchés financiers et à des erreurs politiques. Les scandales financiers, les craintes pour l'avenir de la majorité d'une population vieillissante et l'affaiblissement de la sécurité de l'emploi ont en outre engendré une crise de confiance chez les Japonais. Ce tassement psychologique a entamé la dynamique collective.

FUITE DES CAPITAUX

Simultanément, les crises des économies d'Asie du Sud-Est et de la Corée du Sud ont privé le Japon d'un de ses débouchés. La situation des banques, fortement engagées dans la région, s'en est trouvée aggravée. Enfin, la faiblesse des taux d'escompte, une donnée voulue par la Banque du Japon, qui craint d'accentuer la récession en les relevant, a encouragé les investisseurs à se tourner vers l'extérieur.

S'est alors mise en place une mécanique difficile à enrayer : la fuite des capitaux accroît la perte de confiance dans les autorités à redresser l'économie et encourage encore à vendre du yen. Il n'en fallait pas plus pour que les marchés sonnent l'hallali.

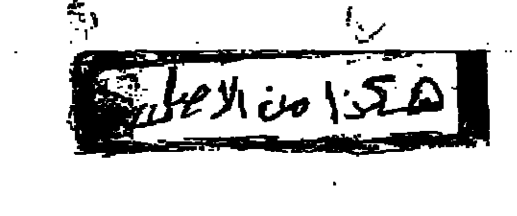
La source de ces fluctuations, estime le journal des milieux économiques *Nihon Keizai*, est « *le discrédit dont le Japon est l'objet* » en raison de l'inaction de son gouvernement face à la détérioration de la situation économique. Le gouvernement Hashimoto a commis des erreurs politiques en adoptant à contre-cycle une politique d'austérité budgétaire. Celle-ci a cassé net le début de reprise qui se dessinait fin 1996 (+ 3,6 % de croissance).

M. Hashimoto est revenu partiellement, en avril, sur cette politique en adoptant un plan de relance au montant record (765 milliards de francs) sans toutefois renforcer suffisamment les allègements fiscaux qui auraient favorisé la reprise de la consommation et des investissements. Il a enfin tardé à reconnaître la gravité de la situation et en particulier le montant des mauvaises dettes, sous-estimé jusqu'à l'année dernière. La crise n'en a pris que plus d'acuité.

L'image d'un Japon indécis correspond à la réalité pour ces dernières semaines en raison de l'attentisme du gouvernement à propos du yen, mais est inexacte sur le moyen terme : l'ouverture du marché financier est engagée et la déréglementation touche le commerce de détail comme les services. En revanche, le problème qui hypothèque toute sortie de crise reste en suspens : les créances douteuses.

Le gouvernement semble vouloir réagir. La question est de savoir s'il ira jusqu'au bout de réformes qui devraient s'inspirer, selon le quotidien *Asahi*, de ce que l'économiste américain Joseph Schumpeter nomma une « *destruction créative* » afin de réamorcer une dynamique collective.

Philippe Pons



هكذا من الأصل

Le yen entraîne Hongkong dans son sillage

DOLLAR CONTRE YEN en échelle inversée	INDICE HANGSENG à la Bourse de Honkong
134 – 148 ; dernier : 136,42	7 200 – 8 800 ; dernier : 8 627
8 juin, 10 juin, 12 juin, 16 juin, 18 juin	8 juin, 10 juin, 12 juin, 16 juin, 18 juin

En 24 heures, la devise japonaise s'est appréciée de plus de 4% face au dollar, tandis qu'à Hongkong la Bourse progressait, jeudi, de près de 8%.

Le « modèle japonais » à l'épreuve de la globalisation

IL Y A moins de dix ans, les Occidentaux pensaient que l'économie japonaise allait dominer le monde et percevaient le Japon à la fois comme un modèle et une menace. Les choses ont radicalement changé. Avec l'entrée en récession de la seconde économie du monde, annoncée vendredi 12 juin, une énigme s'épaissit : comment un pays immensément riche comme le Japon, qui est le premier créditeur du monde, peut-il s'être enfoncé à ce point dans le marasme ?

ANALYSE

La crise financière ne concerne pas l'industrie manufacturière

« La crise japonaise est essentiellement une crise du système financier, et ne concerne pas l'industrie manufacturière. Ce n'est pas le modèle japonais qui est remis en cause », souligne Christian Sautter, secrétaire d'Etat français au budget et spécialiste du Japon. Autrement dit, on aurait tort de parler d'un « déclin » généralisé d'un pays qui reste, et de loin, la première puissance économique en Asie : *« Le Japon a tout ce qu'il faut pour sortir de la crise »*, dit M. Sautter. Même si la plupart des nouvelles en provenance de Tokyo sont très mauvaises depuis un an, le pays garde des atouts considérables, à commencer par des entreprises extrêmement compétitives dans l'automobile ou l'électronique. *« Le Japon reste une puissance industrielle remarquable »*, selon Michel Fouquin, directeur adjoint du Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

RÉGULATION EXCESSIVE

Pourtant, on observe bien, comme le fait remarquer M. Sautter, que *« la globalisation cueille à froid le Japon »*. Le choc que traverse aujourd'hui le pays traduit les difficultés d'adaptation d'une économie qui tente sans grand succès d'en finir avec ses habitudes de régulation excessive. *« Les Japonais doivent commencer à comprendre comment le monde marche »*, dit Arnoud De Meyer, directeur du Centre Europe-Asie à l'Insead (Fontainebleau). Un autre économiste, Alexandre Fur, de l'institut Rexecode, constate – de retour d'un voyage en Asie – que *« l'Indonésie et la Corée n'ont pas le choix face à la globalisation. Le Japon, lui, a peur »*.

Le principal élément d'explication de la crise japonaise – la faiblesse de la consommation intérieure – est lui-même le résultat d'un bouleversement en profondeur des structures économiques du pays. Dès 1985, les Etats-Unis obtiennent, à la suite de négociations musclées, que les Japonais fassent remonter le yen et dérégulent leur système financier, abandonnant peu à peu des pratiques comme les taux administrés qui faussent gravement le jeu de la concurrence. L'excès de liberté consécutif à cette première tentative d'ouverture aboutit à la formation d'une bulle financière, qui éclate au début des années 90.

Aujourd'hui, les restes d'une régulation excessive de l'économie et le manque de transparence – notamment au niveau du secteur financier – continuent à poser de graves problèmes. *« Le système de solidarité traditionnel entre acteurs (banque, industrie, Etat) affaiblissait le Japon, notamment parce que les fonds propres des entreprises japonaises étaient composés d'actions d'autres entreprises japonaises. Dès que les résultats se détérioraient, c'est l'ensemble qui était affaibli »*, relève Michel Fouquin, qui constate que *« désormais, la valeur d'une entreprise est justifiée par les ratios financiers, selon les normes internationales. »*

EMPLOIS « À VIE »

Dans son rapport publié le 16 juin, la Banque du Japon relève que les entreprises du secteur financier, de l'assurance, des transports et des communications accusent de lourds déficits en raison du manque de concurrence. La pratique de l'emploi garanti « à vie » a empêché la mobilité des salariés japonais vers les secteurs à forte croissance. Combiné avec le vieillissement de la population, le phénomène explique les gains de productivité de plus en plus faibles du Japon. Les analystes sont unanimes : pour retrouver le chemin de la croissance, le Japon va devoir s'ouvrir, et mettre un terme, notamment, au système de la « préférence nationale » appliqué à tous les niveaux de l'économie.

Depuis le 1er avril, date de la libération du contrôle des changes, une nouvelle étape est engagée sur la voie de l'ouverture de l'économie japonaise (le « Big Bang »). Désormais, les épargnants japonais peuvent placer leur épargne où bon leur semble. *« La disparition des barrières réglementaires et l'internationalisation des secteurs des services et de la finance se sont faits entre 1985 et 1993 en Europe de manière planifiée. Au Japon, on n'a pas planifié »*, souligne Arnoud De Meyer, de l'Insead. Le pouvoir politique japonais et les banques ne pourront plus compter, comme c'était le cas jadis, sur une épargne abondante et peu rémunérée pour réaliser des investissements peu rentables et souvent superflus.

La pratique des taux d'intérêt administrés explique une grande partie des difficultés japonaises actuelles, à commencer par la dette publique, qui s'élève à 110 % du PIB : cette dette n'aurait pas été accumulée si les taux d'intérêt avaient mieux reflété les conditions du marché. Même chose pour le secteur bancaire, où les « mauvaises dettes », autrement dit les prêts à risque ou douteux, s'élèvent à 15 % du PIB.

Le Japon est en train de s'ouvrir et d'adopter un modèle économique plus transparent. Cela signifie-t-il pour autant le passage à un modèle libéral « à l'américaine » ? Nullement, selon la plupart des observateurs. *« Le modèle du Japon, c'est avant tout le Japon »*, souligne Christian Sautter. Arnoud De Meyer, de l'Insead, ajoute que *« les Japonais s'intéressent au modèle européen, qui leur plaît dans la mesure où il permet de garder une spécificité culturelle tout en adoptant des règles de bonne gestion »*.

Lucas Delattre

Les Etats-Unis font une offre officielle de dialogue à l'Iran

L'objectif, à terme, serait la normalisation des rapports entre les deux pays

Les Etats-Unis ont fait mercredi 17 juin un geste en direction de l'Iran en proposant d'explorer les moyens de parvenir progressivement à *« des relations* [bilatérales] *normales »*. La secrétaire d'Etat Madeleine Albright a suggéré que les deux pays s'emploient à faire tomber le *« mur de méfiance »* qui les sépare depuis l'avènement de la République islamique et la rupture des relations diplomatiques en avril 1980.

L'INITIATIVE est spectaculaire parce qu'elle augure, si elle est suivie d'effets, la fin de la politique de double endiguement *(dual containment)* que les Etats-Unis ont imposée à l'Irak et l'Iran il y a quelques années. Par la voix de la secrétaire d'Etat Madeline Albright, les Etats-Unis ont, pour la première fois depuis l'avènement de la République islamique en 1979, fait à l'Iran mercredi 17 juin, une offre publique de réconciliation progressive, qui pourrait mener à *« des relations normales »* entre les deux pays.

Mme Albright avait peut-être l'intention d'en réserver la primeur à des journalistes iraniens auxquels elle devait accorder il y a quelques jours un entretien à Washington. Mais la rencontre a été annulée à l'initiative de Téhéran, en raison de la vive controverse qui oppose conservateurs et modernistes en République islamique. Aussi, est-ce devant la *Asia society* à New York que la secrétaire d'Etat a énoncé la première réponse américaine articulée aux propositions de dialogue irano-américain faites le 1er janvier par le président Mohamad Khatami, lors d'un entretien avec la chaîne américaine CNN.

Cette réaction positive des Etats-Unis – dans laquelle Mme Albright a verbalisé un certain nombre d'initiatives éparses prises au fil des derniers mois, pour suggérer de les développer davantage encore – est à double tranchant pour le président Khatami : elle devrait conforter l'efficacité de sa politique d'ouverture envers l'Occident, en particulier les Etats-Unis. Mais elle risque aussi, dans le climat actuel de luttes entre les factions à Téhéran, d'être utilisée par ses adversaires comme une arme contre lui, Mme Albright n'ayant annoncé aucune mesure concrète. Or l'Iran, avec plus ou moins de conviction selon les factions, réclame un « geste » de la part de Washington et singulièrement le début au moins du dégel des dépôts iraniens bloqués dans des banques américaines.

« A mesure que le mur de confiance tombera, nous pourrons développer avec la République islamique, quand elle sera prête, une feuille de route conduisant à des relations normales », a déclaré Mme Albright. Les Etats-Unis sont prêts à explorer *« d'autres moyens de construire la confiance mutuelle et d'éviter les malentendus »*, a ajouté la secrétaire d'Etat qui a invité la République islamique à *« envisager des mesures parallèles »*. *« Si un tel processus peut être entamé et maintenu d'une manière qui réponde aux préoccupations des deux parties, alors, aux Etats-Unis, nous pouvons voir la perspective de relations très différentes »*.

Mme Albright a admis que *« deux décennies de méfiance ne peuvent pas être effacées du jour au lendemain »* et que *« le fossé entre nous demeure grand. Mais il est temps*, a-t-elle estimé, *de tester les possibilités de combler ce fossé »*. Elle a crédité l'Iran d'une participation positive aux efforts visant à trouver une solution au problème afghan, d'efficacité dans la lutte contre la drogue, de son hospitalité envers des millions de réfugiés de toutes nationalités, et d'une volonté d'améliorer les relations avec l'Arabie saoudite.

Mais... des ombres persistent qui doivent encore, d'après Mme Albright, être dissipées : l'Iran doit prouver qu'il a cessé son soutien au terrorisme, mettre un terme aux violations des droits de l'homme et à ses efforts visant à acquérir des missiles à longue portée et l'arme nucléaire. Curieusement, la secrétaire d'Etat n'a pas évoqué un autre *leitmotiv* des reproches classiques américains : l'hostilité de Téhéran au processus de paix israélo-arabe. Il faut dire que, d'une part, l'Iran a mis une certaine sourdine à sa rhétorique va-t-en guerre sur ce sujet, et, d'autre part, que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, paraît contribuer à *mener ledit processus à l'échec*.

Les Etats-Unis, selon Mme Albright, sont diposés à intégrer l'Iran dans un dispositif de sécurité dans le Golfe – ce serait une première – si Téhéran *« est désireux d'apporter une contribution positive »*. En attendant, ils ne modifient pas leur politique. Cela veut dire qu'ils ne lèveront pas les sanctions qu'ils ont imposées à ce pays et maintiendront la quasi quarantaine qu'ils lui imposent pour ce qui est de l'exploration, l'exploitation et l'exportation du pétrole et du gaz de la mer Caspienne.

ÉCHANGES CULTURELS

Dans son discours, Mme Albright a, en fait, tiré les conclusions d'un ensemble de développements qui ont eu lieu notamment depuis le début de l'année, mais le chemin est encore long et difficile à franchir pour l'une et l'autre parties.

Après que le président Khatami eut souhaité en janvier que le dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran commence par des échanges culturels, sportifs et entre membres des deux sociétés civiles, les Etats-Unis ont assoupli leur politique d'octroi de visas aux Iraniens désireux de se rendre sur leur territoire. De nombreux intellectuels et anciens membres de l'administration ou même de la Centrale de renseignements américaine ont été invités en Iran et ont plaidé pour un changement d'attitude envers Téhéran.

La politique des sanctions unilatérales imposées par Washington à l'Iran a eu des effets largement contraires à ceux escomptés : elle a pénalisé les entreprises américaines, notamment les sociétés pétrolières, au profit d'autres compagnies de différentes nationalités. La loi D'Amato, qui impose des sanctions aux compagnies pétrolières investissant pour plus de 40 millions de dollars en Iran et en Libye, n'a pas empêché certaines compagnies – singulièrement un consortium formé par Total, Gazprom et Pétronas – d'investir en *terre iranienne*.

Les sociétés pétrolières américaines, particulièrement Conoco qui a vu filer sous son nez en 1995, du fait des sanctions américaines, un contrat pétrolier offshore avec l'Iran, disent leur exaspération. Les monarchies arabes du Golfe, quasi organiquement liées aux Etats-Unis, cherchent à rompre l'isolement de l'Iran, lequel par ailleurs occupe une position géostratégique telle qu'il est difficile de l'exclure indéfiniment des projets d'exploration, d'exploitation et d'exportation des richesses minières de la mer Caspienne dont il est l'un des riverains.

La partie n'est pas gagnée pour trois raisons : l'une tient à l'hostilité du Congrès à toute normalisation ou début de normalisation avec l'Iran ; Israël s'emploie, de son côté, à demoniser le régime iranien et mène une campagne active contre lui ; enfin, la situation intérieure en Iran, où les factions les plus dures du régime mènent la vie dure au courant moderniste. Il y a quelques jours, le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, a été longuement interrogé à huis clos par le Parlement sur les visas qu'il a accordés à des personnalités américaines, notamment le magnat de la presse, Rupert Murdoch, qualifié par un journal iranien de *« pilier du sionisme et l'un des premiers dirigeants de l'offensive culturelle* [occidentale ennemie] *dans le monde »*.

Déjà, les rencontres entre lutteurs iraniens et américains, début février à Téhéran avaient soulevé une vague de critiques de la part des conservateurs qui jugeaient insupportable que le drapeau américain puisse être brandi sur le territoire iranien.

L'histoire de l'entretien que Mme Albright devait accorder à des journalistes iraniens est elle aussi éloquente. A l'origine, une demande d'entretien avec le président Bill Clinton avait été faite par deux quotidiens libéraux iraniens, *Hamshahri* et *Jamee*. M. Clinton a jugé qu'il était préférable que les journalistes iraniens s'entretiennent avec la secrétaire d'Etat. Des représentants de journaux conservateurs devaient se joindre à leurs collègues de *Hamshahri* et *Jamee*. *Resalat et Keyhan* ont refusé et un troisième quotidien *Farda* était rétif. *Hamshari* et *Jamee* sont de surcroît en ce moment dans le collimateur, parce que le premier appartient au maire réformiste de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, et que la ligne éditoriale du second est jugée politiquement non correcte par les conservateurs.

Mouna Naïm



Six milliards de dollars de projets internationaux

Une quinzaine de projets pétroliers et gaziers que l'Iran doit présenter début juillet à Londres dans le cadre d'un appel d'offres international se montent à une valeur totale de 6 milliards de dollars, a annoncé le ministre du pétrole Bijan Namdar-Zangheneh. *« Lors d'une réunion à Londres du 1er au 3 juillet, les experts du ministère du pétrole doivent expliquer aux représentants des compagnies pétrolières internationales les détails de ces quinze projets »*, a ajouté le ministre du pétrole. M. Zangheneh, dont les propos ont été rapportés jeudi par le journal conservateur *Ghod's*, a souligné qu'après la réunion de Londres une cérémonie officielle de lancement des appels d'offres se déroulera en août à Téhéran. En mai, un haut responsable de la Compagnie nationale des pétroles iraniens (NIOC) avait annoncé l'ouverture de vingt projets. Le ministère iranien du pétrole avait indiqué que les compagnies pétrolières américaines pourraient participer à ces appels d'offres.



Vous venez de lire une publicité mensongère.

On sait malheureusement aujourd'hui qu'il ne suffit pas d'envoyer de la nourriture vers les pays défavorisés pour régler définitivement le problème de la malnutrition dans le monde. La seule solution durable est de donner les moyens à chaque pays de se prendre en charge pour produire plus et mieux afin de nourrir sa population. Les biotechnologies offrent dans ce domaine de vraies solutions.

DES PROGRAMMES DE RECHERCHE SONT ACTUELLEMENT EN COURS, EN PARTENARIAT AVEC DE NOMBREUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT POUR METTRE AU POINT DES PLANTES ADAPTÉES AUX BESOINS LOCAUX.

Par exemple, la patate douce est l'une des 6 productions agricoles les plus importantes dans le monde. Cultivée par de petits exploitants pour leur propre consommation, la patate douce est capable de résister à des conditions climatiques difficiles. En Afrique, elle est attaquée par un virus spécifique (feathery mottle potyvirus) qui provoque des pertes de rendement supérieures à 50 %. En 1991, l'Institut de Recherche Agronomique du Kenya a reçu l'appui de l'Agence Américaine pour le Développement International et de sociétés privées pour développer par les biotechnologies des patates douces résistantes à ce virus. Cet objectif a été atteint en 1995.

Plus largement, les biotechnologies offrent de réelles perspectives pour faire face à la croissance des besoins alimentaires tout en préservant l'environnement. La population mondiale croît chaque année de 90 millions d'habitants (3 bouches de plus à nourrir par seconde) et aura doublé d'ici à 2050. Dans le même temps, 1/4 de la planète est en voie de désertification, c'est-à-dire soumis à une dégradation des sols qui prive progressivement la terre de ses potentialités agricoles. Résultat : les surfaces cultivables par habitant ne cessent de diminuer et ont été divisées par deux entre 1950 et 1990.

Grâce aux biotechnologies, on pourra mettre au point des plantes qui nécessiteront moins d'engrais, d'eau et de produits phytosanitaires et pousseront dans des conditions climatiques ou de cultures plus difficiles en résistant mieux à la chaleur, au gel ou aux sols salins.

Sans l'utilisation de cette nouvelle technologie, il faudrait défricher 2 500 millions d'hectares supplémentaires pour pouvoir, à rendement constant, nourrir les 10 milliards d'habitants que devrait compter la planète en 2050. Aujourd'hui, les biotechnologies offrent une alternative favorable à la fois pour l'homme et pour l'environnement.

MERCI DE NOUS AVOIR LUS. NOUS ESPÉRONS AVOIR CONTRIBUÉ À MIEUX VOUS FAIRE CONNAITRE LES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES ET LEURS APPLICATIONS.

POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION SUR LES BIOTECHNOLOGIES,

N°Vert 0 800 041 051

OU CONSULTER NOTRE SITE WEB : www.monsanto.fr

ET LES BIOTECHNOLOGIES ? LES BIOTECHNOLOGIES PERMETTENT D'UTILISER LES DÉCOUVERTES DE LA GÉNÉTIQUE POUR FABRIQUER DES PRODUITS UTILES À L'HOMME (ALIMENTS, MÉDICAMENTS...). LES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES AMÉLIORENT LES CARACTÉRISTIQUES DES VEGETAUX EN APPORTANT À LEUR PATRIMOINE GÉNÉTIQUE DE NOUVELLES PROPRIÉTÉS, COMME PAR EXEMPLE LA RÉSISTANCE AUX INSECTES NUISIBLES, UNE MEILLEURE COMPOSITION NUTRITIONNELLE OU LA CAPACITÉ DE SE CONSERVER PLUS LONGTEMPS.



MONSANTO EST UNE SOCIÉTÉ QUI SE CONSACRE AUX SCIENCES DE LA VIE EN DÉVELOPPANT DES COMPÉTENCES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE LA NUTRITION ET DE LA SANTÉ. À L'ORIGINE, MONSANTO ÉTAIT UNE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE DANS LA CHIMIE. EN 1974 MONSANTO A DÉCOUVERT ROUNDUP®, L'HERBICIDE CONSIDÉRÉ COMME LE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT. ROUNDUP® EST AUJOURD'HUI L'HERBICIDE LE PLUS VENDU AU MONDE. EN 1976, MONSANTO A CRÉÉ LE PREMIER LABORATOIRE DE BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES. EN 1997, MONSANTO S'EST SÉPARÉ DE SA DIVISION CHIMIE POUR SE CONSACRER EXCLUSIVEMENT AUX SCIENCES DE LA VIE.

MONSANTO
Nutrition • Santé • Avenir™



La veuve du président algérien Boudiaf revient sur la mort de son mari

Dans un entretien au quotidien espagnol « El Pais », Fatiha Boudiaf met en cause la « mafia politico-financière qui contrôle certains cercles du pouvoir ». Elle dit être « certaine » que ce ne sont pas les islamistes qui ont tué son mari

Née à Oran, Fatiha Boudiaf, 54 ans, a passé vingt-huit ans en exil à Kenitra (Maroc) avant de s'intaller à Alger avec son mari, Mohamed Boudiaf, nommé président, en janvier 1992. Les militaires algériens avaient demandé à ce dirigeant historique de la guerre d'indépendance de revenir pour diriger la transition politique. Son mandat fut de courte durée. Le sous-lieutenant Lambarek Boumaraafi mit fin à sa vie le 29 juin 1992 alors qu'il prononçait un discours au Palais de la culture d'Annaba. L'Algérie plongea un peu plus dans la violence et l'épouse de la victime, Fatiha, fut encouragée par les autorités à retourner dans son exil doré marocain. Elle n'en fit rien. Après quelques hésitations, elle décida de rester en Algérie pour suivre le procès de l'assassin qu'elle qualifie aujourd'hui de « *scandale* » ; pour essayer de faire connaître l'action de son mari, ignorée des livres scolaires ; et, à travers la Fondation Boudiaf, pour aider les femmes qui luttent pour survivre dans un pays où la violence a emporté au moins 70 000 personnes depuis 1992.

« *Qui tue qui ?* » La presse occidentale s'est souvent posée la question, laissant sous-entendre que les forces armées pourraient être parties prenantes dans ces massacres.

– Pas seulement les politiques, certains hommes politiques aussi le soupçonnent. Récemment Jack Lang, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement français, nous posait la question. Ceux qui doutent se trompent. Je ne suis pas une inconditionnelle du gouvernement algérien. Je sais que l'armée peut commettre des abus, elle peut en arriver à tuer, mais elle ne perpétuerait pas des massacres aveugles. Nous ne sommes pas arrivés à ce niveau de folie !

– La violence a régressé, mais la situation politique s'est-elle améliorée ?

– Je ne suis pas une politique. Je suis une femme qui, du fait de circonstances exceptionnelles et dramatiques, s'est vue projetée un temps en première ligne. Il me coûte de vous répondre. Je vous dirai que l'Algérie ne jouit pas d'une pleine démocratie, mais que les élections d'octobre 1997, entachées de fraudes, furent les plus libres depuis l'indépendance. Depuis, nous sommes au niveau de démocratie le plus haut de notre histoire, *même s'il nous reste du chemin* à parcourir.

– Je ne souhaite pas rouvrir vos blessures mais j'aimerais savoir comment vous avez vécu la journée du 29 juin 1992, jour de l'assassinat du président ?

– Mes souvenirs de l'attentat débutent la veille quand, à l'improviste, mon mari a changé d'avis. Il m'a demandé de ne pas l'accompagner à Annaba et d'aller retrouver ma famille à Oran. Cette nuit-là, il a fait sa toilette plus longuement que d'habitude, et quand je suis entrée dans la salle de bains il a couvert son corps. J'ai pensé, amusée, qu'il était devenu plus pudique depuis qu'il était chef de l'Etat. Aujourd'hui, je pense plutôt qu'en bon musulman il souhaitait s'en aller pur dans l'autre monde. C'est comme s'il avait eu un pressentiment ou si quelqu'un lui avait soufflé qu'il y avait un risque d'attentat, mais lui voulait maintenir ce voyage.

» *Le 29*, alors qu'il était à Annaba, j'ai pris un vol régulier Alger-Oran. L'avion allait décoller quand des hommes de la sécurité sont montés à bord et m'ont demandé de les accompagner. Ils ne m'ont fourni *aucune explication*. J'ai pensé qu'ils obéissaient à des ordres sans en connaître eux-mêmes le motif, que peut-être il y avait des problèmes à Oran. La voiture *officielle* m'a reconduite à mon domicile. Le téléphone a sonné : ma soeur appelait d'Oran. Elle hurlait. Elle m'a appris la nouvelle. J'ai pensé immédiatement : les uns l'ont fait revenir d'exil, les autres l'ont tué.

– Qui sont ces autres qui l'ont tué ?

– La mafia politico-financière qui contrôle certains cercles du pouvoir, la bureaucratie corrompue qui s'enrichit au dépens du peuple. Un clan, celui des militaires qui voulaient s'engager sur le sentier de la démocratie, l'a fait revenir de Kenitra à Alger. Un autre clan au sein du pouvoir, celui de la vieille garde conservatrice de l'ancien parti unique, s'est débarrassé de lui.

– Ces personnes ont des noms et des prénoms. Vous pourriez les dénoncer ?

– Oui, mais je ne peux donner de noms. Je n'ai pas de preuves. Uniquement des soupçons. J'ai dit au président Liamine Zeroual : « *Je n'ai pas le droit de parler sans preuves.* » Ce dont je suis absolument certaine c'est qu'il ne s'agit pas d'islamistes. [...]

– Ensuite, le 1er juillet 1992, ce fut l'enterrement.

– J'étais indignée. Je savais que parmi les hauts dignitaires du Haut Comité d'Etat [NDLR : l'exécutif provisoire], du gouvernement ou de l'armée, certains se réjouissaient de ce qui s'était passé, certains d'entre eux en avaient été probablement les inspirateurs. « *Je ne vais pas vous donner le cadavre de mon mari* », ai-je pensé. La foule m'a fait changer d'opinion. Elle lui a offert des adieux émouvants. Aujourd'hui, j'accepte qu'il soit enterré dans le cimetière d'El Alia parce qu'il appartient à tous les Algériens.

– Pourquoi pensez-vous qu'il a été tué ?

– Parce qu'après peu de temps passé à la présidence ils se sont rendu compte qu'il n'était pas la marionnette qu'ils allaient pouvoir utiliser à leur guise. C'était un homme âgé mais déterminé. Une de ses priorités était la lutte contre la corruption. Et *il était en train* d'établir des contacts indirects avec les islamistes pour essayer de les ramener à la raison.

– Ensuite, il y eut le procès.

– Une mascarade, une plaisanterie de mauvais goût. C'est pourquoi je suis en train de faire les démarches pour obtenir une grâce présidentielle ou une remise de peine pour que le sous-lieutenant Boumaraafi, condamné à mort, ne soit pas exécuté. Je vais la demander pour plusieurs raisons. Tout d'abord, je ne suis pas tout à fait sûre que ce soit lui qui ait tiré. Des personnes présentes à Annaba affirment que l'auteur des coups de feu était un homme bien plus grand. Même s'il est bien l'assassin je demanderai la clémence. Je suis certaine qu'il n'a pas agi seul. J'espère qu'un jour il souhaitera soulager sa conscience en dévoilant les noms de ses complices et des commanditaires de ce crime. Si on l'exécute, il ne pourra plus parler.

– Je suppose que vous avez été tentée de retourner chez vous, à Kenitra, une ville où vous aviez laissé vos enfants, vos amis marocains ? Pourquoi êtes-vous restée ?

– Certains m'en ont fait voir de toutes les couleurs à Alger. Le plus dur fut Ali Kafi, l'homme qui a remplacé mon mari à la tête de l'Etat (NLDR : à la tête du Haut Comité d'Etat). Je n'ai jamais rien demandé en tant que veuve du président. Une maison avait été mise à ma disposition par le HCE mais Kafi a tenté de me la reprendre. Il ne me laissait pas en paix. Il était clair qu'il souhaitait que je quitte le pays. Ma présence le gênait. A la fin du mois de février 1993, j'ai capitulé. J'ai appelé un haut responsable en lui demandant de faciliter mon retour à Kenitra. « *Ils vont réussir à faire ce qu'ils voulaient avec toi* », m'a-t-il répondu. Et il a ajouté : « *Je pensais que tu étais plus forte que cela.* » J'ai réfléchi. Je reste à Alger. »

Propos recueillis par Ignacio Cembrero (El Pais)

La France assouplit ses positions sur la cour criminelle internationale

ROME
de notre envoyée spéciale

On attendait, mercredi 17 juin, les interventions de la France et des Etats-Unis, lors de la conférence, à Rome, sur la création d'une cour criminelle internationale. Ces deux pays avaient défendu des positions restrictives, voire hostiles, à ce projet et on guettait leurs évolutions alors que s'amorce la phase finale de la négociation. Aucune n'est discernable dans les propos tenus par Bill Richardson, l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, alors que le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a pu faire état sur plusieurs points d'un changement de position de la France dont se sont félicitées certaines ONG.

Sur la question centrale des relations entre la future cour et le Conseil de sécurité de l'ONU, Paris fait désormais preuve de plus d'ouverture que Washington. Cet assouplissement n'est pas sans réserve : « *Aucun de nous*, a dit M. Védrine, *ne peut souhaiter que la cour se transforme en une tribune de nature politique, saisie de plaintes abusives qui auraient pour seul objet de mettre en cause les décisions du Conseil de sécurité ou la politique extérieure d'un des trop rares pays qui acceptent d'assumer les risques des opérations de maintien de la paix.* » M. Védrine a cependant confirmé que la France s'était ralliée à une proposition de compromis : la cour pourrait de sa propre initiative engager des poursuites sans en référer au Conseil de sécurité ; mais ce dernier pourrait lui demander de les suspendre, par exemple lorsqu'il est en train de négocier un cessez-le-feu ou un accord de paix.

Certaines ONG sont disposées à souscrire à un tel mécanisme pour autant qu'il soit exceptionnel et limité. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), par exemple, demande que soit prohibé le veto d'un seul membre du Conseil, que la suspension des poursuites soit décidée en accord avec la cour et dans la transparence et qu'elle soit limitée à l'exécution des mandats d'arrêt à l'exclusion de tout autre acte judiciaire.

LOGIQUE PRAGMATIQUE

M. Richardson n'a rien dit qui annonce un ralliement des Américains à ce compromis. Il a fait remarquer que « *les pouvoirs contraignants du Conseil de sécurité sont absolument essentiels au fonctionnement de la cour* ». De fait, seul le Conseil de sécurité peut prendre des décisions obligatoires qui s'imposent aux Etats. Qui, sinon lui, arrêterait les inculpés, qui mettrait au ban de la communauté internationale les Etats qui ne coopéreraient pas avec la cour ?

A cette logique pragmatique qui défend, comme l'ont dit M. Védrine et M. Richardson, « *le système institutionnel international existant* », s'oppose une coalition très hétéroclite. Elle comprend des ONG et plusieurs Etats démocratiques estimant qu'il n'y a de justice crédible que totalement indépendante du pouvoir politique, mais aussi une série de pays qui contestent le système de prépondérance des cinq grands, soit parce qu'ils voudraient en être, comme l'Italie ou l'Inde, soit parce qu'ils y voient l'instrument d'une hégémonie américaine dont ils ont eu à pâtir, comme la Jordanie, soit parce qu'ils contestent l'ordre mondial en général, comme le représentant de Cuba qui réclamait, mercredi, à Rome, la justice pour son peuple « *soumis à un génocide économique depuis quarante-cinq ans* ».

Il illustrait à sa manière une des autres problématiques de la conférence : pour quels crimes la cour sera-t-elle compétente ? Contre d'autres Etats qui voudraient y adjoindre le terrorisme, le trafic de drogue, l'exploitation des enfants, etc. ? La France et les Etats-Unis plaident pour une compétence limitée aux crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Même dans ce champ, la cour ne doit pas disposer, selon les Etats-Unis, d'une initiative indépendante. Elle devra agir « *en coopération et non pas en conflit avec les Etats comme avec le Conseil de sécurité* », a dit M. Richardson, ce qui laisse supposer qu'il lui faudra le consentement du pays dont est ressortissant le criminel présumé. Sur ce point, la France a fait une notable avancée en ne réclamant plus ce consentement pour *les crimes contre l'humanité et* le génocide, cas pour lesquels elle reconnaît maintenant explicitement une compétence inhérente de la cour.

Mais M. Védrine a ajouté que les crimes de guerre sont « *de nature différente* » et doivent être traités différemment. Les conventions internationales sur le droit de la guerre qui les définissent incluent des actes isolés qui n'ont pas la même dimension, pas le même caractère systématique et planifié que les crimes contre l'humanité. En estimant que ces délits de moindre envergure doivent rester du ressort des juridictions nationales, la France prétend faciliter l'adhésion d'un plus grand nombre de pays au traité. En fait, elle protège ses propres militaires autant que ceux des autres. Comme le disait un membre de la délégation française, « *les soldats en situation de guerre n'ont pas tous un code pénal dans la poche* ». La liste des crimes de guerre entrant dans la compétence de la cour devrait être un des points chauds des négociations.

Claire Tréan

Le dalaï-lama déclare au « Monde » avoir maintenu des « contacts » avec Pékin

Le chef religieux a défendu sa cause devant députés et sénateurs

Le dalaï-lama était, mercredi 17 juin, reçu par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à l'invitation de Jack Lang. Le chef de l'Eglise tibétaine a répondu aux questions des députés et sénateurs, réaffirmant qu'il ne fallait pas *« isoler la Chine »*. Dans un entretien au « Monde », le chef religieux a affirmé qu'il gardait des *« contacts officieux »* avec le gouvernement chinois.

LE DALAÏ-LAMA, infatigable ambassadeur de la cause tibétaine, se rend souvent en France, mais la visite qu'il vient d'effectuer à Paris, du lundi 15 au mercredi 17 juin, revêtait une importance particulière : pour la première fois, le chef religieux était invité à s'exprimer devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à l'invitation de son président, Jack Lang.

En accueillant le chef de l'Eglise tibétaine, ce dernier a émis l'espoir que la France soutienne *« avec plus d'ardeur encore et à travers ses diverses autorités »* la question du Tibet, estimant que l'on peut *« maintenir des relations étroites avec la Chine et, d'autre part, être soucieux du respect des droits de l'homme »*.

Le dalaï-lama, qui n'a été reçu ni à l'Elysée ni à Matignon mais a rencontré la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, s'était auparavant entretenu avec le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, qui a présenté son visiteur comme *« un homme de paix et de dialogue »* et en a profité pour suggérer l'envoi d'une *« mission parlementaire »* au Tibet, à la condition qu'une telle délégation puisse *« voir les personnes et les lieux qu'elle souhaite »*.

VOIE MÉDIANE

Les questions du « dialogue constructif » avec la Chine (prôné par Paris), des menaces contre l'environnement et de la sinisation rampante de son pays auront été les thèmes majeurs de l'intervention du dalaï-lama, en fin de la matinée de mercredi, devant députés et sénateurs. *« Il ne faut pas isoler la Chine,* a-t-il cependant affirmé. *Il faut qu'elle devienne partie intégrante de la communauté des nations. Car il ne s'agit pas de voir les choses en noir et blanc et choisir entre deux attitudes, l'une consistant à faire des affaires avec les Chinois sans se préoccuper des droits de l'homme, l'autre de se couper de toute relation avec eux. Car il existe une voie médiane entre ces deux extrêmes »*. Auparavant, dans un entretien accordé au *Monde*, il s'était déclaré *« optimiste »* sur les chances *« à long terme »* d'une évolution positive de la situation du Tibet occupé par la Chine depuis 1949. *« Si vous prenez en compte la situation à l'intérieur du Tibet, il est vrai que les choses empirent,* a reconnu le chef du gouvernement tibétain en exil. *Mais si vous voyez les choses sous un angle plus large, il est certain qu'il y a des signes montrant que la Chine est en train de s'ouvrir. Il y a des Chinois qui restent très radicaux mais d'autres, plus modérés, ont écrit récemment, en Chine même, des articles pour soutenir ma position, très critiques envers le gouvernement – en nombre limité, il est vrai »*.

Même la question d'une amorce de dialogue, qu'il appelle de ses vœux en dépit du constant refus chinois, ne semble plus être impensable. *« Officiellement, depuis 1993, je n'ai plus de relations avec Pékin. Officieusement, je garde des contacts avec le gouvernement chinois à travers différents canaux de communication privés. La nature de ces contacts semble aujourd'hui plus sérieuse. J'ai des raisons d'être optimiste, »* a-t-il ajouté, répétant qu'il n'exige pas l'indépendance du Tibet mais un statut de *« réelle autonomie »*.

Revenant sur la récente grève de la faim déclenchée par des Tibétains à New Delhi et l'immolation par le feu d'un activiste, le chef religieux a redit qu'il *« comprenait la frustration »* de ses compatriotes en exil. Mais tout cela ne le fera pas fléchir : *« Je reste déterminé à poursuivre ma politique de non-violence,* a-t-il affirmé, reconnaissant toutefois : *« Après ces grèves de la faim,* je *me suis retrouvé dans une sorte de dilemme* [à l'égard des Tibétains en exil]. *Car je n'ai pas de solution de rechange à proposer. »*

Bruno Philip

Les Colombiens s'interrogent sur les intentions de Washington à leur égard

BOGOTA
de nos envoyés spéciaux

La rumeur court depuis quelque temps, et à Bogota, au moins, on la prend au sérieux : le Pentagone aurait dans ses cartons un scénario d'intervention en Colombie... Peut-être faut-il l'attribuer à la fièvre électorale – on vote le 21 juin pour le second tour de l'élection présidentielle – mais ladite rumeur, nullement confirmée à Washington, suscite nombre de conversations.

Il n'est pas jusqu'aux médias argentins qui ne soient cités pour avoir – dit-on – diffusé des « fuites » selon lesquelles des officiers américains auraient sondé leurs homologues argentins pour savoir si Buenos Aires appuierait une intervention. Le département de la défense américain a organisé, en mai, à l'université de défense nationale de Fort Mac-Nair, près de Washington, un forum stratégique réunissant une soixantaine d'experts, officiers et civils, américains, colombiens et observateurs étrangers. Objet : examiner tous les scénarios possibles pour en finir avec le conflit armé en Colombie.

« C'est la première fois qu'une réunion à ce niveau – en présence de généraux et de conseillers haut placés du gouvernement américain – a lieu à Washington sur la Colombie », croit savoir un observateur colombien. La publication des conclusions de ce forum, rédigée par James L. Zackrison, s'intitule : *« La souveraineté colombienne en état de siège. »* L'auteur, du Pentagone, souligne la « narcotisation » de l'Etat colombien, l'extension de la « sale guerre », le poids militaire croissant de la guérilla et le risque de déstabilisation régionale que la situation colombienne peut engendrer.

SPECTRE D'UNE VIETNAMISATION

« Les Etats-Unis peuvent-ils accepter la perte d'un régime démocratique en Amérique du Sud ? Les organisations internationales (Nations unies, OEA) s'opposeraient-elles ou donneraient-elles leur appui aux efforts d'intervention et de restauration d'un gouvernement légitime pour la population colombienne ? La Colombie accepterait-elle la présence militaire américaine, si elle était nécessaire à la survie de la nation ? » Telles sont certaines des questions évoquées. Les « coûts politiques d'une intervention » ont également été étudiés. Sur le plan américain, le spectre d'une vietnamisation de la situation, avec des réactions violentes de l'opinion à l'envoi de GI, a figuré en bonne place. Le théâtre d'opération n'est pas de nature à rassurer un planificateur du Pentagone : un pays immense (deux fois et demie la France) au relief accidenté ; des mouvements de guérilla expérimentés. En outre, au niveau international, une intervention américaine donnerait *« une légitimité à la guérilla colombienne »*.

Les analystes politiques à Bogota soulignent que le département d'Etat américain préconise – d'abord – d'aider les Colombiens à conclure une paix négociée entre eux. Cela passe par des contacts directs avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, le principal mouvement de guérilla, d'obédience communiste) ; cela suppose de faire pression sur l'armée. Ce travail a commencé : le département d'Etat organisait, aux mêmes dates que le forum du Pentagone, une réunion à Carthagène, sur la côte caraïbe colombienne, avec le gouvernement et des représentants colombiens de tous les secteurs du pays. Mais le fantasme d'une intervention américaine, ou sous l'égide des Nations unies, ne se dissipe pas. A Bogota, on veut croire que *« la Colombie est dans le radar du Pentagone »*...

Alain Abellard et Anne Proenza

Concessions insuffisantes de M. Milosevic sur le Kosovo

LES PAYS OCCIDENTAUX ont jugé largement insuffisantes les concessions faites par le président yougoslave Slobodan Milosevic sur le Kosovo lors de ses entretiens mardi 16 juin à Moscou. En revanche, la Russie a déclaré qu'il serait *« injuste »* d'exiger davantage de Belgrade. Tout en estimant que les annonces faites après la réunion de Moscou allaient *« dans la bonne direction »*, la Maison Blanche a relevé l'absence d'au moins un élément *« fondamental »* : un engagement de M. Milosevic à retirer du Kosovo ses forces spéciales, comme le lui réclame depuis des mois le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie). Mercredi, la France a estimé que les progrès réalisés à Moscou demeuraient *« insuffisants »*, et l'Allemagne, tout en parlant de *« pas dans la bonne direction »*, a elle aussi relevé l'absence d'engagement sur le retrait des troupes.

Par ailleurs, le Monténégro a demandé mercredi le rappel immédiat de ses soldats effectuant leur service militaire au Kosovo dans l'armée fédérale yougoslave. Le parlement monténégrin a adopté une résolution demandant à Milosevic de répondre aux exigences de la communauté internationale. – *(AFP.)*

Richard Holbrooke est nommé ambassadeur aux Nations Unies

WASHINGTON. L'artisan des accords de paix de Dayton en Bosnie, Richard Holbrooke, est nommé ambassadeur américain aux Nations unies où il remplace Bill Richardson, nommé secrétaire à l'énergie, a indiqué mercredi 17 juin un haut responsable américain. Richard Holbrooke avait quitté ses fonctions au département d'Etat peu après les accords de paix de Dayton, fin 1995, et s'était consacré au secteur privé. Il avait toutefois été chargé ces derniers mois d'une mission sur Chypre par le président Bill Clinton. Agé de 57 ans, Richard Holbrooke est entré en diplomatie à 21 ans pendant la guerre du Vietnam où il a servi d'aide de camp à deux ambassadeurs américains avant d'intégrer l'équipe des conseillers du président Lyndon Johnson en 1966 à la Maison Blanche. Il a été à 35 ans un des plus jeunes secrétaires d'Etat adjoint de la diplomatie américaine, sous le président démocrate Jimmy Carter. – *(AFP.)*

Les violences à Karachi ont fait plus de 80 morts depuis le début de juin

NEW DELHI. Une nouvelle vague de violence, qui a déjà fait plus de 80 morts depuis le début du mois de juin, déferle sur Karachi où un officier supérieur de la police a été tué chez lui, mercredi 17 juin. Jeudi, une dizaine de personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe près de la bourse. La veille, deux bombes placées dans des voitures abandonnées près d'un centre commercial avait explosé sans toutefois faire de victimes. Capitale économique du Pakistan, Karachi est, depuis plusieurs années, le théâtre d'une lutte sanglante, à la fois politique et criminelle, que se livrent les deux mouvements représentatifs des Mohajirs, les réfugiés musulmans venus d'Inde en 1947. Ce regain de violence qui intervient moins d'un mois après les essais nucléaires pakistanais confirme qu'au-delà d'une brève et unitaire manifestation nationaliste, les tests n'ont pas suffi à unifier un pays qui se débat dans une profonde crise économique et politique. – *(Corresp.)*

Bill Clinton « très déçu » par le rejet de la législation antitabac

WASHINGTON. Le président américain Bill Clinton s'est déclaré *« très déçu »* par le vote du Sénat, mercredi 17 juin, rejetant la nouvelle législation anti-tabac. Le président américain a appelé les sénateurs à *« revenir rapidement »* sur leur vote. *« Si davantage de membres du Sénat votaient plus comme* des *parents que comme* des *politiciens, nous pourrions résoudre ce problème »*, a poursuivi M. Clinton. Le président du Sénat, le républicain Trent Lott, a affirmé que la proposition de loi rejetée mercredi n'aurait pas réduit le nombre de jeunes fumeurs. Le texte débattu pendant quatre semaines au Sénat visait à faire payer à l'industrie du tabac une grande partie du coût des dépenses publiques de santé. Mais, selon les républicains, cette loi aurait en fait coûté des milliards de dollars aux 50 millions de fumeurs américains, condamnés à payer de leur poche l'augmentation de la taxe sur le tabac. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

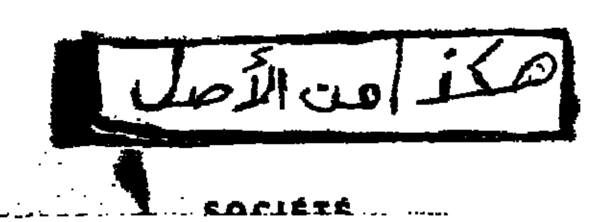
■ **RUSSIE : le libéral Anatoli Tchoubaïs, père du programme de privatisations** russe, a été nommé mercredi 17 juin par Boris Eltsine représentant spécial chargé des relations avec les institutions financières internationales, avec rang de vice-premier ministre, a indiqué le Kremlin. Il conserve son poste à la tête du monopole russe de l'électricité SEU, mais *« jouira des avantages d'un vice-Premier ministre »*, précise le communiqué. – *(AFP.)*

■ **UKRAINE : une « fuite d'eau légèrement radioactive »** a provoqué l'arrêt d'urgence, mardi 16 juin, du seul réacteur encore opérationnel à la centrale de Tchernobyl, a indiqué mercredi un responsable du ministère ukrainien de l'environnement et de la sûreté nucléaire, Vadim Grichenko. Il n'a pas indiqué quelle était l'échelle de gravité de cet incident, survenu un mois après la remise en route du réacteur numéro 3, qui avait été stoppé pour des travaux de réparation. – *(AFP.)*

■ **Le premier ministre ukrainien, Valeri Poustovoïtenko,** a estimé mercredi 17 juin qu'il était *« très, très difficile »* de travailler avec le Fonds monétaire international. *« Le FMI a sa vision (pour réformer l'économie ukrainienne), nous avons la nôtre »*, a-t-il déclaré. Une mission du FMI est à Kiev depuis lundi pour examiner les conditions de l'octroi d'un prêt de 2,5 à 3 milliards de dollars. Les discussions portent sur l'allègement de la fiscalité, la refonte du secteur bancaire et les réformes structurelles. – *(AFP.)*

Le Royaume-Uni réduirait de moitié sa dissuasion nucléaire

LONDRES. La Grande-Bretagne devrait réduire de moitié sa dissuasion nucléaire, dans un souci d'éthique en matière de politique étrangère et pour donner un exemple de désarmement, rapporte, jeudi 18 juin, le quotidien *The Guardian*. Le gouvernement britannique a prévu d'annoncer, en juillet, une réduction du nombre de missiles nucléaires Trident embarqués à bord des sous-marins de la Royal Navy, précise le journal. La réduction des armements nucléaires figurait au programme du parti travailliste, au pouvoir. Selon *The Guardian*, Londres a également annulé une commande de sept nouveaux missiles Trident de fabrication américaine. La force nucléaire britannique compte trois sous-marins, mis en service entre 1993 et 1996 et armés de missiles balistiques. Un quatrième sous-marin devrait rejoindre la flotte début 1999. – *(AFP)*



PARLEMENT Les députés se préparaient à adopter, jeudi 18 ou vendredi 19 juin, toutes tendances confondues à l'exception des Verts, une proposition de loi venue du Sénat et tendant à fixer les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs en contradiction avec une directive européenne de 1979. ● LES VERTS et la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, isolés dans cette affaire, se heurtent au puissant lobby des chasseurs, *particulièrement influent au* Sénat, mais aussi à l'Assemblée nationale, où le groupe d'études sur la chasse, présidé par le socialiste Henri Sicre, compte cent vingt-six *membres.* ● *À BRUXELLES,* la législation que la France se prépare à adopter est considérée d'avance comme un facteur d'aggravation d'un contentieux dont la solution paraissait *pourtant en bonne voie. (Lire aussi notre éditorial page 15.)*

Les chasseurs font la loi à l'Assemblée nationale comme au Sénat

En dépit des directives européennes sur la protection de l'environnement et des espèces menacées, une proposition de loi venue du Palais du Luxembourg et appuyée par tous les groupes du Palais-Bourbon, sauf les Verts, étend la période de chasse aux oiseaux migrateurs

LES DÉPUTÉS VERTS n'avaient, jusqu'ici, jamais pris garde aux nombreux amis de la chasse qui peuplent le Parlement. Les plus anciens de l'Assemblée nationale savent bien qu'à l'automne les vrais amateurs se retrouvent autour de Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, pêcheur en rivière et grand chasseur de gibiers d'eau, ou sur la vaste propriété du sénateur de la Sarthe Roland du Luart (Rép. et Ind.), une des plus fines et élégantes gâchettes du Palais du Luxembourg. Les écologistes croyaient, à tort, les « prochasse » cantonnés au Sénat.

La grande majorité des députés socialistes, communistes ou membres du groupe RCV qui s'apprêtaient à examiner et à voter avec la droite la proposition sur la *chasse inscrite par le groupe UDF* dans sa « niche » d'initiative parlementaire, jeudi 18 et vendredi 19 juin, ne sont pas chasseurs eux-mêmes, mais presque tous sont élus dans des circonscriptions où les chasseurs forment un lobby puissant. *« Les clivages gauche-droite n'ont jamais joué dans cette affaire »*, affirme aujourd'hui M. du Luart, qui préside le groupe d'études du Sénat sur la chasse. *« J'ai d'ailleurs dans mon groupe,* ajoute-t-il, *quarante-quatre sénateurs socialistes ou communistes. »*

A l'Assemblée, le groupe d'étude sur la chasse, présidé par le socialiste Henri Sicre (Pyrénées-Orientales), lui-même chasseur, affiche le même œcuménisme. Sur cent vingt-six députés qui s'y sont inscrits depuis le début de la législature, cinquante-neuf sont socialistes, trente-deux UDF, vingt-sept RPR et deux communistes.

Ce sont notamment ces députés et ces sénateurs qui, dans chaque groupe parlementaire, ont fait « basculer » leurs collègues en faveur de la proposition de loi, issue au Sénat de textes UDF, communiste et d'un troisième signé par M. Charasse, qui donne satisfaction aux chasseurs en autorisant le tir d'oiseaux du 14 juillet au 28 février. Le fait de contrevenir à la directive européenne de 1979, qui n'autorise la chasse que du 1er septembre au 31 janvier *(voir ci-dessous)*, n'a rien changé à l'affaire.

Dans cette bataille parlementaire, le véritable enjeu reste bien le poids politique des chasseurs. Déjà, aux élections régionales, la gauche a pu mesurer combien les chasseurs élus pouvaient négocier leurs voix, sinon en votant pour la gauche, du moins en ne votant pas, dans certaines régions-clés comme l'Aquitaine, pour la droite. Dans leurs circonscriptions, la plupart des députés socialistes voient aussi les chasseurs exalter la ruralité française et la liberté individuelle contre la construction européenne. *« Les écologistes ne cessent d'affirmer que nous voterons cette loi sous la pression de nos électeurs,* relève Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées). *Mais le rôle d'un parlementaire n'est pas de heurter ses électeurs ! La France profonde a le sentiment que le droit de chasse est une liberté acquise. C'est tout de même une conquête de la révolution ! »*

UN SCRUTIN PUBLIC

La pression de l'électorat populaire compte pour beaucoup dans la détermination de la majorité des députés de gauche à voter la loi. Déjà, Maxime Gremetz (PCF, Somme) avait juré aux chasseurs de venir avec eux chasser, dans l'illégalité, si les dates d'ouverture imposées par l'Europe n'était pas modifiées. *« Il y a deux millions de chasseurs en France et, dans ma circonscription, les trois quarts d'entre eux sont des ouvriers qui votent à gauche »*, assure Vincent Peillon. Jeune jospiniste « parachuté » en Somme aux élections législatives de 1997, M. Peillon a pu goûter le sens politique de certaines associations de chasseurs : sa permanence a été dévastée et barbouillée de slogans vengeurs adressés à Lionel Jospin : *« On vous renvoie Peillon parce que vous n'assurez plus sur la chasse. »* Le député votera la proposition de loi.

La pression que maintient depuis plusieurs semaines le lobby de la chasse inquiète d'ailleurs suffisamment le gouvernement pour qu'il n'ait pas déployé d'efforts démesurés pour soutenir sa ministre de l'environnement. Les préfets ne cessent de faire remonter, du Nord ou du Sud-Ouest, des rapports alarmants, explique-t-on à Matignon – où l'on se dit contre cette loi, mais désireux de désamorcer la tension sur le terrain et décidé à négocier entre chasseurs et défenseurs de l'environnement pour 1999.

Les six députés Verts ont décidé de mener la bataille jusqu'au bout. Ils devraient défendre deux motions de procédure et réclamer un scrutin public, *« afin que chacun sache les noms de ceux qui, à gauche, auront voté pour cette absurdité »*, disent-ils. Ils espèrent ensuite convaincre les cinquante-quatre autres députés nécessaires pour pouvoir saisir le Conseil constitutionnel après l'adoption du texte. Président de l'Assemblée, Laurent Fabius, qui peut également saisir le Conseil, a refusé de le faire, de même que le premier ministre. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a expliqué, mercredi, que la *« jurisprudence constante »* du Conseil constitutionnel *« se refuse à vérifier la conformité d'une loi nationale par rapport à une loi européenne »*. Quant à Dominique Voynet, elle explique, jeudi, dans *Sud-Ouest*, qu'elle ne donnera pas sa démission pour autant.

Raphaëlle Bacqué

« Si la loi ne passe pas, ça va être une explosion de colère »

LILLE
de notre correspondant régional

« La colère gronde », titrait *Liberté 62*, journal du Parti communiste français du Pas-de-Calais, *dans son édition du 5 juin. Il ne* s'agissait pas d'un conflit social,

REPORTAGE

Les élus de gauche du Nord-Pas-de-Calais sous la pression des 70 000 chasseurs

mais de dénoncer *« le refus obstiné du gouvernement actuel de légiférer afin de préserver les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse au gibier d'eau »*. TGV bloqués, routes transfrontalières barrées : depuis plusieurs semaines, les chasseurs du Nord-Pas-de-Calais ont multiplié les actions destinées à empêcher l'application de la directive européenne de 1979 sur la chasse au gibier migrateur et à appuyer la proposition de loi discutée, jeudi 18 juin, par l'Assemblée nationale.

L'affaire n'est pas négligeable dans une région qui compte soixante-dix mille permis de chasse pour ses deux départements, quarante mille pour le seul Pas-de-Calais, classé au deuxième rang sur le plan national, juste après la Gironde. Dans cette population qui vote à gauche, le mouvement Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT) n'a pas été en mesure de présenter une liste aux élections régionales, mais la *cohabitation n'est pas facile* entre les acteurs de la gauche « plurielle ». Marie-Christine Blandin (Verts) a quitté la présidence du conseil régional, à la grande satisfaction des chasseurs, qu'ils soient socialistes ou communistes. Les uns et les autres revendiquent la chasse comme un acquis démocratique et contestent la gestion proposée par Bruxelles et par les Verts. *« Si, cette fois encore, les antichasse, incarnés par Dominique Voynet, gagnent la partie, il en sera bientôt fini pour tous les chasseurs de la possibilité d'exercer leur passion »*, écrit Rémy Auchedé, conseiller régional et ancien député communiste, dans *Liberté 62*.

Autre élu du conseil régional, le socialiste Claude Galametz se défend d'être un *« socialo-chasseur »* et un *« chasseur de voix »* dans un débat qui doit, pour lui, être *« l'affaire de l'homme et de l'écologie »*. Il espère en avoir convaincu Mme Blandin, dont il fut l'un des collaborateurs les plus proches. Il défend *« ce plaisir du rapport extraordinaire avec la nature »* – l'écologie, selon lui –, tout en contestant la façon qu'ont les écologistes de poser le problème : *« A les écouter, on aurait même pollué les sols avec le plomb de nos cartouches ! C'est ridicule, et ils ne font ainsi que provoquer ces imbéciles de CPNT, qui ne sont que des FN déguisés. »* Pour M. Galametz, une chose est claire : *« La chasse en plaine et dans les bois se régule toute seule. Rien de plus simple. Pour les migrateurs, ils ne nous appartiennent pas. Là, il faut que ce soit hyperréglementé. »*

LE TERRAIN ET L'ADMINISTRATIF

Pour M. Auchedé, la proposition de loi examinée par l'Assemblée nationale, jeudi, répond à une nécessité. *« Tous les antichasse se sont emparés de la directive pour empêcher la chasse aux migrateurs,* dit-il. *Quand nous aurons arrêté au 31 janvier, ils nous demanderont de le faire au 31 décembre. Jusqu'à la disparition de la chasse ! Nous avons accepté beaucoup de restrictions, mais cela ne leur suffit pas. Il faut interdire encore davantage, au nom de la même directive européenne ou en la faisant interpréter par des tribunaux administratifs qui ne savent pas reconnaître une cigogne d'un rossignol du Japon. »*

Une chose est évidente pour les deux élus : il faut en finir avec des restrictions qui ne sont pas adaptées aux réalités du terrain. *« D'accord pour arrêter la chasse quand on met en péril une espèce,* dit M. Auchedé, *mais il faut constater que jamais on ne revient en arrière pour des espèces protégées. Prenez le cormoran ou la mouette rieuse. Ils prolifèrent au point de menacer les autres espèces. Allez donc en discuter avec un écolo, ce n'est pas possible ! »* M. Galametz souhaite que la loi permette d'apaiser les esprits dans *« les fédérations qui sont devenues des enjeux politiques où l'on rackette les chasseurs par timbres interposés »*. Tous deux l'affirment : *« La rancœur est extraordinaire chez les chasseurs. Si la loi ne passe pas, ça va être une explosion de colère, et les députés qui ne l'auront pas votée n'auront pas intérêt à rentrer chez eux ! »*

Pierre Cherruau

Un accroc dans la recherche d'un règlement à l'amiable avec les instances européennes

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

L'Assemblée nationale, qui se préparait, jeudi 18 juin, à adopter la proposition de loi venue du Sénat sur le gibier d'eau, allait placer ainsi la France dans une situation d'illégalité par rapport à la réglementation européenne. Le gouvernement a adressé au Parlement, le 16 juin, le rapport promis par son prédécesseur pour juillet 1996 sur l'application de la loi du 15 juillet 1994 relative aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs. Ce rapport explique que, *« dans le contexte communautaire actuel »*, il ne peut accepter une proposition de loi dont l'adoption fermerait toute possibilité de règlement amiable avec les instances européennes.

De fait, le texte du Sénat, en fixant, sauf pour les colverts, la date de la fermeture de la chasse au 28 février, est contraire à la directive européenne de 1979 *« concernant la conservation des oiseaux sauvages »*. Celle-ci demeure le texte de référence en la matière, adopté à l'unanimité, sous présidence française, et portant la signature de Jean François-Poncet, alors ministre des affaires étrangères. De plus, le texte en gestation s'oppose à l'interprétation de la directive qu'avait donnée la Cour européenne de justice de Luxembourg, en janvier 1994.

Vue de Bruxelles, la proposition de loi issue du Sénat apparaît ainsi comme une provocation : les gouvernements des Quinze, à deux exceptions près, le Parlement européen, à une très large majorité, les juges de la Cour de justice sont convaincus que les Français ont tort et que la protection des oiseaux migrateurs exige que la chasse soit fermée le 31 janvier. C'est là une situation d'autant plus dommageable, comme cherche à le faire comprendre le rapport du *gouvernement au Parlement, que* la Commission, nullement fermée au dialogue, cherche depuis longtemps à imaginer une solution de compromis acceptable pour tous. L'adoption de la loi hérétique à Paris rendrait toute conciliation plus problématique.

INTERPRÉTATION SOUPLE

« Lorsqu'il s'agit d'espèces migratrices, [les Etats membres] *veillent en particulier, à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation de la chasse ne soient pas chassées pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers le lieu de nidification »*, lit-on dans l'article 7 de la directive. Ces recommandations, la Commission s'est employée à les interpréter avec souplesse *jusqu'au jour où* la Cour de justice, interrogée, en a imposé une lecture plus stricte, incluant la fermeture pour toutes les espèces fin janvier.

Malgré l'existence de cet arrêt, la Commission a tenté d'aboutir à une solution plus sophistiquée, tenant compte des particularités des différents gibiers d'eau. Il s'agissait, en s'appuyant sur des bases scientifiques, d'échelonner les dates de fermeture. *Cette* proposition a été mal accueillie par les autres Etats membres, ainsi que par le Parlement européen. La loi adoptée par le Parlement français, en juillet 1994, s'inspirait des idées avancées par la Commission dans sa proposition de compromis, mais, dit-on à Bruxelles, en l'accommodant à sa manière, en avançant des bases scientifiques peu convaincantes pour justifier un prolongement de la durée de la chasse.

Du coup, la Commission, estimant que la France trichait et se mettait en infraction, a engagé la procédure de l'article 169 du traité : mise en demeure, devant être suivie par un avis motivé... La procédure traînait, jusqu'à l'apparition de la proposition adoptée par le Sénat, le 15 janvier, qui ne facilite pas l'émergence de solutions amiables. En réalité, au siège de la Commission, on admet ne pas être hostile à l'idée d'un modus vivendi consistant à fixer définitivement la date de la fermeture au 31 janvier, mais en l'assortissant de possibles dérogations.

Philippe Lemaître

La position du PS face aux alliances droite-FN provoque des débats chez les élus socialistes

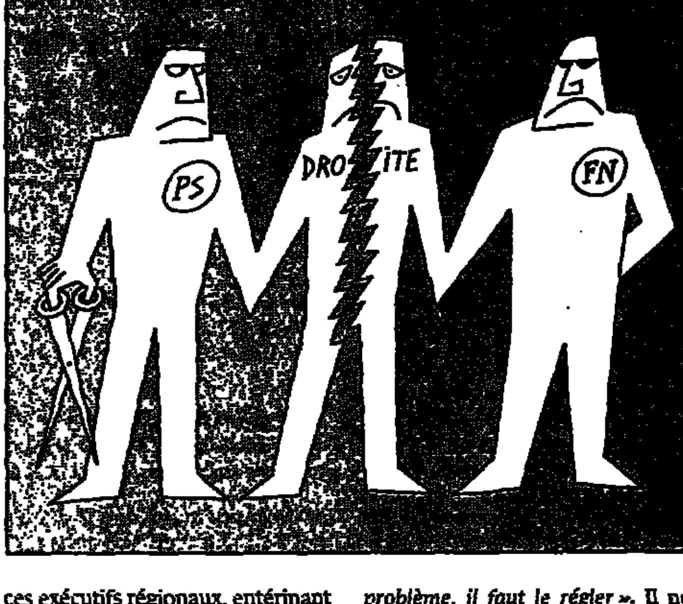
Le PS publie un appel d'intellectuels « à manifester » dans les régions

L'attitude à adopter face aux quatre présidents de conseils régionaux de droite élus avec les voix du Front national divise la majorité – le PCF, le MDC, le PRG et les Verts plaidant contre le refus systématique des propositions de ces présidents –, mais elle provoque aussi des interrogations au PS. Ce dernier a rendu public, jeudi 18 juin, un appel d'intellectuels à manifester contre les alliances entre la droite et le FN.

LE PARTI SOCIALISTE n'entend pas relâcher la pression pour obtenir la démission des présidents des quatre régions dirigées par une alliance droite-Front national (Bourgogne, Picardie, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon). Jeudi 18 juin, à l'initiative de Jean-Christophe Cambadélis, chargé des fédérations et des relations extérieures au secrétariat national, il a publié un appel *« à manifester »*, signé par une trentaine d'artistes et d'intellectuels, afin d'obtenir ces démissions et la *« rupture avec le Front national »*.

Parmi les premiers signataires, on compte des personnalités des régions concernées (ou limitrophes), comme des professeurs des universités de Lyon et de Grenoble, Bernard Faivre d'Arcier, directeur du Festival d'Avignon, Jean-Paul Montanari, directeur du Festival de la danse de Montpellier, Michel Orier, directeur de la Scène nationale de Picardie, ou Dominique Pitoiset, directeur du Théâtre national de Bourgogne. D'autres personnalités figurent parmi les signataires, comme Lucie Aubrac, Daniel Bedos, directeur du Festival du printemps des comédiens, Alain Bombard, Michel Cantal-Dupart, Stéphane Caristan, Costa Gavras, Jean-Claude Galotta, Claude Lanzmann, Marie-Claire Mendès France, Macha Meril, Daniel Mesguisch, Serge Moati, Robin Renucci, Pierre Santini, Jean Viala...

Cet appel intervient au moment où le PS cherche à clarifier sa stratégie face à ces conseils régionaux. Le 6 juin, en conseil national, le PS a opté pour l'opposition systématique lors des votes proposés par



ces exécutifs régionaux, entérinant l'attitude des élus socialistes de Rhône-Alpes et se démarquant de ses alliés du PCF, du Mouvement des citoyens et du Parti radical de gauche (*Le Monde* du 9 juin). Partisan du *« blocage sous des formes spécifiques »*, M. Cambadélis n'est pas mécontent de se montrer ainsi plus *« dogmatique »* que le PCF dans la lutte contre l'extrême droite. Au diapason, François Hollande refuse de *« déposer les armes »* et invite ses amis à *« éviter deux écueils, celui de la banalisation et celui de l'incompréhension par nos concitoyens »*. Cette position n'a pas empêché Martin Malvy, président (PS) de Midi-Pyrénées, d'affirmer, le 16 juin à Toulouse, sans être plus explicite, qu'*« il y a quand même un problème et, ce problème, il faut le régler »*. Il ne faut pas *« pénaliser les institutions »*, a-t-il dit.

Le 16 juin, au bureau national, personne n'a remis en cause cette stratégie. Les socialistes se sont mis d'accord sur une réforme du 49-3 régional, considérant le budget voté si une majorité ne présente pas un budget alternatif, qui obligera l'opposition à annoncer le nom de son candidat à la présidence. Mais des élus locaux, comme François Rebsamen, chef de file de la gauche en Bourgogne, membre du secrétariat national du PS, doutent que cette ligne puisse être tenue au-delà de six mois. M. Hollande a parlé, lui-même, de stratégie *« limitée dans le temps »*.

Ces élus s'appuient sur l'intervention de Lionel Jospin au conseil national, le 6 juin, qui, prenant en compte la *« diversité »* de la majorité et se gardant de *« donner une orientation »* à son parti, lui avait conseillé d'éviter deux pièges : l'*« obstruction systématique »* – *« qui conduirait à la paralysie de l'institution régionale »* – et la *« passivité »*, porteuse de banalisation. Mais le premier ministre avait surtout voulu, en prônant le *« service républicain minimum »*, ne pas faire miroiter la perspective d'une dissolution de ces conseils, présentée par Bernard Soulage, président du groupe socialiste de Rhône-Alpes, comme la solution *« démocratiquement la meilleure »*.

DES SUBVENTIONS ATTENDUES

M. Rebsamen avance deux raisons de douter de la pérennité de la stratégie du *« blocage »*. La première est qu'il juge difficile que les élus de gauche refusent de voter des mesures allant dans le sens de la politique du gouvernement, comme les emplois-jeunes. La seconde est que de nombreux maires risquent de ne pas supporter la suppression de subventions venant du conseil régional. *« En Bourgogne,* explique M. Rebsamen, *ce n'est pas l'argent de M. Soisson qui est distribué mais celui de la région. »* Au-delà de la Bourgogne, et en dehors de la Picardie, où le PS, qui avait laissé la région au PCF, doit davantage tenir compte de ses alliés, des interrogations se font jour aussi en Languedoc-Roussillon, où Georges Frêche semble espérer une invalidation de la liste de Jacques Blanc. Dans cette hypothèse, de nouvelles élections auraient lieu dans l'Hérault...

Michel Noblecourt

Le projet constitutionnel sur l'égalité hommes-femmes est largement approuvé

Jacques Chirac insiste sur les « mentalités »

L'APPROBATION, mercredi 17 juin, par le conseil des ministres, du projet de loi constitutionnelle sur la parité entre les hommes et les femmes a rencontré un accueil favorable à droite comme à gauche. Au cours du conseil, Jacques Chirac a insisté sur *« la nécessaire évolution des mentalités et sur la mise en œuvre pratique de l'égalité entre les femmes et les hommes »*. Pour le chef de l'Etat, qui a appelé les ministres eux-mêmes à *« intégrer cette préoccupation dans l'exercice de leur pouvoir de nomination »*, *« rien ne changera si les mentalités n'évoluent pas »*, et *« aucune révision de la Constitution, aucun texte législatif ne suffira à donner aux femmes leur juste place dans la société »*.

Elisabeth Guigou, ministre de la justice, qui présentait le projet de loi, a indiqué, de son côté, qu'il n'y avait *« pas eu de problème »* avec l'Elysée, la seule question étant de savoir quel article de la Constitution il fallait modifier : *« On a choisi l'article 3, je crois que c'est bien »*, a-t-elle ajouté. Pour Lionel Jospin, ce projet de loi est *« déjà la preuve d'un changement dans les mentalités »* et la modification de la Constitution est *« un point d'appui pour aller plus loin »*.

Pour Robert Hue, secrétaire national du PCF, *« il convient d'appuyer »* la démarche du gouvernement. Le Parti socialiste s'est félicité de l'adoption d'un projet de loi qui *« constitue l'aboutissement des engagements pris par le PS et confirmés par le premier ministre, Lionel Jospin »*. Le RPR a indiqué qu'*« il n'avait pas de préjugé défavorable »* au projet de loi constitutionnelle sur la parité hommes-femmes, tout en soulignant *« la nécessité d'une évolution des mentalités »*. Roselyne Bachelot, députée (RPR) de Maine-et-Loire, a demandé à M. Chirac de décider un référendum sur ce texte constitutionnel *« pour que les Français se saisissent d'un débat capital »*.

« UN FAUX PROGRÈS »

Selon Geneviève Fraisse, déléguée interministérielle aux droits des femmes, ce projet est *« un grand pas historique »*. Le changement constitutionnel *« ouvre la possibilité de faire des lois sans qu'elles soient jugées anticonstitutionnelles »*, s'est-elle réjouie. Pour sa part, Régine Saint-Criq, présidente de l'association Parité, la première des associations à s'être constituée sur ce thème en 1992, refuse de crier victoire trop tôt. *« Je regrette que la voie référendaire n'ait pas été choisie*, a-t-elle déclaré. Seule Elisabeth Badinter, dans un entretien publié jeudi par *Libération*, estime que *« cette réforme est un faux progrès qui aura des conséquences très négatives pour les deux sexes »* et dénonce *« un mauvais coup porté à la République, car c'est la porte ouverte au différencialisme »*.

Désaccord entre le Sénat et l'Assemblée sur la taxation des logements vacants

LES SÉNATEURS et les députés n'ont pas réussi à rapprocher leurs points de vue sur le projet de loi contre les exclusions. Mercredi 17 juin, la commission mixte paritaire, qui réunissait sept élus de chacune des deux chambres, a échoué au bout d'une heure trente de discussion. Pendant *« une demi-heure »*, les parlementaires se sont *« envoyé des fleurs »* sur le travail respectif du Sénat et de l'Assemblée, avant de constater leur désaccord, souligne Jean-Pierre Fourcade (Rép. et Ind.), président de la commission des affaires sociales du Sénat. *« Le Sénat a modifié le texte sur une trentaine de points, dont une quinzaine posent problème »*, a résumé M. Fourcade.

Les sénateurs ont supprimé plusieurs dispositions clés du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, le 20 mai, comme la taxe sur les logements vacants depuis plus de deux ans, dans les zones *« d'urbanisation continue »* de plus de deux cent mille habitants, qui connaissent *« d'importants déséquilibres »* entre l'offre et la demande de logements. Les élus de la deuxième chambre ont considéré cette disposition comme *« une atteinte grave au droit de propriété »*. De même, la référence au revenu minimum d'insertion pour la définition du *« reste à vivre »* des ménages surendettés ainsi que l'extension du moratoire des dettes aux *« créances fiscales, sociales et envers la Sécurité sociale »* ont été rayées du texte.

Ce dernier amendement de Véronique Neiertz (PS), rapporteur de la commission spéciale sur le volet surendettement, avait été voté sur tous les bancs au Palais-Bourbon, malgré l'avis défavorable de Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, rattachée auprès du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Les députés avaient alors relevé que Mme Lebranchu venait en *« service commandé »* de Bercy (*Le Monde* du 20 mai). Ainsi remodelé, le texte a été adopté au Sénat par le RPR, l'UDF et le PS. Le groupe communiste s'est abstenu, Guy Fischer (PCF) jugeant que *« la démarche sénatoriale aboutit à plus de précarité »*.

L'échec de la CMP était attendu : avant le début de la réunion, les députés avaient décidé de refuser le compromis du Sénat, qui proposait d'exclure de la taxe sur les logements vacants les propriétaires d'un seul logement, l'idée étant d'épargner les *« petits »*, souligne M. Fourcade. Cela revenait à sortir du dispositif *« 63 % des propriétaires »*, qui représentent environ *« 30 % du parc locatif »*, estime Alain Cacheux (PS), rapporteur de la commission spéciale sur le volet logement. *« De plus, la plus grande partie de la vacance privée provient de ce type de propriétaire : cette mesure vidait donc de son sens le texte »*, déclare le député du Nord. *« C'est de la démagogie ! »*, regrette le président de la commission des affaires sociales du Sénat.

« DURCISSEMENT » ANNONCÉ

Son homologue à l'Assemblée a tenu à le rassurer. Jean Le Garrec (PS) a indiqué que les députés tiendront compte de plusieurs amendements adoptés par le Sénat, comme, par exemple, la visite médicale gratuite pour les élèves des écoles, des collèges et des lycées, dans les cas où le manque de recours aux soins est *« manifeste »* ou, encore, la *« mixité »* des emplois dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion des jeunes, le « trajet d'accès à l'emploi », adoptée à l'unanimité au Sénat. Le compromis sur la prestation spécifique dépendance, négocié entre la commission des affaires sociales du Sénat et Martine Aubry (*Le Monde* du 13 juin), devrait aussi être approuvé au Palais-Bourbon.

Le texte de Mme Aubry sera examiné par la commission des affaires sociales de l'Assemblée le 23 juin, puis en séance publique le 30 juin. Membre du nouveau groupe de l'opposition parlementaire Démocratie libérale, issu de l'UDF, François Goulard (Morbihan), annonce un *« durcissement »* de sa position lors de la deuxième lecture du projet de loi. Le groupe DL à l'Assemblée nationale a été créé le 26 mai, soit quelques jours après le vote en première lecture du texte de Martine Aubry. M. Goulard se réjouit d'avoir, *« maintenant, les mains libres »*.

Clarisse Fabre

Les ambitions déçues de Didier Pineau-Valencienne

L'ASSOCIATION française des entreprises privées (AFEP) l'a annoncé officiellement : Ambroise Roux, président du conseil de surveillance du groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR), qui fêtera son soixante-dix-septième anniversaire le 26 juin, a été réélu, le 25 mai, à la présidence de ce club de grands patrons du privé (*Le Monde* du 16 juin).

M. Roux prolonge ainsi son mandat d'un an au moins. Et cette prolongation de bail sonne – temporairement ? – le glas d'ambitions officieusement formulées par certains de ses pairs. L'année 1998 se montre ainsi extrêmement décevante pour l'un d'entre eux, Didier Pineau-Valencienne, qui entame son dernier exercice à la tête du groupe de matériel électrique Schneider. Chiraquien, « DPV », qui avait succédé, en 1996, à Arnaud Leenhardt à la présidence de la commission sociale du CNPF pour cause de conflit ouvert entre ce dernier et Jean Gandois, avait dû renoncer à guigner le poste de numéro un de la confédération patronale, finalement dévolu, en décembre 1997, à Ernest-Antoine Seillière.

Quelques semaines plus tard, l'un de ses actionnaires les plus influents, Claude Bébéar, patron du groupe Axa, lui imposait d'accélérer sa succession à la tête de son propre groupe. M. Bébéar appuyait ainsi l'arrivée d'un autre proche de Jacques Chirac, Henri Lachmann, patron de Strafor-Facom, dès janvier 1999, à la présidence de Schneider. Le passage de relais doit s'opérer ainsi six mois avant l'échéance statutaire du mandat de M. Pineau-Valencienne, fixée à juin 1999.

DÉPART DIFFÉRÉ

Ce retrait anticipé aurait eu une contrepartie : M. Bébéar aurait ainsi promis au PDG de Schneider de le soutenir si, d'aventure, la succession d'Ambroise Roux à l'AFEP était ouverte. La réélection d'« Ambroise » efface, pour le moment, la portée pratique d'un tel engagement. Cependant, au sein des milieux patronaux, la succession de M. Roux est désormais dans toutes les têtes. Parallèlement à celui de M. Pineau-Valencienne, le nom de Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, est fréquemment cité comme l'un des compétiteurs potentiels, le jour où la course sera officiellement ouverte.

Caroline Monnot

M. Madelin contre une commission sur la « préférence nationale »

ALAIN MADELIN, président de Démocratie libérale, a écarté, mercredi 17 juin, la proposition d'Edouard Balladur de réunir une commission sur la « préférence nationale ». Lors d'une conférence de presse, M. Madelin a répété qu'à ses yeux *« il n'y a pas de questions taboues »*, mais il a ajouté : *« Sur la préférence nationale, je n'ai pas besoin de commission pour répondre. »* Réfutant point par point la possibilité de distinguer entre Français et étrangers pour l'ouverture des droits sociaux, M. Madelin a affirmé : *« Il peut y avoir des débats techniques, mais ces débats ne doivent pas être placés dans la problématique de la "préférence nationale". »*
De son côté, François Fillon, porte-parole du RPR, a dénoncé, mercredi sur Europe 1, *« le procès en sorcellerie fait à Edouard Balladur »*, qui, selon lui, *« n'est pas suspect de vouloir faire des alliances avec le Front national »*. A l'inverse, Charles Millon a déclaré, sur France 2, que *« si des familles politiques sont reconnues il faut les interroger »*.

Mobilisation des anti-européens de droite et de gauche

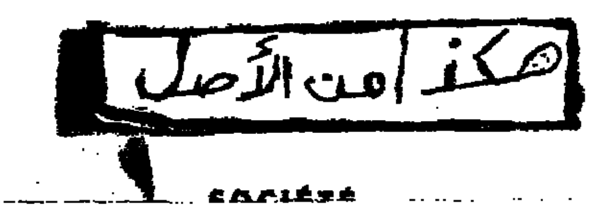
A L'APPROCHE de la ratification du traité d'Amsterdam, les opposants à la contruction européenne se mobilisent. A droite, l'Action pour une confédération paneuropéenne, présidée par Alain Bournazel, maire (RPR) de Domme (Dordogne), lance, jeudi 18 juin, un « Manifeste pour les états généraux de la souveraineté nationale ». Parmi les cent premiers signataires figurent l'économiste Alain Cotta, les universitaires Paul-Marie Coûteaux et Raoul Girardet, le général (CR) Jeannou Lacaze et Olivier d'Ormesson, ancien président du CNI. Ils demandent notamment l'organisation d'un référendum.
Certains des signataires, dont M. Coûteaux et Francis Choisel (RPR), conseiller général des Hauts-de-Seine et président de l'Alliance pour la souveraineté de la France, co-organisent, le même jour, une réunion publique dans la mairie du 11e arrondissement de Paris, détenue par le chevènementiste Georges Sarre, en compagnie de membres du PCF, dont Guy Poussy, chef de file des opposants à Robert Hue dans le Val-de-Marne.

DÉPÊCHES

■ **DROITE : Valéry Giscard d'Estaing estime**, dans un entretien publié par *Paris-Match* (daté 25 juin), qu'à droite *« il y a beaucoup d'hommes à changer »* avant de parvenir à un renouveau. *« Je pense à la génération suivante. La génération formée par la crise sera la génération de la renaissance »*, ajoute l'ancien chef de l'Etat. M. Giscard d'Estaing se prononce pour l'organisation de la droite parlementaire *« en deux formations alliées »*. Il ajoute qu'il *« s'active à créer un comité pour la mise en œuvre du quinquennat »*.

■ **SONDAGE : selon un sondage CSA publié par** *Le Nouvel Observateur*, daté du 18 au 24 juin, 57 % des sympathisants de droite pensent que leur camp *« ne peut s'en sortir qu'en changeant totalement d'équipes dirigeantes et d'idées »*, tandis que 36 % estiment *« qu'avec L'Alliance la droite est en bonne voie pour se reconstruire »*. La majorité d'entre eux ne pense pas que le RPR et l'UDF aient *« des choses à apprendre du Front national »*, notamment en matière d'immigration (57 %) et en ce qui concerne la *« préférence nationale à l'embauche »* (64 %) (sondage réalisé le 28 mai auprès de 1 004 personnes de 18 ans et plus, méthode des quotas.)

■ **MODERNISATION : Jacques Chirac a reçu Pascal Perrineau**, directeur du Centre d'études sur la vie politique française (Cevipof), dans le cadre de ses consultations sur la modernisation de la vie politique, mercredi 17 juin. Le politologue a plaidé en faveur *« d'une prise de conscience (...) d'attitudes à changer, de discours à casser, de pratiques du pouvoir à renouveler »* pour les responsables politiques et syndicaux, afin de répondre à la *« politisation négative »* de la société. Il a estimé que la modernisation devait répondre *« au malaise, pas simplement du système politique français, mais aussi de la société française »*.



ÉDUCATION Les décrets portant sur la déconcentration des mutations des enseignants devaient être examinés le 18 juin, lors d'un comité technique paritaire ministériel. Les syndicats enseignants, dont le plus puissant d'entre eux, le SNES-FSU, ayant décidé de pratiquer la politique de la chaise vide, cet examen est repoussé à une date ultérieure. ● D'UN ABORD TECHNIQUE gestionnaire, ce dossier que M. Allègre considère comme prioritaire ne manque pas d'avocats parmi les hommes politiques. Mais il est rejeté par les enseignants. ● DANS UN COMMUNIQUÉ commun, les syndicats FSU, Snalc et CGT *« entendent protester solennellement contre la décision d'imposer aux enseignants du second degré une déconcentration de leurs mutations et de leur gestion »*. ● LES DÉCRETS qui devaient être examinés comportent également un volet consacré aux emplois-jeunes.

Le ministre de l'éducation nationale peine à « dégraisser le mammouth »

La plupart des syndicats d'enseignants ne participeront pas au comité technique paritaire ministériel qui devait examiner les décrets sur la déconcentration des mutations des enseignants. Ce dossier constitue l'une des priorités de Claude Allègre

LE DÉGRAISSAGE du mammouth s'annonce mal. La bête ne veut toujours pas se laisser faire. Les syndicats d'enseignants – à l'exception de la FEN et du SGEN-CFDT – ont décidé, mercredi 17 juin, de boycotter le comité technique paritaire ministériel (CTPM) du 18 juin, qui devait examiner une série de décrets portant sur la déconcentration des mutations des enseignants. L'affaire n'est pas que de technique gestionnaire. Sensible, elle relève autant du symbolique et du politique.

Les sept organisations de la FSU (Fédération syndicale unitaire), le Snalc (classé à droite) et la CGT ont déclaré dans un communiqué commun que, *« par cette décision exceptionnelle, ils entendent protester solennellement contre la décision du ministère de l'éducation nationale d'imposer aux enseignants du second degré une déconcentration de leurs mutations et de leur gestion »*.

« AUCUN COMPTE »

Ces syndicats, qui représentent une très large majorité des personnels du second degré, estiment que le ministère n'a *« tenu aucun compte de leurs arguments »* et *« prétend passer en force »*. Ils concluent que *« le mépris ainsi affiché pour les personnels et leurs représentants (...) constitue une atteinte à la démocratie »*.

Claude Allègre, à peine nommé ministre de l'éducation nationale, en avait fait, voilà un an, du dossier prioritaire. Et un cheval de bataille *contre le SNES, principal* syndicat du secondaire, qui maîtrise au niveau national et local toutes les étapes des affectations. Il s'était abondamment expliqué, dans la presse, à l'Assemblée, pour montrer que cette réforme rendrait la gestion des enseignants plus humaine et plus proche du terrain.

Pourquoi, de plus, passer par Paris pour être muté de Roubaix à Hazebrouck ?, s'était demandé à plusieurs reprises le ministre de l'éducation nationale.

Mais, dès le mois de novembre, il avait soulevé une tempête syndicale, en essayant de déconcentrer le « mouvement » de 1998, qui organise les changements d'affectation des enseignants du second degré. Il avait dû y renoncer, mais avait promis cette déconcentration pour 1999.

L'affaire a pris un tour nouveau avec l'intervention du premier ministre, lors des Assises nationales des ZEP à Rouen, voilà dix jours. S'exprimant pour la première fois sur des sujets éducatifs depuis son arrivée à Matignon, Lionel Jospin a assuré que, malgré les *« crispations »*, la déconcentration *« serait menée à bien, dans la concertation »* (*Le Monde* daté dimanche 7-lundi 8 juin). Il en a fait un devoir gouvernemental, concernant tous les départements ministériels.

Pourtant, lui-même y avait renoncé en 1991, lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale, bien qu'il ait demandé à ses services d'étudier dans le détail la faisabilité de l'opération.

En raison d'un bénéfice politique nul et sentant sans doute venir le coup de vent syndical, *« le gouvernement n'a pas pris de décision. Les choses sont donc restées en l'état, alors que l'administration s'était mise en mesure de passer à l'acte »*, écrit un ancien directeur des personnels enseignants, Pierre Dasté, dans son ouvrage sur la gestion des personnels enseignants (Hachette éducation, 1993).

La cause n'a pourtant pas, depuis, manqué d'avocats : Roger Fauroux, ancien président de la commission de réflexion sur l'école, avait plaidé avec vigueur en 1995 pour cette déconcentration. Tout récemment, Raymond Barre, le maire de Lyon, a apporté à Claude Allègre un soutien appuyé, lors du colloque national sur les lycées : *« J'ai beaucoup admiré vos déclarations sur la déconcentration. (...) Il faut cesser de penser que tout doit être réglé par des circulaires de bureau, écrites par des gens qui ne sont jamais allés sur le terrain »*, avait lancé l'ancien premier ministre (*Le Monde* du 2 mai). Deux exemples, parmi d'autres.

Bref, tous les politiques en veulent, la haute administration y est acquise, mais les principaux intéressés, les enseignants, la rejettent. Ces derniers voient dans la déconcentration de leurs affectations, qui seraient confiées aux recteurs, un profilage accru des postes et une *« menace contre le caractère national du service public d'éducation »*. Ils refusent *« les tentatives d'accroître le poids des responsables locaux (...) et de tenter de généraliser la flexibilité et l'annualisation »*. Claude Allègre se trouve donc aujourd'hui très entouré, mais face à une opposition syndicale dure : il n'est soutenu, pour une réforme voulue et appuyée par le premier ministre, que par deux organisations syndicales, le SE-FEN, très minoritaire dans le second degré, et le SGEN-CFDT, mieux représenté, mais encore loin derrière la FSU.

PETITS MAMMOUTHS RÉGIONAUX

Encore ne s'agit-il que d'un soutien conditionnel : le SGEN ne votera les textes que si la nouvelle composition des instances paritaires locales lui garantit de conserver des élus et si des personnels en nombre suffisant et formés sont mis à la disposition des académies pour assurer les nouvelles tâches créées par la gestion déconcentrée des personnels. Même le SE, fervent partisan de la réforme (qui ne concerne guère ses adhérents), admet qu'elle peut aboutir à la constitution de petits mammouths régionaux.

Telle est la position des appareils nationaux. Il n'est pas certain pourtant que l'ensemble des enseignants se sentent concernés. Seuls 90 000 d'entre eux demandent une mutation chaque année sur un total de 350 000. De plus, il n'est guère facile pour le SNES de « vendre » une opposition à une réforme qui n'intéresse guère le grand public dans ses aspects techniques. Ce n'est pas une baisse de salaire ni une perte d'emploi qui menace les enseignants. La difficulté consiste pour le syndicat le plus représentatif de l'enseignement secondaire à expliquer aux jeunes enseignants et à ceux qui sont mécontents de leur affectation les risques potentiels que recèle selon lui la déconcentration. Le SNES peut toutefois sans doute compter sur l'exaspération des enseignants, fatigués des déclarations agressives de Claude Allègre depuis un an.

Mercredi 17 juin au soir, les syndicats signataires de la déclaration commune ont annoncé la tenue d'une conférence de presse, jeudi à 10 h 30, au moment même où devait se tenir le CTPM. Faute de quorum, le ministère sera donc obligé de reporter la séance, qui se tiendra probablement dans les jours qui viennent. Ce délai retardera d'autant le circuit de ces textes, qui doivent également être vus par le Conseil supérieur de la fonction publique et examinés par le Conseil d'Etat. En revanche, lors d'une deuxième convocation du CTPM, le quorum n'est plus obligatoire. Le ministère a donc la possibilité technique de passer en force. Mais peut-être pas l'occasion politique.

Béatrice Gurrey

Un temps de travail allégé pour les aides-éducateurs

Un nouveau texte relatif au temps de service des emplois-jeunes recrutés par l'éducation nationale devait être soumis pour information au comité technique paritaire du 18 juin. A compter du 1er septembre, les aides-éducateurs devraient effectuer en moyenne 1 575 heures par an – ce qui équivaut à trente-cinq heures par semaine – et disposer de sept semaines de congés annuels. Ce temps de travail comprend la formation (deux cents heures par an) promise aux emplois-jeunes.

Ce texte, qui, selon le cabinet du ministère de l'éducation nationale, a reçu l'accord du premier ministre et du ministère de l'emploi, vise à harmoniser les conditions de travail des aides-éducateurs. En effet, si tous ont signé un contrat de droit privé et devaient, officiellement, travailler trente-neuf heures par semaine et bénéficier de cinq semaines de congé par an, la situation sur le terrain a fait apparaître de grandes disparités. Les chefs d'établissement ont eu beaucoup de difficultés à faire coïncider ce temps de service avec les horaires des collèges ou des écoles primaires.

Les nouvelles affectations, mode d'emploi

COMMENT est régi aujourd'hui *le « mouvement » national des enseignants ?*

Un ordinateur ministériel puissant, à Montrouge, centralise toutes les demandes de mutation des enseignants, exprimées sous forme de voeux concernant un établissement, une commune, un département, ou une académie. La satisfaction de ces voeux, demandés aux enseignants en décembre, dépend du nombre de points que chaque professeur capitalise dans son barème. Celui-ci est fondé essentiellement sur la situation familiale, l'ancienneté et la nature du poste précédemment occupé.

L'ordinateur mouline donc les milliers de demandes que les enseignants formulent, qu'ils veuillent changer d'académie ou muter à l'intérieur de celle-ci. Des commissions *administratives paritaires*, ministère-syndicats, examinent les cas au niveau national et local. Les *résultats des affectations sont* connus pour la plupart fin juin. Cette gigantesque machinerie mobilise pendant plusieurs mois les services centraux du ministère de l'éducation nationale.

● *Que propose désormais le ministère ?*

Les décrets qui devaient être examinés *le 18 juin au CTPM décrivent* un mouvement en deux temps. Un mouvement national, puis un mouvement *académique. Les enseignants* qui cherchent à changer d'académie seraient d'abord affectés *dans cette académie de façon* générale, sans que soit prise en compte une demande d'établissement particulier. *Les enseignants* qui veulent bouger à l'intérieur d'une académie ne seraient plus versés *dans le pot commun du* mouvement national, mais n'auraient à faire connaître leur demande *qu'au niveau académique.* Une fois toutes les demandes de mutations inter et intra académiques connues, le recteur – et non plus la centrale à Paris, c'est la grande nouveauté – se trouverait donc à la tête d'un certain nombre d'enseignants à affecter de façon précise : soit sur un poste « définitif », soit sur un poste de remplacement, soit sur un poste de titulaire académique (TA).

Ces derniers, qui n'ont pas assez de points au barème pour obtenir un poste définitif, sont affectés dans l'académie en fonction des besoins. On peut leur demander d'enseigner dans une discipline voisine de la leur ou même dans un lycée professionnel alors qu'ils sont certifiés. Plus de 60 % des jeunes enseignants qui connaissent leur première affectation sont des titulaires académiques. Encore peu nombreux il y a quelques années, les TA se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers. 31 700 en 1996, ils étaient 39 000 en 1997. Ils représentent désormais le volant de « flexibilité » du système, rôle dévolu naguère aux maîtres auxiliaires.

● Quels sont les avantages attendus par le ministère ?

La Rue de Grenelle espère de ce changement une meilleure gestion *qualitative des personnels, fondée* sur une information plus fine de ces derniers sur les postes à pourvoir, *puisque gérée au niveau local.* Selon le ministère, les besoins des établissements seraient également *mieux pris en compte.*

● Que redoutent les syndicats ?

Une « caporalisation » du métier, *le développement du clientélisme*, avec *in fine* le pouvoir donné au chef d'établissement de choisir ses *enseignants, même si cette hypo*thèse n'est pas prévue par les textes. Il est vrai cependant que les *modifications de statut qu'ils pro*posent permettraient, dans un futur plus ou moins proche, d'arriver à *cette situation par un simple* arrêté. Le ministère ne se cache d'ailleurs pas de vouloir bouleverser *complètement l'organisation* des académies. Un texte soumis actuellement à la concertation propose, *sur la base du rapport* du recteur Claude Pair, de créer des échelons intermédiaires entre le recteur, les *corps* d'inspection et les établissements. Ainsi, un poste de *« vice-recteur »* et un poste de d'*« administrateur scolaire »* par *« bassin de formation »* seraient créés dans toutes les académies . *« Cet ensemble, lui-même déconcentré, gérera le mouvement intra-académique des enseignants. »* On voit bien que le ministère n'a pas l'intention de s'en tenir au cadre général tracé par les décrets fixant les règles de la déconcentration.

● Qui assurera les nouvelles tâches d'affectation des enseignants au niveau des rectorats ?

Le ministère se montre plus que flou sur cette question. Les uns disent prudemment que l'on *« va transférer progressivement des postes de la centrale vers les académies »*. Les autres pensent qu'il faut *« mieux organiser les rectorats »*, bref, redéployer. *« Nous n'avons pas fini d'évaluer la nouvelle charge de travail »*, admettent les plus lucides.

B. G.

Les mutations des enseignants

● **Effectifs** : *364 800 enseignants* représentant 34 disciplines étaient employés dans le second degré à la rentrée *95-96, soit 12,9 % de plus* qu'il y a dix ans.

● **Mouvement** : près de 25 % des enseignants (95 000) demandent chaque année une mutation. Parmi eux, 51 000 (53,7 %) à l'intérieur de leur académie, 28 500 (30 %) en dehors et 15 500 (16,3 %) à la fois dans et hors leur académie d'origine. *S'y ajoutent* 20 000 nouveaux titulaires, lauréats des concours. En 1997, 42 370 enseignants ont bénéficié d'une mutation, dont 21 882 à l'intérieur de leur académie. 1 826 affectations ont été accordées par *le ministre*, hors mouvement, sur intervention de *« notables »*.

● *Déficit* : *63 % des jeunes* professeurs ont été nommés hors de leur académie d'origine, la plupart contre leur voeu. Ils *comblent* les déficits de sept académies qui « exportent » massivement des enseignants titulaires *chevronnés* : Créteil, Versailles, Lille, Amiens, Rouen, Reims et Orléans. Dans les zones sensibles, près de trois emplois sur quatre ne sont pas pourvus par le mouvement.

● **Déconcentration** : 70 000 demandes de mutation sont déjà traitées dans les académies. Elles concernent les professeurs de l'enseignement général dans les collèges (PEGC ex-instituteurs) et surtout les maîtres auxiliaires.

Ambiance houleuse lors des auditions de la commission d'enquête sur les juridictions consulaires

Le président du tribunal de commerce de Paris a refusé de répondre aux questions d'Arnaud Montebourg

La commission d'enquête parlementaire sur les juridictions consulaires a entendu, mercredi 17 juin, le président du tribunal de commerce de Paris, Jean-Pierre Mattei, dans une ambiance houleuse. Le rapporteur, Arnaud Montebourg, l'a interrogé sur les soupçons de corruption recueillis par la commission. M. Mattei a refusé de répondre en invoquant le principe de la séparation des pouvoirs.

LE DUEL attendu entre le président du tribunal de commerce de Paris, Jean-Pierre Mattei, et le rapporteur de la commission d'enquête sur les juridictions consulaires, Arnaud Montebourg, a tourné court, mercredi 17 juin. Au terme d'une séance houleuse, au cours de laquelle le député (PS) de Saône-et-Loire, assisté de deux de ses collègues, a interrogé plusieurs juges, dans une salle du tribunal de commerce, M. Mattei a invoqué *« le principe de la séparation des pouvoirs »* pour refuser de répondre aux questions portant sur plusieurs dossiers jugés par sa juridiction. *« Vous dépassez les limites, vous continuez à chercher systématiquement l'incident »*, a lancé M. Mattei au rapporteur, qui s'efforçait de le questionner sur son rôle personnel dans le traitement de certaines affaires. *« Je vous rappelle que vous êtes sous serment. Vous refusez de répondre ? »*, lui a demandé M. Montebourg. Prenant acte du refus de M. Mattei, il a alors levé la séance.

Face à cette obstruction, la commission d'enquête parlementaire, présidée par le député (PS) de l'Allier François Colcombet, devrait promptement transmettre à la justice les éléments qu'elle a recueillis et qui jettent le soupçon sur le tribunal de commerce de Paris. Plusieurs témoins ont évoqué, devant la commission parlementaire, les circonstances dans lesquelles le tribunal a, en 1997, autorisé le plan de continuation du groupe hôtelier Royal-Monceau, malgré un passif supérieur à 2 milliards de francs. Un magistrat du parquet est allé jusqu'à évoquer, outre des *« rumeurs de corruption »*, l'insistance de M. Mattei à présider en personne l'audience consacrée à ce dossier. *« Il ne l'a pas fait parce que le parquet lui a dit qu'il ne pouvait pas le faire »*, a déclaré ce substitut, relatant l'émergence, chez certains juges, d'un *« doute objectif sur son impartialité »* (*Le Monde* du 17 juin).

L'examen des archives du tribunal a, en outre, révélé la *« disparition »*, en 1995, d'une somme de 148 millions de francs, extraite des comptes de l'une des sociétés du groupe Royal-Monceau à destination d'un compte dans les îles Vierges, quelques semaines avant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Or cette société avait justement été placée, par le tribunal de commerce, hors du périmètre du redressement, si bien que la disparition de cette somme n'a pas été prise en considération lorsque les juges ont autorisé le dirigeant du groupe hôtelier à poursuivre son activité.

C'EST MAUVAIS POUR LE COMMERCE,
QU'ON NOUS VOIE ENSEMBLE.
PESSIN

Questionné par la commission, lundi 15 juin, le juge-commissaire chargé de ce dossier a affirmé que la délimitation du périmètre de redressement avait été effectuée sur l'ordre personnel du président Mattei. Le même témoin a raconté qu'un autre juge lui avait instamment demandé de ne pas *« monter à l'audience »*, en raison de son hostilité déclarée au plan de continuation. Mercredi, M. Mattei a fermement contesté être intervenu dans le cours de ce dossier, mais le juge précité a réitéré ses déclarations. *« L'un de vous deux ment à la commission »*, en a déduit M. Montebourg. *« Je persiste et je signe »*, lui a répondu M. Mattei.

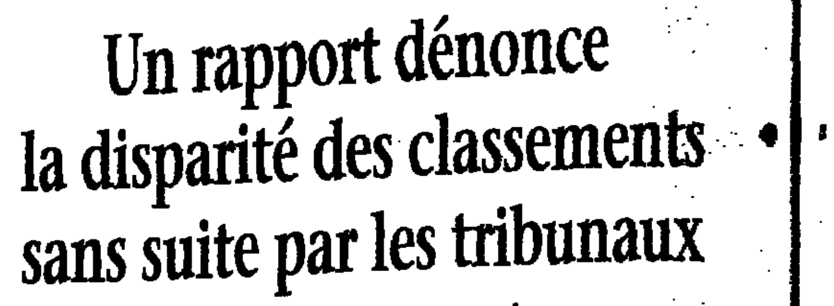
Désireux de mettre en évidence *« l'effondrement des systèmes de contrôle »* au sein des juridictions consulaires, le rapporteur de la commission d'enquête a, par ailleurs, lu en séance publique le témoignage d'un entrepreneur français vivant aux Etats-Unis, dont la société avait été placée, en 1993, en liquidation par le tribunal de commerce de Paris. Interrogé le 2 juin, celui-ci avait fait état de *« propositions »* qui lui avaient été faites par un mandataire-liquidateur dans le but de le faire *« entrer dans le jeu des enveloppes »*, sous *« la menace d'étendre la faillite »* de la société à la personne du dirigeant, ce qui aurait pu entraîner des conséquences pénales. *« La méthode, très simple, consistait à me faire rencontrer un juge »*, avait-il poursuivi, citant le nom de ce magistrat, et affirmant que ce dernier lui aurait réclamé d'importantes sommes d'argent, à verser sur un compte bancaire à Genève, dont il a livré le numéro.

Cette déposition pourrait, elle aussi, être transmise au parquet par les députés, alourdissant le climat de suspicion pesant sur la juridiction consulaire parisienne, au moment où celle-ci est l'objet d'une enquête de l'inspection générale des finances et de l'inspection des services judiciaires, à la demande du garde des sceaux.

Hervé Gattegno

Le témoignage de Régine sur la liquidation du Palace

La commission d'enquête a recueilli, le 4 juin, le témoignage de Régine, présentée comme *« reine des nuits parisiennes »*, à propos de la liquidation du Palace. La boite de nuit avait été placée en liquidation en 1996, à la suite d'une fermeture ordonnée après l'interpellation de revendeurs d'ecstasy. La *« suite des événements »* est, selon elle, *« choquante, étonnante et incompréhensible »*. *« Les personnes qui voulaient acheter étaient renvoyées* [par le tribunal de commerce] *avec des prétextes qui ne tenaient pas debout »*. Ce fut le cas du chanteur du groupe Simply Red, qui proposait de racheter l'établissement pour 50 millions de francs, en remboursant l'intégralité du passif : 32 millions de francs. *« Je pense que cette affaire devait intéresser quelqu'un*, a-t-elle déclaré. *Je ne suis quand même pas idiote : le schéma, pour moi, est clair. D'ailleurs, j'ai reçu deux coups de téléphone me disant que cette affaire resterait à des amis du tribunal. »* Elle assure ne pas avoir pris ces avertissements au sérieux, jusqu'à la liquidation. Aujourd'hui, le tribunal de commerce s'apprête à vendre le Palace aux enchères. Mise à prix : 4 millions de francs. Régine a demandé *« qu'une enquête soit effectuée »*.



Un rapport dénonce la disparité des classements sans suite par les tribunaux

L'« égalité des citoyens » est remise en cause

DEPUIS quelques années, le taux de classement sans suite des affaires ne cesse d'augmenter : en vertu du principe de l'opportunité de poursuites, les procureurs classent aujourd'hui 80 % des plaintes et procès-verbaux qui leur sont transmis, contre 70 % en 1990.

Ce chiffre masque de grandes disparités d'une juridiction à l'autre, comme le montre le sénateur (RPR) du Haut-Rhin, Hubert Haenel dans un rapport intitulé « Les infractions sans suite ou la délinquance mal traitée ».

En 1995, 93 % des plaintes reçus par le parquet de Toulouse ont été classés contre 62 % pour le parquet de Foix. Pour M. Haenel, *« de telles disparités dans les taux de classement remettent en cause l'égalité des citoyens devant la loi puisqu'une affaire similaire aura plus de chances d'être classée dans une grosse juridiction que dans une plus petite »*.

Ce document de la commission des finances du Sénat, rendu public jeudi 18 juin, analyse les blocages et dysfonctionnements qui empêchent la justice de traiter toutes les procédures qui lui parviennent.

Estimés entre 25 % à 40 % des affaires, selon les juridictions, ces « classements secs » ne sont reconnus « qu'avec réticence » par les magistrats

La chancellerie ne disposant d'aucune statistique fiable sur les classements sans suite, chaque tribunal détient sa propre nomenclature. Sont donc regroupés sous la même appellation les classements dits *« forcés »* – les affaires dans lesquelles on ignore l'auteur de l'infraction par exemple –, les classements sous condition qui ont donné lieu à une médiation ou une transaction pénale, et les *« classements d'opportunité »*, qui regroupent toutes les affaires dont les auteurs sont identifiés mais que le parquet se refuse à poursuivre en vertu de son pouvoir d'appréciation des faits.

Estimés entre 25 % à 40 % des affaires, selon les juridictions, ces *« classements secs »* ne sont reconnus *« qu'avec réticence »* par les magistrats. Les vols à l'étalage d'un faible montant commis par la première fois, les infractions de faible gravité commises au sein des familles ou dans le cadre du voisinage ainsi que l'usage occasionnel de cannabis ne sont généralement pas poursuivis, surtout dans les zones urbaines.

A ces classements, s'ajoutent les infractions dont la justice n'a pas connaissance. *« L'ambiance de défiance vis-à-vis de la capacité de la justice à obtenir réparation pousse de nombreux citoyens victimes de petits délits à renoncer à porter plainte »* souligne Hubert Haenel. Ce *« chiffre noir »* de la délinquance, difficile à évaluer, s'ajoute aux 20 % de plaintes transmises aux commissariats mais classées de fait par les policiers, qui ne les transmettent pas aux parquets. Enfin, une partie des infractions, soumises au contrôle des administrations, échappe encore à la justice : l'article du code de procédure pénale qui oblige toute administration à signaler les faits délictueux dont elle a connaissance reste en effet très peu appliqué.

Afin de limiter l'importance de cette délinquance non traitée, Hubert Haenel préconise d'étendre l'organisation des parquets en traitement en temps réel et de développer les modes alternatifs de résolution des conflits, comme la médiation ou la réparation. Le sénateur estime pourtant que plusieurs *« blocages »* s'y opposent : alors que *« l'efficacité du traitement en temps réel repose sur une étroite concertation entre tous les acteurs de la chaîne pénale »*, le rapporteur note que les relations entre la police et la justice s'apparentent plus à *« des relations de féodalité qu'à des relations fondées sur la coopération et la transparence »*. De même, M. Haenel déplore *« le corporatisme, le conservatisme et le cloisonnement* [des] *acteurs »* du monde judiciaire, certains magistrats acceptant mal *« la remise en cause de* [leurs] *habitudes »*.

Le sénateur estime par ailleurs nécessaire que les parquets notifient et motivent le classement des plaintes qu'ils effectuent, comme le prévoit le projet de réforme présentée par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou. En revanche, il s'oppose au projet de la chancellerie d'instaurer un recours contre les classements sans suite pour les justiciables, qui pourront faire appel de la décision du procureur devant une commission parce que cette disposition sera *« extrêmement lourde »*.

Cécile Prieur

La politique de Lyon en matière de stupéfiants

Afin de faire face à l'afflux des procédures qui lui sont transmises, chaque parquet adopte une politique pénale qui lui est propre. En matière de stupéfiants par exemple, les parquets de la cour d'appel de Lyon ont décidé de ne pas poursuivre le simple usager lors de sa première interpellation. La personne interpellée est éventuellement convoquée en maison de justice pour un rappel à la loi ou fait l'objet d'une injonction thérapeutique si son état de santé le nécessite.

Les parquets font également la distinction entre la consommation personnelle et la revente. A la cour d'appel de Lyon, jusqu'à 20 grammes de haschich ou de résine de cannabis et trois doses d'héroïne, les parquets estiment qu'il s'agit de consommation personnelle, et les personnes interpellées ne sont pas poursuivies. Au-delà, des poursuites sont systématiquement engagées pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

Quand une « opération chemin de fer » fait dérailler une banque clandestine

UNE CENTAINE d'habitués du casino de Menton ont pu jouer gros, pendant des années, grâce aux prêts d'une banque clandestine qui fonctionnait sous couvert d'un bureau de change local. Mis en examen pour *« exercice illégal de la profession de banquier »* par le juge d'instruction Jean-Paul Renard, les deux Italiens dirigeant cette société ont été écroués lundi 15 juin à la maison d'arrêt de Nice. Leur arrestation a été effectuée lors d'un coup de filet policier, baptisé « opération chemin de fer » (du nom d'un jeu proche du baccara), lancé conjointement par les renseignements généraux en France et par la *guardio di finanzio* en Italie.

Dirigeant depuis 1994 la société de change Ramilos, à Menton, Gian Paolo Aceto et son fils Carlo s'étaient constitué, grâce au bouche à oreille, une clientèle de compatriotes attirés par les tables de jeu du casino frontalier. Pour mieux répondre aux besoins pressants des joueurs en liquidités, les deux Italiens les recevaient à l'intérieur d'un restaurant situé à un jet de dès du casino. Ils leur remettaient des devises françaises ou italiennes en échange de chèques de caution. Lors des perquisitions opérées le 13 juin à leurs domiciles et au siège de leur office de change, une trentaine de chèques – allant de quelques milliers à une dizaine de milliers de francs – ont été saisis par les enquêteurs judiciaires de la sous-direction des courses et jeux des renseignements généraux.

JOUEURS PRODIGUES

Les sommes concernées correspondent à un profil de joueurs relativement prodigues, la dépense quotidienne moyenne étant de 170 francs par joueur au casino de Menton.

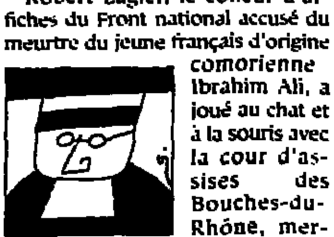
Si le joueur était en veine, il pouvait « racheter » son chèque peu après avoir quitté le tapis vert. S'il perdait, ses dettes étaient consignées par la famille Aceto. Discrètement approchés dans l'enceinte du casino, des joueurs précédemment aperçus en contact avec les dirigeants de la société Ramilos ont indiqué avoir été contraints de rembourser leurs emprunts, soit à des taux exorbitants, soit en cédant une partie de leurs biens. Les plus malchanceux ont évoqué des dettes cumulées s'élevant à quelques centaines de milliers de francs. Côté italien, l'enquête de la *guardia di finanzia*, diligentée par le parquet d'Imperia, vise à démonter le fonctionnememnt du système de prêts mis en place en Italie. Engageant cent cinquante officiers du service phare de la police financière italienne, le 13 juin, l'enquête devra établir si le réseau démantelé servait à blanchir des capitaux d'origine criminelle, comme le donne à penser le passé judiciaire de certains Italiens interpellés.

Un répertoire des clients habituels du réseau, comportant le montant des sommes prêtées et la photo des intéressés, a été saisi au siège de la société Ramilos. Les noms ont été comparés avec les fichiers informatiques du casino de Menton. Il était *« impossible »* de distinguer les clients passés par la banque clandestine au sein d'une clientèle composée à 90 % de joueurs italiens, explique la direction de l'établissement, qui figure, par son chiffre d'affaires, dans les quinze premiers casinos français.

Erich Inciyan

Les comparutions à éclipses de Robert Lagier devant la cour d'assises d'Aix

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial



PROCÈS

Robert Lagier, le colleur d'affiches du Front national accusé du meurtre du jeune français d'origine comorienne Ibrahim Ali, a joué au chat et à la souris avec la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, mercredi 17 juin. A l'heure de la reprise d'audience, il n'est pas apparu dans le box aux côtés de ses co-accusés. Dans un courrier adressé au président Bernard Fayolle, il s'est dit *« trop fatigué et malade pour* [se] *rendre à Aix-en-Provence pour* [son] *procès »*.

La veille, alors que Bruno Mégret, délégué général du Front national, témoignait à la barre, Robert Lagier s'était allongé dans le box en affirmant qu'il souffrait de douleurs au dos. Inquiet, Me Jean-Michel Pesenti avait suggéré au président Fayolle une suspension des débats jusqu'au lundi 22 juin. Soucieux de ne pas précipiter les choses et d'éviter un renvoi pur et simple du procès, Bernard Fayolle avait cependant préféré attendre l'audition des experts médicaux chargés d'examiner l'accusé avant de prendre une décision.

CANCER

Depuis 1992, Robert Lagier souffre d'un cancer de la prostate qui a métastasé aux os. Il est régulièrement suivi par le médecin de la maison d'arrêt de Luynes, qui a pour obligation de prévenir la cour en cas de dégradation de son état de santé. Jusqu'à mardi soir, aucune information alarmante n'a été communiquée au président Fayolle. Afin d'éviter tout risque, l'avocat général, Etienne Ceccaldi, a cependant décidé de faire transférer Robert Lagier à l'hôpital d'Aix-en-Provence, ce qui a été fait dès mardi soir. Admis aux urgences, l'accusé est reparti, après examen, vers la maison d'arrêt, les internes de garde estimant que son état ne nécessitait pas une hospitalisation. Dans la nuit, Robert Lagier a cependant décidé de ne pas revenir à son procès mercredi matin. Un nouvel examen pratiqué par le médecin de la maison d'arrêt concluait pourtant que *« l'accusé était tout à fait apte physiquement à comparaître »*. L'expert en cancérologie nommé par le président Fayolle l'a confirmé. Après plusieurs suspensions d'audience, Robert Lagier a finalement été sommé de comparaître.

Le cours des débats a repris normalement en début d'après-midi, mercredi 17 juin, avec l'audition des témoins de moralité.

Janik, l'épouse du principal accusé, a perdu la mémoire. Derrière ses lunettes noires, elle a répondu évasiment aux questions précises du président Fayolle. *« Ce matin-là* [le lendemain du meurtre], *mon mari avait un comportement tout à fait normal*, affirme-t-elle. *J'ai compris ce qui se passait quand il est parti se rendre à la police. »*

A-t-elle reçu un coup de fil affolé de son fils ? Un autre de l'épouse du responsable frontiste du 8e secteur de Marseille ? Janik Lagier ne se souvient pas.

« MON SUBCONSCIENT »

« Ce doit être mon subconscient qui ne voulait pas que je voie ce qui se passait », déclare-t-elle.

Pressée de questions, la femme de Robert Lagier a bien été obligée de reconnaître que le Front national lui avait versé *« un peu d'argent »*, après l'arrestation de son mari, comme aux familles des deux autres accusés.

« J'avais un peu honte, mais Robert avait perdu ses Assedic, il n'y avait plus que mon salaire à la maison. » Confrontée aux déclarations qu'elle avait faites aux enquêteurs et au juge d'instruction, elle a lâché : *« Si vous le dites, monsieur le président, c'est que c'est vrai. J'ai reçu un tel choc après cette affaire, je ne me souviens plus très bien. »*

A bout de patience, le président Fayolle a renoncé à poursuivre l'audition.

Acacio Pereira

هكذا من الأصل

L'efficacité des péages urbains en question

L'exemple du périphérique nord de Lyon (TEO) a montré les limites, voire les effets pervers, des nouvellesinfrastructures routières payantes sur la congestion des centres-villes. Mais les experts s'accordent pour juger indispensable une contribution financière des automobilistes

LYON
de notre correspondant régional

La crise suscitée en juillet 1997 par la mise en service du périphérique nord de l'agglomération lyonnaise (TEO) est sur le point d'être résolue. Depuis la fixation à 10 francs du prix du péage – contre 16 francs précédemment –, la fréquentation de l'ouvrage a augmenté de 40 % en quatre mois. Plus de quatre-vingt-quatre mille automobilistes l'acquittent quotidiennement.

Long de 10 kilomètres, TEO a coûté 6 milliards de francs, pris en charge pour moitié conjointement par la Communauté urbaine et le conseil général du Rhône. Cette infrastructure, en grande partie souterraine, est entrée dans le patrimoine de la Communauté le 6 février lorsque le Conseil d'Etat a prononcé la résiliation du contrat de concession passé avec Bouygues en 1991. Depuis plusieurs semaines, la Communauté urbaine et l'ancien concessionnaire tentent de trouver un accord sur le prix de rachat de l'équipement. Le 16 juin, les trois experts de l'Etat chargés par le maire de Lyon, Raymond Barre, de proposer des solutions pour la gestion future de TEO ont remis leur rapport aux élus de la Communauté, qui l'examineront le 7 juillet. Le document confirme la nécessité de maintenir au centre de l'agglomération lyonnaise une voie rapide et payante, malgré l'hostilité d'une partie de la population.

MISSIONS ESSENTIELLES

Les experts constatent aussi que le retour de cette voirie urbaine à un mode public d'exploitation sous forme de régie, depuis février, a contribué psychologiquement à débloquer la situation, en mettant fin au boycottage de l'ouvrage par une partie des Lyonnais. Le rapport propose donc de conserver la forme juridique de la régie, dans laquelle les missions essentielles de l'exploitation sont assurées en direct par la collectivité.

Toutefois, les experts suggèrent à la Communauté urbaine de confier à des prestataires la perception des péages, la sécurité de l'ouvrage et l'entretien courant des infrastructures. *« Le pilotage de l'exploitation, la tarification, les relations avec les usagers, le contrôle, la réflexion sur l'avenir de l'ouvrage et les grosses réparations resteraient en revanche de la responsabilité de la Communauté urbaine »*, écrivent les auteurs du rapport. Le mode d'exploitation sous la forme de régie a enfin l'avantage de permettre à la collectivité de récupérer une partie de la TVA déjà payée sur l'ouvrage, et donc de diminuer le prix de rachat de TEO.

Les experts s'intéressent aussi à TEO en tant que *« cas d'école pour les universitaires et comme un exemple à méditer pour les hommes politiques et les citoyens »*. Selon eux, ce dossier a ouvert des pistes de réflexion en matière de péage urbain. Aujourd'hui existent en France quatre cas d'instauration d'un tel système : Toulouse – mais celui-ci a été abandonné récemment –, le tunnel Prado-Carénage à Marseille, l'autoroute A 14 en région parisienne et le périphérique nord de Lyon. Il s'agit essentiellement de péages de financement de section. *« Ces quatre exemples connaissent des résultats contrastés, mais qui tendent, globalement, à mettre en lumière les limites du péage de financement de section, rapidement contre-productif sur tous les plans, s'il est fixé* [comme à Lyon] *à un niveau trop élevé : évasion de trafic, rejet du péage, obligeant à un rééquilibrage des charges au détriment des contribuables »*, notent les experts.

Ces derniers ne sont pas davantage favorables à un « surpéage aux arrivées autoroutières » des agglomérations. Cette solution avait été préconisée par Henry Chabert (RPR), vice-président de la Communauté urbaine chargé de l'urbanisme, pour éviter de faire supporter aux contribuables de sa ville un « impôt TEO ». Il proposait la *« mutualisation des voies autoroutières de la région lyonnaise, qui se traduirait par un surpéage aux barrières d'arrivée dans l'agglomération »*.

SYSTÈMES DE PARTICIPATION

Cette solution est jugée par les experts *« discutable sur le plan constitutionnel »* et *« illégale au regard des dispositions du code de la voirie routière »* dans la mesure où le prélèvement serait effectué pour le compte d'un tiers, et affecté à une autre fin que l'extension des réseaux d'autoroutes ou de voies express de l'Etat.

Le rapport envisage donc d'autres systèmes de participation des usagers comme le « péage de voirie rapide ». Ce dernier prendrait la forme d'une redevance acquittée par les usagers, qui serait *« variable suivant l'heure et la nature de la voie empruntée. Elle viserait à refléter le coût socio-économique du déplacement »*.

La seconde solution examinée est celle du *« péage de zone »*, qui serait perçu soit dans toute l'agglomeration, soit seulement dans l'hypercentre. Le paiement d'une redevance journalière, hebdomadaire ou mensuelle donnerait aux usagers le droit de circuler librement dans cette zone, quelle que soit la voirie empruntée. Ces deux systèmes devraient rapporter aux collectivités des sommes importantes *« pour des niveaux de péage raisonnables »*, souligne la mission d'expertise. Celle-ci suggère enfin que les fonds ainsi recueillis soient affectés, dans le cas de l'agglomération lyonnaise, au financement des dispositions prévues au plan des déplacements urbains (PDU) pour la voirie, les transports collectifs, le stationnement et l'environnement.

C. F.

TROIS QUESTIONS À

CHARLES RAUX ET GÉRARD CLAISSE

1 **Charles Raux, vous êtes ingénieur de recherche au Laboratoire d'économie des transports (LET) de Lyon, Gérard Claisse, vous êtes directeur de recherche au LET et membre du collectif pour la gratuité de TEO. Pourquoi êtes-vous opposés au péage sur les nouvelles infrastructures urbaines tel qu'il a été mis en place sur TEO ?**

Compte tenu du niveau des investissements requis, les péages exigés sur de nouvelles infrastructures urbaines sont dissuasifs pour une large majorité des usagers. Cette éviction génère ce qui est perçu comme un transport à deux vitesses : rapidité pour les individus solvables, embouteillage pour les autres. Le péage sur les autoroutes d'évitement est également un contresens majeur au regard des objectifs de réduction des nuisances et d'amélioration de la qualité de la vie en ville.

2 **Cela signifie-t-il que vous êtes opposés à toute contribution des usagers au financement des politiques de transports urbains ?**

Bien au contraire, cette contribution est incontournable si l'on souhaite parvenir à une maîtrise durable de la circulation urbaine dans un contexte de rareté de l'argent public. Malgré les difficultés d'évaluation, les scientifiques s'accordent pour conclure qu'en milieu urbain, si l'on prend en compte l'ensemble des coûts sociaux induits, le bilan annuel global de la circulation routière est largement déficitaire.

3 **Quelles formes pourrait prendre cette contribution ?**

Deux options sont débattues : un péage sur le réseau des voies rapides urbaines, ou une redevance d'usage élargie à l'ensemble de la voirie urbaine. La première souffrirait d'un inconvénient majeur : les nombreux usagers qui chercheraient à éviter de payer se reporteraient sur le reste de la voirie dans les zones denses de l'agglomération. La redevance semble donc s'imposer. Elle prendrait la forme d'un abonnement annuel de quelques centaines de francs – de type vignette – ou d'un forfait journalier de 3 à 5 francs pour les usagers occasionnels. Mais il faut veiller à ne pas générer de nouvelles formes d'exclusion sociale. Rien n'interdit des modulations tarifaires pour les usagers économiquement fragiles et des principes de tarification incitatifs à l'usage des transports collectifs

Propos recueillis par Claude Francillon

L'expérience mitigée d'Oslo

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

Dix-neuf stations de péage suffisent pour enserrer la capitale norvégienne d'un carcan infranchissable par ceux qui n'ont pas payé leur écot à la communauté : bâtie au fond d'un fjord, entourée de collines et de forêts, Oslo n'est accessible que par quelques grands axes. Ce qui facilite la tâche de Fjellinjen (« la ligne des montagne »), la compagnie opératrice des péages routiers urbains de la ville. Détenue à 60 % par la municipalité et à 40 % par la région, elle a pour principal objectif de récolter l'argent destiné à financer les grands travaux de voirie en cours. Pour moderniser le réseau routier – dans et autour d'Oslo – et ainsi mettre un terme aux bouchons, les autorités locales instaurèrent ce dispositif payant en 1990. *« S'il avait fallu attendre les deniers de l'Etat, en principe responsable de ce genre de travaux, nous aurions dû patienter jusqu'à 2025 pour qu'ils soient terminés, alors qu'avec le système de péage, tout sera fini en 2007 pour un coût total de 13 milliards de couronnes* (10,2 milliards de francs)», explique Svend Larsen, directeur technique de Fjellinjen. En 1997, les recettes nettes se sont élevées à l'équivalent de 472 millions de francs.

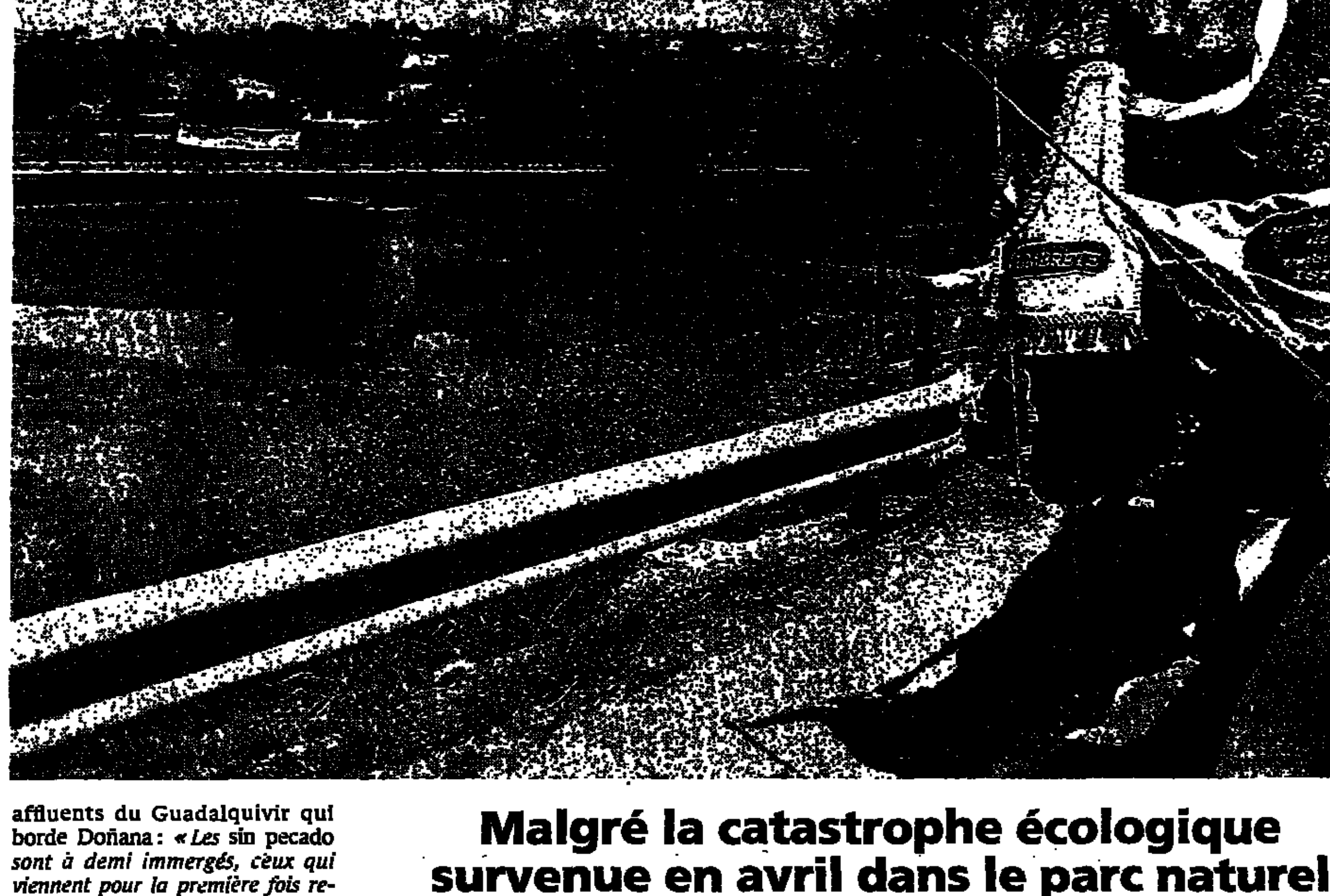
Si la lutte contre la pollution n'était pas à l'origine du projet, elle en a toutefois été bénéficiaire. Du moins au cours des premières années. Le trafic routier dans Oslo – un habitant du royaume sur quatre, soit 1 million d'habitants – a alors connu sa première baisse depuis la seconde guerre mondiale ; sans doute à cause du peu d'entrain des automobilistes à mettre la main à la poche. A l'époque, 70 % des habitants y étaient défavorables. Des stations de péage subirent même des actes de vandalisme avant leur ouverture. Depuis, elles sont entrées dans les mœurs. A tel point que le trafic a recommencé à croître *« de manière alarmante »*, selon Christian Rostock, de l'organisation écologiste Bellona. Non seulement les nouveaux axes routiers ont une capacité supérieure aux anciens, mais le pays jouit d'une prospérité inégalée grâce au pétrole de la mer du Nord. *« Les gens achètent des voitures plus grosses et les utilisent plus qu'avant »*, résume M. Rostock. L'hiver, dit-il, la pollution enregistre désormais des piques *« excédant de trois à quatre fois les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé »*.

Pour y remédier, les édiles d'Oslo envisagent d'augmenter les tarifs aux heures de pointe, mais les partis au pouvoir sont en désaccord. Jusqu'à présent, un automobiliste paie l'équivalent de 9,40 francs pour chaque passage en direction du centre-ville ; le double pour un chauffeur de poids lourd. Avec possibilité de prendre des abonnements au mois, au semestre ou à l'année, ce que font 74 % des usagers. Les abonnés paient en outre 120 francs pour se faire installer une puce électronique dans le pare-brise. Celle-ci permet au conducteur de ne pas s'arrêter au péage et à un ordinateur de vérifier s'il est en règle. En cas contraire, le véhicule est photographié et son propriétaire recevra une amende de 236 francs. En principe, les hommes politiques l'ont promis, les péages seront démantelés en 2007. M. Larsen n'y croit guère : *« Il y aura toujours de nouveaux travaux à effectuer. »*

Benoît Peltier

Le paradis souillé de Doñana

Malgré la catastrophe écologique survenue en avril dans le parc naturel de Doñana, en Andalousie, près d'un million de fidèles ont accompli leur pèlerinage traditionnel en l'honneur de la « vierge de la rosée »



RIEN n'y a fait. Ni la catastrophe écologique de la mine de pyrite d'Aznalcollar qui, le 25 avril, a déversé sur la région cinq millions de mètres cubes de boues acides. Ni la pluie persistante qui a retardé les travaux de nettoyage. Ils sont partis quand même, le précieux *sinpecado* – l'étendard de chaque confrérie – en tête, stoïques sur leurs montures trempées, dans leurs costumes raffinés de cavaliers andalous et leurs robes gitanes à volants. Et tant pis si, trop souvent, en raison des risques toxiques, le goudron d'une route a remplacé l'antique sentier d'autrefois, et si se sont produits files d'attente et embouteillages : l'appel de la *Señora* a eu raison de tout.

« Guapa, guapa ! Belle entre les belles, disaient les chants, nous sommes venus à nouveau te dire que nous t'aimons, qu'à genoux nous t'adorons ! » « Guapa, guapa ! », répétaient les couplets des Sévillanes, les fifres et les tambours. *« Guapa, guapa ! »*, murmuraient pacifiés, au milieu d'un extraordinaire enchevêtrement de carrioles lourdement décorées, de chevaux cabrés, de bœufs et de tracteurs, près d'un million de pèlerins. Pâle et couronnée de roses dans la ferveur tremblante des cierges qui illuminent son blanc sanctaire du Rocio, dans cette étendue sableuse du fond de l'Andalousie, porte ouverte sur les marais infinis de cet autre sanctuaire, dédié à la nature, qu'est le parc national de Doñana, aujourd'hui menacé par la coulée toxique, la *Santisima*, la Vierge de la « Blanche Colombe », a réuni une fois encore les siens. Et durant ces trois jours de fête de Pentecôte, à la faveur d'une éclaircie inespérée, entre Guadalquivir et océan, mercantilisme inévitable et tradition, messes et flots de *manzanilla*, ce vin doré de Sanlucar de Barrameda, à l'embouchure du fleuve, a été célébré un des rites les plus vivaces d'Andalousie, la *romeria* (pèlerinage) du Rocio. Un des plus anciens aussi.

DE quand date-t-il ? Qu'importe : dans ces terres aux paysages mouvants, à l'image des « dunes mobiles » de Doñana, ces immenses collines de sable fin qui vagabondent au fil des siècles, engloutissant d'entières forêts de pins, les dates et les chiffres sont relatifs. Certains disent que le pèlerinage remonte au XVe, voire au XIIIe siècle. D'autres se raccrochent à la légende qui veut qu'un cavalier ait trouvé une image de la Vierge à demi enfouie dans un bosquet. L'ayant emmenée avec lui, le cavalier s'installa pour passer la nuit. A son réveil, elle avait disparu, il rebroussa chemin : l'image était revenue à son bosquet, où l'on construisit un petit ermitage. D'autres enfin, plus pratiques, estiment que le pèlerinage, tel qu'il est conçu aujourd'hui, pourrait prendre sa source au XVIIIe, lorsque les seigneurs de la région, les puissants ducs de Medina Sidonia, lancèrent une foire à côté de l'ermitage.

L'important, pour les Andalous, c'est que ce *camino*, ce chemin initiatique qu'est le Rocio où, dit la tradition, *« on prie, on se divertit et on pleure »*, se perpétue. Et cette année, avant de se divertir, les *rocieros* ont surtout pleuré. *« Au-delà des dégâts matériels causés par les boues toxiques, personne n'imagine la blessure émotionnelle infligée à cette région, si intimement liée à Doñana »*, confiait, dans la cohue du pèlerinage, Antonio Perez, viticulteur andalou qui, depuis dix ans, accomplit le « chemin ». Et de raconter, en les savourant encore une fois au passage, chacune des couleurs fragiles du ciel sur les marais, chacun de ces silences si particuliers du parc, à peine troublé par les oiseaux, ou encore l'allégresse des pèlerins lorsqu'ils traversent en chantant le vado de Quema, ce gué marqué par une statue de la Vierge, dans le Guadiamar, un des affluents du Guadalquivir qui borde Doñana : *« Les* sin pecado *sont à demi immergés, ceux qui viennent pour la première fois reçoivent là leur "baptême" de* rociero, *c'est une fête infinie de communion avec notre terre. »* Or, cette année, la traversée du Guadiamar, transformé en cloaque par les eaux toxiques, a été interdite. La mystique du *camino* a été profanée.

L'eau avant toute chose. Ce besoin essentiel que Doñana, avec ses 50 720 hectares de plages sauvages bordées de pins et ses marais protégés, symbolise par-dessus tout, c'est un peu l'identité de la région. La Vierge *« del Rocio »* ne veut-elle pas dire *« Vierge de la rosée »* ? Et il ne manque pas de sources dans les environs auxquelles on attribue des bienfaits miraculeux. Pour le comprendre, il faut aller écouter les angoisses des mariniers de Sanlucar de Barrameda qui pêchent les plus belles langoustines d'Espagne, à l'embouchure d'un fleuve qu'ils espèrent toujours préservé. Ceux de Trebujena, sur les hauteurs du Guadalquivir, qui vivent de la pèche à l'anguille, vous raconteront comme son maire qu'*« ici, on ne vit que par et pour le fleuve : l'eau, c'est toute une culture »*. Une culture qui touche aussi Almonte, dans les terres. Almonte la blanche s'enorgueillit de posséder la plus ancienne *hermandad* (confrérie) du Rocio, la *hermandad matriz*, qui a préséance lors du pèlerinage. Chaque année, la ville est en fête lorsque les éleveurs vont en procession chercher les poulains de l'année, nés sur les marais, des troupeaux de chevaux en liberté. Dans pareil contexte, on comprend alors le désespoir de tous ces agriculteurs dépossédés par la catastrophe écologique, dont les exploitations ont vécu en perméabilité totale avec le fleuve. Recouvertes d'une croûte noire et puante, elles vont être rachetées pour créer un « corridor vert » le long du Guadiamar, par des autorités espagnoles soucieuses de se rattraper, faute d'avoir prévu un désastre, pourtant annoncé.

> « Au-delà des dégâts matériels causés par les boues toxiques, personne n'imagine la blessure émotionnelle infligée à cette région. »
>
> **Antonio Perez, viticulteur andalou**

L'eau, cette eau vitale qui a été contaminée, est-elle en train d'empoisonner lentement, à travers la nappe phréatique, ce cœur de la région qu'est le parc national de Doñana ? Les scientifiques font assaut de pessimisme, les politiques se taisent et les paysans font et refont leurs comptes. Mais tous, à travers cette catastrophe, ont pris conscience de ce que représentait Doñana. Doñana ? *« C'est chez moi »*, répond avec humilité Antonio Rodriguez, qui fut garde forestier à cheval dans le parc et a pris sa retraite. Entouré de ses chiens, il vit dans ce saint des saints, sans plus se poser de questions. C'est normal, il a donné sa vie au parc. La direction lui permet d'occuper la maison jusqu'à la fin de ses jours. Et, jusqu'à la fin de ses jours, il prendra son cheval lorsque l'eau monte et que la maison est isolée, pour aller surveiller encore une fois le vol de la garcette ou de l'aigle royal au-dessus de l'eau scintillante des étangs, ou relever, dans les sentiers odorants, la trace du sanglier ou du dernier lynx ibérique.

Pour les autres, Doñana reste plus compliqué. *« Il y a toujours eu, entre Doñana et les villages voisins, une relation d'amour et de haine »*, nous avait raconté, en pleine *romeria*, devant un énième verre de vin blanc frais, dans la maison qu'il partage avec des amis, Juan Carlos Faraco, professeur et anthropologue d'Almonte, mais surtout *rociero* passionné. *« Pendant des siècles, le* coto de Doñana, *c'était la réserve de chasse des ducs de Medina Sidonia, un lieu interdit, privilège aristocratique. Un lieu qui faisait rêver. En même temps, pour les gens de cette Andalousie sous-développée qui avait faim, c'était comme un "hypermarché" naturel à portée de main : braconnage, pêche interdite et pâturage illégal étaient de mise. »* Cette terre inaccessible a même donné un sens au pèlerinage du Rocio, si l'on en croit le géographe Juan Ojeda Riviera, ami et complice littéraire de Juan Carlos : *« Le Rocio,* avait-il expliqué, *c'est un pèlerinage marial bien sûr, mais aussi une façon symbolique, en se rendant ici, à l'extrême pointe de la terre qui faisait face aux possessions du duc, de s'approprier ce territoire. Ensuite, faire la fête sans le contrôle d'aucune autorité, c'était à nouveau se libérer d'un certain joug social. »*

Aujourd'hui, que reste-t-il de cela ? *« Une forme plus moderne d'antagonisme,* répond à nouveau Juan Carlos, *entre ceux qui veulent avoir une "compensation" au fait qu'on laisse toute cette étendue de Doñana presque inutilisée, en implantant par exemple des projets immobiliers, et ceux qui veulent conserver la nature avant tout. »* Et Juan Carlos de conclure : *« Pour l'intant règne un armistice instable. Dans les années 70, on a construit des routes, créé la ville balnéaire de Matalascanas, en bordure du parc, ce qui a drainé des touristes, et aussi lancé une agriculture biologique, peu polluante. Parallèlement, le parc s'est développé en même temps, avec la création du parc national en 1969 et la création en 1989 du parc naturel. »*

Tout le monde n'a pas signé cet armistice. Dans la fraîcheur de son palais, dans les hauts de Sanlucar de Barrameda, Luisa Alvarez de Toledo, duchesse de Medina Sidonia, ne désarme pas. Cette femme intègre et dérangeante qui, lors de la dictature franquiste, a payé le prix pour l'ouverture de ses idées (huit mois de prison, dix ans d'exil), se sent toujours des responsabilités. Après tout, c'est seulement son grand-père qui vendit Doñana, dans les années 20, pour la somme symbolique de 750 000 pesetas. Les terres, dont le nom même évoquerait celui d'une précédente duchesse, doña Ana de Silva, étaient dans la famille depuis qu'en 1309, à la mort de son ancêtre Guzman-El Bueno, héros de la « guerre contre le Maure », le roi Fernando IV les avait données en récompense à son fils, Juan Alonso.

AVOIR préservé le *coto* de Doñana pendant six siècles donne le droit d'émettre quelques avis. Et ceux de Luisa Isabel de Toledo, nourris des fabuleuses archives de la famille, qui remontent jusqu'à l'an 1100, sont plutôt tranchés : *« En cherchant dans les documents,* dit-elle, *j'ai dressé la liste de toute la faune et la flore de Doñana à l'époque. Il y avait soixante-quinze espèces botaniques, vingt-huit types d'arbres, trente d'arbustes, dix sortes de plantes médicinales et sept aromatiques. Sans compter seize espèces de mammifères non domestiques et cinquante-neuf d'oiseaux, dont des aigles royaux. Aujourd'hui, une bonne moitié de tout cela a disparu. »* Et d'ajouter : *« On a toujours chassé à Doñana, mais les armes à feu ont été interdites jusqu'au XIXe, règle à laquelle même les rois qui sont venus ici se sont pliés. C'est cela qui a préservé le* coto. *Imaginez-vous qu'au XVIIe siècle Pedro de Guzman avait engagé des gardes spécialement pour surveiller les œufs des cygnes, tandis que, deux siècles avant lui, Alonso Perez de Guzman, "écologiste avant l'heure", veillait à la protection des espèces. Ecrivant à Pedro de Toledo, capitaine général des galères de Puerto Santa Maria, il lui disait :* "Venez au *coto*, ici, le plus merveilleux, ce sont les oiseaux..." *Aujourd'hui, tout cela se perd. La mentalité, c'est de faire rendre de l'argent à tout : cupidité et bas intérêts, Doñana c'est comme Picasso, il faut que cela rapporte. »*

La duchesse s'est battue bec et ongles dans les années 70 contre les projets immobiliers qui ont écorné le parc. Elle livre à présent une autre bataille : sauver le site de « Doña Blanca », un gisement archéologique phénicien, près de Puerto Santa Maria, où des recherches sur vingt ans ont été arrêtées, et les excavations bouchées sur ordre de la junte d'Andalousie, en attendant on ne sait quels jours meilleurs. Une affaire presque tombée dans l'oubli. Car l'oubli, c'est la maladie de cette extrême pointe d'Andalousie. Beaucoup ont oublié son passé de « terre de frontière », et l'incroyable aventure qui a mené de Moguer et Palos, tout proches, aujourd'hui gros villages ensommeillés, Christophe Colomb, futur « amiral des mers océanes », vers le Nouveau Monde.

« Nous sommes devenus un Finistère », regrette Juan Ojeda, et Juan Carlos Faraco ajoute en riant : *« De conquérants, les Andalous se sont faits gendarmes, face à toute cette drogue d'Afrique qui arrive sur les plages de Sanlucar, et aux immigrants qui s'échouent plus loin vers Almeria. »* Il n'y a plus guère que Doñana qui fait rêver. C'est comme si le parc avait cristallisé le potentiel onirique de toute une région, de l'Europe entière : on voit venir au pèlerinage du Rocio des groupes belges et français, et certains veulent l'inscrire au patrimoine de l'humanité, comme le parc. Paradis perdu, Doñana ? Sans doute, mais que l'on peut ressusciter. Juan, Juan Carlos et une trentaine de poètes de la région s'y emploient chaque année. Logés pendant trois jours au cœur du parc, ils composent sur place textes et poèmes, pour en chanter la vitalité. Ce rendez-vous, le quatrième, pour avoir failli être manqué, n'en sera que plus précieux.

Marie-Claude Decamps

Photo : Pablo Juliá

L'idée républicaine et l'interprétation du passé national

Suite de la première page

Elle est proférée, tantôt avec la tranquillité de l'évidence, comme si la République était l'héritage commun et consensuel de la nation, tantôt avec la véhémence activiste d'un jacobinisme ressuscité.

A cette fontaine républicaine, chacun, il est vrai, peut boire l'eau bienfaisante du Léthé. La gauche peut oublier qu'au nom de l'idée socialiste, elle a ferraillé contre l'abstraction de l'idée républicaine. La droite peut y laver les traces antirépublicaines de l'épisode vichyssois. C'est dire qu'il s'agit d'une invocation très désinvolte à l'égard de l'histoire. Parfois, elle postule une valeur atemporelle de l'idée républicaine. Parfois, elle la date avec précision, mais l'épingle à cette IIIe République, naguère si vilipendée, et aux grandes figures des pères fondateurs, naguère si méprisés, auxquels on intime l'ordre pathétique d'avoir à *« revenir »*. (...)

A la Révolution française, la République doit l'embarras originel d'être venue au monde sous une double et contradictoire bannière, celle d'une vigoureuse revendication d'unité et d'indivisibilité ; celle d'un incontrôlable foisonnement de formes. (...)

Quand le 10 août impose le régime républicain, il s'agit bientôt d'un régime d'exception : le gouvernement constitutionnel est ajourné jusqu'à la paix et l'élimination des *« ennemis de la liberté »*. Après la chute de **Robespierre**, il faut inventer laborieusement une République délivrée de la Terreur, mais l'entreprise est rendue improbable par l'identité des acteurs : ceux qui souhaitent exorciser le démon terroriste sont ceux mêmes qui l'ont installé. (...)

Comment comprendre à la fois l'unité de l'ambition et la multiplicité des incarnations ? Pour que les hommes de la Révolution aient des chances d'y parvenir, il leur faudrait raccorder la volonté républicaine d'unité au long passé absolutiste et la prolifération des formes au bref et convulsif passé révolutionnaire. Or, c'est ce qu'ils ne sont pas disposés à faire. Leur préoccupation est même rigoureusement inverse : se reconnaître liés par un héritage, soit ancien, soit récent, serait remettre en cause ce qui est pour eux l'essentiel : l'affirmation de la prodigieuse, de la radicale nouveauté de l'expérience. Qu'ils appuient sur une vision très particulière du temps.

Leur credo central est que la Révolution n'a pas d'âge ; que chaque génération peut à bon droit se dire la première ; qu'eux-mêmes sont des *« enfants sans mère »*, selon l'épigraphe de *L'Esprit des lois*, ce que **Burke** traduira sarcastiquement par *« les mouches d'un seul été »* ; qu'ils sont en mesure de reconstruire délibérément et intégralement l'ordre social et politique ; qu'à cette reconstruction ne peut servir rien qui appartienne au passé. L'histoire ne fournit ni précédent ni appui, la durée n'a rien à dire sur la valeur. (...)

C'est dire avec quelle rapidité ont été déconsidérés dans les assemblées révolutionnaires les orateurs qui parlaient seulement de *« réformer »* les abus et croyaient pouvoir retrouver dans le grenier de l'histoire française le mobilier bancal d'une Constitution qu'il aurait été possible de retaper et, par exemple, une tradition de la royauté antérieure à l'absolutisme. Tout ce qui évoque un bricolage est vite réputé insignifiant, *« misérable »*, dit **Sieyès**, au regard de l'ambition de régénération totale de la société. (...)

C'est donc dans la brisure avec le temps que les Français ont cherché leur identité républicaine – à la différence des Américains, ils ne pouvaient la demander à la traversée d'un espace. Du même coup, la République n'est plus raccordable, et nul, du reste, n'a l'intention de la raccorder. C'est si vrai que le thème survit, bien après la Révolution, dans la pensée républicaine, y compris chez ceux pour qui l'interprétation du passé national est une nécessité professionnelle. Pensons seulement à **Michelet** et à **Quinet**, tous deux grands lecteurs de **Herder** et de **Vico**, l'un et l'autre habités par le sens de la perpétuité humaine, à l'écoute des *« prophéties du passé »*. (...)

Pourtant, c'est avec cet imaginaire emphatique que va rompre la pensée républicaine « canonique », celle qui, après 1870, va triompher jusqu'à devenir dans nos invocations d'aujourd'hui, LA pensée républicaine majuscule. Le besoin d'unité n'a pas changé, il s'est même exacerbé. La France vient d'être secouée par une révolution sociale, nul ne sait si le jacobinisme émeutier est épuisé ; de connaître l'humiliation d'une défaite qui a mutilé son territoire. La République continue à avoir, soit des ennemis déclarés, soit des analystes sceptiques comme **Renan** qui, dans la meilleure tradition du XVIIIe siècle, ne donne pas une chance à une République de trente millions d'âmes. Pour conjurer ces mauvais présages, qui semblent appeler une fois de plus un régime autoritaire, la quête d'unité est donc aussi impérieuse ; et aussi forte la répugnance à accepter d'être une nation politiquement et spirituellement divisée.

Mais, en même temps, grandissait la conscience de l'opiniâtre hétérogénéité des formes politiques en France et des malheurs républicains. Les hommes qui édifient la IIIe République ont douloureusement ressenti, en 1848, la retombée de leurs espérances. La jeune République de février s'est vite défaite, puisque avant même de recevoir sa forme définitive, elle a connu ses insurrections contre la représentation nationale qui ont mis à mal le rêve d'un peuple UN. Elle est vite revenue sur les libertés qu'elle avait elle-même proclamées. A son tour, elle vient s'échouer dans le césarisme. C'est un dégrisement brutal, qu'exprime ce soupir de **Vallès** : *« Nous sortions en 1850 du lycée, en 1851 nous avions déjà perdu »* et dont **Spuller** tente, comme le feront ensuite tous les républicains, de tirer un parti pédagogique : *« Les erreurs et les fautes des hommes de 1848 sont ce qu'ils ont légué de meilleur à leurs héritiers. »*

Cette République-ci, pourtant, n'a connu ni la guerre civile ni la guerre étrangère, si souvent invoquées comme circonstances atténuantes pour les déboires de son aînée. Ce qu'elle partage avec elle, c'est non seulement la reprise, en forme de farce triste, de ses scènes, de son livret et de ses emplois – grandes journées, néogirondins, néomontagnards, rues émeutières, campagnes affolées –, mais surtout le prestige de son idée force, la rupture : partout, en 1848, refleurit le rêve d'une société construite à neuf sur les ruines de l'Ancien Monde, et revit le vocabulaire enivré et matinal du baptême, de l'eau lustrale et de la régénération. Et c'est précisément cette répétition chimérique, à nouveau sanctionnée par le désastre, qui appelle un rapport inédit avec le passé. Si on cesse, et il le faut bien, de croire que demain sera tout autre, hier, du même coup, n'est plus nul ni non avenu.

Ce que découvrent les républicains de 1880, ceux qui installent enfin la République, c'est pour leur régime vagissant la nécessité d'une durée qui soit à la fois épreuve et preuve. La survie de cette République troisième assurera sa légitimité, et sa légitimité en retour assurera sa survie. Cette idée bien partagée, qui renoue avec la légitimité des systèmes prémodernes, trouve chez un homme comme **Jules Ferry** l'aveu d'un tempérament et la force d'une expression. (...)

C'est pour Ferry le drame français de proposer aux jeunes gens deux versions incompatibles de leur histoire, telles que ceux qui aiment la révolution ne peuvent aimer l'Ancien Régime, et réciproquement : deux récits entretenus, pour deux jeunesses antagonistes, par deux systèmes scolaires ennemis. Deux héritages qu'au nom de l'unité nationale, il faut impérieusement recoudre, car la conviction de Ferry, qui a bien lu à la fois **Tocqueville** et **Michelet**, est que les passions françaises et les divisions qu'elles engendrent ne sont ni sociales ni anthropologiques, mais de bout en bout politiques. A la différence de leurs aînés révolutionnaires, les républicains ne songent donc jamais à faire commencer en 1789 l'initiation des écoliers à l'histoire de France. Ce qu'ils souhaitent, c'est réclamer à tout le passé national, en légitime patrimoine, les titres de la fierté française.

Mais auparavant, ils ont à résoudre un problème redoutable : l'idée républicaine reste comme emmaillotée dans les souvenirs de cette république conventionnelle dont **Chateaubriand** estimait qu'elle avait à tout jamais vacciné les Français contre la tentation républicaine.

Mona Ozouf.

MARC TARASKOFF

La première tâche est donc de conjurer les images d'échafaud et de guerre civile qui s'attachent à la République. (...)

Si on suit **Comte**, toute époque a des institutions aussi parfaites que celles que permet son état, et le progrès est le nécessaire passage d'un état à un autre. Mais alors, nul ne peut plus juger son époque, se hisser au-dessus d'elle pour lire en elle, ou non, un progrès. Or, rien n'est plus étranger à la pensée républicaine que cette réclusion à l'intérieur de l'histoire advenue : elle interdit toute distinction entre la valeur et le fait. Avec **Renouvier** et contre Comte, les républicains tiennent la liberté individuelle de donner ou de refuser son consentement pour un principe bénéfique de sécession et de scission. On tient ici un des choix vigoureux qu'a dû faire une pensée souvent réputée mollement conciliatrice. Avec cet accent mis sur la possibilité pour l'individu de sortir de l'histoire et de la juger, l'idée républicaine fait une infidélité explicite à l'obsession de l'unité, au rêve d'une société indivise et à l'illibéralisme latent qu'elle contient, et se montre donc infiniment plus proche de la tradition des Lumières que de la prédication comtiste.

> S'il y a une constante de la pensée républicaine, c'est le refus de placer le bien commun au-dessus des droits de l'individu et de lui sacrifier la liberté

Infiniment moins assurée d'elle-même, aussi, que dans nos représentations intégristes d'aujourd'hui. Infiniment plus problématique. Car le coup d'œil jeté sur le passé, lointain ou proche, met en lumière deux contestations de l'idée républicaine, l'une et l'autre menaçantes pour la religion de l'unité nationale. Ce regard fait apparaître que le passé de la République n'est pas seulement la royauté, mais le christianisme. Il oblige à réfléchir à cette singularité de la Révolution française d'avoir rompu en chemin, sans avoir vraiment voulu, ni pensé la rupture, avec la religion catholique. Comment désormais, après avoir réduit la religion au for intérieur, imaginer un rituel laïque et faire sentir à ce *« peuple qui fait des reposoirs »*, selon la formule de Ferry, que la République porte une promesse sacrée, celle d'une immense société des hommes ? Comment ignorer le destin pathétique des fêtes révolutionnaires et des liturgies déistes qui ne sont jamais parvenues à reconstituer un corps de croyances collectives ? Comment, sous un ciel démeublé, offrir un point d'appui à ce que **Pécaut** nomme *« l'instable et précaire existence humaine »* ? Rien ne montre mieux la conscience de ce déficit spirituel, parfois douloureuse et toujours embarrassée, que ce voeu de Ferry, plaidant pour un programme de morale spiritualiste : *« Il faut trouver, si courte qu'elle soit, une définition des devoirs envers Dieu »*. (...)

Dans le temps retrouvé couvait encore la menace d'une autre contestation, aussi ruineuse pour le besoin d'unité, plus ruineuse encore pour l'avenir de la République. Car dans le corbillon de principes légués par la Révolution française et à côté des libertés de conscience, de presse, d'association, de circulation, il y avait aussi le bonheur commun. Pour peu qu'on ait vu dans ce bonheur commun la vraie destination de la République, la tentation était grande, et les servants de l'utopie sociale y ont tout de suite cédé, de donner à cet intérêt général la primauté sur l'émancipation individuelle. Là est née cette critique des droits formels, restée la contribution majeure de la pensée socialiste à l'histoire intellectuelle du XIXe siècle, et qui n'a cessé de relancer le radicalisme de la rupture et l'instabilité politique : tant que le bonheur de tous reste à réaliser, la Révolution elle aussi reste à refaire.

Face à cette contestation cependant, les républicains ont montré moins de timidité et plus d'imagination que face à la contestation religieuse. Ils ont réussi à mettre en évidence leur spécificité, en refusant de concevoir la liberté, à la manière négative des libéraux, comme un droit pur. Leur ambition a été de faire fleurir la liberté formelle en cette liberté réelle qui assure aux individus non seulement le droit, mais la capacité de développer leurs facultés. La liberté républicaine est une liberté-pouvoir, une liberté-participation, qui enveloppe le sens de la communauté. Tient-on, ici, la fameuse synthèse à parts égales entre deux traditions incompatibles, un libéralisme qui pèche par défaut et un socialisme qui pèche par excès ? En le supposant, comme on le fait si souvent, on méconnaît dans la pensée républicaine la vigoureuse hiérarchie des niveaux. Quand il s'agit de fixer les rapports entre la liberté et le bien, et c'est un problème autour duquel les républicains n'ont cessé de tourner, ils ont toujours choisi de subordonner le bien à la liberté, l'appartenance à l'indépendance, préférence paradoxale et remarquable pour une pensée si obsédée d'unité. On le sent à plein, lors du vote des lois laïques, dans le grand débat de la Chambre sur la lecture. Mieux vaut ne pas lire que de lire de mauvais livres, dit la droite conservatrice. Mieux vaut lire de mauvais livres et savoir lire, répondent les républicains : c'est l'acte émancipateur qui compte ; la liberté est plus désirable que la vertu, autre rupture explicite avec le jacobinisme.

On découvre ainsi une pensée républicaine beaucoup plus problématisée que dans nos représentations sommaires d'aujourd'hui. Le retour que les républicains font sur le passé fait apparaître, à leurs propres yeux, le refus de la dynamique révolutionnaire, l'inquiétude sur le déficit spirituel, le choix, souvent épineux mais pourtant clairement fait, de soumettre le bien public à la liberté – ce qui est un autre nom pour la laïcité ; et, de ce fait, l'acceptation progressive de la pluralité et de la discordance des aspirations et des intérêts individuels, naguère tenue pour hérétique et que les lois républicaines sur les syndicats et les associations rendent désormais légitimes. Pensée plus pragmatique aussi, incarnée par des hommes qui avancent à pas comptés et se méfient des visages séduisants du futur. Ce qui empêche souvent de percevoir à la fois cette modération et cette inquiétude, c'est que la République est alors entourée d'ennemis et que rien ne vaut des adversaires pour prêter une cohérence dramatique à des pensées nuancées. Aujourd'hui que l'Eglise s'est résignée au modèle républicain, que les deux grandes traditions politiques françaises se sont réconciliées autour de la République, il n'est que plus paradoxal d'entendre prêcher un retour dogmatique à une idée qui l'était peu.

Ce qui, à l'évidence, est irréaliste dans ce prêche, c'est de croire, comme on l'affirme ici et là, qu'il est possible de rebrousser chemin vers la source républicaine des pères fondateurs – on peut y lire une fois encore la propension des républicains à ne retenir de l'Histoire que les illustrations favorables et à contourner les défavorables. Plaider le retour est une manière mythique d'annuler la distance et d'oublier ce qui a changé depuis le temps où le modèle républicain fonctionnait dans une France encore toute rurale.

> C'est dans la brisure avec le temps que les Français ont cherché leur identité républicaine ; à la différence des Américains, ils ne pouvaient la demander à la traversée d'un espace

Or, ce qui a changé est immense. C'est d'abord vrai dans le domaine institutionnel où, en cette fin de XXe siècle, les institutions démocratiques ont intégré des éléments étrangers à ce qu'on a appelé la tradition républicaine. L'idée d'un chef d'Etat élu au suffrage universel s'est naturalisée, alors qu'elle paraissait aux grands ancêtres grosse d'une renaissance monarchique et passionnément rejetée comme telle. La République s'est donné un pouvoir judiciaire autonome par le contrôle de constitutionnalité des lois, vieille idée de **Sieyès**, mais étrangère à ce qu'**Odile Rudelle** a appelé l'absolutisme parlementaire de la IIIe République. La rupture est plus vertigineuse encore si on songe aux représentations fondatrices de la République : l'idée qu'il y a une forme exemplaire des sociétés humaines a vécu ; nul aujourd'hui ne croit plus que l'Etat détient la clé du changement social ; l'optimisme de cette loi du progrès qui devait venir à bout du malheur humain a été mis à mal par un siècle tragique.

L'école enfin, qui était le temple républicain du perfectionnement intellectuel et moral, a perdu sa puissance d'intégration dans la collectivité nationale, et rien sans doute ne nous fait mieux mesurer notre distance à la IIIe République que de songer aux pouvoirs illimités qu'elle prêtait à l'école. Aujourd'hui, soupçonnée de reproduire sempiternellement les inégalités, l'école n'apparaît plus comme le symbole de la suppression du privilège ni comme le lieu de l'enseignement de la patrie ni comme l'éducatrice des passions. Enfin, partout ont surgi de nouvelles contestations du modèle républicain. La IIIe République avait pratiqué, avec pragmatisme souvent, mais parfois aussi avec une brutalité superflue, la neutralisation des différences culturelles, et traité les communautés particulières, toujours soupçonnables à ses yeux, avec une bonne conscience d'autant plus entière qu'elle se voyait elle-même comme cette communauté universelle qui ne s'oppose pas aux autres communautés. Notre culture, devenue méfiante à l'égard des formules abstraites si prégnantes dans la pensée républicaine, valorise la particularité et sa pente est désormais d'affirmer les mérites et les droits des communautés respectives. Quels que soient à cet égard nos sentiments, il nous faut en tout cas cesser de surestimer les réussites passées et les ressources présentes du modèle IIIe République.

Si nous en avons fini avec cette République, en avons-nous fini pour autant avec l'idée française de République, dont on soutient aujourd'hui, pour s'en attrister ou s'en réjouir, qu'elle se dissout dans le droit commun des démocraties ? C'est à cette extrémité que je n'irai pas. Dans l'imaginaire politique qui a été le nôtre, l'idée de la Révolution a fonctionné comme l'annonciation même du changement et l'utopie sociale a figuré l'avenir de la République : l'une comme l'autre devaient signer la revanche du public sur le privé, le triomphe de la volonté politique sur les forces économiques. L'une et l'autre ont été discréditées par l'histoire et perdent sous nos yeux leur puissance d'appel. Mais cela ne signifie nullement qu'avec elles ait disparu le besoin, essentiel à toute mobilisation civique, d'imaginer une société autre que celle qui est la nôtre et la reconnaissance de ce besoin peut emprunter une fois encore les habits de l'idée républicaine. Loin que la République se ressource dans la Révolution – ce qu'au moment du Bicentenaire suggéraient des esprits exaltés et chimériques –, c'est la disparition de la référence révolutionnaire qui offre la chance d'un ressourcement dans l'idée républicaine.

Car si la politique démocratique n'a plus d'horizon révolutionnaire, elle a encore un horizon républicain. Contre la propension à penser l'humanité comme essentiellement hétérogène, divisée en races, en classes, voire en sexes, l'idée républicaine rappelle la possibilité d'une communication rationnelle entre les hommes et l'unité en droit de l'humanité. Contre l'indifférence d'une société apathique et atomisée, elle maintient que la participation aux affaires publiques est une forme précieuse de l'engagement humain. Contre la dérive ultra-libérale, elle est ce qui retient les Français, y compris les libéraux eux-mêmes – **Lucien Jaume** vient de le montrer – de ne considérer que les exigences de la sphère privée. Elle porte l'espérance que nous ne sommes pas condamnés à la prose de l'ordre social comme il va.

Tout ceci peut-il faire office d'utopie pour une époque que les utopies ont désertée ? A condition pourtant d'admettre qu'il s'agit d'une utopie d'un genre très particulier : assez modeste pour ne pas faire miroiter une réorganisation globale de l'univers social ; assez ambitieuse pour ne pas sacrifier les exigences d'une morale civique ; assez réaliste pour intégrer l'acceptation des divisions internes et le sens du possible. Assez fidèle à ses origines enfin pour être affranchie des potentialités despotiques que nous avons appris à redouter dans les utopies : s'il y a une constante de la pensée républicaine, c'est le refus de placer le bien commun au-dessus des droits de l'individu et de lui sacrifier la liberté.

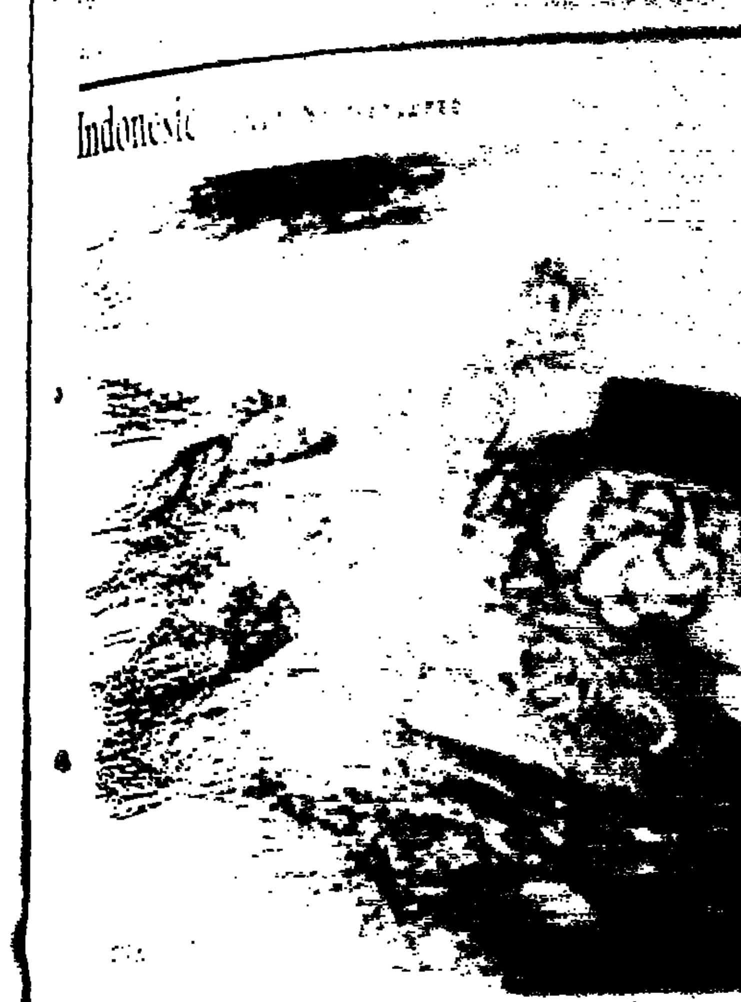
En ce sens, la manière dont la IIIe République, en se réappropriant le passé national, a, entre la nécessité positiviste et la liberté des Lumières, opté pour celle-ci, est loin d'avoir épuisé sa fécondité. L'affirmation que la liberté est principielle est paradoxalement une idée plus neuve que le socialisme dogmatique dont elle a précédé l'avènement.

Et puisque ces conférences ont été placées par **François Furet**, voici vingt ans, sous le patronage de **Marc Bloch**, je vous laisserai sur quelques lignes de *L'Etrange Défaite*. Marc Bloch ne nourrissait aucune tendresse pour les institutions de la IIIe République, mais n'était pas prêt pour autant à renoncer aux articles de la foi républicaine ; à celui, en particulier, qui donne à la liberté son plein pouvoir de protestation contre l'absolutisme de l'histoire et ses prétendues fins objectives. *« Me demander pourquoi je suis républicain, n'est-ce pas l'être déjà soi-même ? N'est-ce pas admettre, en effet, que la forme du pouvoir peut être l'objet d'un choix mûrement délibéré de la part du citoyen, que la communauté ne s'impose donc pas à l'homme, qu'elle ne le constitue pas par l'éducation et la race dans ses dispositions les plus intimes et de façon nécessaire, qu'il peut sans sacrilège, examiner le groupe dont il fait partie, parce qu'enfin la société est faite pour lui et doit lui servir à atteindre sa fin. »*

Mona Ozouf

La psychose d

Indonésie



L'Union européenne piégée

هكذا من الأصل

La psychose des hooligans

LA FRANCE est-elle en état de guerre ? La question mérite d'être posée à l'heure où la crainte des hooligans confine à la psychose. De l'Assemblée nationale aux tribunes des stades, l'inquiétude gagne du terrain. Chacun y va de son commentaire à propos des « voyous du foot », accusés de tous les maux de la Terre. C'est à croire que le pays tout entier, retranché derrière ses forces anti-émeutes, serait sous la menace des « hordes » britanniques. Toulouse, et bientôt Lens, se préparent à les recevoir. Partout, les effectifs de police sont renforcés, les fêtes annulées. L'ennemi est anglais, forcément anglais.

Bien sûr, les événements de Marseille justifient une vigilance accrue à l'égard des supporteurs britanniques. Des bandes de hooligans ont réussi à pénétrer sur le territoire français malgré le dispositif mis en place par les polices des deux pays. Dans un entretien accordé au *Monde* avant la compétition, le ministre britannique de l'intérieur, Jack Straw, avait d'ailleurs prévenu que des fauteurs de troubles se manifesteraient sans doute. Il avait également admis que l'Angleterre, contrairement à une idée reçue, n'en avait pas terminé avec cette forme de délinquance. Mais faut-il pour autant céder à la panique ? A y regarder de plus près, un processus de dramatisation à outrance s'est enclenché, ces derniers jours, sans que personne sache aujourd'hui comment l'interrompre. L'impact médiatique du Mondial est tel qu'il se produit un effet de loupe aux conséquences dangereuses. La nature même des violences marseillaises apparaît déformée. Le décalage est flagrant entre les faits, tels qu'ils ont eu lieu, et la manière dont ils sont rapportés. Aux yeux de la plupart des médias, mais aussi des responsables politiques et du monde sportif, l'affaire est entendue : seuls les Anglais sont coupables. Or la réalité est tout autre, comme ont pu le constater les trois envoyés spéciaux du *Monde*.

DRAMATISATION À OUTRANCE

Seuls 150 à 200 hooligans, sur 12 000 supporteurs venus d'Angleterre, ont effectivement provoqué des incidents sur le Vieux-Port, dimanche soir. Ils ont défié les forces de l'ordre dans un face-à-face filmé par les équipes de télévision. Les autres fans présents n'ont pas suivi ces leaders. La casse s'est limitée à des jets de projectiles, des actes de vandalisme contre des restaurants, le saccage d'une voiture et quelques agressions. Les policiers ont interpellé certains de ces hooligans. La justice les a aussitôt condamnés.

Dans les heures suivantes, la violence a changé de camp. Et, à l'évidence, les actes les plus graves ont été commis par des Marseillais. Répartis en petits groupes, brisant des vitrines sur leur passage, ils se sont livrés à une « chasse à l'Anglais ». Des quartiers entiers ont échappé au contrôle des policiers. Autrement dit, le hooliganisme s'est accompagné d'une violence urbaine plus classique. Les autorités avaient manifestement sous-estimé la capacité de réaction de ces jeunes, désireux de se mesurer aux Anglais. Certains d'entre eux n'avaient pas dix ans et lançaient des canettes de bière sur les Britanniques paisiblement attablés aux terrasses.

LA DÉFENSE D'UN TERRITOIRE

Cette dimension française du problème n'est pratiquement pas prise en compte dans l'analyse des événements. Force est pourtant de constater que le Mondial peut devenir, dans les quartiers sensibles, un prétexte à tous les excès. En ce sens, les affrontements de Marseille ne sont qu'une prolongation de ceux signalés à Paris, depuis le début de la compétition. Ils s'inscrivent dans une même logique : celle d'une violence érigée en rituel. De ce point de vue, casseurs d'ici et d'ailleurs partagent au moins une préoccupation : la défense d'un territoire, d'une réputation.

Pourquoi, dès lors, continuer à accuser uniquement les Britanniques ? En pleine Coupe du monde, la tentation est grande du raccourci rapide, de l'image choc montrant un supporteur interpellé. Postés derrière les CRS, les équipes de télévision et les photographes ont assisté essentiellement aux exactions « anglaises » du début de soirée. Rares étaient les journalistes dans les quartiers où les Britanniques, violents ou non, ont ensuite été pourchassés, frappés à coups de barre de fer et de battes de base-ball.

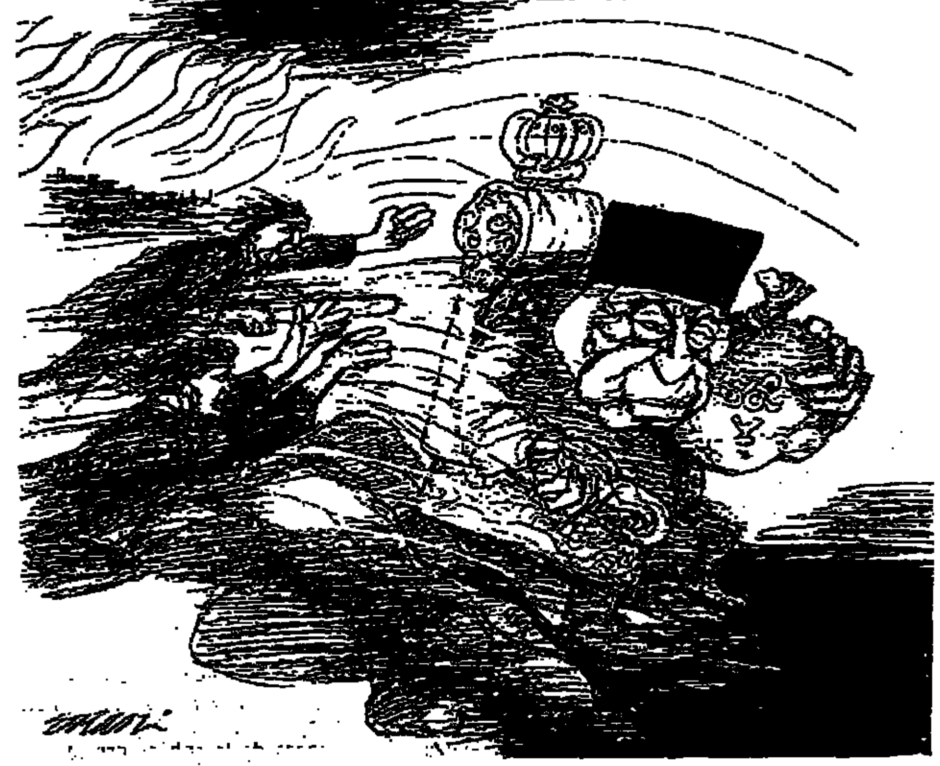
Le quotidien régional *La Provence* a souligné la responsabilité, partielle, des jeunes des cités dans l'enchaînement des incidents. Mais d'autres médias ont considéré comme acquise la culpabilité des Anglais. Ainsi Canal Plus a diffusé, mardi soir, dans l'un de ses journaux, des images filmées en bas de la Canebière. On pouvait voir une douzaine d'adolescents s'acharner sur un homme en lui jetant des chaises. A en croire le commentaire, il s'agissait de hooligans. Or les journalistes et les policiers présents au moment des faits pourront témoigner du contraire : les agresseurs étaient marseillais et la victime britannique.

Cette dérive dans le traitement de l'information attise la psychose. A Toulouse, à Lens, et demain dans d'autres villes si l'Angleterre se qualifie, tout supporteur anglais risque d'être vu comme un hooligan en puissance. Les seuls à s'en réjouir seront sans doute les membres du « noyau dur ». Ils ont d'ores et déjà le sentiment du devoir accompli : la France a peur d'eux.

Philippe Broussard

Indonésie *par Sibarani*





Augustin Sibarani est un caricaturiste politique indonésien. Il n'a pas pu publier ses dessins pendant les trente-deux ans qu'a duré le règne du président Suharto. Collaborateur de la revue culturelle « Bitang Timur » (L'Étoile orientale) en compagnie du célèbre écrivain Pramoedya, il a vécu de sa peinture tout en continuant « clandestinement » à croquer férocement le pouvoir.

L'Union européenne piégée à Chypre

L'UNION EUROPÉENNE joue avec le feu en négociant l'adhésion de Chypre. Malgré la division de l'île – avec les Turcs au nord, encadrés par 35 000 soldats de l'armée d'Ankara, et les Grecs au sud sans cesse préoccupés à renforcer leur potentiel militaire –, les Quinze ont décidé d'inscrire la République présidée par Glafcos Cléridès sur la première liste des pays candidats à l'adhésion. Dans le même temps, le conseil européen de Luxembourg, en décembre 1997, avait signifié une fin de non-recevoir à la Turquie.

On aurait pu penser que la victoire diplomatique des Chypriotes grecs et d'Athènes aurait suffi au bonheur de la communauté hellénique. Visiblement ce n'est pas le cas. Après la tension turco-grecque, au cours de l'été 1996, à propos de l'îlot d'Imia en mer Egée, Nicosie et Athènes ont conclu un accord pour construire à Paphos, dans l'ouest de l'île, une base aérienne pour accueillir les avions de guerre grecs. Selon les milieux gouvernementaux chypriotes, elle ne devait servir qu'en cas de risque d'agression des Turcs. Mardi 16 juin, quatre chasseurs et un avion ravitailleur se posaient sur la nouvelle piste, les Grecs faisant ainsi savoir qu'ils ne craignent pas d'en découdre avec les Turcs.

L'affaire d'Imia – vraie raison ou prétexte ? – a conduit, en outre, les Chypriotes du Sud à acheter des missiles sol-air, des S-300 d'une portée de 150 kilomètres, à la Russie. Nicosie se défend d'avoir privilégié la filière orthodoxe en précisant qu'aucun fournisseur européen ou américain ne s'était montré disponible pour assurer la fourniture de ce type de batteries anti-aériennes. Certes, les Chypriotes grecs affirment qu'ils pourraient renoncer à leur installation (prévue en octobre prochain) si Rauf Denktash, président de la République autoproclamée du Nord et reconnue par la seule Turquie, et ses amis d'Ankara acceptaient l'ouverture de pourparlers sur la démilitarisation de l'île.

Face à des Grecs sûrs de leur bon droit et grisés par leur réussite, les Turcs se sentent de plus en plus frustrés et humiliés. Pour couronner le tout, Athènes continue de bloquer l'aide financière de l'Union pour compenser les effets de l'ouverture du marché turc aux exportateurs européens au titre de l'accord sur l'union douanière de 1996. La France – pratiquement le seul avocat des Turcs à Bruxelles – les a « trahis » en votant une loi sur le « génocide arménien ».

SENTIMENT D'INJUSTICE

C'en est trop pour les nationalistes turcs, toujours prompts à s'enflammer dans une période d'instabilité politique (Mesut Yilmaz dirige un gouvernement minoritaire) et à l'approche d'élections législatives, prévues pour le printemps 1999. Du coup, les faucons d'Ankara, conduits par Bulent Ecevit, vice-premier ministre aujourd'hui et premier ministre lors de l'invasion du nord de l'île par les troupes turques en 1974, tiennent le haut du pavé dans les milieux gouvernementaux. Il y est d'ores et déjà question de mesures de rétorsion contre la base de Paphos et d'actions pour empêcher la livraison des missiles russes à Chypre. La psychose a eu une première manifestation par l'arraisonnement, lundi 15 juin, d'un cargo dans le détroit des Dardanelles soupçonné de transporter des rampes de lancement, alors que sa destination était un port égyptien.

De leur côté, les responsables communautaires continuent non seulement d'ignorer cette pétaudière, mais laissent croire que tout cela est la faute de la Grèce qui use de son veto pour bloquer toute évolution dans les relations entre l'Union et la Turquie. Chacun sait que la réalité est autre : envisager l'adhésion d'un pays de soixante millions de musulmans suscite de sérieuses interrogations chez nombre d'Etats membres, et la libre circulation des travailleurs turcs dans le marché du travail communautaire relève du domaine de l'impossible, notamment en Allemagne.

Cette attitude ambiguë, hypocrite et, pour tout dire, irresponsable laisse face à face la Grèce et la Turquie qui, outre la question chypriote, sont loin d'avoir réglé leurs comptes en mer Egée. En ne faisant aucune nuance dans les responsabilités de l'occupation turque – à l'époque, le régime des colonels avait annoncé le rattachement de l'île à la Grèce –, les responsables européens ne font qu'attiser le sentiment d'injustice à Ankara. Même si la France et la Grande-Bretagne, et avec elles les Etats-Unis, se sont prononcées contre le contrat avec Moscou, l'Union en tant que telle n'a pas bronché.

Plutôt que de s'en tenir, avec un cahier des charges portant sur le respect des droits de l'homme en Turquie, à quelques phrases creuses à l'adresse d'Ankara, Bruxelles aurait pu aussi rechercher une solution politique au problème kurde et demander une réforme profonde des structures économiques (60 % d'inflation en moyenne annuelle durant la décennie en cours) et sociales. L'Union a, au contraire, laissé la question de l'adhésion aviver les tensions. Que fera-t-elle s'il y a embrasement ? Et quand bien même ce ne serait pas le cas, pourra-t-elle accueillir un pays traversé d'ouest en est par une ligne de démarcation ?

Marcel Scotto

RECTIFICATIFS

PolyGram

Les pertes cumulées de la filiale cinéma du groupe d'édition musicale racheté par Seagram, PolyGram Filmed Entertainment (PFE), depuis sa création en 1992, s'élèvent à 1 milliard de francs (302 millions de florins hollandais) et non 7 milliards, comme écrit par erreur dans *Le Monde* du 17 juin.

John Hawkes

Ce n'est pas le suicide du poète Edwin Honig qui a inspiré à John Hawkes son livre *Cassandra*, contrairement à ce que nous avions écrit dans la nécrologie qui lui était consacrée dans notre édition du 21 mai, mais celui d'un autre de ses amis.

« Ouest-France »

Ouest-France n'a pas accepté la publicité pour le nouveau parti de Charles Millon, La Droite, contrairement à ce que nous avons indiqué dans notre édition du 15 mai.

Prestation spécifique dépendance

Dans notre article (*Le Monde* du 12 juin) consacré à la prestation spécifique dépendance (PSD), parmi les départements qui ne versent pas cette allocation, nous avons cité par erreur, sur la foi du « Livre noir de la PSD », le conseil général de l'Aveyron et celui de l'Aude : dans l'Aveyron, 303 personnes à domicile et 83 personnes en établissement perçoivent la PSD ; dans l'Aude, ce sont 422 personnes à domicile et 53 en établissements qui en bénéficient.

Droits de l'homme

Un lecteur, Philippe Aghion, de Paris, nous fait observer que l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 indique que « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* », et non pas « *libres et égaux sur cette Terre* », comme il était écrit dans un point de vue cosigné par Patrice Chéreau, Jean-Luc Godard, Anne-Marie Miéville et Stanislas Nordey (*Le Monde* du 13 mai).

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les voix de l'extrême chasse

QUELQUES semaines supplémentaires d'interdiction de la période de chasse aux oiseaux migrateurs et au gibier d'eau valent-elles pareil émoi et si bel élan d'union nationale, à quelques « écolos » mauvais coucheurs près ? En décidant – fait rarissime – d'adopter, jeudi 18 juin, à l'Assemblée nationale, une proposition de loi de l'UDF – issue de textes sénatoriaux élaborés par des communistes, des centristes et des socialistes –, ayant pour objet de prolonger la durée de la chasse, les députés de la gauche plurielle votent contre l'avis du gouvernement et, singulièrement, contre la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, ainsi que contre l'application, sur le territoire français, d'une directive européenne. Ce double désaveu paraîtrait *politiquement* anecdotique s'il ne révélait, sur le fond, deux attitudes problématiques de la représentation nationale : celle d'une soumission dangereuse à l'influence musclée d'un lobby représentatif d'une fraction minoritaire de la population (3 % des Français chassent) ; celle d'une crispation nationaliste devant l'enjeu d'intérêt général que pose une réalité supranationale.

Personne ne propose de porter atteinte à la liberté des chasseurs, au loisir qu'ils ont choisi et à la culture qu'ils partagent. Sur la base des données biologiques des espèces, établies par les scientifiques, la directive européenne n'a pas d'autre objectif que de permettre aux canards et aux bécasses de se reproduire à l'abri des fusils et de migrer en paix vers leurs territoires d'été ou d'hiver. Il s'agit d'une simple adaptation du calendrier pour assurer une meilleure protection des populations d'oiseaux et, par conséquent, leur pérennité. C'est l'intérêt même des chasseurs. Quelques semaines de chasse en moins pour garantir les stocks d'oiseaux : la mesure est de bon sens et on a peine à croire que les députés ne perçoivent pas cette évidence et ne se fassent pas le devoir minimum de la défendre.

Personne, non plus, ne souhaite dissoudre un particularisme national et installer une obscure technocratie européenne aux commandes de la vie quotidienne des individus. En évoquant le respect du principe de subsidiarité, les députés font semblant d'oublier que les vols d'oiseaux ne connaissent pas de frontières, pas plus que les mouvements de capitaux ou les échanges de marchandises. Puisque réglementation il doit y avoir, comme pour toute activité sociale, celle-ci ne se révélera pertinente, donc d'intérêt général, qu'à sa bonne échelle, qui est continentale.

En entretenant la confusion entre la « tradition » et le laisser faire, en laissant croire qu'aucun « formalisme » de droit ne doit entraver la liberté individuelle – comme si le code de la route constituait un obstacle à la liberté de circuler –, les députés font passer le clientélisme avant l'intérêt général. Adoptant une posture tout à la fois nationaliste, protestataire et opportuniste, droite et gauche confondues glissent un clin d'œil appuyé en direction des peurs et des tentations de repli que l'ère européenne véhicule dans l'imaginaire national.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : *Jean-Marie Colombani* ; *Dominique Alduy, directeur général* ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le déclin de la presse française

LA PRESSE moderne est née parce que nous sommes entrés dans une civilisation de masse. La vie en troupeau crée pour les hommes qui s'y trouvent soumis deux sortes de besoins auxquels le journaliste doit s'efforcer de donner satisfaction : un désir d'informations et un besoin d'évasion.

Les foules modernes ont toujours besoin d'être plus vite et plus complètement renseignées. Elle ont toujours besoin d'une évasion plus complète pour oublier les misères morales, la monotonie de leur vie quotidienne. Leur exigence fut si insistante sur ce point qu'elle provoqua de nouvelles découvertes techniques qui donnèrent elles-mêmes naissance à de nouvelles institutions d'informations et de distractions. La téléphonie sans fil vint concurrencer le journal quotidien en apportant dans chaque demeure, à chaque instant, au choix de l'auditeur, les nouvelles du monde entier. Les salles de cinéma aspirèrent chaque soir des millions de spectateurs qui contemplent avec une béatitude hébétée, sur l'écran magique, les amours luxueuses et les aventures émouvantes des stars.

La presse française a aujourd'hui moins de lecteurs qu'elle n'en avait en 1938. C'est qu'elle se trouve placée devant une double et sévère concurrence qui satisfait en partie, et parfois plus complètement qu'elle ne le fait elle-même, les besoins sociaux auxquels elle avait charge de répondre. L'appel systématique au sadisme et à la pornographie, le mélange pimenté d'informations sensationnelles et de révélations inutiles ne suffiront peut-être pas à sauver la presse d'un certain déclin.

Georges Hourdin
(19 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

AUTOMOBILE L'assemblée générale de Fiat doit officialiser, lundi 22 juin, le remplacement de Cesare Romiti par Paolo Fresco, actuel numéro deux du groupe américain General Electric, à sa présidence. ● ADMINISTRATEUR délégué, depuis deux ans, d'un groupe dans lequel il a fait toute sa carrière, Paolo Cantarella assure la continuité lors de cette relève. ● LE RECENTRAGE qu'il a engagé en 1996 est presque achevé. Les activités du groupe non liées à l'automobile ou aux poids lourds ne représentent plus que 3 % du chiffre d'affaires, contre 21 % au début de la décennie. ● LE DÉVELOPPEMENT international est désormais la priorité de M. Cantarella, explique-t-il dans un entretien au *Monde*. Mais il estime qu'un rapprochement comme celui de Daimler-Benz et de Chrysler, ou des acquisitions en série, à la façon de Volkswagen, ne lui sont pas nécessaires.

Le groupe Fiat estime pouvoir se passer d'une alliance industrielle globale

Numéro deux de la firme de Turin, Paolo Cantarella en détaille la stratégie dans un entretien au « Monde ». Recentré sur les transports, Fiat donne la priorité aux marchés émergents, en privilégiant les partenariats locaux ou sectoriels

« Comment définissez-vous Fiat aujourd'hui ? Comme une entreprise mondiale, ou comme une entreprise italienne ?

– Fiat est une société italienne avec des règles de fonctionnement international, qui donnent une identité au groupe. En 1997, 4 000 dirigeants et cadres ont été formés aux valeurs et aux politiques de Fiat. 26 000 autres le seront en 1998. La "création de valeur" est désormais au cœur de nos objectifs et elle passe par plusieurs axes de développement : nous concentrer sur notre métier de base, c'est-à-dire tout ce qui touche à l'"automotive", c'est-à-dire l'automobile et les industries connexes, croître à l'international, développer tous les métiers de service annexes à l'automobile et sous-traiter ce qui peut l'être.

– Fiat est très peu implantée outre-Atlantique. Peut-on être global sans être aux Etats-Unis ?

– Nous sommes présents aux Etats-Unis, que ce soit avec New Holland (matériels agricoles) ou Magneti Marelli (équipements automobiles). Dans ces secteurs, nous y avons même fait de récentes acquisitions. Dans l'automobile à proprement parler, seul Ferrari y est représenté. Et il n'y a, *a priori*, aucune raison que cela change.

Notre stratégie est de nous développer, avant tout, sur les marchés en croissance. Et avec l'ensemble de nos activités (camions, automobiles, composants, machines-outils, assurances). Nous arrivons ainsi groupés, intégrés, dans chaque pays où nous décidons d'investir, comme en Pologne, en Turquie, en Russie, en Inde ou en Chine. Réussir dans ces nouveaux pays de consommation automobile est notre priorité. Savez-vous que le marché brésilien a été en 1997 plus important que celui de la France ? Il y a 300 millions d'habitants en Europe, mais, en 2002, il y aura 100 millions de consommateurs disposant d'un revenu de plus de 10 000 dollars en Inde, en Chine et en Russie. C'est là qu'il nous faut nous développer. Notre priorité n'est certainement pas d'être présents aux Etats-Unis. Depuis le début de la décennie, nos ventes sur les nouveaux marchés ont crû sept fois plus vite que sur nos marchés traditionnels.

– Et l'Asie ? Etes-vous intéressé par le rachat d'une marque en Corée ou au Japon ?

– Les groupes coréens discutent avec les Américains, avec qui ils ont des liens historiques : General Motors avec Daewoo, ou Ford avec Kia. Ce qui ne laisse pas de grandes possibilités. Cela dit, nous avons des projets, qui ne concernent pas le domaine de l'automobile, mais celui, plus ouvert, des composants.

– A l'heure où Volkswagen multiplie les rachats – Rolls-Royce, Bentley, Lamborghini et demain peut-être Bugatti –, est-ce que vous considérez que Fiat a assez de marques ?

– Oui. Fiat est un constructeur généraliste. Dans le domaine du rêve, nous avons ce qu'il faut : Alfa-Romeo pour le sport, Lancia pour le luxe et le confort, Ferrari pour le luxe et le sport. L'Alfa 156 est d'ailleurs la voiture du groupe qui, en 1997, s'est vendue dans le plus grand nombre de pays (soixante-huit).

– La fusion entre Daimler-Benz et Chrysler a relancé les spéculations sur d'autres mariages dans l'automobile mondiale. Un constructeur comme Fiat y a-t-il intérêt ?

PAOLO CANTARELLA

L'évolution technologique, notamment en matière d'environnement, ne va-t-elle pas vous y forcer ?

– Il y a des domaines comme celui des carrosseries où les gains de coût par la taille sont relativement faibles. Du moins si l'on veut préserver l'identité des marques et des modèles. Il y en a d'autres, la mécanique et les moteurs, par exemple, où l'"effet taille" est important. Les exigences de nouvelles normes anti-pollution et de réduction de la consommation vont le renforcer. Mais ce sont aussi des domaines où les échanges entre constructeurs sont possibles et déjà répandus.

» Fiat produit trois millions de véhicules, et nos projets en cours de réalisation feront passer ce chiffre à 3,3 ou 3,4 millions d'unités au début du siècle prochain. L'économie de taille est déjà importante : nous détenons 7 % du marché automobile mondial, et 5 % si on tient compte des *pick-up* et autres *light-trucks*. Cela nous permet de rester seuls tout en n'excluant aucune discussion particulière sur tel ou tel sujet, les composants ou les boîtes automatiques.

– Avec PSA, vous fabriquez des monospaces dans le nord de la France. Etes-vous satisfait de cette coopération ?

– Oui, l'opération est rentable, que ce soit sur les véhicules utilitaires légers ou sur les monospaces. Elle pourrait même être développée.

– Et une alliance plus globale est-elle possible ?

– Nous avons beaucoup d'alliances dans tous les domaines. Récemment, nous venons de marier nos autobus avec ceux de Renault. Dans les camions, nous avons des partenaires locaux en Inde et en Turquie. Nous avons racheté Pegaso en Espagne... Nous étudions aussi certaines possibilités au Brésil ou en Chine. Pour nous, la priorité, c'est de grandir sur les marchés en forte croissance. Pour l'automobile, nos nombreux projets d'investissement hors d'Europe sont prioritaires : nous n'envisageons pas d'alliances globales, qui, au demeurant, ne doivent être ni surestimées ni diabolisées.

– Est-ce la présence de la famille Agnelli au capital de Fiat qui empêche de conclure une grande alliance, cette famille craignant d'y perdre sa position de contrôle ?

– C'est le contraire, à mon avis. Souvenez-vous, le projet de mariage avec Citroën avait été engagé par Giovanni Agnelli dans les années 70. S'il n'y a pas eu d'accord, c'est parce qu'on a estimé, à l'époque, que Citroën ne représentait pas, après réflexion, un intérêt suffisant.

– Pensez-vous développer des voitures hybrides comme la Prius, de Toyota ?

– La Multipla, le monospace de gamme moyenne qui doit être lancé cet automne, aura une version hybride quelques mois après son lancement. Mais, compte tenu des coûts, qui restent élevés, le marché est encore limité : les taxis, les véhicules publics.

– Vous avez fixé une rentabilité sur capitaux investis de 12 % pour le groupe Fiat. Ce chiffre sera-t-il atteint par toutes les branches du groupe ? Allez-vous engager de nouveaux désinvestissements ?

– Ce 12 % est un guide simple qui permet de mobiliser les managers du groupe sur la création de valeur. Tous les projets d'investissements sont jugés à cette aune afin d'économiser le capital. En 1997, globalement, les ventes ont crû de 15 %, et les capitaux employés ont diminué de 7 %. Nous ne donnons pas le résultat branche par branche, mais j'ai annoncé, il y a deux ans, un recentrage de Fiat sur les transports. Depuis, nous avons vendu beaucoup de participations dans la chimie, dans Alcatel ou dans les logiciels. Ces jours-ci, précisément, nous mettons sur le marché les actions de la société SNIA. Les métiers périphériques représentaient 21 % du chiffre d'affaires en 1990, ils n'en représentent aujourd'hui plus que 3 %. Pour ce solde, nous nous déterminerons en fonction des opportunités.

– Vous resterez dans l'assurance ?

– Hors carburant, le budget automobile d'un conducteur est consacré pour moitié à l'achat de la voiture et pour moitié à l'assurance, à l'entretien, etc. Nous avons chaque année, en moyenne, trois millions de nouveaux clients. Nous allons leur proposer des services liés à l'utilisation de l'automobile : les crédits, la location, l'assurance... Nous le faisons toujours avec un partenaire professionnel.

– L'emploi de Fiat va-t-il baisser en Europe ?

– Nous travaillons de plus en plus en réseau. Nous avons mis en route une politique de large sous-traitance. Tous nos transports seront effectués par la société néerlandaise TNT, qui reprendra nos personnels avec l'accord des syndicats. Cette politique de sous-traitance sera généralisée parce qu'il nous faut mincir et parce que ces services doivent être assurés par des professionnels. Entre 1993 et 1997, ces mesures ont touché 13 000 personnes, qui ont été transférées chez ces sous-traitants.

» Dans le même esprit, nous réorganisons nos services internes, afin de faire baisser nos coûts opérationnels de 25 %. Ainsi, une partie des services administratifs internes, dont l'informatique des différentes branches du groupe, a été regroupée dans une filiale commune. Dans ce domaine, il nous reste beaucoup à faire. »

Propos recueillis par Eric Le Boucher et Virginie Malingre

Une gamme adaptée pour les handicapés

Parfois, Paolo Cantarella n'hésite pas à se transformer en véritable agent commercial. Par exemple quand il veut présenter le programme « Autonomy », qu'il a engagé et suivi de près. Fiat développe désormais pour tous ses produits des versions pour handicapés. Seuls les camions, qui d'après la loi doivent être conduits par des personnes valides, et les voitures Alfa-Romeo, Lancia, Ferrari et Maserati ne sont pas concernés. Les tracteurs, les trains, les métros, les voitures Fiat, peuvent désormais être conduits par tous. Le programme de recherche a été dirigé par un ingénieur lui même privé de ses bras. Et le comité de coordination réunissait les « numéros deux » de toutes les branches.

Cette nouvelle ligne de produits, commercialisée en Italie depuis février, sera lancée officiellement au Salon de l'automobile de Paris cet automne : Fiat y aura un stand consacré à « Autonomy », dont la marque compte vendre 20 000 exemplaires cette année.

Trois millions de véhicules par an

● **Effectifs :** 242 322 personnes
● **Chiffre d'affaires :** 89 566 milliards de lires, en hausse de 15 % par rapport à 1996, dont :
– Fiat Auto : 50 734 milliards de lires, 3 millions de véhicules/an
– Iveco (camions) : 11 328 milliards de lires
– New Holland (tracteurs et engins de travaux publics) : 10 232 milliards de lires
– Teksid (produits métallurgiques) : 2 305 milliards de lires
– Magneti Marelli (composants) : 6 683 milliards de lires
– Comau (moyens et systèmes de production) : 1 629 milliards de lires
– SNIA (chimie, fibres, bio ingénierie) : 2 853 milliards de lires
– Fiat Ferroviaria (ferroviaire) : 743 milliards de lires
– Fiat Avio (aviation) : 2 445 milliards de lires
– Edition et communication : 786 milliards de lires
– Assurances : 3 903 milliards de lires
● **Résultat d'exploitation :** 3 467 milliards de lires, en hausse de 92 % par rapport à 1996
● **Résultat net part du groupe :** 2 417 milliards de lires, en hausse de 2 % par rapport à 1996
(100 lires = 34 centimes)

Les usines Ford-Werke bloquées par un sous-traitant

Un équipementier allemand, Kiekert (serrures de portière), qui paralysait depuis lundi les chaînes du constructeur automobile allemand Ford-Werke en refusant de le fournir, a accepté mercredi de reprendre ses livraisons. Après ces trois jours de blocage, qui illustrent la fragilité du système des flux tendus, la production automobile devait redémarrer dans la soirée.

Pendant trois jours, la production des Fiesta, Ka et Puma, modèles à succès de Ford-Werke, avait été interrompue dans les usines de Cologne (Allemagne) et de Dagenham (Grande-Bretagne), faute de serrures. Kiekert AG, qui les fournit habituellement, affiche un chiffre d'affaires de 809,6 millions de marks (2,7 milliards de francs). Cette société avait évoqué des problèmes de logiciels et de livraison de ses propres sous-traitants pour justifier l'arrêt des livraisons, mais il semble qu'un différend sur les conditions du contrat entre les deux protagonistes soit à l'origine du blocage.



Falconbridge nourrit de grands espoirs en Nouvelle-Calédonie

L'EXERCICE était périlleux. Alors que tous les groupes miniers sont lourdement sanctionnés par les marchés boursiers, à la suite de la crise asiatique et de l'effondrement des cours des matières premières, la société canadienne Falconbridge avait réuni à Paris, le mercredi 17 juin, des investisseurs pour les convaincre de s'intéresser à elle. Détenu à hauteur de 43 % par Noranda, autre groupe canadien, le deuxième producteur mondial de nickel et numéro quatre dans le cuivre aimerait élargir son audience.

« Nous souhaitons avoir un actionnariat moins nord-américain et plus mondial. L'Europe est importante pour nous. Il nous importe d'être bien représenté à Paris, surtout depuis que nous avons signé un accord de partenariat, en Nouvelle-Calédonie, avec la Société minière du Sud pacifique [SMSP] *»*, explique Oyvind Hushovd, PDG de Falconbridge.

Signée en avril, l'alliance entre la société minière indépendantiste et le groupe canadien prévoit la construction d'une usine de retraitement de nickel dans le nord de la Nouvelle-Calédonie. Une construction que réclament les indépendantistes depuis trente ans, au nom du rééquilibrage de l'île. Pour permettre sa réalisation, le gouvernement français a demandé au groupe français Eramet, dont il détient 54 % du capital, d'accepter un échange de massifs miniers avec la SMSP. Un accord a été signé en février.

M. Hushovd dit *« nourrir de grands espoirs »* sur ce projet, que son groupe doit financer entièrement, tandis que la SMSP apporte, elle, les réserves minières. Les deux sociétés pensent commencer l'exploitation vers 2005. *« Mais tout peut aller beaucoup plus vite si nous obtenons les résultats que nous souhaitons »*, affirme M. Hushovd.

RÉDUIRE LES COÛTS

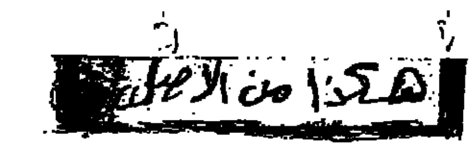
Avant de décider le lancement de l'usine, plusieurs incertitudes doivent être levées, selon Falconbridge. Pour rentabiliser cette opération de plus de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs), Falconbridge veut être assuré d'avoir les réserves suffisantes pour approvisonner une usine, produisant 54 000 tonnes de nickel par an, pendant vingt-cinq ans. *« C'est long. Mais nous travaillons sur des marchés cycliques. Nous devons donc disposer d'un temps d'exploitation suffisant pour dégager, sur une longue période, une rentabilité satisfaisante des capitaux »*, souligne le PDG de Falconbridge. Au-delà du problème des réserves, le groupe canadien s'est fixé comme objectif un coût de production autour de 1,25 dollar par livre, soit un des plus bas du monde.

Cette exigence de réduction du coût s'impose, selon le président de Falconbridge. L'arrivée prochaine de nickel produit à très faible coût, notamment en provenance de l'énorme gisement nord-canadien de Voisey's Bay, et l'augmentation de l'utilisation de métaux recyclés vont bouleverser toute l'économie du secteur. *« Tous les groupes miniers doivent se préparer à des prix de vente du nickel très bas »*, insiste-t-il.

Anticipant cette évolution, le groupe a entrepris depuis deux ans un grand programme de restructuration, pour réduire ses coûts de 20 à 30 % d'ici à l'an 2001. Plus de 2 000 emplois sur un total de 9 000 ont déjà été supprimés. *« La crise asiatique nous oblige à accélérer notre programme »*, observe M. Hushovd.

Pour l'instant, le groupe canadien résiste à la chute des prix du métal et parvient à se maintenir juste à l'équilibre. Si la baisse des cours se poursuit, *« nous perdrons de l'argent, comme tous les autres groupes »*, dit, fataliste, le président de Falconbridge.

Martine Orange



هكذا من الأصل

Groupama et Swiss déposent une offre ferme sur le GAN

Les organisations syndicales semblent toutes assez nettement favorables à la solution française

LE NOM du repreneur du GAN sera en principe connu au début du mois de juillet. C'est la dernière ligne droite pour les deux candidats qui restent en lice, Groupama et Swiss Life, qui ont tous deux déposé une offre pour la reprise de l'assureur public. La date limite du dépôt des offres était fixée à mercredi 17 juin à minuit. Les deux candidats seront auditionnés mardi 23 juin par la commision des participations et des transferts. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, prendra ensuite sa décision sur avis de la commission.

Les syndicats de l'assureur sont de leur côté en train d'élaborer une position commune, après avoir entendu Groupama et Swiss Life. Si des différends existent entre les organisations syndicales, elles restent toutes favorables à la solution Groupama. Elles se félicitent en outre des engagements pris par Groupama sur le maintien des emplois. *« Il existe des zones d'ombre et des incertitudes, surtout pour le projet de Swiss Life »*, explique un syndicaliste. La CGT, qui défend une solution française, se démarque *quant à elle en étant toujours opposée à une privatisation, réclamant un vaste débat sur l'avenir du secteur financier en France.*

Après avoir écarté Eureko et AIG pour des critères de prix, c'est le *« mieux-disant social »* qui devrait guider le choix du gouvernement. Comme ce fut le cas pour l'attribution en avril du CIC, filiale du GAN, au Crédit mutuel.

Si Swiss Life indiquait jeudi dans un communiqué sa détermination à *« tout mettre en œuvre »* pour le GAN, les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de son capital arrivent à un très mauvais moment. L'UBS, premier actionnaire de l'assureur helvétique, aurait l'intention de céder cette participation.

DÉMUTUALISATION DOUTEUSE

Par ailleurs, les conséquences négatives de sa démutualisation en 1997, ont été avancées par le quotidien *L'Agefi*, qui dénonçait le fait que les sociétaires en France n'ont pas été indemnisés. L'assureur suisse récuse totalement ces affirmations, indiquant que tout s'était *« passé correctement dans le respect de la loi suisse »*. Seuls sont sociétaires les preneurs d'assurance en Suisse.

Quant au prix, les deux offres seraient assez similaires. *« L'approche de la valeur du GAN est une opération très délicate »*, indique un proche du dossier. La valorisation n'a rien de comparable avec celle du CIC, en raison de nombreux *risques liés au passé. Il faudra en* tout cas mettre en place un plan de redressement sévère, tant pour le développement de l'assureur que pour la remise en ordre financière. La situation du GAN se révèle, semble-t-il, plus délicate que prévu.

Pascale Santi

Le projet de contrat de plan de La Poste fait l'objet de vives critiques

Un rapport s'inquiète de la possibilité d'atteindre « un équilibre pérenne »

La commission supérieure du service public des postes et des télécommunications n'a approuvé, mercredi 17 juin, que *« sous réserve »* le projet de contrat de plan que doivent prochainement signer l'Etat et La Poste et qui définit la stratégie de l'entreprise jusqu'en 2001. Elle s'étonne du manque de moyens financiers de La Poste et du coût que va représenter le passage aux 35 heures. Les syndicats tentent de mobiliser les postiers.

SI ce n'est pas encore une rébellion, cela commence à y ressembler. La Commission supérieure du service public des postes et des télécommunications (CSSPPT), qui doit être consultée sur tous les textes modifiant l'ancienne administration des PTT, n'a approuvé que *« sous réserve »*, mercredi 17 juin, le projet de contrat de plan de La Poste que lui a soumis le gouvernement (*Le Monde* du 30 mai).

Depuis sa création en 1990, c'est la première fois que cette commission, composée de quatorze parlementaires (sept de la majorité et sept de l'opposition) et de trois personnalités qualifiées, exprime des *« réserves »* sur un texte. Son avis n'est, certes, que consultatif, mais il a d'autant plus de poids qu'il a été rendu à l'unanimité.

« MANQUE DE SOUFFLE »

Les dix-neuf pages du rapport sont d'une rare sévérité. Certes, les membres de la commission se félicitent de quatre *« avancées importantes »* : le choix d'une durée plus longue du contrat portée à quatre ans contre trois auparavant, la fin de la centralisation des fonds CCP *qui permet à La Poste d'accroître* son autonomie financière, la stabilisation sur quatre ans des charges de retraite grâce à une aide de l'Etat de plus de 3 milliards sur quatre ans et la fin de l'augmentation des tarifs comme variable d'ajustement du résultat de l'entreprise.

Malgré tout, les membres de la commission estiment que *« l'ensemble du contrat paraît manquer de souffle »*. *« Une inquiétude existe sur la capacité de La Poste à atteindre un équilibre global pérenne dans les conditions actuellement prévues par le contrat de plan, avec une dégradation probable à partir de 2000-2001 »*, écrivent-ils en conclusion. Comment en sont-ils arrivés là ? *Concernant le courrier et le colis* qui représentent 68,3 milliards de francs sur un total de 89,88 milliards, la CSSPPT regrette que le contrat de plan *« n'indique pas plus précisément comment sera respecté l'engagement de continuité du service, notamment pour les entreprises »*.

En fin de contrat de plan, l'Etat n'assurera que 42 % des charges de la presse.

Surtout, alors que la Poste allemande est devenue un des principaux actionnaires du transporteur express DHL, la commission s'inquiète du retard pris par la France en matière de rapprochements internationaux. Ceux-ci rencontrent trois difficultés : le statut du personnel fonctionnaire, la faiblesse de la capacité d'investissement et l'insuffisance de fonds propres ou l'absence de dotation en capital par l'Etat permettant des prises de participation. Bref, La Poste n'a pas d'argent et l'Etat ne lui donne pas les moyens d'en avoir. La commission constate : *« Aucun engagement politique ne montre la volonté de l'Etat de permettre les adaptations jugées nécessaires de la loi pour que La Poste puisse saisir les opportunités à armes égales avec ses concurrents. »*

Elle souhaite que, dès la prochaine loi de finances, une réflexion s'engage sur l'introduction de la TVA dans le secteur des colis des entreprises. Son absence pénalise La Poste par rapport à ses concurrents privés. La commission souhaite que l'Etat compense totalement le *« surcoût dû au choix politique d'aider la presse »*.

EXCLUE DES AIDES PUBLIQUES

Concernant les services financiers, la CSSPPT regrette que La Poste ne puisse pas se développer sur le marché de l'assurance-dommages et demande que l'Etat permette à La Poste de faire face à la concurrence des banques sur les Livrets B et les Livrets Jeune. Contrairement aux autres établissements, La Poste ne dispose pas de la liberté des taux sur ces deux produits.

La participation de La Poste à l'aménagement du territoire ne trouve pas non plus grâce aux *yeux de la CSSPPT. « Il ne saurait être question d'aggraver les charges non couvertes de La Poste en l'obligeant à implanter ou maintenir des bureaux de poste non rentables sans compensation. »* La CSSPPT demande un apport d'au moins 200 millions par an qui serait abondé par les régions.

Enfin, la CSSPPT se montre très critique sur la loi Aubry sur les 35 heures qui exclut La Poste des aides de l'Etat. Le passage à 35 heures sans aide financière coûterait, selon les spécialistes, 7 milliards de francs à La Poste. Cette exclusion des aides publiques se comprend d'autant moins, selon la CSSPPT, que 40 % des activités de La Poste sont en concurrence avec *des entreprises privées qui*, elles, peuvent bénéficier des aides.

De plus, le sujet est socialement explosif, comme l'a récemment montré une grève à Montbéliard, qui servait de bureau-pilote ! Jacques Guyard espère que ce point pourra trouver une solution d'ici la signature du contrat de plan, prévue pour le jeudi 25 juin.

Frédéric Lemaître

Les syndicats sensibilisent les postiers

Les organisations syndicales ne se font pas d'illusion. Elle savent qu'elles parviendront difficilement à mobiliser les postiers contre un projet de contrat de plan qu'elles jugent négativement. La CGT estime que La Poste *« n'aura pas les moyens d'assurer et de développer ses missions de service public »*. FO le juge aussi *« inacceptable car il conduira à des fermetures de bureaux de poste et des milliers de suppressions d'emplois »*. Les cinq principales fédérations (CGT, FO, CFDT, Sud, CFTC) appellent, ensemble, les personnels de La Poste à une *« journée d'action »* le vendredi 19 juin.

Si elles n'appellent pas à faire grève, elles entendent sensibiliser les postiers au cours d'assemblées générales. Elles veulent les mobiliser sur le point le plus *« socialement sensible »* : le passage aux 35 heures sans aide de l'Etat qui pourrait se traduire, selon elles, non par des créations mais par des suppressions d'emplois.

Kodak mise sur les partenariats pour développer la photographie numérique

CE N'EST PAS *« en jouant la guerre des prix »*, mais avec *« de nouveaux produits »*, qu'Eastman Kodak peut espérer reprendre du terrain à son rival japonais Fuji Photo Film et *« demeurer le leader du marché »*, aime à répéter George Fischer, le PDG du géant américain de la photographie. Vaste ambition, que l'intéressé a cependant bien du mal à réaliser. Certes, au niveau mondial, Kodak devance toujours Fuji. Mais la compagnie de Rochester (près de New York) n'en finit pas de céder des parts de marché aux Etats-Unis. Et certaines de ses innovations peinent à convaincre le grand public. Comme la photographie *numérique*, qu'elle s'emploie à promouvoir depuis trois ans.

Kodak cherche moins, désormais, à imposer des appareils numériques (où la capture d'images se fait à travers des composants électroniques) qu'à convaincre de l'intérêt de la numérisation pour le traitement ou la transmission des photos. Dans cette optique, le groupe multiplie les partenariats. Avec, aussi, l'objectif de réduire le poids de ses investissements et des pertes qu'ils génèrent. L'activité numérique – Kodak ne communique pas le montant des ventes – a été déficitaire de plus de 400 millions de dollars en 1997.

La dernière coopération en date a été conclue en mai avec le fournisseur de services en ligne America Online. Ce dernier proposera à l'automne à ses abonnés (plus de 12 millions) la possibilité de se faire « livrer » sur leurs écrans d'ordinateurs les photographies données à développer. Kodak, qui *touchera* un pourcentage *sur* la somme facturée pour la prestation, dispose lui-même d'un service Internet. Pour le renforcer, le groupe a acquis 51 % du capital de la société américaine Picture Vision, qui propose à ses clients (ils seraient 40 000) de leur fournir *via Internet leurs négatifs ou leurs* photos numérisés. Kodak va aussi, avec le fabricant américain de composants Intel, développer d'ici à l'automne 1999 une gamme d'appareils photo numériques, entre 200 et 1 000 dollars.

UNE URGENCE, LES BÉNÉFICES

L'urgence pour Kodak reste cependant de redresser ses résultats. Depuis six trimestres consécutifs, les bénéfices sont en baisse. En 1997, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 1,6 milliard de dollars, contre 2,2 milliards en 1996, alors que le résultat net était tout juste à l'équilibre (5 millions de dollars), pour des ventes en recul de 9,4 % à 14,5 milliards de dollars. Les pertes *de l'activité numérique ne sont pas* seules responsables de ce tassement. Celui-ci tient aussi à la baisse des ventes des pellicules photo, particulièrement significative sur le marché américain, premier débouché de la compagnie : au premier trimestre 1998, les ventes de Kodak y ont chuté de 24 % par rapport à la même période de 1997.

Le groupe continue de céder du terrain sur son territoire face à Fuji. A la fin d'avril, sa part avait encore baissé de 5,3 points, à 65,9 %, alors que celle de son rival avait progressé de 5,9 points, à 19,8 %, selon Prudential Securities. Fuji a des coûts inférieurs de 12 % à 15 %. Ce qui conduit Kodak à pratiquer des rabais et fait dire à la société d'investissement Lane Capital Management qu'*« ils ne contrôlent pas leurs prix »* et que, *« tant qu'ils n'auront pas des coûts inférieurs à ceux de Fuji, ce sera un jeu perdant »*.

Fin 1997, Kodak a annoncé un *plan visant à économiser 1 milliard* de dollars sur deux ans. Avec 19 900 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1998, soit un cinquième de l'effectif. Un tiers des dirigeants ont été remplacés, et le groupe, qui s'est déjà séparé depuis 1993 de ses activités de santé-pharmacie et de photocopieurs, poursuit les désengagements : arrêt de la fabrication de systèmes de stockage pour ordinateurs ; annonce de la vente de la chaîne de magasins Fox Photo aux Etats-Unis, déficitaire.

M. Fischer, dont le salaire a été réduit de moitié en 1997 (à 2 millions de dollars), promet la fin de l'érosion des parts de marché aux *Etats-Unis cette année et une* croissance de 10 % par an des bénéfices à l'avenir. Pour cela, au-delà du numérique, le groupe table sur de nouvelles sources de croissance dans son métier traditionnel sur les marchés *« émergents »*, comme *« l'Inde, la Russie, la Chine »*.

Ces marchés émergents représentent déjà 17 % des ventes de Kodak, qui, fin mars, a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars sur trois à cinq ans en Chine, à travers l'acquisition de trois sociétés d'Etat. Le groupe, pour qui la Chine est devenue le troisième débouché mondial *(250 millions de dollars de ventes)*, veut y produire des films photo. Kodak, qui aura à prouver la rentabilité de ces investissements, devra, là encore, composer avec Fuji. La taille du marché chinois et sa croissance – les achats de films photo progresseraient de 20 % par an – pourraient malgré tout atténuer les effets du duel.

Philippe Le Cœur

Les cheminots européens manifestent à Luxembourg

ENVIRON 2 000 CHEMINOTS européens étaient attendus, jeudi 18 juin à Luxembourg, pour manifester contre la libéralisation du transport de fret par rail, en marge de la réunion des ministres des transports de l'Union européenne, à l'appel de la Fédération des syndicats des transports de l'UE (FST). Mardi, plusieurs milliers de cheminots français avaient déjà défilé dans les rues de Paris pour les mêmes raisons. Ce projet, estime la FST, *« est potentiellement la plus grosse machine de destruction d'emplois dans le contexte du processus européen de profondes réformes »*.

Une délégation des cheminots européens devait être reçue jeudi après-midi par la présidence semestrielle britannique de l'Union européenne ainsi que par les ministres des transports des présidences précédente (luxembourgeoise) et à venir (autrichienne).

Le développement de Bayard Presse en 1998 passe par les Etats-Unis

En dépit d'un résultat négatif l'an passé, le groupe catholique veut poursuivre sa politique de développement en ouvrant notamment une filiale aux Etats-Unis. Les nouvelles formules de « Notre temps » et de « La Croix » font partie des priorités

BAYARD PRESSE va bien, même s'il est déficitaire pour la première fois depuis longtemps. Pour son premier exercice, le nouveau président du directoire du groupe catholique, Alain Cordier, qui a succédé à Bernard Porte en septembre 1997, a présenté un résultat net déficitaire de 46 millions de francs, qui s'explique par des provisions de l'ordre de 75 millions de francs. *« L'entreprise est saine et dynamique, ces provisions permetttent d'anticiper les investissements pour mettre les moteurs à plein régime en 1998 »*, explique le nouveau patron du groupe.

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 26 millions de francs et le résultat courant avant impôt de 42,6 millions, mais tous deux sont en retrait par rapport à 1996, où ils étaient respectivement de 41,5 et de 55,6 millions de francs. Le chiffre d'affaires est en progression de 7,2 % par rapport à 1996, à 2,2 milliards de francs. Les provisions viennent d'ajustements comptables (18 millions), de la dépréciation des fonds de commerce de *Terre sauvage* et de *Bonne soirée* (16 millions de francs). L'essentiel des provisions est dû aux investissements de 1998.

Car Bayard Presse veut accentuer son développement en France et à l'étranger. Le groupe va investir 100 millions de francs dans des projets nouveaux en 1998. Les deux priorités affichées sont la nouvelle formule de *Notre temps* et celle de *La Croix*. 32 millions de francs sont consacrés à la relance de *Notre temps*, premier magazine du groupe (plus d'un million d'exemplaires). La formule, entièrement transformée, paraîtra en juillet. L'année 1997 a été marquée par le lancement de *Capital santé*, transformé en mensuel au début de l'année. Ce magazine – dont la diffusion approche les 200 000 exemplaires, selon l'éditeur – permet à Bayard d'attirer un public plus jeune et plus féminin et, surtout, de développer une politique de vente en kiosques dans un groupe qui repose sur une culture de l'abonnement. Avec une diffusion totale payée de 117 387 exemplaires en 1997, le mensuel scientifique *Eurêka* permet également d'atteindre cette fameuse cible des 20-50 ans, que le groupe a depuis longtemps du mal à séduire, alors qu'il est fortement implanté, chez les plus jeunes et les plus âgés.

SUCCÈS DE « CHAIR DE POULE »

Une nouvelle formule du *Pèlerin* est aussi prévue, mais elle ne verra pas le jour avant 1999. La presse jeunes s'enrichit d'un nouveau magazine, *Maximum*, créé par l'équipe de *J'aime lire*. Destiné aux 9-13 ans, *Maximum* s'inspire directement du succès de la collection « Chair de poule ». Alain Cordier souhaite que les passerelles entre la presse, l'édition et les nouveaux médias se développent. Le lancement d'un hors-série d'*Astrapi* sur la musique, en collaboration avec Gallimard Jeunesse, en est une autre illustration, dans le cadre *« d'un rapprochement éditorial »* avec une maison prestigieuse.

Le secteur édition a vécu une très bonne année 1997, avec un chiffre d'affaires qui a progressé de 28,4 % à 254,3 millions de francs, grâce au phénomène « Chair de poule » (3,5 millions d'exemplaires de ces livres de poche ont été vendus en 1997), mais aussi de l'*Encyclopédie des religions* qui dépasse les 20 000 exemplaires. Le groupe prévoit le lancement de deux nouveaux CD-ROM pour enfants d'ici à la fin de l'année.

Les activités internationales ont également beaucoup progressé en 1997, avec un chiffre d'affaires en hausse de 22,6 %, à 242,7 millions de francs. Le groupe fait de son développement à l'étranger une *« priorité stratégique »*. *« Nous voulons nous développer sur le continent américain*, explique Alain Cordier. *Nous allons ouvrir un bureau à New York. »* Le groupe a accru son implantation au Canada, en reprenant en 1997, un éditeur de jeunesse de Toronto. Aux Etats-Unis, Bayard poursuit son expérience d'une déclinaison de *Notre temps*, en Pennsylvanie et dans l'Illinois. *« Nous réfléchissons à des développements nouveaux par création interne ou externe, comme nous l'avons déjà fait au Canada »*, précise le président du directoire.

Après avoir été candidat l'an dernier au rachat de son concurrent, les Publications de la vie catholique (*La Vie*, *Télérama*), Bayard Presse a aussi étudié le dossier de reprise du *Point*, où on l'attendait moins. *« Bayard ne s'interdit pas d'étudier des projets sur des marchés nouveaux, des thématiques nouvelles*, souligne Alain Cordier.

Nous avons un véritable appétit de création. Mais la vie de la presse est faite d'opportunités, de coups de foudre. Il ne faut pas être surpris, quand des projets passent, par le fait que Bayard cherche à les étudier. »

Alain Salles

« La Croix » est « au cœur » du groupe

LES NÉGOCIATIONS se poursuivent entre la direction et le personnel de l'imprimerie de Montrouge, qui proteste contre le souhait de Bayard Presse de fabriquer dans une autre imprimerie le quotidien. Une nouvelle formule de *La Croix* (90 934 exemplaires de diffusion totale payée en 1997) est prévue à la rentrée, avec la sortie du quotidien le matin, et non plus l'après-midi.

Cette nouvelle formule, qui prévoit davantage de couleurs, nécessite une modernisation des outils de production. Depuis deux mois et demi, la diffusion de *La Croix* a été très fortement perturbée. Alain Cordier entend *« poursuivre au maximum la voix du dialogue »*, l'arrêt de Montrouge ne se fera pas sans un plan social important, appuyé par une *« politique de reconversion des personnels »*.

« La réussite et le développement de La Croix *sont au cœur de Bayard Presse*, explique le président du directoire de Bayard. *Il doit trouver la voie de son équilibre financier. Comme pour le reste du groupe, nous voulons des résultats positifs et une diffusion large, nous voulons atteindre le plus grand nombre avec une exigence de qualité. J'observe qu'il n'y a pas de fatalité au déclin des quotidiens. D'autres se redressent, il n'y a pas de raisons que* La Croix *ne participe pas de ce mouvement. Le journal doit mieux informer et mieux servir. Cela passe par une distribution plus efficace, une présence plus active en kiosques, et par un grand projet éditorial. Si l'on veut suivre les évolutions technologiques, il est difficile de le faire par nos propres moyens. L'indépendance d'un journal, c'est d'abord celle de sa rédaction et celle de la maison qui édite le journal. »*

Les audiences du Mondial à la télévision

■ **AUTRICHE-CHILI** (mercredi 17 juin, France 2 à 17 h 30) : 3 053 601 téléspectateurs, 38 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 1 537 390, 19,1 % ; France 3 : 1 427 192, 17,8 % ; M 6 : 660 471, 8,2 % ; Cinquième : 271 008, 3,4 % ; Arte : 64 970, 0,8 %.

■ **CAMEROUN-ITALIE** (France 3 à 21 heures) : 6 558 052 téléspectateurs, 33 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 5 768 643, 29 % ; France 2 : 3 010 127, 15,1 % ; M 6 : 2 165 908, 10,9 % ; Cinquième/Arte : 213 354, 1,1 %.

★ Sources : Médiamat, Médiamétrie, traitement Credome-Publicis, auprès des individus de 15 ans et plus.

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : le groupe américain NTL a annoncé le double rachat des câblo-opérateurs britanniques ComTel (filiale du Néerlandais KPN) et Diamond Cable, pour 9,3 milliards de francs. Déjà propriétaire de Comcast UK, le groupe américain contrôle désormais un quart du marché du câble anglais. – *(Bloomberg.)*

■ **En Espagne**, le juge de l'Audience nationale Javier Gomez de Liano a été inculpé, mercredi 17 juin, pour prévarication dans l'instruction menée contre la société Sogecable, opérateur de Canal Plus Espagne. – *(AFP.)*

■ **TÉLÉVISION** : les actionnaires du groupe audiovisuel américain hispanophone Telemundo ont approuvé la vente à un groupe comprenant Sony, Liberty Media et l'investisseur Leon Black pour 3,2 milliards de francs. – *(Bloomberg.)*

■ **PRESSE** : l'éditeur Jean-Michel Place a racheté *L'Architecture d'aujourd'hui* au Groupe Expansion. Lancée en 1930, cette revue tient sa réputation internationale de la publication des grands projets et réalisations architecturaux.

WAT devrait être le premier bouquet numérique en clair et gratuit

APRÈS CanalSatellite, Télévision par satellite (TPS) et AB Sat, voici venir WAT. Le petit dernier des bouquets de programmes numériques par satellite fera éclore sa première fleur, dimanche 21 juin à 21 heures : cette chaîne, baptisée Wbpm (battements par minute), sera consacrée à la musique techno.

Au contraire des trois premières plates-formes numériques, toutes cryptées et à péage, WAT sera accessible en clair, gratuitement et sans abonnement. Pour la recevoir, il suffira de disposer d'un décodeur numérique. WAT vise tous les détenteurs de boîtiers numériques, abonnés ou simples téléspectateurs des chaînes numériques en clair.

Fin décembre, le bouquet WAT *« devrait diffuser huit chaînes »*, signale Elie Smadja, neveu d'Henri Smadja, l'ancien patron de feu le quotidien *Combat* et actionnaire majoritaire de AA Films, holding financière luxembourgeoise propriétaire de WAT. Pendant six mois, Wbpm sera diffusée en clair et en analogique via un satellite Eutelsat Hot Bird pour assurer la promotion du bouquet numérique prévu, lui, pour fin décembre.

« GARDER LA MAÎTRISE ÉDITORIALE »

A défaut d'abonnements et de publicité, WAT *« souhaite prévendre toutes ses chaînes avant leur lancement »*, précise Jean-Marc Fonseca, directeur technique du bouquet et ancien d'AB Sat. Selon Elie Smadja, *« cinq chaînes sont déjà financées »*. Toutefois, Wbpm ainsi que la location du répéteur satellite sont financés sur les fonds personnels de M. Smadja. 42 millions de francs auraient été investis pour louer un répéteur satellite et financer cette première *« chaîne test »*.

Mais les futures chaînes *« verront leurs programmes achetés par des industriels dont les noms seront dévoilés une semaine avant leur lancement »*, ajoute le directeur technique. Selon lui, *« WAT devrait conclure des contrats de trois ans avec ces annonceurs pour l'achat, la production de programmes, le partenariat »*. Plate-forme à vocation européenne, WAT diffusera ses programmes en quatre langues : français, anglais, italien et allemand. Selon Jean-Marc Fonseca : *« 30 % des programmes seront produits en Europe »*.

Déjà, des productions seraient *« lancées depuis deux mois en Russie, Pologne, Grande-Bretagne et en Italie »*. Même si ses programmes sont prévendus, Philippe Marulaz, président du bouquet WAT, compte *« garder la maîtrise éditoriale des chaînes »*.

GUERRE AU PÉAGE

Très diserte sur ses projets numériques, la direction de WAT garde en revanche un voile pudique sur les actionnaires de AA Films et l'ampleur de ses moyens financiers. *« Quand un éditeur se lance, c'est qu'il a les moyens de se lancer »*, concède juste Elie Smadja. Selon lui, les financements des cinq chaînes sont *« déjà réunis, à 110 % et 120 % »*. Fin 1998, plus de 1,6 million de foyers français, abonnés aux trois plates-formes numériques, pourront ajouter WAT à leurs programmes. Mais la direction du bouquet parie aussi sur la progression des ventes de décodeurs numériques dont les prix devraient considérablement baisser.

WAT part en guerre contre la télévision à péage. Selon Elie Smadja : *« la télévision est un moyen de communication et surtout de culture. Elle doit donc être accessible à tout le monde. Elle ne peut donc être cryptée et doit être gratuite »*. *« La télévision, c'est presque de la philanthropie »*, ajoute-t-il... Pour Jean-Marc Fonseca, le péage est presque une exception française : *« Il n'y a qu'en France où l'on fait payer aux gens la redevance, puis un abonnement, avec en plus de la publicité à l'antenne . En Allemagne, il n'y a qu'une chaîne cryptée : Premiere »*. Le directeur technique oublie les bouquets et chaînes payants, BSkyB, en Grande-Bretagne, Canal Satelite Digital en Espagne et Telepiù en Italie. En revanche, WAT a dénombré cent-dix-sept chaînes gratuites diffusées en numérique par satellite et accessibles partout en Europe.

Guy Dutheil

Le plan social de la SFP se met en place sans heurts

DE FAÇON assez paradoxale, au moment où la rédaction de France 2 vient de traverser une nouvelle crise et alors que l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a subi une importante réorganisation, la seule société publique de l'audiovisuel qui soit confrontée à la mise en place d'un plan social drastique, la Société française de production (SFP), ne fait pas de vagues. La Commission de Bruxelles avait accepté en janvier de fermer les yeux sur les 2,5 milliards de francs d'aides publiques accordées au groupe français, à condition qu'un plan de restructuration de la SFP soit mis en œuvre qui garantisse son retour à l'équilibre.

Avec un plan présenté comme celui de la *« dernière chance »* pour l'entreprise, Roland Fiszel, président du groupe, a convaincu les syndicats et le personnel de la nécessité d'une très forte réduction des effectifs. Avec la mise en place de plans sociaux (préretraite), des dispenses d'activité indemnisée (DAI), des départs volontaires et des reclassements dans l'audiovisuel public, le groupe devrait conserver, à la fin de l'année 450 à 460 salariés (en comptant les quelques nouvelles recrues, comme Laurent Claude, ex-directeur de l'exploitation Europe de Global One, nommé directeur de l'exploitation de la SFP), sur un total de 996 en début d'année. Les départs, qui ont déjà commencé, devraient être échelonnés jusqu'à la fin du dernier trimestre.

ÉQUILIBRE EN 2000

Ce plan social s'accompagne de changements de structure : les trois pôles vidéo, studios et productions vont être fusionnés afin que le groupe s'organise de façon plus légère et soit chapeauté par une direction unique. En outre, dans la mesure où l'idée d'une vente partielle du groupe audiovisuel est totalement abandonnée, les participations détenues par les actionnaires minoritaires de certaines filiales, comme la SFP Production ou encore France Costumes, seront reprises par la SFP.

Après avoir affiché 232 millions de francs de déficit net en 1996, les résultats du groupe devraient empirer en 1997, avec un déficit net de 540 millions de francs, dû aux provisions importantes inhérentes à la mise en place du plan social (539 millions de francs).

La perte d'exploitation devrait en revanche être réduite à – 140 millions de francs. Le chiffre d'affaires du groupe devrait quant à lui stagner à 520 millions de francs (contre 531 millions en 1996). Roland Fiszel table toujours sur un retour à l'équilibre de la SFP pour l'année 2000.

Nicole Vulser

هكذا من الأصل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **LAFARGE : le groupe de matériaux** a annoncé, mercredi 17 juin, l'acquisition de 60 % du capital d'une cimenterie de 300 000 tonnes dans l'Etat de Sao-Paulo (Brésil). Lafarge prévoit d'investir 8 milliards de francs dans sa croissance externe cette année.

● **INDUSTRIES DE DÉFENSE :** des restructurations seront annoncées le 7 juillet, selon la fédération CFDT des établissements et arsenaux d'Etat. Les mesures concernant la direction des constructions navales et GIAT Industries devraient intervenir avant.

● **SEB : quelque 200 salariés du groupe** de petit électroménager ont manifesté, mercredi, à Saint-Amé (Vosges) pour protester contre un plan de redéploiement qui comprendrait, selon les syndicats, 221 suppressions d'emplois.

● **ABB : le groupe helvético-suédois** a annoncé, mercredi, la signature d'un accord avec le suédois Alfa Laval pour la reprise de son unité Automation qui réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars (905 millions de francs).

● **LVMH : la Compagnie financière du Nord,** contrôlée par le groupe familial Arnault, a porté sa part dans le capital de LVMH de 41,70 % à 44,09 % suite à des achats en Bourse. La famille Arnault détient 59,22 % du nombre total des droits de vote contre 57,16 % en septembre 1997.

SERVICES

● **SUEZ LYONNAISE DES EAUX : la partie française du groupe** ouvre des négociations sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Ces négociations concernent 5 400 salariés.

● **AT&T : l'opérateur téléphonique américain** aurait fait une offre d'achat à America Online, que la direction de cette société aurait refusée, selon le *Financial Times*. AT&T n'a pas commenté cette information.

FINANCE

● **CAISSES D'ÉPARGNE : l'avant-projet de loi sur la réforme du statut** (*Le Monde* du 18 juin) n'est qu'une esquisse technique soumise à une consultation, a indiqué, mercredi, le ministre de l'économie et des finances. Le projet de loi sera examiné en juillet par le conseil des ministres.

● **MUTUELLES DU MANS : les syndicats CGT, CFDT et FO** ont appelé vendredi 19 juin à une nouvelle manifestation (*Le Monde* du 16 juin). Ils exigent des négociations sur l'avenir du groupe et l'emploi.

● **AMB : l'assureur allemand, désormais filiale de Generali,** table sur une nouvelle hausse de son bénéfice avant impôts en 1998, qui avait atteint le niveau record de 741 millions de marks (2,4 milliards de francs) en 1997, *« si les marchés financiers restent stables »*.

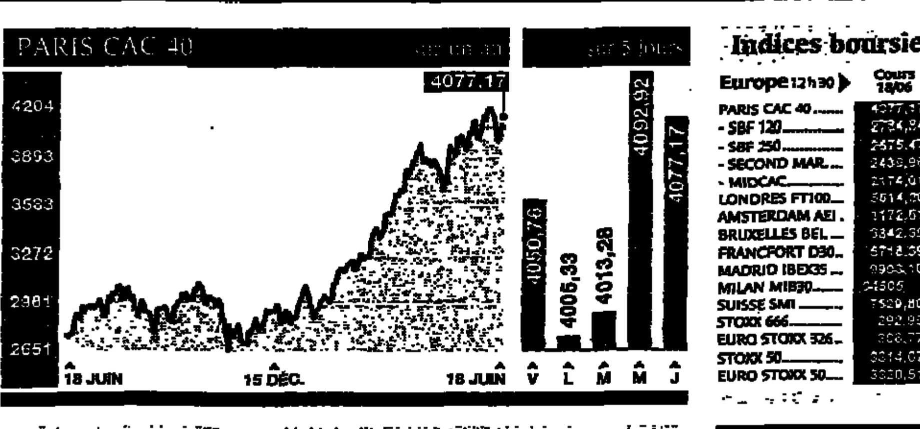
● **GERLING : l'assureur allemand envisage une entrée en Bourse** accompagnée d'une augmentation de capital. La Deutsche Bank, son actionnaire à 30 %, pourrait s'en dégager à cette occasion.

RÉSULTATS

● **OPEL :** le constructeur automobile allemand, filiale de General Motors, a accusé une perte nette de 228 millions de deutsche marks (760 millions de francs en 1997), contre un bénéfice de 314 millions de deutsche marks en 1996.

● **REMY COINTREAU :** la perte nette consolidée s'élève à 621 millions de francs pour l'exercice 1997-1998, contre un gain de 36 millions de francs un an plus tôt.

★ **Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr**



Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 18/06	Var. % 17/06	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	4077,17	−0,38	35,96
- SBF 120	2734,84	−0,30	35,73
- SBF 250	2675,47	0,94	37,56
- SECOND MAR.	2439,96	0,17	34,80
- MIDCAC	2174,01	0,40	38,86
LONDRES FT100	5814,20	−0,32	18,22
AMSTERDAM AEI	1172,61	−0,19	28,34
BRUXELLES BEL	3842,39	0,10	38,21
FRANCFORT D30	5718,39	0,18	34,56
MADRID IBEX35	9903,10	0,02	36,49
MILAN MIB30	24505	−0,48	38,34
SUISSE SMI	7529,80	−0,44	20,18
STOXX 666	292,95	−0,23	—
EURO STOXX 326	308,77	−0,32	—
STOXX 50	3314,07	−0,37	—
EURO STOXX 50	3320,51	−0,30	—

Monde ▶	Cours 17/06	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8829,46	1,89	11,65
- SP 500	1107,11	1,79	14,08
- NASDAQ	1770,40	1,93	13,12
BUENOS-AIRES M.	571,23	6,10	−16,91
JOHANNESBURG	5606,29	2,07	15,90
MEXICO BOLSA	[illegible]	5,76	−20,84
SANTIAGO IPSA	85,02	1,82	−24,76
SAO PAULO BOU.	9887	7,01	−2,94
TORONTO FSE I.	7105,08	0,72	7,40
ASIE 10h15	18/06	17/06	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	6,93	−24,60
HONGKONG H.	8615,97	6,39	−20,56
SÉOUL	[illegible]	7,11	−11,36
SINGAPOUR ST.	1106,25	2,76	−25,60
SYDNEY ALL O.	2698,29	2,31	−0,32
TOKYO NIKKEI	15361,54	4,39	0,67

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 17/06	Var. % 16/06	Var. % 31/12
GAZ ET EAUX	3402	+9,43	+40,86
BOUYGUES	1060	+9,20	+58,35
BULL#	[illegible]	+8,60	+59,30
JEAN LEFEBVRE	[illegible]	+8,44	+43,10
HAVAS ADVERTI.	1327	+8,32	+71,84
IMETAL	552	+7,21	+15,24
COFLEXIP	[illegible]	+6,68	+20,30
GUYENNE GASCO.	2475	+6,54	+33,08
STRAFOR FACOM	621	+5,97	+49,63
RENAULT	[illegible]	+5,88	+100,82

Baisses ▶	Cours 17/06	Var. % 16/06	Var. % 31/12
EUROTUNNEL	[illegible]	−3,97	+40,29
SAT	2770	−2,80	+66,86
SEFIMEG CA	[illegible]	−2,55	+42,30
SAUPIQUET (NS	527	−2,04	−7,54
SADE (NY)	241,50	−2,02	+23,84
BAIL INVESTIS	970	−1,92	+21,40
VALEO	[illegible]	−1,91	+50,41
PRIMAGAZ	535	−1,88	+6,36
WORMS (EX.SOM	112,10	−1,86	—
EUROPE 1	[illegible]	−1,85	+8,03

PARIS SBF 250 3 mois
2675,47
2723 · 2650 · 2578 · 2506 · 2434 · 2362
18 MARS · 4 MAI · 18 JUIN

NEW YORK Dow Jones 3 mois
8829,46
9702 · 9154 · 8696 · 8178 · 7669 · 7161 · 6653 · 6145
18 MARS · 30 AVRIL · 17 JUIN

LONDRES FT100 3 mois
5814,20
6199 · 5901 · 5603 · 5305 · 5008 · 4711 · 4413 · 4115
18 MARS · 4 MAI · 18 JUIN

FRANCFORT DAX 30 3 mois
5718,39
5901 · 5603 · 5306 · 5008 · 4711 · 4413 · 4115
18 MARS · 4 MAI · 18 JUIN

TOKYO Nikkei 3 mois
15361,54
18468 · 16946 · 15425 · 13142 · 11620
18 MARS · 30 AVRIL · 18 JUIN

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

JEUDI 18 JUIN, à la mi-journée, l'indice CAC 40 a reculé de 0,46 %, à 4 073,97 points. Le marché parisien a pourtant débuté la séance sur une forte hausse (+ 1,03 %) dans le sillage de la progression enregistrée la veille. Mais, dans la matinée, les Bourses de Francfort et de Londres ont éprouvé le besoin de souffler et tous les indices européens ont été orientés à la baisse. Sur le marché des changes, le dollar a poursuivi son repli à 136,7 yens et à 5,98 francs. Parmi les plus fortes hausses, la nouvelle action CIC (77,8 % des porteurs de CIP ont décidé d'échanger leurs titres contre des actions CIC) a gagné 9,8 %. L'action Atos a poursuivi sa progression avec un gain de 4 %. Orientées à la baisse, les actions Havas Advertising et Lagardère Groupe ont abandonné respectivement 4,3 % et 4 %. L'action SDR Nord-Pas-de-Calais a reculé de 3,1 % après l'annonce de la prise de participation de sa concurrente la Sade.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a débuté la séance du jeudi 18 juin en forte hausse (+ 1,20 %), battant un nouveau record historique, à 5 811,71 points. Les actions SAP (éditeur de logiciels) et Volkswagen ont mené la hausse. La veille, le marché allemand avait déjà progressé de 2,11 %, soutenu par la baisse du dollar.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse américaine a progressé de 1,89 % mercredi 17 juin, à 8 829,46 points. Les risques d'une débâcle financière du Japon étant provisoirement écartés, grâce au reflux du yen, le marché américain a repris de la hauteur. Les valeurs pétrolières ont profité du rebond du prix du pétrole. En revanche, les groupes d'électronique ont poursuivi leur recul. Les résultats semestriels, qui devraient être publiés en juillet, risquent d'être décevants.

TOKYO

LA BOURSE japonaise a terminé sur une hausse de 4,4 %, jeudi 18 juin, dans le sillage de la forte remontée du yen, l'indice Nikkei affichant un gain de 646,16 points, à 15 361,54. Le rebond de la Bourse de Tokyo s'inscrit dans la forte reprise de toutes les grandes places boursières asiatiques après l'intervention coordonnée américano-japonaise mercredi sur les marchés, qui a réussi à stopper la chute libre du yen. La dégringolade de la devise nippone menaçait de déstabiliser les économies asiatiques qui sont déjà confrontées à une crise sans précédent depuis un an.

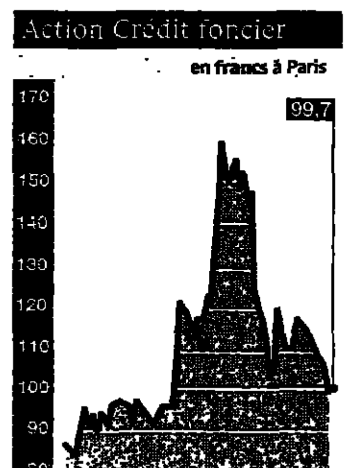
HONGKONG

LA BOURSE était de nouveau en très forte hausse, jeudi, après la remontée du yen et la disparition des craintes de dévaluation du yuan. L'indice Hang Seng gagnait 6,14 %, à 8 511,76 points à mi-séance.

Valeur du jour : le sort du CFF est loin d'être réglé

MERCREDI 17 juin, l'action Crédit foncier de France (CFF) a perdu 1,28 %, à 99,7 francs. Le même jour, Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui porte 90,4 % du capital du Crédit foncier pour le compte de l'Etat, a réaffirmé devant la commission des finances de l'Assemblée nationale que l'institution n'envisageait pas de rester actionnaire du Foncier.

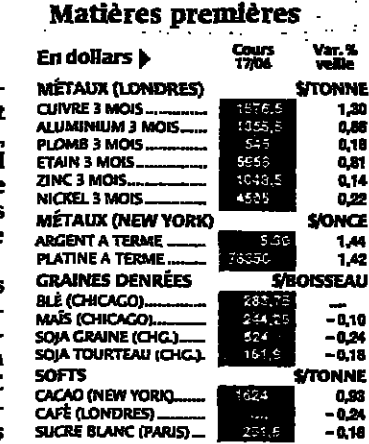
Jean-Pierre Balligand, président de la commission de surveillance de la CDC, a justifié cette position par trois arguments chocs. La conservation du Crédit foncier risquerait de nuire à la notation (AAA) de la Caisse des dépôts. De plus, le portage du Foncier, considéré comme une nationalisation déguisée, ne peut être qu'une solution provisoire. Enfin, la Caisse des dépôts n'a pas l'expertise nécessaire pour s'engager durablement dans le métier du crédit à l'habitat.



Si le retrait de la Caisse des dépôts semble assuré, son remplacement au tour de table du CFF n'est pas encore arrêté. Le gouvernement français doit, normalement, dévoiler le schéma de reprise d'ici à la fin du mois de juin. Une décision délicate. La solution proposée par GMAC (filiale du groupe américain General Motors), la famille Bass et leur allié français, la Caisse d'épargne, est rejetée par les syndicats du Crédit foncier. En revanche, ils soutiennent la proposition de La Poste qui, associée à l'assureur Azur-GMF et à la Caisse nationale de prévoyance (qui n'a pas fait officiellement acte de candidature), pourrait reprendre 40 % du capital du CFF. Mais cette solution se heurte à l'opposition des banques AFB et de Bercy. Elle n'a guère de chance d'aboutir.

Soucieux de se ménager à la fois les syndicats et les banques françaises, le gouvernement pourrait opter pour une solution médiane. La participation des américains GMAC et de la famille Bass pourrait être réduite pour laisser plus de place à des actionnaires français, l'assureur GMF, la CNP (contrôlée par la CDC) et la banque Crédit commercial de France. Quelle que soit la personnalité des repreneurs, le gouvernement devrait également buter sur la question du prix. Une cession à un prix supérieur à 70 francs (celui proposé par la CDC lors de son OPA en décembre 1996) déclencherait la révolte des actionnaires minoritaires évincés. Et une opération à un prix inférieur attirerait le reproche de brader les intérêts nationaux. Or, le 7 mai 1998, Jérôme Meyssonier, le gouverneur du Crédit foncier, a lui même relancé la polémique sur la valorisation du Crédit foncier. Il a estimé que l'action ne valait que 62 francs. Soit 38 % de moins que le cours actuel et 11,4 % de moins que le prix de l'OPA de décembre 1996.

Enguérand Renault



Matières premières

En dollars ▶	Cours 17/06	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1576,5	1,30
ALUMINIUM 3 MOIS	1355,5	0,86
PLOMB 3 MOIS	545	0,18
ETAIN 3 MOIS	5556	0,81
ZINC 3 MOIS	1049,5	0,14
NICKEL 3 MOIS	4595	0,22
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,36	1,44
PLATINE A TERME	[illegible]	1,42
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	289,75	—
MAÏS (CHICAGO)	244,25	−0,10
SOJA GRAINE (CHG.)	624	−0,24
SOJA TOURTEAU (CHG.)	161,9	−0,18
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1624	0,93
CAFÉ (LONDRES)	....	−0,24
SUCRE BLANC (PARIS)	251,5	−0,18

Pétrole

En dollars ▶	Cours 17/06	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	12,23	−1,69
WTI (NEW YORK)	12,51	−0,71
LIGHT SWEET CRUDE	12,55	0,72

Or

En francs ▶	Cours 17/06	Var % 16/06
OR FIN KILO BARRE	56900	+0,36
OR FIN LINGOT	56550	+0,88
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	+1,38
PIÈCE FRANCE 20 F	326	+0,31
PIÈCE SUISSE 20 F	340	−0,30
PIÈCE UNION LAT. 20 F	[illegible]	−0,62
PIÈCE 20 DOLLARS US	2390	+2,58
PIÈCE 10 DOLLARS US	1422,25	−0,02
PIÈCE 50 PESOS MEX	2105	+0,24

ÉCONOMIE

Brutale remontée du yen après une intervention américaine

LE PREMIER MINISTRE japonais Ryutaro Hashimoto et le président américain Bill Clinton sont convenus mercredi 17 juin de coopérer afin de stabiliser les taux de change. Cet accord a été accompagné le même jour par une intervention concertée de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Japon sur le marché des changes, qui a provoqué un vif rebond de la monnaie nippone. En contrepartie, les Etats-Unis ont obtenu du gouvernement japonais un engagement selon lequel il va stimuler son économie en récession et assainir son système financier. *(Lire p. 2 et 3.)*

■ **Le président américain Bill Clinton s'est dit** *« très encouragé »* mercredi par les assurances de réformes données par le premier ministre japonais, à la suite de l'intervention des banques centrales américaine et japonaise pour soutenir le yen.

■ **Une réunion du G 7 finances aura lieu samedi à Tokyo** au niveau des suppléants, a indiqué mercredi le ministère français des finances, qui a souligné que l'intervention des Etats-Unis et du Japon pour soutenir le yen n'était qu'*« une première étape »*.

■ **Le Japon a dégagé en mai un excédent commercial de** 1 219,3 milliards de yens (53 milliards de francs), en hausse de 66,6 % sur celui du même mois de 1997, grâce à un quasi-doublement de son surplus vis-à-vis de l'Union européenne, a indiqué jeudi le ministère des finances. Nouvelle illustration de la contraction de son économie, le Japon a vu ses importations baisser de 16,3 %, à 2 822,6 milliards de yens.

■ **Le gouvernement japonais pourrait rendre permanentes les baisses d'impôts** actuellement consenties à ses contribuables sur une base temporaire, affirme jeudi l'édition du soir du quotidien économique japonais *Nihon Keizai Shimbun*, en citant des sources gouvernementales. Une telle initiative était demandée avec insistance par les partenaires du Japon, pour favoriser une reprise tirée par la demande intérieure. Tokyo a remboursé 2 000 milliards de yens (15 milliards de dollars) d'impôts à ses contribuables en février et leur redonnera une somme équivalente cet été. Une troisième tranche de même montant est prévue en 1999.

■ **CHINE : Pékin a réaffirmé jeudi qu'il n'entendait pas dévaluer** sa monnaie, le yuan, même si la chute du yen japonais devait se poursuivre, démentant des propos attribués à un haut responsable gouvernemental. *« Le refus de dévaluer le yuan est l'une des principales décisions prises par le gouvernement chinois* [cette année]. *La Chine s'y tiendra fermement »*, a déclaré le vice-ministre du commerce extérieur et de la coopération économique, Sun Zhenyu, cité par le *China Daily*.

■ **RUSSIE : le premier ministre Serguei Kirienko a confirmé** mercredi que la mission du FMI attendue lundi à Moscou va examiner un prêt supplémentaire à la Russie pour l'aider à sortir de la crise financière.

■ **ÉTATS-UNIS : l'économie américaine a poursuivi son** *« excellente performance »*, selon le Livre beige de la Réserve fédérale américaine (Fed) publié mercredi, qui passe en revue l'état de santé de l'économie pour la période de six semaines avant le 8 juin. *« L'économie continue de croître dans toutes les régions et pratiquement tous les secteurs »*, poursuit le rapport. Les niveaux d'emploi sont *« hauts et le marché étroit dans la plupart des régions »*, ajoute la Fed.

■ **AMÉRIQUES : les travaux pour la création en 2005 d'une zone de libre-échange des Amériques** (ALCA) ont débuté mercredi 17 juin à Buenos Aires. L'ALCA, qui sera la plus importante zone de libre-échange dans le monde, avec près de 800 millions de consommateurs, regroupera l'ensemble des pays du continent du nord au sud. Le projet de l'ALCA a été lancé en 1994, au cours du premier sommet des Amériques, à Miami, et son calendrier fixé au cours du deuxième sommet des Amériques, en avril dernier, à Santiago du Chili.

MONNAIES

● **Dollar :** le billet vert s'inscrivait en forte baisse, jeudi matin 18 juin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,7850 mark, 5,9850 francs et 136,80 yens.
La veille, la Réserve fédérale des Etats-Unis et la Banque du Japon étaient intevenues de façon conjointe pour mettre fin à la chute de la devise nippone.
Cette opération surprise a été couronnée de succès. En quelques minutes, la monnaie nippone, qui s'était dépréciée de 12 % vis-à-vis du billet vert au cours des deux derniers mois, a bondi de près de 5 %, soit sa plus forte progression depuis 1994.
Jeudi matin, la remontée du yen permettait aux devises d'Asie du Sud-Est de regagner du terrain. Face au dollar, le baht thaïlandais s'inscrivait en hausse de 7,8 %, le ringgit malaisien de 6 % et le dollar de Singapour de 5,5 %.

Cours de change

18/06 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,98	6,63	9,92	4,03	2,97	4,32	0,34	3,35	....
DM	1,79	1,98	2,98	1,20	0,89	0,13	0,99	....	0,30
LIRE (100)	1758,75	1948,98	2939,52	1179,73	874,33	1285,08	....	985,08	293,92
YEN (100)	136,88	151,69	228,78	91,82	68,04	....	7,78	76,67	22,88
FLORIN	2,01	2,23	3,36	1,35	....	1,47	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,49	1,65	2,49	....	0,74	1,09	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,60	0,66	....	0,40	0,30	0,44	0,03	0,34	0,10
ECU	0,90	....	1,51	0,61	0,45	0,66	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,11	1,67	0,67	0,50	0,73	0,06	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 17/06 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,41	4,88	5,41
ALLEMAGNE	[illegible]	3,51	4,82	5,30
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,59	5,85	5,49
ITALIE	[illegible]	4,97	5,06	5,60
JAPON	[illegible]	0,41	1,49	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,21	5,51	5,72
SUISSE	[illegible]	1,90	3,12	4,12
PAYS-BAS	[illegible]	3,68	4,87	5,39

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 18/06	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	[illegible]	104,10	104,16
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	[illegible]	96,28	96,27

Marché des changes

Devises 17h35 ▶	Cours BDF 17/06	Achat 17/06	Vente 17/06
ALLEMAGNE (100)	335,26	322	346
AUTRICHE (100)	47,63	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,83	4,39
DANEMARK (100)	88,05	83	93
ESPAGNE (100)	3,95	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	5,96	5,74	6,34
FINLANDE (100)	110,30	105	116
GDE-BRETAGNE	9,92	9,51	10,36
GRÈCE (100)	1,97	1,75	2,25
IRLANDE	[illegible]	8,05	8,89
ITALIE (1000)	3,40	3,16	3,66
JAPON (100)	[illegible]	3,99	4,34
NORVÈGE (100)	[illegible]	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,42	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,95	3,65
SUÈDE (100)	75,07	71	81
SUISSE (100)	402,70	388	412

LES TAUX

● **France :** le marché obligataire a ouvert en baisse, jeudi 18 juin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 11 centièmes, à 104,04 points.
Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 4,89 %.
La veille, le Matif avait terminé la séance en forte baisse (– 33 centièmes), pénalisé par l'intervention concertée de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale des Etats-Unis pour soutenir le yen. Au cours des dernières semaines, les gestionnaires avaient massivement acheté, par précaution, des emprunts d'Etat occidentaux en raison du regain de tensions en Asie.
● **Etats-Unis :** les obligations américaines ont nettement baissé, mercredi. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'est inscrit à 5,75 % en clôture.

RÈGLEMENT MENSUEL
COMPTANT
SECOND MARCHÉ
SICAV et FCP

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 18 JUIN

Liquidation : 23 juin

Taux de report : 3,88

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS

−0,56 %

CAC 40 : 4069,98

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	1063	1063	—	1050
Cr.Lyonnais(T.P.)	964	964	—	955
Renault (T.P.)	2909	2883	− 0,89	2880
Rhone Poulenc(T.P)	3037	3037	—	3050
Saint Gobain(T.P.)	1366	1362	− 0,29	1396
Thomson S.A (T.P)	1014	1010	− 0,39	1005
Accor	1681	1683	+ 0,11	1660
AGF	354,60	347,40	− 2,03	365
Air Liquide	980	991	+ 1,12	1160
Alcatel Alsthom	1190	1184	− 0,50	1290
Altran Techno. #	1231	1220	− 0,89	1150
Atos CA	1331	1384	+ 3,98	1090
Axa	655	655	—	705
Bail Investis.	970	988	+ 1,85	925
Bazar Hot. Ville	745	730	− 2,01	755
Bertrand Faure	490	500	+ 2,04	475
BIC	441	439,10	− 0,43	450
BIS	655	—	—	630
B.N.P.	481,50	487	+ 1,14	520
Bollore Techno.	1222	1220	− 0,16	1200
Bongrain	2920	2936	+ 0,54	2980
Bouygues	1080	1086	+ 0,55	965
Bouygues Offs.	275	279,90	+ 1,78	290
Bull#	101	101,60	+ 0,59	94
Canal +	1178	1170	− 0,67	1160
Cap Gemini	944	950	+ 0,63	800
Carbone Lorraine	2725	2775	+ 1,83	2590
Carrefour	3530	3551	+ 0,59	3480
Casino Guichard	*470*	*470,70*	*+ 0,14*	*410*
Casino Guich.ADP	317,90	319	+ 0,34	290
Castorama Dub.(Li)	1085	1094	+ 0,82	985
C.C.F.	489	486	− 0,61	480
Cegid (Ly)	1230	1240	+ 0,81	1310
Cerus Europ.Reun	38,90	38,75	− 0,38	42
CGIP	3200	3200	—	2960
Chargeurs	485	501	+ 3,29	490
Christian Dalloz	805	800	− 0,62	735
Christian Dior	*778*	*776*	*− 0,25*	*820*
CIC - ACTIONS "A"	590	648	+ 9,83	—
Ciments Francais	372,60	368	− 1,23	368
Cipe France (Ly) #	230	230	—	226,90
Clarins	558	560	+ 0,35	560
Club Mediterranee	552	559	+ 1,26	590
Coflexip	800	800	—	865
Colas	1248	1243	− 0,40	1140
Comptoir Entrep.	*15,60*	*15,55*	*− 0,32*	*17*
Comptoirs Mod.	3125	3081	− 1,40	3220
CPR	495	496	+ 0,20	480
Cred.Fon.France	99,70	99,50	− 0,20	112
Credit Lyonnais CI	610	611	+ 0,16	605
CS Signaux(CSEE)	580	566	− 2,41	465
Damart	4727	4750	+ 0,48	4750
Danone	1657	1630	− 1,62	1550
Dassault-Aviation	1980	1990	+ 0,50	1890
Dassault Electro	747	—	—	780
Dassault Systemes	267	270,90	+ 1,46	265
De Dietrich	415	414	− 0,24	430
Deveaux(Ly)#	942	960	+ 1,91	895
Dev.R.N-P.Cal Li #	70,35	68,15	− 3,12	73
Dexia France	814	806	− 0,98	780
DMC (Dollfus Mi)	164,50	164,40	− 0,06	169
Dynaction	229,50	234,70	+ 2,26	210
Ecia	*1750*	*1698*	*− 2,97*	*1800*
Eiffage	555	552	− 0,54	510
Elf Aquitaine	■ 769	779	+ 1,30	835
Eramet	263,10	260	− 1,17	290
Eridania Beghin	1332	1330	− 0,15	1300
Essilor Intl	2551	2535	− 0,62	2480
Essilor Intl.ADP	2215	2230	+ 0,67	2200
Esso	592	588	− 0,67	595
Eurafrance	3650	3720	+ 1,91	3300
Euro Disney	*11,35*	*11,25*	*− 0,88*	*9,50*
Europe 1	1425	1427	+ 0,14	1510
Eurotunnel	7,25	7	− 3,44	6,50
Fimalac SA	722	722	—	705
Finextel	126,20	126,20	—	128
Fives-Lille	515	525	+ 1,94	490
France Telecom	401,10	395,10	− 1,49	345
Fromageries Bel	5200	5050	− 2,88	5040
Galeries Lafayette	■ 6050	6230	+ 2,97	5600
GAN	*165*	*163*	*− 1,21*	*177*
Gascogne	624	623	− 0,16	570
Gaumont #	455	464	+ 1,97	480
Gaz et Eaux	3480	3500	+ 0,57	3340
Geophysique	920	920	—	1040
G.F.C.	660	652	− 1,21	665
GrandVision	224	227	+ 1,33	250
Groupe Andre S.A.	707	703	− 0,56	710
Groupe GTM	625	615	− 1,60	525
Gr.Zannier (Ly) #	*164,90*	*165*	*+ 0,06*	*155*
Goibert	1000	991	− 0,90	1110
Guyenne Gascogne	2475	2400	− 3,03	2130
Hachette Fili.Med.	1644	1683	+ 2,37	1590
Havas	508	512	+ 0,78	560
Havas Advertising	1327	1280	− 3,54	1280
Imetal	862	853	− 1,04	815
Immeubl.France	495	500	+ 1,01	490
Infogrames Enter.	381	379	− 0,52	370
Ingenico	179,90	176,10	− 2,11	185
Interbail	172,50	171,30	− 0,69	146
Intertechnique	1590	1600	+ 0,62	1660
ISIS	806	799	− 0,86	880
Jean Lefebvre	488	488	—	475
Klepierre	1200	1203	+ 0,25	1140
Labinal	2110	2080	− 1,42	2160
Lafarge	626	610	− 2,55	580
Lagardere	271	258	− 4,79	250
Lapeyre	552	550	− 0,37	515
Lebon (Cie)	282	276	− 2,12	290
Legrand	1623	1581	− 2,58	1680
Legrand ADP	1027	1006	− 2,04	1030
Legris indust.	296,90	302	+ 1,71	325
Locindus	895	895	—	840
L'Oreal	3065	3045	− 0,65	2840
LVMH Moet Hen.	1188	1202	+ 1,17	1320
Marine Wendel	1076	1090	+ 1,30	1030
Metaleurop	53,05	54,45	+ 2,63	61
Metrologie Inter.	19,60	19,60	—	19,50
Michelin	356,50	356	− 0,14	390
Montupet SA	2150	2160	+ 0,46	2270
Moulinex	164,50	165,50	+ 0,60	174
Natexis	420	416	− 0,95	440
Norbert Dentres.#	240,10	248	+ 3,29	—
Nord-Est	*131,40*	*131,50*	*+ 0,07*	*133*
Nordon (Ny)	520	525	+ 0,96	500
NRJ #	996	1037	+ 4,11	1040
Olipar	69	69	—	63
Paribas	595	599	+ 0,67	—
Pathe	1175	1154	− 1,78	1180
Pechiney Act Ord A	280,50	275,50	− 1,78	285
Pernod-Ricard	419,90	421,50	+ 0,38	405
Peugeot	1306	1314	+ 0,61	1140
Pinault-Print.Red.	*5310*	*5240*	*− 1,31*	*4770*
Plastic Omn.(Ly)	943	942	− 0,10	860
Primagaz	535	532	− 0,56	530
Promodes	3140	3104	− 1,14	2810
Publicis #	989	999	+ 1,01	885
Remy Cointreau	120,50	122	+ 1,24	133
Renault	340	338	− 0,58	305
Rexel	2770	2750	− 0,72	2500
Rhone Poulenc A	329,90	324,10	− 1,75	310
Rochette (La)	*29*	*29,65*	*+ 2,24*	*28*
Royal Canin	373,90	370,20	− 0,96	370
Rue Imperiale(Ly)	7760	7730	− 0,38	7300
Sade (Ny)	241,50	241,50	—	260
Sagem SA	4710	4700	− 0,21	4210
Saint-Gobain	1172	1156	− 1,36	1120
Salvepar (Ny)	576	575	− 0,17	560
Sanofi	733	723	− 1,36	705
Sat	2770	2702	− 2,45	2500
Saupiquet (Ns)	*527*	*548*	*+ 3,98*	*610*
Schneider SA	490	490	—	505
SCOR	346	347	+ 0,28	370
S.E.B.	942	952	+ 1,06	920
Sefimeg CA	426,90	433,70	+ 1,59	490
SEITA	275	278,10	+ 1,12	270
Selectibanque	87,10	90	+ 3,32	83
SFIM	975	990	+ 1,53	1030
SGE	254	263	+ 3,54	280
Sidel	458,50	466,50	+ 1,74	455
Silic CA	1117	1118	+ 0,08	1020
Simco	512	512	—	510
S.I.T.A	1450	1474	+ 1,65	1390
Skis Rossignol	113,80	112,80	− 0,87	118
Soc.Fonc.Lyonnai.#	980	982	+ 0,20	965
Societe Generale	1148	1160	+ 1,04	1250
Sodexho Alliance	1257	1257	—	1180
Sogeparc (Fin)	425	426	− 0,46	440
Sommer-Allibert	■ 304,10	309	+ 1,61	305
Sophia	291	295	+ 0,68	270
Spir Communic. #	517	517	—	555
Strafor Facom	621	629	+ 1,28	610
Suez Lyon.des Eaux	992	999	+ 0,70	1060
Synthelabo	1010	1013	+ 0,29	960
Technip	770	776	+ 0,77	550
Thomson-CSF	246	251	+ 2,03	250
Total	724	715	− 1,24	735
UIF	499,80	496	− 0,76	480
UIS	224	224	—	220
Unibail	790	805	+ 1,89	652
Union Assur.Fdal	925	923	− 0,21	570
Usinor	100	98,50	− 1,50	97
Valeo	614	607	− 1,14	585
Vallourec	500	506	+ 1,20	490
Via Banque	201	195,50	− 2,73	205
Vivendi (ex CGE)	1278	1275	− 0,23	1170
Worms (ex.Someal)	112,10	112	− 0,08	—
Zodiac ex.dt divid	1622	1622	—	1690
Elf Gabon	945	936	− 0,95	1050

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	142,90	140,80	− 1,46	154
Adecco S.A.	● 2509	2425	− 3,34	2620
Adidas-Salomon AG#	1063	1080	+ 1,59	1040
ALLIANZ AG	1590	1580	− 0,62	—
American Express	612	630	+ 2,94	620
Anglo American #	*230*	*239*	*+ 3,91*	*290*
Anglogold Ltd #	259,80	255	− 1,84	325
Amgold #	225	233,90	+ 3,95	300
Arjo Wiggins App.	22,50	22,45	− 0,22	23
A.T.T. #	375	375,30	+ 0,08	345
Banco Santander #	296	297,10	+ 0,37	305
Barrick Gold #	108,70	108,30	− 0,36	125
B.A.S.F. #	276	272,30	− 1,30	270
Bayer #	299,90	297,90	− 0,66	270
Crown Cork ord.#	*289*	—	—	285
Crown Cork PF CV#	270	—	—	270
Daimler Benz #	580	575	− 0,86	650
De Beers #	116	114,60	− 1,20	141
Deutsche Bank #	493,50	497	+ 0,75	545
Diageo PLC reg.#	71,50	71,20	− 0,41	75
Dresdner Bank	333	331,70	− 0,39	345
Driefontein #	32,45	32,85	+ 1,23	41
Du Pont Nemours #	444	445,50	+ 0,33	485
Eastman Kodak #	400	405,10	+ 1,27	415
East Rand #	1,38	1,40	+ 1,44	1,51
Echo Bay Mines #	15,95	15,40	− 3,44	19
Electrolux #	105,40	110	+ 4,36	600
Ericsson #	164,60	165,90	+ 0,78	325
Ford Motor #	324	322,50	− 0,46	300
Freegold #	29,60	29,30	− 1,01	37
Gencor act.regr.	9,90	10,15	+ 2,52	13
General Elect. #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
General Motors #	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]
Gle Belgique #	[illegible]	1029	[illegible]	1150
Harmony Gold #	[illegible]	25,91	[illegible]	[illegible]
Hitachi #	[illegible]	38,20	[illegible]	[illegible]
Hoechst #	[illegible]	284,10	[illegible]	265
I.B.M #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	725
I.C.I #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	117
Ito Yokado #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	300
Kingfisher plc #	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]
Matsushita #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mc Donald's #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Merck and Co #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	[illegible]	34	[illegible]	[illegible]
Mobil Corporat.#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Morgan J.P. #	[illegible]	[illegible]	+ 1,40	[illegible]
Nestle SA Nom. #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nokia A	[illegible]	395	[illegible]	[illegible]
Norsk Hydro #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	290
Petrofina #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Philip Morris #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Philips N.V #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Placer Dome Inc #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Procter Gamble	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Quilmes	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]
Randfontein #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Rio Tinto PLC #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Royal Dutch #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sega Enterprises	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Schlumberger #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SGS Thomson Micro.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Shell Transport #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Siemens #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sony Corp. #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sumitomo Bank #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
T.D.K #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Telefonica #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Toshiba #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Unilever #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
United Technol. #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Volkswagen A.G #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Western Deep #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Yamanouchi #	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Zambia Copper	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12

Mardi daté mercredi : montant du coupon

Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon

Jeudi daté vendredi : compensation

Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 18 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	105,50	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	120,90	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	121,38	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	101,89	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	113,90	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,12	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	127,88	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	116,72	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	103,06	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,58	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	119,18	[illegible]
Finansder 9%91-06#	126,91	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	112,88	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	105,70	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	100,09	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	—	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	103,61	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	—	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	—	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	110,45	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100,11	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01CA#	—	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,14	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	115,94	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	140,78	[illegible]
OAT.8,50%92-23 CA#	—	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	104,85	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1080	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		50	[illegible]
Baccarat (Ny)	◆	911	[illegible]
Bains C.Monaco	◆	785	[illegible]
Bque Transatlanti.	◆	260	[illegible]
Bidermann Intl	◆	110	[illegible]
Centenaire Blanzy	◆	571	[illegible]
Champex (Ny)	◆	37,40	37,40

(Publicité)

Il y a deux ...

Sharan Turbo 150 ch.

C.I.T.R.A.M. (B)	◆	3250	3250
Generali Fce Assur	◆	1720	1720
Continental Ass.Ly	◆	652	652
Darblay	◆	525	525
Didot Bottin	◆	898	898
Eaux Bassin Vichy	◆	2655	2655
Ent.Mag. Paris	◆	2020	2020
Fichet Bauche	◆	41,50	41,50
Fidei		61	60,60
Finalens	◆	300	300
F.I.P.P.	◆	210	210
Fonciere (Cie)	◆	910	910
Foncina #	◆	620	620
Francarep	◆	347	347
From. Paul-Renard	◆	1051	1051
Gevelot	◆	1279	1279
G.T.I (Transport)	◆	422,10	422,10
Immobail		262,50	250
Immobanque		700	690
Lucia	◆	83	68
Monoprix	◆	485	485
Metal Deploye	◆	410	410
Mors		7,55	7,85
Navigation (Nle)	◆	130	130
Optorg	◆	476	476
Paluel-Marmont ech	◆	450	450
Exa.Clairefont(Ny)	◆	1064	1064
Parfinance	◆	456,80	456,80
Paris Orleans	◆	395	395
Promodes (CI)	◆	2279	2279
PSB Industries Ly		700	699
Rougier #		375	380
Saga	◆	190	190
S.I.P.H.	◆	235	235
Sofragi	◆	5200	5200
Taittinger		4500	4800
Tour Eiffel	◆	545	545
Vicat		607	608
Caves Roquefort	◆	2220	2220
Elyo	◆	361	361
Finaxa	●	536	570
Gaillard (M)	◆	1620	1620
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	211,50	211,50
Gd Moul.Strasbourg	◆	2001	2001
Hotel Lutetia	◆	535	535
Hotels Deauville	◆	1010	1010
L.Bouillet (Ly)	◆	397	397
Lloyd Continental	◆	10500	10500
Matussiere Forest		77	75,60
Moncey Financiere	◆	3000	3000
M.R.M. (Ly)	◆	507	507
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	131	131
Poliet	◆	535	535
Sabeton (Ly)	◆	800	800
Samse (Ly)	◆	1430	1430
Sechilienne (Ly)	◆	1392	1392

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 18 JUIN

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Aclal (Ns) #	◆	60	[illegible]
AFE #		985	[illegible]
Aigle #		538	[illegible]
Albert S.A (Ns)	◆	236	[illegible]
Arkopharma #		489,90	[illegible]
Assystem #		*273,50*	[illegible]
Bque Picardie (Li)	◆	926	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	◆	378	[illegible]
Bque Vernes	◆	148	[illegible]
Beneteau CB#		831	[illegible]
B I M P	●	133	[illegible]
Boiron (Ly)#		444	[illegible]
Boisset (Ly) #	◆	650	[illegible]
But S.A.		378	[illegible]
C.E.E #		195	[illegible]
Change Bourse (M)		215	[illegible]
CNIM CA#		277	[illegible]
Codetour	◆	400	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET		363	[illegible]
Conflandey #	◆	338	[illegible]
C.A. Hte Normandie		332	[illegible]
C.A. Paris IDF		925	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine		308	[illegible]
C.A.Loire Atl.# Ns	◆	304	[illegible]
C.A.Pas de Calais		590	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)		458	[illegible]
C.A. Oise CCI	◆	341	[illegible]
C.A. Somme CCI		330	[illegible]
C.A.Toulouse (B)	◆	420	[illegible]
Groupe J.C.Darmon		630	[illegible]
Devanlay S.A.	◆	722	722
Devernois (Ly)	◆	589	[illegible]
Ducros Serv.Rapide	◆	40,65	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#		469	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)		482	[illegible]
Expand s.a.		1515	[illegible]
Factorem	◆	840	[illegible]
Faiveley #		290	[illegible]
Finacor		35,15	[illegible]
Fininfo	◆	1080	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	◆	625	[illegible]
Gautier France		374	[illegible]
Gel 2000		39	[illegible]
GEODIS #		470	[illegible]
GFI Industries #		1595	1620
Girodet (Ly) #	◆	24	24
GLM S.A.	◆	230	230
Gpe Guillin # Ly		271	280
Kindy #		142	145
Guerbet S.A.		215	[illegible]
Hermes internat.1#		488	479
Hurel Dubois		880	880
ICBT Groupe #		225	226
I.C.C.#	◆	198	198
ICOM Informatique		612	612
Idianova	◆	95	[illegible]
Int. Computer #	◆	79	79
IPBM	◆	59,50	59,50
M6-Metropole TV		1030	1030
Manitou #		1070	1090
Manutan		552	557
Marie Brizard #		659	659
Maxi-Livres/Profr.#		40,10	[illegible]
Mecelec (Ly)	◆	124	134
MGI Coutier #		366	362
Monneret Jouets Ly#	◆	170	170
Naf-Naf #		101	100
NSC Groupe (Ny)		910	981
Onet #		950	940
Paul Predault		169,90	166
P.C.W.	19	—	[illegible]
Petit Boy #	◆	119	119
Phyto-Lierac #		265,90	265
Pochet	◆	785	785
Poujoulat Ets (Ns)	◆	226,10	226,10
Radiall #		710	700
Robertet #		1220	1250
Rouleau-Guichard	◆	334	334
Securidev #		104	106
Smoby (Ly) #		570	593
Sofco (Ly)	◆	13	13
Sofibus	●	370	370
Sopra #		1960	1955
Steph.Kelian #	◆	90	90
Sylea		595	594
Teisseire-France	◆	205	205
TF1		900	929
Thermador Gpe. #		380	390
Transiciel	●	523	523
Trouvay Cauvin #		184,80	194
Unilog		2150	2250
Union Fin.France		740	740
Viel et Cie #		151,90	151,90
Vilmorin et Cie #		609	600
Virbac		480	495

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 18 JUIN

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		32,10	28
Belvedere		1292	1318
BVRP		430	455,50
Coil		390	390,20
Electronique D2		165	168
FDM Pharma n.	◆	115	115
Genset		616	620
Guyanor action B		8,50	8,50
High Co.		388,90	388,90
Infonie		99	99
Joliez-Regol		93	94
Mille Amis	◆	59,95	59,95
Naturex		100,10	107
Oltec		1195	1229
Picogiga		248	250
Proxidis		20,75	20,10
R21 Santé		505	506
Stelax		5,60	5,50

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 18 JUIN

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Beghin CI	◆	1090	1090
Via Credit (Banque)	◆	25,30	30,55

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection

Cours de clôture le 17 juin

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		168,64	[illegible]
Agipi Actions (Axa)		156,15	[illegible]
BNP — 3615 BNP			
Antigone Trésorie		910485	[illegible]
Natio Court Terme		14608	[illegible]
Natio Court Terme 2		396724	[illegible]
Natio Epargne		2211,21	[illegible]
Natio Ep. Croissance		4029,20	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine		171,87	[illegible]
Natio Epargne Retraite		208,66	[illegible]
Natio Epargne Trésor		11677,74	[illegible]
Natio Euro Valeurs		1445,31	[illegible]
Natio Euro Oblig.		1079,27	[illegible]
Natio Euro Opport.		1547,40	[illegible]
Natio Euro Perspect.		2265,78	[illegible]
Natio Immobilier		1805,72	[illegible]
Natio Inter		1158,45	[illegible]
Natio Monétaire C		5591,77	[illegible]
Natio Monétaire D		5253,38	[illegible]
Natio Oblig. LT		232,36	[illegible]
Natio Oblig. MT C		900,91	[illegible]
Natio Oblig. MT D		870,75	[illegible]
Natio Opportunités		273,88	[illegible]
Natio Placement C		80807,43	[illegible]
Natio Placement D		75928,12	[illegible]
Natio Revenus		1125,25	[illegible]
Natio Sécurité		11454,31	[illegible]
Natio Valeurs		1842,30	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		95169,03	[illegible]
Oblig. ttes caté.		292,77	[illegible]
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)			
Livret Bourse Inv. D PEA	◆	1123,04	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C	◆	2684,05	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D	◆	2403,95	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C		323,83	[illegible]
Patrimoine Retraite D	◆	306,81	[illegible]
Sicav Associations C	◆	2477,07	[illegible]
CDC TRÉSOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
Fonsicav C		20241,55	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C		19896,43	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
Écur. Act. Futur D PEA		388,97	[illegible]
Écur. Capitalisation C		268,79	[illegible]
Écur. Expansion C		85640,78	[illegible]
Écur. Géovaleurs C		4682,04	[illegible]
Écur. Investis. D PEA		308,07	[illegible]
Écur. Monépremière		11662,53	[illegible]
Écur. Monétaire C		13345,62	[illegible]
Écur. Monétaire D		12369,97	[illegible]
Écur. Trésorerie C		327,44	[illegible]
Écur. Trésorerie D		307,01	[illegible]
Écur. Trimestriel D		2082,79	[illegible]
Éparcourt-Sicav D		192,83	[illegible]
Géoptim C		13715,59	[illegible]
Géoptim D		12598,33	[illegible]
Horizon C		2922,10	[illegible]
Prévoyance Écur. D		105,43	[illegible]
Sensipremière C		14383,80	[illegible]
Fonds communs de placements			
Écur. Capipremière C		12544,31	12519,27
Écur. Sécuripremière C		12378,73	12356,36
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM Asset Management			
Amplia	◇	122979,63	122979,63
Atout Amérique		213,95	208,75
Atout Asie		74,69	72,87
Atout France Europe		1176,78	1148,08
Atout France Monde		286,51	279,52
Atout Futur C		1166,09	1137,65
Atout Futur D		1086,24	1059,75
Coexis		2054,73	2020,38
Dièze		2791,46	2744,80
Elicash	◇	977999,40	977999,40
Eurodyn		3535,55	3449,32
Indicia	◆	2478,60	2423,79
Indocam Convert. C		16109,65	15640,44
Indocam Convert. D		14746,85	14317,33
Indocam Europe Nouv.		13832,98	[illegible]
Indocam Hor. Eur. C		1243,71	[illegible]
Indocam Hor. Eur. D		1243,71	[illegible]
Indocam Multi Oblig.		1006,35	[illegible]
Indocam Orient C	◆	142,65	[illegible]
Indocam Orient D	◆	130,76	[illegible]
Indocam UniJapon		823,92	[illegible]
Indocam Str. 5-7 C		2014,96	[illegible]
Indocam Str. 5-7 D		1441,49	[illegible]
Moné.J C	◇	12241,80	12241,80
Moné.J D	◇	11596,93	[illegible]
Oblifutur C		586,09	[illegible]
Oblifutur D		540,17	[illegible]
Oraction		1368,45	[illegible]
Revenu-Vert		1200,46	[illegible]
Sévéa	◆	126,74	[illegible]
Synthésis		19942,55	[illegible]
Univers Actions		299,72	[illegible]
Uni Associations	◇	120,83	120,83
Uni-Foncier		1901,41	1855,03
Uni-Régions		2331,13	[illegible]
Univar C	◇	317,23	317,23
Univar D	◇	304,02	304,02
Univers-Obligations		266,46	262,01
Fonds communs de placements			
Indocam Dollar 3 m	◆	99544,13	97582,28
Indocam Val. Restr.	◆	19563,29	18993,49
Optalis Dynamiq. C	◆	120,87	118,50
Optalis Dynamiq. D	◆	120,87	118,50
Optalis Équilib. C	◆	116,65	114,36
Optalis Équilib. D	◆	116,65	114,36
Optalis Expansion C	◆	110,21	108,05
Optalis Expansion D	◆	110,21	108,05
Optalis Sérénité C	◆	109,53	107,38
Optalis Sérénité D	◆	109,53	107,38
Pacte Sol. Logem.	◆	517,47	512,35
Pacte Vert T. Monde	◆	546,86	536,04
CIC BANQUES			
Francic		216,05	209,76
Francic Pierre		187,25	181,80
Europe Régions		326,29	316,79
CIC PARIS			
Associc		1106,43	1106,43
Cicamonde		1968,92	1911,57
Convertcic		495,94	488,61
Ecocic		2056,09	1996,20
Mensuelcic		10065,93	9966,27
Oblicic Mondial		4190,97	4129,03
Oblicic Régions		1253,72	1235,19
Rentacic		166,64	164,18
CREDIT LYONNAIS			
Euro Solidarité		1422,75	1408,66
Lion 20000 C		17565,80	17565,80
Lion 20000 D		16494,35	16494,35
Lion-Associations C		11402,88	11402,88
Lion-Associations D		10806,52	10806,52
Lion Court Terme C		27173,33	27173,33
Lion Court Terme D		23939,99	23939,99
LionPlus C		1683,18	1650,18
LionPlus D		1541,83	1511,60
Lion Trésor		2516,79	2491,87
Oblilion		2346,19	2324,94
Sicav 5000		1006,16	986,43
Slivafrance		1729,78	1695,86
Slivam		673,84	660,63
Slivarente		268,26	263
Slivinter		949,53	930,91
Trilion		5117,18	5051,51
CRÉDIT MUTUEL FINANCE			
Avenir Alizes		2774,16	2719,76
CM Option Dynamique		180,96	176,12
CM Option Equilibre		310,88	304,04
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		215,59	209,82
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		955,02	955,02
Créd.Mut.Ep.Ind. C		207,47	201,92
Créd.Mut.Ep.J		23522,64	23522,64
Créd.Mut.Ep.Monde		2028,49	1974,20
Créd.Mut.Ep.Oblig.		1971,30	1932,65
Créd.Mut.Ep.Quatre		1093,81	1072,36
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		112,87	110,66
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		374,87	358,73
Saint-Honoré Capital		21364,38	20742,12
St-Honoré March. Emer.		557,30	538,30
St-Honoré Pacifique		571,52	546,91
St-Honoré Vie Santé		2236,72	2140,40
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux		1873,79	1873,79
Stratégie Actions		1273,23	1224,26
Stratégie Rendement		2119,64	2052,92
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
Amplitude Amérique C		132,98	129,74
Amplitude Europe C		226,89	221,36
Amplitude Europe D		223,10	217,66
Amplitude Monde C		1211,64	1182,09
Amplitude Monde D		1133	1105,37
Amplitude Pacifique C		74,90	73,07
Élanciel France D PEA		268,98	262,42
Élanciel Euro	◆	—	—
Emergence Euro Poste		198,92	194,07
Géobilys C		711,93	701,41
Géobilys D		673,58	663,63
Kaleis Dynamisme C		1326,65	1300,64
Kaleis Equilibre C		1197,31	1173,83
Kaleis Sérénité C		1123,36	1112,24
Latitude C		152,24	152,24
Latitude D		135,16	135,16
Oblitys D		660,64	650,88
Plénitude D PEA		272,50	265,85
Poste Gestion C		15294,88	15294,88
Revenus Trimestr. D		5277,23	5224,98
Solstice D		2387,41	2381,46
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		38989,01	38989,01
Actimonétaire D		30889,47	30889,47
Cadence 1 D	◆	1075,32	1064,67
Cadence 2 D	◆	1063,28	1052,75
Cadence 3 D	◆	1052,32	1041,90
Capimonétaire C	◆	420,25	419,83
Capimonétaire D	◆	370	369,63
Sogeoblig C/D	◆	9796,19	9699,20
Interoblig C	◆	318	314,85
Intersélection France D	◆	478,56	469,20
S.G. France opport. C	◆	2893,67	2836,93
S.G. France opport. D	◆	2739,18	2685,47
Sogenfrance C	◆	2809,51	2754,42
Sogenfrance D	◆	2550,69	2500,68
Sogépargne D	◆	310,01	306,94
Soginter C	◆	326,88	320,47
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	2120,62	2079,24
Sogelance D	◆	1716,77	1699,77

SYMBOLES

◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

DISPARITIONS

Cheikh Chaarawi

Un prédicateur égyptien conservateur

LE PLUS CÉLÈBRE « télécoraniste » du monde musulman, Cheikh Mohamad Metwalli El Chaarawi, est mort, mercredi 17 juin, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Mohamad Metwalli El Chaarawi était l'un des chefs religieux les plus respectés de l'islam contemporain. Bien qu'il n'ait jamais occupé le poste de grand mufti, ses avis tenaient souvent lieu de jurisprudence dans le monde arabo-musulman. Depuis vingt-quatre ans, ses télé-prônes du vendredi battaient des records d'audience sur pratiquement toutes les chaînes de télévision arabes. Contrairement à ses prédécesseurs, il avait le don de pouvoir interpréter le Coran de manière simple et vivante, en mêlant savoir et humour.

Né le 15 avril 1911, diplômé en 1941 de l'université islamique d'El Azhar, cheikh Chaarawi s'est rendu en 1950 en Arabie saoudite, où il a enseigné durant dix ans. C'est sans doute là qu'il a été influencé par la pensée wahhabite conservatrice. Il était aussi un auteur prolifique d'ouvrages traitant de l'islam et de la vie quotidienne. On estime que ses œuvres, dont certaines ont été traduites en anglais, ont été vendues à plus de 6 millions d'exemplaires.

Considéré par beaucoup comme le symbole d'une sorte d'orthodoxie de l'islam sunnite, cheikh Chaarawi ne faisait toutefois pas l'unanimité. Les réformateurs musulmans qualifient son discours d'ultraconservateur et estiment qu'il favorise l'intégrisme. Certains l'ont même accusé d'être, théologiquement, un des pères fondateurs de l'islamisme algérien, avec cheikh Ghazali, un autre prédicateur égyptien décédé il y a quelques années. Cheikh Chaarawi a en effet enseigné à Alger de 1966 à 1979. Sa tendance à dénigrer la science, qu'il estimait vouloir *« vainement chercher à se substituer à Dieu »*, lui a valu des articles où il était traité d'*« obscurantiste »*. Sa prise de position en faveur des sociétés islamiques de placements de fonds n'avait pas échappé aux critiques. Quant aux chrétiens, ils le taxaient ouvertement de fanatique.

De leur côté, les extrémistes musulmans se méfiaient de lui. Certains, qui l'accusaient de n'être qu'un habile « agent » du gouvernement, rappelaient qu'il avait justifié, alors qu'il était ministre des Waqfs (biens religieux), le voyage d'Anouar El Sadate en Israël en 1977. Au cours des dernières années, devenu multimillionnaire, Cheikh Chaarawi vivait dans un vaste domaine au nord-ouest du Caire. Il était couvert d'honneurs et de cadeaux en provenance notamment des monarchies du Golfe.

Alexandre Buccianti

Lucia Valentini-Terrani

Une grande interprète de Rossini

LA CONTRALTO italienne Lucia Valentini-Terrani est morte, jeudi 11 juin, dans un hôpital de Seattle (Etats-Unis) des suites d'une leucémie. Elle était âgée de cinquante-deux ans. Cette cantatrice, dotée d'une voix exceptionnelle et d'un don rare pour la comédie, était l'une des grandes spécialistes rossiniennes de l'époque.

Née le 22 août 1946 à Padoue, où elle fit ses études, Lucia Valentini débuta comme mezzo-soprano à Brescia, en 1969, dans *Cendrillon*, de Rossini, ouvrage avec lequel elle se présenta en France au Mai de Versailles en 1972. Elle fut conviée sur toutes les grandes scènes internationales pour chanter Rossini, mais aussi Monteverdi, Gluck, Verdi, Massenet... En 1975, elle devait enregistrer pour la télévision une version époustouflante de l'*Italienne à Alger*, avec les forces de l'Opéra de Dresde (ex-RDA). Lucia Valentini-Terrani avait un cercle d'admirateurs enthousiastes que son chant stupéfiant de virtuosité, d'abattage et d'intelligence dramatique avait su éblouir et parfois émouvoir dans une musique plus exigeante qu'il n'y paraît de prime abord.

Elle avait chanté dans *La Donna del lago*, sous la direction du pianiste italien Maurizio Pollini, et participé, en 1984, à l'exhumation du *Voyage à Reims*, du même Rossini, dans une production mise en scène par Luca Ronconi, dirigée par Claudio Abbado. En compagnie de Montserrat Caballé, de Katia Ricciarelli, de Ruggero Raimondi, cette distribution éblouissante devait enchanter les publics du Festival de Pesaro, puis de Milan et de Vienne. La voix incroyablement étendue de Valentini Terrani, la façon qu'elle avait d'en jouer, ses graves un peu « machos » étaient irrésistibles.

Alain Lompech

■ **YVES MALÈCOT**, président d'honneur du groupe Banques populaires, est mort, lundi 15 juin. Né le 29 septembre 1914 à Grézillac (Gironde), Yves Malécot a commencé sa carrière au ministère des finances et a été notamment directeur des monnaies et médailles. De 1963 à 1979, il a été président du groupe des Banques populaires, dont il est resté ensuite président d'honneur. Père de cinq enfants, Yves Malécot a par ailleurs été président, de 1972 à 1986, du comité français pour le Fonds international pour l'enfance (Unicef) et administrateur de la Croix-Rouge française, de 1976 à 1990. Grand résistant, il a été président de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA).

■ **LOUIS PETCHOT-BACQUÉ**, médecin général inspecteur des armées, est mort mardi 16 juin à Paris. Né le 9 mars 1907 à Bordeaux, Louis Petchot-Bacqué a été déporté, pendant la seconde guerre mondiale, au camp d'extermination nazi de Mauthausen. Il a ensuite servi entre 1947 et 1953 en Indochine, où il devient notamment le médecin personnel et l'un des proches les plus écoutés du futur maréchal de Lattre de Tassigny, haut-commissaire et commandant en chef de 1950 à 1952, qu'il accompagne lors des conférences de Singapour et de Washington sur l'Indochine. Il sert ensuite en Algérie. En novembre 1963, il est nommé directeur central du service de santé des armées, un poste qu'il occupe jusqu'en 1969.

NOMINATIONS

POLICE NATIONALE

Mireille Ballestrazzi sera nommée début juillet à la tête de la sous-direction des affaires économiques et financières de la direction centrale de la police judiciaire, a annoncé le ministère de l'intérieur, mercredi 17 juin, en soulignant que l'intéressée sera la première femme accédant à *« des fonctions de direction au sein de la direction générale de la police nationale »*.

[Née le 2 septembre 1954, Mireille Ballestrazzi est devenue, en 1976, l'une des premières femmes commissaires de la police française. Ayant effectué toute sa carrière à la police judiciaire, elle a notamment été chef d'un groupe de répression du banditisme à Bordeaux en 1975. Devenue chef de l'office central de répression des vols d'œuvres et d'objets d'art en 1987, elle a dirigé ensuite le service régional de police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio, de septembre 1993 à février 1996, date à laquelle elle a été nommée chef du SRPJ de Montpellier.]

PÈRES BLANCS

Le Père François Richard a été élu, le 11 juin à Rome, supérieur général de la Société des missionnaires d'Afrique, appelés communément « Pères blancs ». Il était auparavant provincial de France pour cette congrégation.

[Né le 8 janvier 1940 à Cholet (Maine-et-Loire), François Richard est entré chez les Pères blancs en 1958. Il a suivi ses études de théologie à Totteridge, près de Londres, puis à Strasbourg. En 1973, il est envoyé en Zambie, où il passe une douzaine d'années. Nommé recteur du centre d'études des Pères blancs à Toulouse en 1986, il avait été élu provincial de France en 1992.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Vitry-sur-Seine.

19 juin 1971 - 19 juin 1998.

Pour tes vingt-sept ans,

Joyeux anniversaire,

Félix EBONGUÉ !

Papa, maman, tes frères et sœurs, ainsi que tes neveux et nièces.

Mariages

Mlle Odile FROIDEFOND
et
M. Michel VABRE

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 22 août 1998, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne).

Décès

– Béchar (Algérie). Berlin. Dresde. . Varsovie. Flins-sur-Seine. Grenoble. Paris. Valensole (Alpes-de-Haute-Provence).

M. Abel Chabert,
son époux,
M. et Mme Didier Chabert,
M. et Mme Frank Chabert,
ses enfants,
Suzanne, Nathalie, Diane et Luc,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Suzy CHABERT,
née **CHEVALLIER,**
professeur,

survenu le 9 juin 1998, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Valensole, le vendredi 12 juin.

– Ses collègues et amis du laboratoire Structure et fonction des molécules bioactives de l'université Pierre-et-Marie-Curie ont la tristesse de faire part du décès de

Michel GAUDRY,
professeur des universités,

survenu le 13 juin 1998.

Un terrible accident nous avait déjà privé de son amitié et de sa bonne humeur légendaire. Son souvenir restera parmi nous.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le lundi 22 juin, à 10 heures.

– Le président de l'université Paris-XIII,
Le directeur de l'Institut Galilée,
Ses collègues mathématiciens,
Et toute la communauté universitaire,
ont la tristesse de faire part du décès de

Hamid GHIDOUCHE,
maître de conférences,
docteur d'Etat,

survenu le 17 juin 1998, dans sa cinquante-cinquième année, et vous prient de participer ou de vous unir d'intention aux obsèques qui auront lieu jeudi 18 juin, à 13 heures, au centre universitaire hospitalier de Caen (Calvados).

– On nous prie de faire part du décès de

Mme veuve Artur JONCZY,
née **Thérèse WEHRLÉ,**

survenu le 15 juin 1998, à Lamorlaye (Oise).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 juin, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame, rue Raymond-du-Temple, à Vincennes (Val-de-Marne).

De la part de
Marie-José Jonczy, sa fille,
Laurent Montastruc, son petit-fils,
Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Leroyer,
94300 Vincennes.
59, rue de Courcelles,
75008 Paris.
1, rue d'Oultremont,
1040 Bruxelles (Belgique).

– Le docteur Gérard Badower et Mme, née Annie Junk,
Le docteur Bernard Junk et Mme, née Anne Saloun,
Sophie, David, Anna et Lisa,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Camille René JUNK,
ancien résistant (Libération-Nord),

survenu le 16 juin 1998, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

Marguerite JUNK,
née **NURET,**

décédée le 4 octobre 1997.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, avenue de Verdun,
92270 Bois-Colombes.
29, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Les membres du conseil d'administration du service social des jeunes (SSJ) et les professionnels du service ont la très grande peine de faire part du décès de

Willy KATZ,
ancien éclaireur israélite de France,
administrateur du service social des jeunes.

Willy Katz a œuvré toute sa vie avec générosité et enthousiasme au sein de notre association. Il restera pour nous tous le grand frère et l'ami. Dans cette épreuve, nous adressons à Mme Katz et à toute sa famille toutes nos pensées et l'expression de notre affectueuse amitié.

Service social des jeunes,
27, avenue de Ségur,
75007 Paris.

– Claude Malécot,
Martine Giller-Malécot,
Isabelle Malécot,
Pascal-Olivier Malécot,
Hélène Lamiq-Malécot,
ses enfants et sa belle-fille,
Julien et Antoine Malécot,
ses petits-fils,
Les familles Lannvère, Malécot, Devaux, Rouxel,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves MALÉCOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
croix du combattant volontaire de la Résistance,
commandeur des arts et des lettres,
président d'honneur du Groupe des Banques populaires,
ancien président du Comité français pour l'Unicef,
président de l'Organisation de résistance de l'armée,
président de l'Association nationale des anciens de la cavalerie arme blindée,
membre de l'Union nationale de l'armée blindée cavalerie chars,
ancien directeur d'administration centrale au ministère des finances,
ancien président de la Caisse nationale des monuments historiques,

survenu en son domicile parisien, le 15 juin 1998, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse se déroulera dans l'intimité le samedi 20 juin, à 10 h 15, en l'église Saint-Vincent à Hendaye-Ville (Pyrénées-Atlantiques), suivie de l'inhumation au nouveau cimetière d'Hendaye.

Une messe à sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris.

59, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.

– Le président du Groupe Banques populaires,
Les membres du conseil syndical,
Les collaborateurs de la chambre syndicale des Banques populaires et de la caisse centrale des Banques populaires,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur président d'honneur,

Yves MALÉCOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaillé de la Résistance,
commandeur des arts et des lettres,
président du Groupe Banques populaires de 1963 à 1979.

A sa famille, ils adressent leurs sincères condoléances.

Groupe Banques populaires,
Le Ponant de Paris,
5, rue Leblanc,
75511 Paris Cedex 15.

(Lire ci-contre.)

– Le bureau et le conseil d'administration de l'Amicale de Mauthausen ont la profonde tristesse de faire part du décès de son président,

médecin-général
L. A. PETCHOT-BACQUE,
grand-croix de la Légion d'honneur,
grand-croix dans l'ordre national du Mérite,
déporté-résistant.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 23 juin 1998, à 11 heures, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, Paris-7e.

Amicale de Mauthausen,
31, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

(Lire ci-contre.)

– Son épouse,
Son fils et sa belle-fille,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel-Antoine DI PIZZO,

survenu le 13 juin 1998.

C'était un grand homme, c'était mon père.

– La présidente et le conseil d'administration de la FEPEM, Fédération nationale des groupements de particuliers employeurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Francine RITZ,
doyenne et présidente honoraire de la FEPEM,
membre du conseil d'administration de l'IRCEM,

le 16 juin 1998.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Quintal (Haute-Savoie), le vendredi 19 juin, à 10 h 30.

FEPEM nationale,
123, rue La Fayette,
75010 Paris.
Tél. : 01-42-81-38-75.

– Pessac. Bordeaux.

Mme Denise Gaüzère,
sa fille,
Mme Mireille Gaüzère,
sa petite-fille,
et M. Vincent Mazauric,
son mari,
François Gaüzère-Mazauric,
son arrière-petit-fils,
Mme Thérèse Herreros,
sa sœur,
M. et Mme Raymond Serrano,
son frère et sa belle-sœur,
Tous ses neveux, nièces, parents et amis,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Michel SERRANO,

survenu le 12 juin 1998, à son domicile, dans sa quatre-vingt-huitième année, après une lutte courageuse contre la maladie.

Selon les vœux du défunt, ses cendres ont été dispersées dans la plus stricte intimité, le 18 juin 1998.

La famille rappelle le lumineux souvenir de sa femme,

Jeanne SERRANO,
née **VIDALIE**
(1911-1985),

et de son gendre,

Bernard GAÜZÈRE
(1931-1969).

19, avenue André-Danglade,
33600 Pessac.
9, rue de Pontoise,
75005 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques VERDOUX,

survenu le 13 juin 1998, à Paris.

De la part de
Ses filles,
Et de toute la famille.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière parisien de Bagneux.

Mlles Julie et Jeanne Verdoux,
45, rue Montorgueil,
75002 Paris.

– Mme Françoise Voisin,
son épouse,
Sébastien, Stéphane et Bruno,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilles VOISIN,

survenu le 16 juin 1998, et convient tous ses amis à se joindre à la messe pastorale qui sera célébrée en l'église Saint-Merri, Paris-4e, le vendredi 19 juin, à 12 heures.

Anniversaires de décès

– En ce premier anniversaire de la mort de

Gérard MAURIAC,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Débats

– Foire Saint-Germain. Marché de la bibliophilie. Débat public : animé par **Jean Lebrun, de France-Culture.**

Permanence des sociétés de bibliophiles, samedi 27 juin 1998, mairie du 6e arrondissement (Paris), salle des mariages, de 14 h 30 à 18 heures.
Rens. : Gippe, 01-45-32-12-75.

Conférences

– Les samedis 20 et 27 juin 1998, à 14 h 30, au Théâtre des Deux-Anes, 100, boulevard de Clichy, 75018 Paris, se dérouleront des conférences présentées par le professeur **Jean-Paul Escande**, professeur de dermatologie, dont le thème sera :
« L'éclat de la peau et ses mystères ».

– Dans le cadre de la manifestation **« Découvrez la culture saoudienne »**, à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris.
Rens. : 01-40-51-38-38.
Conférence : vendredi 19 juin 1998, à 18 h 30 **« L'expérience du conseil consultatif en Arabie saoudite »**, avec M. Fahd Al Halthi. Entrée libre.

– Le Mouvement juif libéral de France organise une conférence donnée par maître Michel Zaoui, avocat des parties civiles, et maître Daniel Amson, avocat, professeur à l'université de Lille, sur le thème **« A QUOI A SERVI LE PROCÈS PAPON ? »**, le lundi 22 juin 1998, à 20 h 45, dans ses locaux, 11, rue Gaston-de-Caillavet, 75015 Paris. PAF : 30 F.

Stages

ATELIERS D'ÉCRITURE
Elisabeth BING
Sensibilisation, stage d'été, documentation.
Tél./fax : 01-40-51-79-10.

Colloques

– **Le 20 juin 1998. LA RÉVOLUTION DE 1848.** A Paris, le Grand-Orient de France et la revue *Humanisme* organisent, dans l'hôtel du GODF, un colloque public sur **« La Révolution de 1848 et la IIe République »**. De 9 h 30 à 17 heures, 16, rue Cadet, 75009 Paris.

– **« L'identité des nations : particularités des musiques espagnoles, françaises et italiennes (1650-1680). »**

Colloque organisé par le **Centre de musique baroque de Versailles :**
– le 21 juin 1998 : abbaye de Royaumont (Val-d'Oise), conférence à 16 heures de **Jean Lionnet** et concert à 17 h 30, de Il Seminario musicale, dir. Gérard Lesne ;
– le 22 juin : château de Versailles, débat public à 14 h 30 et concert à 21 heures, du Baroque Workshop, dir. Howard Crook et Kenneth Weiss, à la Chapelle royale.
Informations : 01-39-20-78-08 ou 09.

Deuxième colloque de l'ASPESA
L'association Animal, Santé publique et Sécurité des aliments tiendra son colloque annuel à Paris, le 23 septembre 1998, sur le thème **« De l'animal sauvage à l'animal d'élevage : les viandes nouvelles ».**

Il portera sur l'attrait pour le consommateur de la viande d'animaux non domestiques, les processus de domestication, la chasse et l'élevage en Afrique, l'élevage en France des ruminants sauvages, du sanglier, de l'autruche et de l'émeu, les maladies transmissibles à l'homme par la viande, l'économie de ces filières de production, les aspects juridiques.
Informations : ASPESA,
Service HIDAOA, Ecole nationale vétérinaire d'Alfort,
7, avenue du Général-de-Gaulle,
94704 Maisons-Alfort Cedex.
Fax : 01-43-96-70-74.

Communications diverses

– **Maison de l'hébreu :** deux heures pour lire, dix cours pour pratiquer la Bible ou parler l'israélien. Professeur **Jacques Benandis : 01-47-97-30-22.**

Soutenances de thèse

– **M. Lionel Babicz** soutiendra sa thèse en vue du doctorat, le samedi 20 juin 1998, à 10 heures, dans les Salons, esc. C, 2e étage, 2, rue de Lille, 75007 Paris.
Sujet de thèse : **« Images de la Corée dans le Japon de Meiji, 1868-1894 »**. Le jury sera composé comme suit : M. Shillont, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem ; M. Martzel, professeur à l'Inalco ; M. Vié, professeur à l'Inalco, directeur de thèse ; M. Souyri, maître de conférences habilité à l'Inalco ; Mme von Verschuer, directeur d'études à l'EPHE, IVe section.

– Le 2 juin 1998, à l'université Paris-Sorbonne-Paris-IV, **Agnès D'Angio** a soutenu sa thèse de doctorat intitulée **« Schneider & Cie et la naissance de l'ingénierie : des pratiques internes aux débouchés extérieurs (1836-1949) »**, devant un jury comprenant MM. les professeurs François Caron (Paris-IV), directeur de thèse, Dominique Barjot (Paris-IV), Jacques Marseille (Paris-I) et Alain Plessis (Paris-X), président.
Agnès D'Angio a reçu le titre de docteur de l'université avec la mention Très Honorable et les félicitations du jury, à l'unanimité.

VOYAGES A l'aube des vacances d'été, les retardataires ou les habitués des soldes de dernière minute sont à la recherche de tarifs aériens avantageux. Comme en 1996 et 1997, en reprenant les dix destinations que nous sélectionnons deux fois l'an, notre tableau présente la *fourchette des meilleurs prix*. ● L'AMÉRIQUE, plus chère que l'an passé, fait payer son succès, tandis que l'Asie, pour cause de crise économique, brade. ● ENTRE les *meilleurs tarifs « basse saison »*, affichés jusqu'à la fin du mois, et ceux de la période de pointe, entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'août, voici les prix proposés par Air France et cinq voyagistes (Réductour et Dégriftour appartiennent au même groupe mais diffusent des produits avec des délais d'utilisation différents). ● LA CONCURRENCE favorise le voyageur *malin qui* peut jouer avec les dates de départ.

Le tour du monde des meilleurs tarifs aériens de l'été

Alors que les Français sont de plus en plus nombreux à partir vers des pays lointains, « Le Monde » a interrogé cinq voyagistes et Air France pour sélectionner les prix les plus bas sur dix destinations, dont l'Amérique et l'Asie, qui semblent répondre au besoin d'évasion des citadins

NI LE MONDIAL, *ni un dollar* fort, ni la crise monétaire en Asie n'ont découragé les globe-trotters. Mieux, les transporteurs que *Le Monde* a interrogés annoncent des taux de réservations en hausse et des prises de décision précoces. *« Les Français partent plus car ils partent moins longtemps. C'est la multiplication des voyages,* affirme Jean Wieviorka, directeur du marketing opérationnel d'Air France. *Pour cet été, on a tablé sur une croissance de 10 % des ventes. Les voyageurs se sont déterminés plus tôt que l'an passé. »*

Réaction similaire chez Lufthansa, où Andreas Kretzschmar, directeur général pour la France, fait état d'une progression de 10 % à 12 % des ventes, comparable à celle observée dans les agences de voyages. Au départ de Paris, l'offre de sièges de la compagnie allemande a augmenté de 5 % depuis l'été dernier, alors qu'elle s'est accrue de 58 % depuis la province. Le transporteur, comme ses concurrents européens, applique des tarifs uniques au départ de Paris et des capitales régionales (Lyon, Nice, Toulouse, etc.), et limite les temps de transit dans ses *hubs*, aéroports où convergent les vols en correspondance (45 minutes à Francfort et 30 minutes à Munich). *« Les vols de l'été sont quasi complets vers les Etats-Unis,* dit-il. *Les touristes doivent réserver dès maintenant pour novembre afin de bénéficier des conditions* early bird *: 1 900 F l'aller-retour sur New York. »*

Afin de satisfaire la demande vers les Etats-Unis, *« British Airways a augmenté la capacité de ses vols,* indique François Le Boulc'h, directeur des ventes loisirs pour la France, *avec la mise en service de Boeing 777 à la place des DC 10, des fréquences supplémentaires (sur Orlando) et l'ouverture d'une ligne sur Denver pour desservir la région des Rocheuses ».* Au total, l'offre de la compagnie britannique est de *« 18 % supérieure »*, en moyenne, de juin à octobre, à celle de l'été dernier.

UNE VALEUR SÛRE

« Deux zones très porteuses, l'Amérique et l'Asie de manière globale », ont le vent en poupe chez Air France. On note de solides engagements pour l'été vers les Etats-Unis, où seuls les Tempo 2, plus chers, restent disponibles, sur New York notamment. *« La publicité,* insiste Jean Wieviorka, *a dopé les destinations asiatiques* [attrayantes du fait des dévaluations monétaires], *comme Bangkok, qui s'est remplie sans que l'on ait à modifier nos tarifs. La clientèle de tour-opérateur, accoutumée à acheter des forfaits, s'est tournée vers l'Asie,* explique le responsable d'Air France, *notamment vers la Thaïlande et un peu l'Inde, en renonçant à l'Egypte. »*

Chez Nouvelles Frontières (NF), Patrick Billebault affirme qu'en avril il avait déjà enregistré, malgré l'augmentation des tarifs en partie due aux taxes, un boom de 30 % de clients vers les Etats-Unis. *« L'attrait pour les pays lointains est réel, notamment pour Madagascar, Saint-Domingue* (nouvelles destinations) *comme pour les Antilles, qui demeurent une valeur sûre, au détriment de la Grèce et de la Turquie. Il y a un déplacement de clientèle, car les prix des long-courriers sont proches des tarifs pratiqués sur les moyen-courriers, qui accusent globalement une baisse. »*

« Nos ventes sur Bangkok ont, en un an, augmenté de 25 à 30 %, précise Benoît Beaussire, de la compagnie Lauda Air. *Une nouvelle clientèle d'étudiants port vers la Thaïlande avec, en poche, 2 000 à 2 500 F. Avant, les jeunes allaient en Grèce, en Espagne ou en Italie. Aujourd'hui, ils vont plus loin, aussi longtemps, pour un budget identique. On relie le monde entier en deux ou trois escales. Peu leur importe d'attendre pour attraper une connexion. »* Dans les années 70, les routards prenaient des charters, aujourd'hui ils embarquent sur des sièges de la classe économique équipés d'écran vidéo.

La tempête financière qui souffle sur l'Asie depuis plus d'un an, entraînant la dévaluation des monnaies, en Thaïlande, en Malaisie, aux Philippines, en Indonésie (*Le Monde* du 20 janvier), a modifié la carte du ciel. Certains transporteurs ont fermé des lignes ou diminué le nombre de fréquences, faute de clients : le tourisme inter-asiatique est en chute. D'autres bradent les sièges via les voyagistes. Jusqu'à la fin juin, l'Asie se vend au départ de la France à moins de 3 000 F. La promotion de Gulf Air sur Bangkok, Kuala Lumpur, Bombay-Delhi, Hongkong, Djakarta et Karachi à 2 800 F, l'aller-retour de Paris hors taxes, valable jusqu'au 20 juin, puis du 24 août au 30 septembre, n'est qu'un exemple.

Le tableau indique le niveau des plus bas tarifs négociés, pour le mois de juin et la fin juillet-début août. Il faut s'attendre, passé les grands départs, à une reprise de la braderie pour des prix comparables à ceux affichés durant ce printemps. Sans oublier que le nombre de places vendues à ces tarifs se trouve réduit durant les vacances, période où les compagnies font globalement le plein. C'est au moyen d'un *yield managing* sophistiqué (système informatique de gestion des réservations visant à optimiser la recette de chaque siège) qu'elles ajustent les tarifs, vol par vol. Elles soldent une poignée de places afin de stimuler la demande lorsque le remplissage demeure insuffisant.

GIGANTESQUE PUZZLE

« J'ai du mal à trouver de la disponibilité à bas prix pour le plein été, reconnait Anne Clanet, responsable de l'Asie chez NF. *Mais, dans ce gigantesque puzzle aérien, il y a d'infinies combinaisons,* affirme l'une des spécialistes du marché, qui jongle avec des milliers de tarifs dans son système informatique. *On peut passer une heure devant l'écran pour trouver un siège à une date précise. Il n'y a pas de vrais contingents pour la classe tarifaire la plus basse. Les prix sont fonction des stocks qui restent en machine. Les compagnies attendent un certain revenu par vol et font le point chaque jour. Alors les prix bougent tout le temps. »*

Dernier exemple, celui de Qantas, qui décide, le 5 juin, de baisser son tarif plancher durant la période de l'été entre Paris et Sydney à 7 619 F (exemple TTC à la Compagnie des voyages, contre 7 959 F la veille). Le transporteur australien, en association avec British Airways, donne le choix entre trois itinéraires, par l'Asie, l'Afrique du Sud ou le Pacifique, via les Etats-Unis, avec quatre escales autorisées, dont une gratuite, sur une vingtaine de possibilités.

Saisir le bon prix lorsqu'il est affiché, voilà la difficulté de cette course aux meilleurs tarifs. Un avantage est donné aux familiers d'Internet. Sur le site de la Compagnie des voyages, ils ont accès à 200.000 propositions sur 700 destinations long courrier, ils connaissent les disponibilités des compagnies aériennes aux tarifs proposés et réservent les places directement sur les stocks des transporteurs avec confirmation en temps réel.

Florence Evin

Taxes aériennes en hausse

La hausse des taxes aériennes pèse de plus en plus sur les tarifs. Elles varient d'une destination à l'autre, entre les compagnies aériennes (européennes par exemple, qui impliquent un transit dans la nation mère et donc des taxes) ou encore entre les revendeurs qui commercialisent les billets TTC. Avec Nouvelles Frontières, ces taxes sont de 400 F lorsqu'on s'envole avec un transporteur américain vers New York ou Los Angeles, 396 F quand on part avec Lufthansa, 340 F avec British Airways, 334 F avec Tower Air et 316 F en embarquant sur le charter Corsair. Au total, ce surcoût, soumis aux fluctuations des taux de change et aux volontés des Etats, représente 10 à 20 % des prix planchers.

Les Etats-Unis détiennent le record de l'impôt au passager. Tandis qu'au Canada et en Amérique latine, il faut compter de 120 à 287 F, selon les villes desservies et les transporteurs. Les niveaux sont plus sages en Asie, notamment pour Bangkok et Pékin, où seule la taxe française (92 F) est à régler, comme c'est le cas pour le Brésil lorsqu'on choisit de partir avec la Varig.

Des promotions sur les liaisons intereuropéennes

COMME L'AN PASSÉ, l'offensive franco-allemande de l'été sur les prix des vols intereuropéens est lancée. Chez Air France, trente-deux destinations sont concernées au départ de Paris, vers l'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Danemark, la Grande-Bretagne, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne (tarifs aller-retour TTC de 1 390 à 1 690 F, tél. : 0802-802-802) et vers Amsterdam ou Bruxelles (890 F). *Onze villes européennes sont également accessibles* à bas prix au départ de dix métropoles françaises. Un tarif unique France-Allemagne, à 1 190 F, s'applique sur tous les vols directs. Pour bénéficier de ces promotions, il faut se déterminer au plus tard le 22 juin pour un voyage à réaliser entre le 13 juillet et le 27 août (supplément de 500 F pour les liaisons avec correspondance, réduction enfants 25 %, billets non modifiables, ni remboursables, nuit du samedi sur place).

Lufthansa adopte ces mêmes offres, baptisées « Promo été tarifs légers » à 1 190 F, entre la France et 10 villes allemandes (ou 1 490 F pour les vols en correspondance, *tél.* : 0802-020-030). Une grille tarifaire similaire est mise en place sur l'Europe entière (22 destinations, vols en transit sur le sol allemand) avec des contraintes d'utilisation moins strictes. On réserve quand on veut pour des départs en juillet et août et les enfants se voient accorder 33 % de remise.

Programme estival étoffé pour les vols charters de la compagnie Corsair, notamment vers *les terres ensoleillées de l'Europe du Sud*, reliées par des lignes directes d'avril à septembre sur certaines destinations. Ainsi la Sicile (Palerme ou Catane) est accessible depuis Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Marseille, Strasbourg, Mulhouse et Metz, à raison d'une rotation le vendredi. Les prix moyens, par aller ou retour, varient, selon les dates, de 600 à 1 000 F (Nouvelles Frontières, tél. : 08-03-33-33-33). Idem pour la Grèce, où Athènes, Santorin, Myconos, Rhodes, Corfou et Kos sont ralliés, sans transit, depuis Paris et des métropoles régionales (800 à 1 300 F par trajet).

En Espagne, des liaisons hebdomadaires vers Majorque et Ibiza complètent, dès le mois de juillet, les charters programmés toute l'année par Corsair sur Barcelone et Malaga. Chez Fram, une offre similaire, baptisée « L'avion en liberté », s'applique au pourtour méditerranéen (agences de voyages). Ces lignes directes déposent le voyageur à destination et suppriment l'attente en zone de transit lorsqu'il faut *attraper une correspondance* (à Barcelone, Athènes, Rome, etc.). Transit qui impose parfois au voyageur une nuit à l'hôtel sur place, ce qui gonfle son budget. Notamment en Grèce, lorsqu'on passe ses vacances sur une île des Cyclades et qu'il faut attraper un vol à Athènes pour un retour sur Paris à la mi-journée. A l'inverse, l'inconvénient du vol charter est de ne connaître les heures de décollage qu'à la veille du départ. Et d'accepter de partir aux aurores. Voire en pleine nuit.

Fl. E.

De New York à Sydney, les prix les plus bas pour les vacances (vols aller/retour et taxes comprises)

Départ Paris Tarifs TTC Validité : jusqu'au 25 juin : I du 20/07 au 8/08 : II	NEW YORK	LOS ANGELES ou SAN FRANCISCO	MONTREAL	MEXICO	RIO DE JANEIRO	BANGKOK	KUALA LUMPUR	DELHI	PEKIN	SYDNEY
Air France Tél. 0802 802 802 3615 ou 3616 AF	I 3 224 F Tempo 2 II 4 864 F Tempo 2	3 822 F Tempo 3 6 032 F Tempo 3	2 867 F Loisirs 3 767 F Loisirs	4 345 F Tempo 3 4 845 F Tempo 3	4 542 F Tempo 3 5 782 F Tempo 3	4 132 F Tempo 3 4 632 F Tempo 3	pas de vol	4 669 F Tempo 3 5 069 F Tempo 3	5 092 F Tempo 3 5 692 F Tempo 3	Pas de vol
Air Havas Tél. 01-41-06-41-23 3615 HAVAS VOYAGES	I 2 131 F KLM * II 3 317 F SAS *	2 963 F British Airways * 5 541 F KLM *	2 621 F Sabena * 3 972 F Air Canada	3 841 F Iberia * 5 729 F American Airlines *	3 387 F Varig 5 592 F Varig	2 982 F Gulf Air * 3 905 F SAS *	3 047 F Gulf Air * 4 585 F Aeroflot *	3 059 F Gulf Air * 3 982 F SAS *	3 195 F British Airways * 3 745 F SAS *	5 304 F Alitalia * 6 713 F Vietnam Airlines *
Reductour 3615 Reductour Tél. 01-34-46-70-00 www.reductour.fr	I 2 080 F British Airway * II 3 725 F Tower Air	2 845 F British Airways * 5 070 F Lufthansa *	2 745 F Canadian * 4 075 F Canadian *	3 740 F Lufthansa * 5 165 F Lufthansa *	3 905 F British Airways * 5 375 F Swissair *	3 260 F Lauda Air * 4 270 F Lauda Air *	3 730 F Lauda Air * 4 730 F Lauda Air *	2 950 F Air India 5 290 F Swissair *	4 215 F KLM * 5 845 F British Airways *	5 650 F Lauda Air * 6 715 F Lauda Air *
Compagnie des voyages Tél. 01-45-08-44-88 http://www.lcdv.com	I 2 985 F British Airways * II 3 595 F British Airways *	3 594 F Northwest * 4 712 F Air Canada *	2 907 F British Airways * 3 527 F British Airways *	3 897 F British Airways * 5 444 F Aeromexico	4 272 F Varig 5 452 F Varig	3 762 F Thai 3 922 F Gulf Air *	4 145 F Malaysia Airlines 4 175 F Aeroflot *	3 836 F Air India 3 946 F Gulf Air *	3 065 F British Airways * 3 595 F SAS *	5 959 F Qantas British A. * 7 619 F Qantas British Airways *
Dégriftour *10-15 jours avant* 3615 Degriftour Tél. 01-34-46-70-00	I [illegible]	2 530 F Europe *	[illegible]	2 670 F Europe *	3 175 F Europe *	2 560 F Europe *	2 910 F Europe *	2 895 F Europe *	3 045 F Europe *	4 420 F Europe *
Directours Tél. 01-45-62-62-62 3615 Directour www.directours.fr	I [illegible] KLM * II 3 190 F [illegible] Airlines	3 060 F KLM * 4 425 F Tower *	3 040 F [illegible]	3 965 F British Airways * 6 420 F British Airways *	4 060 F KLM * 4 750 F Swissair *	2 910 F Gulf Air * 4 410 F Philippines Airlines *	2 980 F Gulf Air * 4 590 F China Airlines *	2 980 F Gulf Air * 4 840 F Air India	3 050 F British Airways * 5 400 F British Airways	5 750 F China Airlines * 6 630 F China Airlines *
Nouvelles Frontières Tél. 08-03-33-33-33 3615 NF www.nouvelles-frontieres.fr	I [illegible] II [illegible] British Airways	3 263 F KLM * 4 556 F Lufthansa *	[illegible]	3 723 F Lufthansa * 4 562 F Iberia *	4 422 F KLM * 4 695 F KLM *	2 892 F Gulf Air * 5 392 F Thai	2 962 F Gulf Air * 4 662 F Malaysia Airlines *	2 972 F Gulf Air * 5 122 F Air India	3 092 F British Airways * 5 942 F British Airways *	5 505 F Malaysia Airlines * 7 775 F Qantas-British Airways *

** Ce signe signifie une correspondance avec changement d'avion. British Airways via Londres, Glasgow, Manchester ou Birmingham. Lufthansa via Francfort ou Munich. KLM via Amsterdam. Swissair via Zurich. Iberia via Madrid. Alitalia via Rome. SAS via Copenhague. Lauda Air via Vienne. Aeroflot via Moscou. Gulf Air via Abu-Dhabi. Malaysia via Kuala-Lumpur. Philippine Airlines via Manille. Vietnam Airlines via Ho Chi Minh. Tower Air via New-York. Qantas via Londres. Avec Dégriftour, on ne connaît le nom de la compagnie qui solde ses vols qu'après avoir payé le billet d'avion ; la précision « Europe » signifie un changement d'avion dans une ville européenne. Tous les vols sans astérisque sont directs, avec ou sans escale. Pour certaines compagnies, notamment KLM, Lufthansa, Swissair et Lauda, tarifs enfants (moins de 12 ans) avec 25 % à 33 % de réduction. Départs province au même prix que Paris sur KLM, Lauda, Swissair, et, selon les vols et les destinations, British Airways et Lufthansa. Air France n'applique pas de supplément vers les Etats-Unis. Et facture au maximum 400 F vers le Mexique, le Canada, le Brésil et les destinations asiatiques citées ci-dessus. Tous ces tarifs s'appliquent à un nombre limité de places soumises à de sérieuses contraintes, dont des délais imposés de réservation.*

Des Américains auraient identifié une structure stable dans le virus du sida

Cette découverte fondamentale met en lumière « un possible défaut de la cuirasse du VIH ». Elle laisse espérer des progrès thérapeutiques majeurs, ouvrant une piste pour la mise au point de futurs médicaments et, peut-être, d'un vaccin efficace

Depuis plusieurs années, les chercheurs s'interrogent sur la structure d'une protéine présente à la surface du virus du sida, la gp 120, qui joue un rôle essentiel dans l'infection des cellules immunitaires humaines. Plusieurs équipes de chercheurs américains viennent de mettre en évidence une petite zone qui serait commune à l'ensemble des souches de ce virus. Ce travail prometteur pourrait, de l'avis de nombreux spécialistes, favoriser la conception de thérapeutiques médicamenteuses nouvelles et, peut-être, vaccinales. Connaître la structure spatiale de telles protéines, ainsi que l'a permis la cristallographie, devrait en effet permettre de contourner certaines difficultés liées aux charges électriques et électrostatiques qu'elles portent et aider ainsi à la modélisation « à façon » de nouvelles molécules actives.

PUBLIÉE conjointement dans les prochains numéros des deux principales revues hebdomadaires scientifiques internationales (*Nature* daté du 18 juin et *Science* daté du 19 juin), une série de travaux conduits par plusieurs équipes américaines conclut à une découverte fondamentale dans le domaine du sida.

Plusieurs éléments laissent aujourd'hui penser qu'une voie est ouverte à des progrès majeurs dans le champ médicamenteux et, peut-être, vaccinal. Réunissant les équipes de Joseph G. Sodroski (Harvard Medical School, Boston) et W. A. Hendrickson (Howard Hughes Medical Institute, Columbia University, New York), ces travaux portent sur l'analyse de la structure d'une région particulière de l'enveloppe du VIH, une protéine connue sous le nom de gp 120 et qui joue un rôle crucial dans la pénétration du virus au sein de certaines cellules du système immunitaire humain (les lymphocytes CD4).

L'infection des lymphocytes par le VIH

1 LE VIRUS DU VIH FABRIQUE DES MOLÉCULES APPELÉES gp 120. CELLES-CI SONT CAPABLES DE SE LIER À DES PROTÉINES. LES RÉCEPTEURS CD4, PRODUITES PAR LES LYMPHOCYTES.

2 QUAND LE VIRUS DU VIH ET LE LYMPHOCYTE SONT SUFFISAMMENT PRÈS, LES MOLÉCULES gp 120 S'ASSOCIENT À LA PROTÉINE CD4 DU LYMPHOCYTE. LES MEMBRANES DU VIRUS ET DE LA CELLULE FUSIONNENT ET LE MATÉRIEL GÉNÉTIQUE DU VIRUS PÉNÈTRE ALORS DANS LA CELLULE.

VIH
PROTÉINE gp 120
RÉCEPTEUR CD4
LYMPHOCYTE
NOYAU
FUSION DES MEMBRANES ET PÉNÉTRATION DU MATÉRIEL GÉNÉTIQUE DU VIH

Infographie : Le Monde

CONFIGURATION SPATIALE

La structure moléculaire de la gp 120 était certes établie de longue date, mais l'on ne connaissait que l'enchaînement des acides aminés qui la composent (structure primaire). Or, cet enchaînement n'explique pas à lui seul la fonction que peut jouer un tel agencement protéique. Il faut, pour la saisir, connaître sa configuration dans l'espace (structure dite tridimensionnelle). Cet élément était d'autant plus indispensable que la gp 120 peut être à la fois très souple dans sa conformation spatiale mais aussi très variable dans sa structure primaire en fonction des souches de VIH1.

Ainsi, plus les connaissances de virologie moléculaire s'affinaient ces dernières années, et plus la gp 120 apparaissait être une cible essentielle pour tous ceux qui cherchent, à travers le monde, à bloquer la destruction par ce virus des cellules immunitaires humaines chez les personnes infectées ou encore à prévenir par voie vaccinale les effets pathogènes d'une infection virale à venir.

C'est grâce à des techniques de cristallographie que les chercheurs américains ont pu saisir une partie des mystères de la structure tridimensionnelle de la gp 120. Leurs résultats, publiés dans *Nature*, n'ont pu être obtenus qu'en réunissant de grandes quantités de cette protéine. Ces mêmes chercheurs expliquent dans *Science* avoir, grâce à ce précieux matériau, pu identifier une région très localisée (constituée seulement de quelques acides aminés), qui est à la base de la pénétration du VIH1 dans les lymphocytes humains. Point essentiel : cette région est hautement « conservée ». En d'autres termes, elle est présente, et apparemment fonctionnelle, quelles que soient les souches « sauvages » (différentes de celles dites de laboratoire) de VIH1 existant à travers le monde.

Les résultats américains éclairent d'un jour nouveau tout ce que l'on savait de la dynamique moléculaire qui permet la contamination par le VIH des cellules immunitaires humaines. Schématiquement, il apparaît que la fixation de la gp 120 sur le récepteur CD4 des cellules entraîne de profondes modifications de configuration de la protéine virale. Ces dernières facilitent une autre interaction, celle indispensable à la contamination, qui se produit entre une région de la gp 120 (la boucle dite V3) et un corécepteur également présent à la surface cellulaire. Lors de ces processus complexes – et c'est là le point fondamental –, les chercheurs américains ont pu localiser une zone très réduite de quelques acides aminés, non identifiés jusqu'alors, qui, à cette occasion, se démasquent. Et c'est ce phénomène qui ouvre de nouvelles possibilités d'actions thérapeutiques ou préventives.

« Différents arguments expérimentaux nous laissaient penser que ce site existait et que l'on pourrait à l'avenir agir à ce niveau, a déclaré au *Monde* le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale française de recherche sur le sida. *Les résultats publiés aujourd'hui sont le fruit d'un très beau travail scientifique qui nous permet de mieux saisir les mécanismes moléculaires à la base de l'infection humaine par le virus du sida. Pour user d'une métaphore, on peut dire qu'est mis aujourd'hui en évidence un possible défaut de la cuirasse du VIH. Quand bien même ce défaut serait fort mince dans l'espace et dans le temps, il ouvre d'ores et déjà la voie à différents axes de recherches pharmacologiques et vaccinaux. »*

NOUVEAUX MÉDICAMENTS

« Il s'agit là d'un très, très beau travail, même si l'on ne peut affirmer qu'il se traduira à court terme par des avancées concrètes, ajoute le professeur Francis Barin (CHU de Tours), l'un des spécialistes français de la virologie moléculaire du VIH. *Ces résultats sont issus d'une avancée due à la technique de la cristallographie, technique qui est directement à l'origine des progrès réalisés dans le domaine des antiprotéases. Obtenir la structure dans l'espace de certaines protéines permet en effet de dépasser toute une série de difficultés tenant aux charges électriques et électrostatiques, offrant de la sorte la possibilité de modéliser de nouvelles molécules actives. »*

Les spécialistes de ces questions estiment généralement que cette avancée pourrait a priori se révéler nettement plus fructueuse dans le domaine de la pharmacologie médicamenteuse que dans celui de la vaccinologie. On pourrait ainsi, après la mise au point des molécules antiprotéases (qui, au sein des associations antirétrovirales, ont permis, ces dernières années, de réelles avancées thérapeutiques), voir apparaître de nouveaux médicaments « dessinés » sur la base de ces résultats prometteurs.

Jean-Yves Nau

« Un tour de force »

La publication des résultats obtenus par Joseph Sodrowski et ses collaborateurs est saluée, outre-Atlantique, par une série de commentaires enthousiastes émanant des principaux responsables de la recherche sur le sida. *« C'est une grosse affaire »*, a déclaré le professeur David Baltimore, Prix Nobel de médécine 1975, qui préside le comité américain des experts chargés de la recherche sur les vaccins contre le sida. Pour David Bolognesi (Duke University), cette découverte constitue *« un tour de force »*. *« C'est une avancée majeure dans notre connaissance de la virologie et de l'immunologie de l'infection par le VIH »*, estime pour sa part John Moore (Aaron Diamond Center, New York). Tous soulignent qu'ils attendaient depuis des années de pouvoir découvrir la structure dans l'espace de la protéine virale, seule voie permettant de forger les outils moléculaires pouvant s'opposer à la pénétration du virus dans les cellules du système immunitaire.

Des campagnes très controversées d'essais vaccinaux

LA DÉCOUVERTE de Joseph Sodroski et de ses collègues soulève d'ores et déjà des questions éthiques quant à la légitimité des essais vaccinaux en cours. Tout particulièrement en ce qui concerne celui, fort controversé, dont l'annonce vient d'être faite aux Etats-Unis et qui devrait toucher quelque 5 500 personnes.

C'est la première fois au monde qu'une autorisation est donnée pour un essai de phase III. Ces essais cliniques à grande échelle seront conduits avec le vaccin AIDSVAX, fabriqué par la firme californienne VaxGen, présidée par Donald Francis, un spécialiste renommé de la recherche sur le sida.

AIDSVAX est constitué de la totalité de la protéine virale gp 120, obtenue par les techniques de recombinaison génétique. Plus précisément, deux types de gp 120 y sont réunies, correspondant à deux souches de VIH habituellement localisées en Amérique, en Europe ocidentale et dans le sud de l'Asie.

Les essais porteront sur 3 000 volontaires aux Etats-Unis et sur 2 500 en Thaïlande et devraient durer trois ans. L'autorisation a été accordée après les résultats des phases d'essais I et II et visent à étudier l'efficacité de ce vaccin expérimental avant son éventuelle approbation définitive pour la mise sur le marché. *« Après dix-sept longues années de lutte pour apprendre les différents aspects de la maladie et comment la traiter, nous allons finalement vers une période où l'on peut envisager de la prévenir »*, a déclaré à cette occasion le docteur Robert Nowinski, l'un des responsables de VaxGen. Pour Seth Berkley, président de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida, une organisation à but non lucratif, cette autorisation constitue *« un événement qui fait basculer dans une autre époque du sida »*.

Ces opinions sont loin d'être partagées au sein de la communauté scientifique internationale. De nombreux spécialistes doutent en effet, au vu des nombreuses données expérimentales déjà disponibles, que l'administration de la gp 120 puisse protéger de l'infection par le VIH. Ils ajoutent que cette molécule est issue de souches virales de laboratoire, s'organisant selon une conformation structurale notablement différente de celles présentes sur l'enveloppe des virus « sauvages ».

RISQUE DE CONTAMINATION

Rien, en d'autres termes, ne justifie, selon ces chercheurs, de mettre en place un tel essai, qui exposera de fait de nombreuses personnes au risque de contamination.

Interrogé sur ce thème, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, déclarait il y a quelques jours au *Monde* qu'il était *« scandalisé »* par cette initiative, condamnable, selon lui, tant au plan scientifique qu'au plan éthique. Ces questions délicates feront l'objet, à la fin de ce mois, d'une importante réunion internationale organisée à Genève, sous l'égide d'Onusida, à la veille de l'ouverture dans cette ville de la 12[e] conférence internationale sur le sida.

J.-Y. N.

La guerre des embargos

L'ÉLUCIDATION des mécanismes moléculaires permettant au VIH d'entrer au sein des cellules du système immunitaire constitue une étape historique dans la compréhension de la physiopathologie du sida. Elle est, de ce point de vue, à rapprocher de la découverte du virus par l'équipe du professeur Luc Montagnier, du séquençage de son génome par le professeur Simon Wain-Hobson (Institut Pasteur) ou encore de la première démonstration de l'efficacité des nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales par le docteur David Ho. Cette découverte est aujourd'hui annoncée conjointement par une série d'articles publiés dans les deux plus prestigieux hebdomadaires scientifiques mondiaux, le britannique *Nature* et l'américain *Science*.

Initialement, c'est la revue britannique qui tenait la corde. Elle avait programmé dans son édition du 18 juin la publication des articles que lui avait adressés Joseph Sodroski, concernant notamment la cristallisation de la gp 120. Pour bien marquer l'importance de cette découverte, les responsables de *Nature* décidaient d'y consacrer leur couverture sous le titre « La duperie moléculaire du VIH ». Informés de cette initiative, la rédaction du principal concurrent de *Nature*, *Science*, décida, en urgence, de modifier sa politique de communication.

La revue avait annoncé depuis quelque temps qu'elle allait publier un numéro spécial consacré au sida deux semaines avant l'ouverture à Genève de la 12[e] conférence internationale sur le sida.

RÉACTION DE « SCIENCE »

Ce numéro, daté du 19 juin, comporte un éditorial d'Harold Varmus, directeur des Instituts nationaux américains de la santé (NIH), et Neal Nathanson, reponsable de l'Office américain de recherche sur le sida, ainsi que différents articles de synthèse rédigés par les meilleurs spécialistes américains. Mais l'hebdomadaire se faisait également une joie de publier un article original dans lequel Joseph Sodroski détaillait la structure tridimensionnelle de la gp 120. Cet article avait été adressé à *Science* le 15 mai et accepté pour publication le 27 mai.

Au vu du sommaire de *Nature*, *Science* décida d'avancer – et seulement pour ce dernier article – sa date habituelle d'« embargo » pour l'aligner sur celui de *Nature*. Ainsi, les journaux grand public de la planète ne l'oublieraient pas...

J.-Y. N.

Voilà l'été

VENDREDI, les hautes pressions s'installent sur la France et rejettent les perturbations vers les îles britanniques. Les températures seront en nette hausse et seront bien au-dessus des normales saisonnières. Elles seront même caniculaires dans le Sud-Ouest.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – La journée sera très ensoleillée. Quelques nuages élevés voileront le ciel de la Bretagne dans l'après-midi. Les températures varieront entre 22 et 30 degrés des côtes de la Manche à l'intérieur de la Bretagne.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le soleil sera très généreux et seuls quelques nuages élevés seront présents du Nord-Picardie aux Ardennes. Le thermomètre ira de 21 à 28 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Des passages de nuages élevés voileront le soleil près des frontières. Partout ailleurs, le soleil sera radieux. Les températures seront comprises entre 24 et 28 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le soleil brillera toute la journée et les températures seront caniculaires, de 30 à 35 degrés, localement 37 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Ce sera une journée estivale avec des températures de l'ordre de 25 à 28 degrés sur Auvergne et Rhône-Alpes et de 30 degrés sur le Limousin.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le temps sera bien ensoleillé et les températures seront voisines de 30 degrés. Près des côtes, les brises marines rendront les températures plus supportables.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CUBA.** Air France, première compagnie européenne aux Caraïbes, ouvrira, dimanche 21 juin, une ligne Paris-La Havane, qui sera sa septième escale dans la région. Départ en Boeing 747 (471 sièges) le dimanche à 11 heures, retour le même jour, à 18 heures. Un deuxième vol hebdomadaire sera exploité dès le mois d'octobre. Réservations au 0802-802-802.

■ **HÔTELS.** Le groupe des hôtels Méridien reconduit, du 1er juillet au 31 août, et dans le monde entier, l'opération « Passeport pour un été », qui accorde des réductions de tarifs allant jusqu'à 50 % du prix affiché pour des réservations de 2 nuits minimum, le week-end ou en semaine. Ainsi une chambre double est facturée à 340 F par nuit et par personne en Russie, en Ouzbékistan ou aux îles du Pacifique, à 950 F à Nice, à 1 000 F à Monaco. Réservations au 0800-40-22-15.

PRÉVISIONS POUR LE 19 JUIN 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	23/28 S	KIEV	18/24 P	VENISE	17/25 S	LE CAIRE	21/35 S
				POINTE-A-PIT.	26/30 P	LISBONNE	21/33 S	VIENNE	12/18 S	MARRAKECH	22/37 S
				ST-DENIS-RÉ.	19/25 S	LIVERPOOL	12/24 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	14/22 N
				EUROPE		LONDRES	13/25 N	BRASILIA	17/29 S	PRETORIA	4/24 S
				AMSTERDAM	15/21 N	LUXEMBOURG	14/24 N	BUENOS AIR.	2/15 N	RABAT	20/30 S
FRANCE métropole		NANCY	11/27 N	ATHENES	20/28 S	MADRID	16/34 S	CARACAS	25/30 S	TUNIS	18/28 S
AJACCIO	13/24 S	NANTES	13/30 S	BARCELONE	18/27 S	MILAN	18/30 S	CHICAGO	19/27 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	16/31 S	NICE	16/23 S	BELFAST	14/20 P	MOSCOU	17/31 N	LIMA	18/22 N	BANGKOK	26/35 C
BORDEAUX	15/34 S	PARIS	14/29 S	BELGRADE	12/21 S	MUNICH	11/19 C	LOS ANGELES	17/23 S	BOMBAY	28/32 P
BOURGES	14/31 S	PAU	16/34 S	BERLIN	14/19 P	NAPLES	15/26 S	MEXICO	15/28 S	DJAKARTA	27/31 C
BREST	12/24 S	PERPIGNAN	18/28 S	BERNE	11/26 S	OSLO	7/12 P	MONTREAL	18/26 S	DUBAI	31/39 S
CAEN	13/26 S	RENNES	13/28 S	BRUXELLES	14/24 N	PALMA DE M.	16/28 S	NEW YORK	19/26 N	HANOI	29/36 C
CHERBOURG	12/20 S	ST-ETIENNE	12/29 S	BUCAREST	12/20 N	PRAGUE	11/17 C	SAN FRANCIS.	14/22 S	HONGKONG	27/29 C
CLERMONT-F.	12/30 S	STRASBOURG	11/26 S	BUDAPEST	12/22 S	ROME	15/25 S	SANTIAGO/CHI	5/17 S	JERUSALEM	22/30 S
DIJON	12/27 S	TOULOUSE	15/34 S	COPENHAGUE	10/16 P	SEVILLE	21/37 S	TORONTO	16/25 S	NEW DEHLI	29/35 N
GRENOBLE	12/29 S	TOURS	13/30 S	DUBLIN	13/19 N	SOFIA	10/17 N	WASHINGTON	19/28 C	PEKIN	16/30 S
LILLE	12/26 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	13/24 N	ST-PETERSB.	15/20 N	**AFRIQUE**		SEOUL	22/26 P
LIMOGES	15/31 S	CAYENNE	24/30 N	GENEVE	13/25 N	STOCKHOLM	8/16 P	ALGER	11/27 S	SINGAPOUR	27/31 P
LYON	13/28 S	FORT-DE-FR.	26/30 P	HELSINKI	8/16 S	TENERIFE	14/19 C	DAKAR	24/27 S	SYDNEY	9/17 S
MARSEILLE	17/28 S	NOUMEA	20/24 S	ISTANBUL	20/26 N	VARSOVIE	9/18 S	KINSHASA	20/31 S	TOKYO	20/25 P

Situation le 18 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 20 juin à 0 heure TU

METEO FRANCE

VENTES

Une collection de Jules Verne du XIXe siècle à Drouot

EN 1862, la rencontre de Jules Verne et de son éditeur Hetzel marque le début d'une association qui va abreuver en lectures plusieurs générations d'enfants. Jules Hetzel (1814-1886), homme politique de la IIe République, fonde en 1859 à Paris une librairie pour la jeunesse, baptisée le Magasin d'éducation et de récréation.

C'est là que Jules Verne (1828-1905) publie, en 1863, *Cinq Semaines en ballon*, inaugurant un genre nouveau, le roman scientifique, qui, dans un siècle en mutation, séduit un très large public. Un contrat est signé entre les deux hommes où Jules Verne s'engage à livrer plusieurs titres par an.

Hetzel les édite en « cartonnages », les premiers exemplaires de reliure semi-industrielle, beaucoup moins chère que la reliure traditionnelle. Il s'agit surtout d'ouvrages pour enfants dont les couvertures rivalisent d'élégance. Ils n'ont jamais cessé de plaire, et, aujourd'hui, nourrissent la passion de nombreux collectionneurs. Des ventes leur sont régulièrement consacrées et la prochaine se déroulera à Drouot-Richelieu, samedi 20 juin.

Outre un renouvellement constant des ornements de la couverture, Jules Hetzel se distingue par l'emploi de couleurs variées, qui forment le thème de la collection proposée à cette vente. Les modèles classiques présentent un fond rouge à décor doré, bleu ou vert, les plus recherchés sont à fond bleu, vert, rose tyrien, violet et havane.

Une des raretés appartient à la catégorie des cartonnages « personnalisés », c'est-à-dire agrémentés de décors faisant référence aux romans qu'ils contiennent. La première édition de *Voyages et aventures du capitaine Hatteras*, de couleur violine, de 1867, est estimée 8 000 à 10 000 francs.

Les autres titres s'inscrivent dans diverses séries, qualifiées d'après leur motif dominant. Les reliures « à l'obus » datent de 1872, et on trouve notamment *Le Pays des fourrures* (1 000 à 1 500 francs). Les modèles bicolores « au ballon » dits aussi « à la bannière » remontent à 1875 et voient la réédition de *Cinq Semaines en ballon* et de *Voyage au centre de la Terre* (800 à 1 000 francs). Vient ensuite la reliure « aux deux éléphants » (1878), où l'on pourra acquérir *Vingt Mille lieues sous les mers* (1 200 à 1 500 francs), *Le Tour du monde en quatre-vingts jours* (1 000 à 1 200 francs).

A partir de 1891, le dos des ouvrages, jusqu'alors sans ornements, est rehaussé du dessin d'un phare, puis d'une ancre marine. De nouveaux titres sont publiés au fur et à mesure avec des décors qui changent, mais les ouvrages précédents, qui continuent à se vendre, sont également réédités sous le nouveau décor.

Contrairement aux règles de la bibliophilie classique, qui privilégient l'édition originale d'un texte, les pièces rares sont ici les titres les moins vendus, donc les moins tirés. La plupart des ouvrages valent entre 1 000 et 1 500 francs (en bon état), certains premiers tirages d'une série peuvent atteindre jusqu'à 12 000 à 15 000 francs. Parmi ceux-ci, *Le Secret de Wilhem Storitz* de 1910, une des dernières productions de la maison Hetzel, est estimé 5 000 à 6 000 francs.

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu, samedi 20 juin. Exposition la veille de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Rémi-Ader, 8, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tél. : 01-53-40-77-10. Expert : Emmanuel de Breuil, 57, rue de Verneuil, 75007 Paris. Tél. : 01-42-22-17-13.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Méjannes-le-Clap** (Gard), salle polyvalente, du vendredi 19 au dimanche 21 juin, de 8 heures à 19 heures, 60 exposants, entrée libre.
● **Paris**, quai de la Tournelle, du vendredi 19 au dimanche 28 juin, de 11 heures à 20 heures, 80 exposants, entrée libre.
● **Pontoise** (Val-d'Oise), hall Saint-Martin, parc expo, du samedi 20 au dimanche 21 juin, de 9 heures à 19 heures, 70 exposants, entrée 20 F.
● **Forges-les-Eaux** (Seine-Maritime), manoir du Randillon, du samedi 20 au dimanche 21 juin, 50 exposants, entrée 10 F.

BROCANTES

● **Bordeaux** (Gironde), parc expo, du vendredi 19 au dimanche 21 juin, 150 exposants.
● **Paris**, rue Guy-Môquet, du vendredi 19 au dimanche 21 juin, 60 exposants.
● **L'Houmeau** (Charente-Maritime), parc municipal, du vendredi 19 au dimanche 21 juin, 200 exposants.

COLLECTIONS

● **Cognac** (Charente), Salon sur le thème des parfums, salle de la Salamandre, du samedi 20 au dimanche 21 juin, samedi de 14 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures. 40 exposants, entrée 20 F.
● **Châtillon** (Hauts-de-Seine), Foire aux disques, centre socioculturel Guynemer, samedi 20 juin, de 10 heures à 19 heures, 60 exposants.

DÉPÊCHES

■ **MONACO** : Christie's propose, samedi 20 juin, une vente de meubles et d'objets des XVIIIe et XIXe siècles, puis le lendemain de mobilier XVIIIe. Sotheby's prendra le relais samedi 27 juin, avec du mobilier XVIIIe, puis de l'orfèvrerie le dimanche. Renseignements Christie's Monaco, tél. : (00) 377-97-97-11-00, Sotheby's, tél. : (00) 377-93-30-88-80.

■ **LOTO : les tirages no 48 du Loto** effectués mercredi 17 juin ont donné les résultats suivants :
premier tirage : 2, 3, 8, 11, 42, 43, numéro complémentaire le 44. Rapports pour 6 bons numéros : 3 226 015 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 216 595 F ; pour cinq bons numéros : 5 995F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 268 F ; pour quatre bons numéros : 134 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 26 F ; pour trois bons numéros : 13 F.
second tirage : 1, 5, 22, 24, 33, 41, numéro complémentaire le 11. Rapports pour six bons numéros : 13 806 425 F. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 163 760 F ; pour cinq bons numéros : 6 530 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 296 F ; pour quatre bons numéros : 148 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 F ; pour trois bons numéros : 14 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 98145

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III						■						
IV					■							
V			■				■			■		
VI								■				
VII						■				■		
VIII					■						■	
IX		■		■					■			
X												

HORIZONTALEMENT

I. Toujours bon dans l'échange. – II. Prend les bonnes mesures en agriculture. Disparu. – III. Il aimait tellement les mots que parfois il les croisait. Bon pour assurer la suite. – IV. Vaches tachetées. Se lança dans l'avenir. – V. Chez Paul et dans Claudel. Possessif. Drame en jaune. En France. – VI. Tinte dans les alpages. Ouvertures quotidiennes. – VII. N'a rien d'originale. Se fait remarquer. Note. – VIII. Grand spécialiste du clonage. Donne la bonne température du sucre. – IX. Mit le fruit à nu. Bien vrai quand il est faux. – X. Suit avec attention faits et gestes.

VERTICALEMENT

1. Plaisir crémeux à l'italienne. – 2. Moitié d'abricot. – 3. Fait tourner le vin à l'aigre. Préposition. – 4. Perfection à l'italienne. – 5. Fournisseur de toiles. Victime de sa crise de foie. En prévision. – 6. Négation. Parasol sur la côte. Circule en Bulgarie. – 7. Fin de verbe. Fit la peau lisse. – 8. L'Ancien fut écrivain et censeur. Poussât à bout. – 9. Garde-manger. – 10. Produit sidérurgique. Relève la tête avant d'être fauché. – 11. Gardien de pâté. En longueur et en largeur. – 12. Procédé et moyens plus ou moins subtils pour arriver à ses fins.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU No 98144

HORIZONTALEMENT

I. Promotionnel. – II. Reculade. Eta. – III. Es. Eire. Gent. – IV. Epervière. Aï. – V. Mir. En. Arc. – VI. Pries. Libido. – VII. Tags. Oise. Il. – VIII. Ibéris. Or. Ci. – IX. Olé olé. Natte. – X. Nestlé. Sites.

VERTICALEMENT

1. Préemption. – 2. Respirable. – 3. Oc. Erigées. – 4. Muer. Esrot (torse). – 5. Olives. III. – 6. Tarin. Osée. – 7. Idée. Li. – 8. OE. Raisons. – 9. Gerberai. – 10. Née. Ci. Tt. – 11. Etna. Dicte. – 12. Latifoliés.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications no 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde Publicité
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

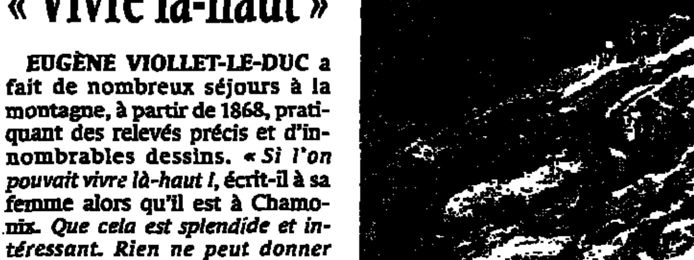
L'ART EN QUESTION no 70

En collaboration avec  Réunion des Musées Nationaux

« Vivre là-haut »

EUGÈNE VIOLLET-LE-DUC a fait de nombreux séjours à la montagne, à partir de 1868, pratiquant des relevés précis et d'innombrables dessins. « *Si l'on pouvait vivre là-haut !*, écrit-il à sa femme alors qu'il est à Chamonix. *Que cela est splendide et intéressant. Rien ne peut donner l'idée des couchers et des levers de soleil à ces hauteurs, rien ne peut égaler l'éclat des journées.* »

Une fois, sa passion risque même de lui coûter la vie. Tombé dans une crevasse, il coupe la corde qui le rattache à son guide et se retrouve assis, 12 mètres plus bas, sur un morceau de glace. Il attend plusieurs heures les secours sans trouver le temps long, émerveillé par « *la contexture même de la glace, que je pouvais examiner à loisir, et le travail incessant de cette masse se livrant à une sorte de décomposition et de recomposition* ».



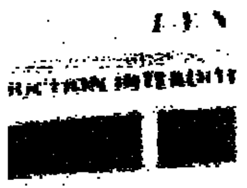
Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879). « La Source de l'Aveyron » (1868). Gouache et aquarelle. Versailles, Musée Lambinet. DR

C'est pour son œuvre d'architecte que Viollet-le-Duc est connu, il est notamment l'auteur de la construction ou de la restauration de :

● Notre-Dame de Paris
● Saint-Denis de l'Estrée (Seine-Saint-Denis)
● Saint-Front de Périgueux

Solution dans *Le Monde* du 26 juin

Solution du jeu no 69 paru dans *Le Monde* du 12 juin
Le condottiere Sigismond Malatesta inspira à Montherlant, en 1948, le personnage de sa pièce *Malatesta*.



ARCHITECTURE La nouvelle église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, sise à l'angle des rues d'Alleray et de la Procession, dans le 15e arrondissement de Paris, sera consacrée samedi 20 juin. Cet étrange cube, percé de multiples ouvertures et maintenu comme en suspension par un treillage métallique, trouve son inspiration dans la cathédrale profane de l'Arche de la Défense. ● CHOISIE par l'archevêché pour conduire le projet, l'agence Architecture-Studio a ressorti de ses cartons les ébauches proposées – sans succès – en 1983 au jury du grand œuvre mitterrandien, qu'elle a ramenées à des proportions plus modestes. ● LES PLANS de l'édifice cultuel respectent une certaine ascèse formelle, préférée à la reprise de la tradition et de son décorum. ● POUR L'ARCHEVÊCHÉ de Paris, la construction d'une nouvelle église répond autant à une exigence de proximité que de visibilité.

Les nouveaux aventuriers de l'Arche perdue

La surprenante église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, bâtie dans le 15e arrondissement de Paris et inaugurée le 20 juin, a la forme d'un cube encadré d'une résille de poutres métalliques. Elle fait ressurgir un projet évincé en 1983 lors du concours de la Défense

VENDREDI 19 juin, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, devrait officiellement recevoir des mains de ses « bâtisseurs » les clés de la nouvelle église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, dans le 15e arrondissement. L'étrange silhouette métallique qui domine et relie les rues d'Alleray et de la Procession sera consacrée dès le lendemain, 20 juin, à 15 heures, et ses ouailles seront confiées au Père Emmanuel Schwab. Interrogées par *Le Monde*, les dames d'un café voisin, rue Dutot, assurent qu'elles ont déjà adopté leur nouvelle paroisse, mais n'en témoignent pas moins d'une vive réserve à l'endroit de son architecture. Une espèce de grand cube fait de poutres métalliques, treillage régulier qui tient, comme en suspension, un autre gros cube, brun-rouge et plein celui-ci, percé d'ouvertures régulières. A côté, un clocher de la même eau.

Les aventures architecturales sont toujours d'essence manichéenne. C'est génial, ou au contraire scandaleux. C'est beau ou moche. Pas de demi-mesure, ni de complexité. La tour Eiffel, le Sacré-Cœur, le Centre Pompidou ont tous été voués aux gémonies, et finalement absous. Sans doute, la Petite Arche d'Alliance n'a pas la taille de ces cathédrales sacrées et profanes. C'est, pour une petite paroisse de quatorze mille âmes, une église moyenne de trois cent cinquante places assises, et 500 mètres carrés de lieux d'accueil, soit la place de cinquante à cent lits pour d'éventuels squatters. C'est du modeste, et pourtant l'inspiration vient de loin, d'une autre cathédrale : l'arche de la Défense, modèle inépuisable de cette fin de siècle et source de la nouvelle église.

Le 25 mai 1983, il y a tout juste quinze ans, le président de la République choisissait le projet Spreckelsen à l'issue du concours international intitulé « Tête Défense ». Se rangeant à l'avis du jury présidé par Robert Lion, directeur entreprenant de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), il donnait le feu vert à la construction du plus formidable cubitainer à matière grise que l'homme ait inventé depuis le dé et l'apéricube. Baptisé par son auteur *Arc de triomphe de l'homme*, le monument allait prendre corps sous le nom d'Arche de la Fraternité.

ÉLÉVATION SPIRITUELLE

Parmi les concurrents malchanceux, plusieurs équipes furent cependant primées ou mentionnées, toutes déjà hautement inspirées par les vertus de la géométrie. Viguier et Jodry, primés, avaient présenté un projet gothique et mécanique. Ils devaient peu après battre le record d'apnée constructive avec le Pavillon de la France à Séville (1992), souterrain et sibyllin, bâtiment précurseur de l'austère France Télévision. Plusieurs autres candidats affichaient, vus de face ou de profil, un fier esprit de clocher, une coquetterie de mégacampanile. Leurs auteurs continuent de former, avec Vigier et Jodry, une sorte de clergé de la Défense : Roland Castro, omniprésent depuis dans les Hauts-de-Seine, Yves Lion, rarement absent de la scène de la capitale, Chaix et Morel, Salomon, etc.

A revoir les projets, publiés par les Editions du Moniteur, on découvre à quel point les architectes avaient été perturbés par les demandes non écrites du programme : il fallait un monument visible tout en restant discret (d'où les clochers faux nez, révélant d'immenses triangles considérés de profil). Il fallait aussi une forte dose d'élévation spirituelle, la communication étant alors la déesse en titre. Enfin, il fallait avoir intégré, l'intuition suprême, l'esthétique mitterrandienne, géométrique et glacée, celle de la pyramide de verre de Ieoh Ming Pei, au Musée du Louvre. Le culte demandait ses symboles. Des triangles, des carrés, était-ce une écriture de maçon, les prémices d'une nouvelle architecture religieuse, ou celle de simples mortels inspirés du bonnet ? Beaucoup de gens croient dur comme fer que François Mitterrand voulait se faire enterrer sous la Pyramide ou sous l'Arche, d'autres leur préférant la pinède de la Bibliothèque de France.

TRUBLIONS INVENTIFS

Un des projets primés avait parfaitement assimilé ce programme religieux, et annonce étonnamment ce que sera Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, à l'échelle près. Il était dû à une bande de trublions inventifs qui avaient déjà à leur actif l'Institut du monde arabe : Jean Nouvel, Pierre Soria, et l'agence Architecture-Studio, entité qui regroupe elle-même sept personnalités. Une véritable bande de hors-la-loi des normes esthétiques. Leur chef, dit la légende : Martin Robain. Leur credo : secouer le cocotier jusqu'au point de rupture. Ils avaient dessiné une immense résille de poutres métalliques, sur une trame carrée, encadrant deux ministères et la nouvelle « église » de la communication toute-puissante. L'édifice, selon les architectes, devait s'effacer en s'élevant vers le ciel.

Après le concours, les aventuriers de ce projet perdu allaient se séparer. Jean Nouvel appelé par la gloire emporta pour ses projets ultérieurs une bonne part de la signature commune et de son élégance. Mais resta métaphysiquement scotché à l'arche de la Défense. Elle n'avait pas de clocher, il proposa de la compléter quelque temps plus tard, avec sa Tour sans fin, vertigineux tube d'aspirine qui reprenait le thème de la disparition progressive dans les cieux, s'élevant à côté du grand cube depuis un terrain exigu, le Triangle de la Folie. Les associés d'Architecture-Studio produisirent alors le lycée du Futur, près de Poitiers, avec un sens inné de ce « bricolage à la française » (symétrie et bruit formels), qui s'oppose à l'universalité classique et se retrouve dans la nouvelle église. Puis l'agence, devenue l'une des plus prolixes de l'Hexagone, remporta le concours du Parlement européen à Strasbourg, en cours d'achèvement.

En 1996, malgré la position avantageuse d'Architecture-Studio, l'ange consolateur des architectes estima qu'il devait repasser le plat, comme il l'avait fait pour Nouvel et sa tour. L'association diocésaine de Paris, aidée par la SCI-AMO – émanation immobilière de la Caisse des dépôts, une autre revenante de la Grande Arche –, fit appel à l'agence. Pour l'occasion Robain, Tisnado, Galmiche, Arnaud, Bretagnolle et Bonne, laissèrent sortir Désert pour faire entrer Fischer dans la bande des sept. Le projet était prêt depuis longtemps.

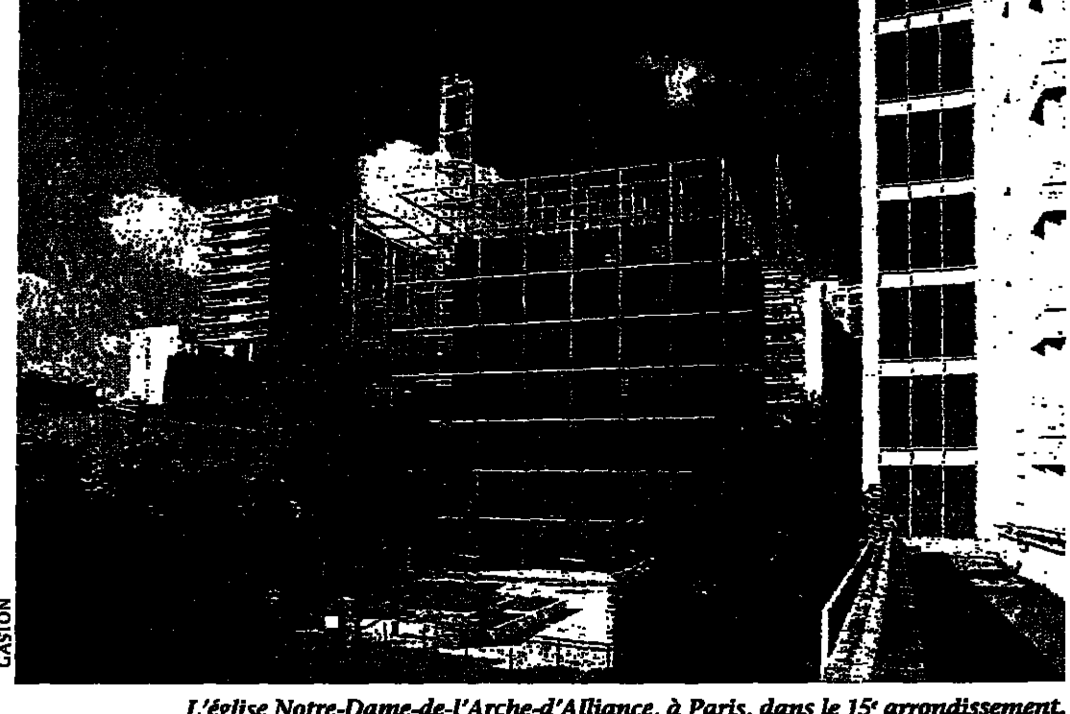
De leurs cartons, ils ressortirent donc le projet Tête Défense, leur fameuse arche perdue, la ramenèrent à 24 mètres d'arête, et, comme des chrétiens troglodytes, taillèrent dedans tout ce qu'il faut : une église sèche comme un temple calviniste. L'intégration n'est pas le souci premier d'Architecture-Studio. Mais qui a jamais vraiment eu ce souci dans le 15e arrondissment ? Un cloître sur le toit, une crypte et un baptistère en sous-sol, ainsi qu'une salle paroissiale sont venus parfaire le cube. Sur ses faces extérieures, un revêtement de panneaux Trespa imprimés, façon bois super dur, répète cent mille fois un fragment du *Je vous salue Marie*. A l'intérieur, les panneaux restent obligeamment silencieux. On est en plein dans les astuces attendues d'une avant-garde convenue.

EFFET ANCESTRAL

Le dé est jeté, la messe n'est pas dite pour autant. Si Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance n'a pas les charmes d'une église romane, elle recèle en effet plein d'astuces architecturales, nées de l'utilisation méthodique du principe du cube, et finalement pas mal de mystère. L'utilisation, pas franchement nouvelle, des puits de lumière et des vitraux, assurant quelques effets basiques et indispensables à l'élévation des esprits, continue de produire son effet ancestral.

Les architectes en ont remis une couche dans le genre archaïque en imposant des reptations aux chrétiens au cours de leurs déplacements entre l'église et le cloître-toit, via des logements pour les guides spirituels. Tout est habilement orchestré pour que naissent silence et recueillement. Au-delà des fantaisies cubistes d'Architecture-Studio, le lien avec le quartier est juste, et peut devenir amical si la ville consent quelques aménagements urbains. Notre-Dame-de-l'Arche n'est pas une cathédrale, simplement une paroisse. Mais déjà le dialogue s'est noué avec les dames de la rue Dutot.

Frédéric Edelmann



GASTON

L'église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, à Paris, dans le 15e arrondissement.

De la simplicité biblique du cube, selon Architecture-Studio

« L'Arche d'alliance était, à l'origine biblique, un coffre en bois d'acacia plaqué d'or, recouvert d'un couvercle d'or surmonté de chérubins ; elle renfermait les tables de la Loi données par Dieu au Sinaï ; elle fut longtemps le signe privilégié de la présence du Tout-Puissant (...). L'église figure donc tout d'abord cette Arche de l'ancienne alliance. Les murs sont revêtus de bois, comme un défi au temps qui passe, comme un rappel de la fragilité de la primitive Arche d'alliance, forte du seul Dieu d'Israël, non du savoir ou de l'habileté de ses constructeurs, forte d'un Dieu dont la liberté ne s'aliène pas quand, Seigneur, il se fait proche des hommes. Un volume parfait a été choisi, celui du cube, en raison de sa simplicité. Cette forme, immédiatement lisible d'un point de vue symbolique, est fidèle non à une exactitude archéologique – l'arche biblique était un parallélépipède – mais à l'intention d'un sens : les côtés égaux du cube renvoient à la Présence de l'Unique. »

Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance en chiffres

● **Adresse** : 81, rue d'Alleray, Paris 15e.
● **Architecture** :
– nef de l'église : 350 places
– surface totale : 2 500 m²
– surface utile : 1 500 m²
– lieux d'accueil et salle paroissiale : 500 m²
– une résille métallique de 24 m d'arête
– 2 vitraux (commandés à Martial Raysse) de 6 m sur 6
– un clocher : 30 m de hauteur
– un presbytère de 4 logements
● **Structure** : 2 piliers de 3 m de haut, supportant une dalle sur laquelle est posé un volume cubique de 18 m d'arête.
● **Durée des travaux** : 23 mois.
● **Coût** : construction : 23 millions de francs
– art sacré et mobilier : 4 millions de francs
● **Financement** : des dons de particuliers pour les deux tiers, un emprunt bancaire pour un tiers.

Une conception nouvelle de la paroisse

QUELLE EST, pour une paroisse catholique, la taille pertinente ? A l'heure où la plupart des diocèses regroupent leurs forces pour faire face au manque de prêtres, l'archevêque de Paris, lui, construit des églises et érige de nouvelles paroisses. L'analyse de Mgr Lustiger est simple : *« Moins il y a d'églises, moins les gens vont à la messe. C'est le cas dans toutes les nouvelles banlieues où l'on n'a pas pu construire d'église. »* Autrement dit, l'offre doit créer la demande, et non s'ajuster à elle. Son objectif est ambitieux : il n'hésite pas à affirmer qu'*« une église proche géographiquement est une église qui donne aux Parisiens la possibilité de s'y rendre dans un rayon de 300 mètres à partir de leur domicile ou de leur lieu de travail »*.

La création d'une nouvelle paroisse dans le 15e arrondissement peut se justifier. La principale paroisse du secteur, Saint-Lambert de Vaugirard, concerne 52 000 habitants. *« Cela correspond à la population d'une ville comme Bayonne »*, déplore un prêtre du secteur. *« Le diocèse de Paris est structuré sur le modèle de l'escargot : les paroisses périphériques sont les plus vastes. »* A l'archevêché, on considère qu'une paroisse devrait correspondre à une population de 15 000 à 20 000 personnes. Ce qui est le cas pour Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance. Mais à qui s'adresse-t-on ? Et que signifie pour une paroisse une population totale de 15 000 habitants, lorsqu'on sait que les catholiques pratiquants n'y représentent qu'une petite minorité ?

LA FIGURE DU CONVERTI

La construction de cette église est assez exemplaire d'une conception nouvelle de la paroisse, qui, paradoxalement, n'est plus faite seulement pour les pratiquants. Bien sûr, on évoque les personnes âgées, qui n'auront plus à prendre le métro pour se rendre à la messe... Mais l'enjeu est au moins autant de visibilité que de proximité. L'église s'inscrit désormais dans le paysage urbain sans complexes. Elle invite le passant à entrer *« dans un lieu de silence et de recueillement »*. Elle fournit au visiteur une offre spirituelle. Il s'agit – pour reprendre le titre d'un rapport adopté par l'épiscopat – de *« proposer la foi »*.

De manière significative, le baptistère est au centre du bâtiment. Situé sous l'église, il est à part, comme le veut la tradition. Mais un plancher de dalles de verre le rend visible pendant la messe. Cette insistance sur le sacrement du baptême est du même ordre que le choix – qui était celui du cardinal Lustiger – de mettre en scène, au cours des Journées mondiales de la jeunesse, plusieurs baptêmes célébrés « en direct ». Danièle Hervieu-Léger, sociologue des religions, parle à ce sujet d'une *« recomposition de la sociabilité religieuse autour de la figure du converti et du pèlerin »*. De fait, l'Eglise tente aujourd'hui de capter une demande diffuse. Celle-ci émane de jeunes et d'adultes, qui sont de plus en plus nombreux (plus de 10 000 chaque année) à souhaiter le baptême. Elle vient aussi de ceux qu'on appelle les *« recommençants »* : des baptisés qui se sont éloignés de l'Eglise, et qui cherchent un jour à renouer des liens.

Quand la nouvelle église a été présentée aux habitants du quartier, dans les salons de la mairie du 15e, le projet a rencontré deux types d'opposition. Il y avait d'un côté les « mécréants », qui auraient préféré un jardin public pour faire jouer les enfants. De l'autre, les chrétiens de toujours, qui n'aimaient pas *« une église qui ne ressemble pas à une église »*. La « cible » de la nouvelle paroisse se situera quelque part entre ces deux pôles.

Xavier Ternisien

Eglises, mosquées, synagogues : entre l'équerre et le compas

POUR l'Eglise catholique, Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance annonce une nouvelle conception de l'espace urbain. Pour les architectes, elle marque aussi une étape, éprouvante pour les uns, réjouissante pour d'autres. La crise de l'expression symbolique se trouve en effet résolue par une pirouette formelle : la reprise d'éléments du concours Tête Défense. *« Nous allons enfin voir sortir de terre des clochers dans les quartiers modernes »*, annonçait en 1994 Jean Thizon, secrétaire général des Chantiers du Cardinal. Plusieurs autres chantiers ont de fait été ouverts dans et autour de Paris. Frank Hamoutène a dessiné Notre-Dame-de-la-Pentecôte, parmi les tours de la Défense. Pierre-Louis Faloci a été élu pour une autre terre promise : le quartier Tolbiac, lui aussi à l'ombre de tours, celles de la Bibliothèque de France. D'autres projets sont en cours à Noisy-le-Grand ou à Créteil. Mais quelles formes et quels symboles proposer, et pour quelle fonction ?

Le problème de l'évanouissement des clochers dans le paysage urbain des villes et des banlieues semble être l'un des plus déconcertants pour les architectes, en France du moins. Mario Botta y a répondu pour la cathédrale d'Evry, la seule du lot a avoir obtenu ce statut, en proposant un fort cylindre tronqué, donjon plutôt que tour. Architecture-Studio a opté pour un ectoplasme métallique. Hamoutène, dont l'église devrait s'achever d'ici quelques mois, a choisi une façade-bouclier qui contourne habilement le problème du signal dans la cité. A l'étranger, notamment en Pologne et en Roumanie, où la construction des églises est aussi banale qu'un passe-temps dominical, la question ne se pose pas : il y a toujours et nef et clocher. Le Corbusier, Ronchamp et la Tourette semblent n'avoir jamais existé. Ni Auguste Perret, qui avait su préserver ses clochers.

FORMES SYMBOLIQUES SIMPLES

Les architectes et leurs maîtres d'ouvrages se trouvent en fait pris entre deux directions, à l'instar des doctrines elles-mêmes. D'un coté, la reprise de la tradition avec tout son décorum ; de l'autre, le maniement de formes symboliques simples : le carré et le triangle, ou plus souvent le cercle, la droite et leurs traductions structurelles, des dômes (partagés avec les écrans Imax), voûtes plus ou moins simulées, des colonnes diversement nécessaires à l'heure du béton précontraint... La même problématique se retrouve dans nombre de religions. Résultat : la grande mosquée de Casablanca (architectes : Hassan II et Michel Pinseau), la plus grande du monde musulman, paraît plus proche de l'esprit de la cathédrale de Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire (architectes : Houphouët-Boigny, Sangallo et Michel-Ange) – une énorme copie de Saint-Pierre de Rome –, qu'elle ne l'est de la mosquée construite, à Rome aussi, par l'Italien Paolo Porthogesi.

Dans les synagogues aussi, on s'est creusé la tête. Si la séparation des hommes et des femmes y joue un rôle structurant, les symboles apparaissent délicats à manier, comme dans les églises, les mosquées ou les temples (rares). Ici comme ailleurs, seuls le talent et une certaine ascèse formelle semblent coller avec l'incertitude du temps : Herzberg et Aubert dans le 12e arrondissement, Dubosc et Landowski dans le 19e), ont ainsi réussi à faire parler le béton pour les premiers, le métal pour les seconds, avec une belle fierté. Ils bénéficiaient cependant d'une échelle autrement plus commode qu'à Rome, Jérusalem ou La Mecque.

F. E.

Chaumont consacre le graphisme japonais

هكذا من الأصل

Chaumont consacre le graphisme japonais

Les Rencontres des arts graphiques soulignent une créativité européenne moins dynamique

CHAUMONT
de notre envoyé spécial

Un fémur bleu sur fond blanc ; une baguette de pain nappée de jaune clair et ponctuée d'une pastille rouge : la première de ces affiches est destinée à promouvoir un fabricant d'urnes funéraires, la seconde à annoncer l'ouverture de la Maison de la culture du Japon à Paris. Elles sont toutes les deux signées par Makoto Saïto. Une exposition complète est consacrée à ce graphiste japonais de quarante-six ans, dans le cadre des Rencontres internationales des arts graphiques de Chaumont, dont le thème est, cette année, la photographie. Cet artiste qui collectionne les prix est très représentatif d'un graphisme méconnu en Europe.

Makoto Saïto élabore en effet des images d'une sophistication stupéfiante, au service de fabricants de prêt-à-porter, d'un grand magasin, d'un imprimeur ou d'un éditeur de musique, court-circuitant ainsi les grandes agences de publicité. Il triture les clichés photographiques, découpe les corps, les immerge dans des trames colorées, multiplie les collages baroques. Pour le couturier Ba-Tsu, il propose des vêtements imbibés de peinture jaune sur fond de même couleur ; pour l'opticien Matsunaga, un visage flou, porteur d'une double paire de lunettes ornées de marguerites.

Les teintes sont stridentes, le graphisme en perpétuel mouvement, les techniques mêlées. Makoto Saïto n'use pas d'un style mais d'un registre d'images qu'il renouvelle sans cesse. Son affiche destinée à promouvoir la Société protectrice des animaux – un steak planant comme un nuage au-dessus d'un paysage paisible où paissent des bovins – est un chef-d'œuvre d'humour noir. Face à tant d'inventivité, on peut redouter l'enfermement des graphistes européens, et surtout des Français, arc-boutés dans leurs domaines réservés, le culturel et le social. Cet enfermement est très perceptible dans l'exposition consacrée aux essais des étudiants qui ont planché sur le racisme, la lutte contre l'exclusion, la drogue... Sans doute ces thèmes sont-ils capitaux mais, labourés pour la énième fois, inlassablement proposés comme travaux d'école, ils deviennent inéluctablement des poncifs.

CONSANGUINITÉ TROP POUSSÉE

Deux autres expositions personnelles montrent la grandeur et les limites d'une profession qui souffre d'une consanguinité trop poussée. Holger Matthies expose dans le petit théâtre municipal, au charme délabré. Ce qui va comme un gant au graphiste allemand : depuis trente ans, il travaille essentiellement pour le théâtre. Sa force tient à l'élégance et à la précision de son graphisme sans effets mais aussi à la mise en place d'une symbolique d'autant plus forte qu'elle est évidente : la Prusse réduite à la pointe d'un casque posé sur un crâne rasé ; *« le théâtre vous prend aux tripes »*, un programme affiché sur un torse masculin nu ; le festival international de Hambourg mué en un poulpe débordant d'une fontaine murale.

Le Suisse Ralph Schraivogel, exposé dans une chapelle baroque, est un fou de typographie. Il ne semble à l'aise que lorsqu'il noie son affiche sous un déluge d'alphabets, quand il superpose les trames et les photos, parfois au seuil de la lisibilité. Pourtant, ses œuvres les plus convaincantes sont aussi les plus simples : l'affiche consacrée à une programmation cinématographique – un décor de western d'où émerge le nom du metteur en scène, planté comme une colonne dans le désert – ou celle destinée à une entreprise de sérigraphie, simple jeu de lettres et de couleurs.


MAKOTO SAÏTO

Le corps humain est inlassablement trituré par le Nippon Makoto Saïto.

Les rencontres internationales proprement dites se tiennent dans l'immense bâtiment dit des subsistances – un ancien dépôt de l'armée. Cette année, quatre-vingt-dix affiches sur le thème de la photo ont été retenues. Dans cette masse très disparate, les graphistes japonais se distinguent encore (affiches de Koji Mizutani pour le 200e anniversaire de Sharaku, et pour le champ de courses de Tokyo City Keiba ou celle de Toshihisa Hashimoto pour le Musée de la forêt enterrée).

Le jury a décerné son premier prix au Chinois Fang Chen, dont l'affiche, *Victoire*, propose une main mutilée dessinant un V avec les deux doigts qui lui restent. Un bel exercice de style. Les deuxième et troisième prix vont aux Graphistes associés pour l'élégante affiche destinée à *La Fausse suivante* de Marivaux et pour l'annonce de la saison 96-97 du théâtre de Rungis, patchwork brouillon illustrant bien les dangers d'une communication qui tend à devenir essentiellement institutionnelle.

« Ce graphisme d'auteur est perpétuellement en crise à cause de la personnalité des professionnels et de la dépendance des budgets culturels, aujourd'hui réduits, indique Alain Weill, délégué général du festival. *Or les graphistes travaillent essentiellement sur des thèmes politiques et culturels, de plus en plus rarement pour la publicité. Pour des raisons idéologiques mais aussi parce que les modes de production de la pub réclament désormais des équipes plus que des individualités. »*

CRISE EN EUROPE DE L'EST

De plus, l'apparition des économies de marché à l'Est a bouleversé l'une des grandes sources du graphisme contemporain : *« Les subventions étatiques ont été rabotées,* constate Alain Weill. *Les professionnels doivent apprendre à travailler pour l'extérieur. Heureusement, beaucoup d'entre eux étaient enseignants. »* Cette année à Chaumont, les affiches polonaises sont absentes.

Comment, dans ce climat morose, expliquer la bonne santé du graphisme japonais ? Essentiellement par une différence historique : la vieille distinction occidentale (particulièrement rigide en France) entre les arts décoratifs (mineurs) et les arts plastiques (majeurs) n'existe pas dans l'Archipel. Les auteurs acceptent de travailler, sans états d'âme, pour la publicité commerciale, élargissant ainsi leurs champs d'expérience. Mais ce graphisme est loin d'adhérer à nos normes publicitaires. *« Il est utilisé pour quelques produits assez ciblés, la mode, les boutiques,* remarque Alain Weill. *Il s'agit de surprendre le public : à travers ces affiches, la marque engage une partie de son prestige. »*

Emmanuel de Roux

★ IXes Rencontres internationales des arts graphiques, Les Silos/Maison du livre et de l'affiche, 7-9, av. Foch, Chaumont (Haute-Marne). Tél. : 03-25-03-86-80. Expositions jusqu'au 26 juillet. Catalogue, 96 p., 130 F.

DÉPÊCHES

■ **ARCHITECTURE : la direction de l'architecture et du patrimoine** organise toute la journée du mercredi 24 juin, à la Manufacture des œillets (Ivry), un colloque sur le thème « Mémoire et projet ». Il fait suite aux travaux d'un groupe de réflexion, constitué après la réunion des deux directions du ministère de la culture, et chargé par Catherine Trautmann de réfléchir à la coexistence, pacifique ou conflictuelle, des deux notions : création architecturale et préservation du patrimoine. Ouvert et conclu par François Barre, titulaire de la double direction au ministère, cette rencontre permettra notamment l'audition de Paul Belmont, ancien directeur de l'architecture, de Christian Devillers, nouveau Grand Prix d'urbanisme, et du philosophe Paul Ricœur.

■ **VENTES : les photos de La Mecque ont atteint des prix records.** La collection des premières photographies de La Mecque et de Médine (*Le Monde* du 5 juin), prises par le colonel égyptien Sadeq Bey en 1880, a atteint, le 4 juin chez Sotheby's, à Londres, la somme record de 1,375 million de livres (soit plus de 13 millions de francs pour les treize panoramiques). Les enchères, qui avaient démarré à 50 000 livres, semblaient devoir se conclure à 100 000, lorsqu'un nouvel acheteur est intervenu par téléphone. Selon de bonnes sources, l'acheteur ne serait autre que le roi d'Arabie saoudite ou le gouvernement de Riyad. Farid Qioumgi, l'Egyptien qui a découvert les photographies voilà cinq ans, compte bien profiter de l'aubaine pour doter Egyptophilia, sa maison de vente par correspondance de livres anciens sur l'Egypte et le Proche-Orient, d'une librairie à Londres. – *(Corresp.)*

La bibliothèque des jésuites quitte Chantilly pour Lyon

LA LÉGENDE veut que la famille Rothschild ait offert son château de Chantilly à la Compagnie de Jésus en remerciement de services rendus à Lyon sous l'Occupation. En réalité, l'ordre des jésuites a bien acheté le domaine des Fontaines en 1949 afin d'y installer son Centre d'études théologiques. L'apaisement des passions anticléricales lui permettait alors de rapatrier en France ses maisons de formation de Jersey et de Bruxelles.

A Chantilly, le cadre était idéal pour former les futurs jésuites : un château du XIXe siècle au milieu d'un parc boisé de cinquante hectares, à quelques dizaines de kilomètres de Paris. Les livres ont suivi les novices, et un lourd bâtiment de briques rouges a été spécialement construit en 1951 pour accueillir les fonds de quatre bibliothèques. Dans les années 70, le noviciat des jésuites a été transféré à Paris, rue de Sèvres. Le domaine est devenu un centre de séminaires et de rencontres.

Aujourd'hui, la Compagnie ne peut plus entretenir ni le château, ni la bibliothèque. Trop éloignée de Paris, et surtout mal desservie, cette dernière n'est pas suffisamment exploitée. Elle est pourtant devenue la deuxième bibliothèque privée de France, après celle de l'Institut catholique de Paris : 500 000 volumes, soit quinze kilomètres de rayonnages, 200 incunables, plusieurs manuscrits, quelques feuillets d'une Bible imprimée par Gutenberg...

500 000 VOLUMES

Pour le Père L'Ebraly, directeur des Fontaines, ce ne sont pas ces quelques « perles » qui font la valeur de la bibliothèque, mais sa composition. Elle n'est pas simplement une bibliothèque de spiritualité. Dans un esprit de curiosité des plus jésuitiques, chaque auteur, chaque thème est situé dans son contexte et dans son siècle. Plusieurs dizaines de milliers de volumes sont ainsi consacrés à l'Histoire, aux littératures française et étrangère, ou encore à des récits de voyages.

Après consultation des pouvoirs publics, la Compagnie a finalement décidé de confier son trésor à la bibliothèque municipale de Lyon, sous la forme d'un dépôt de cinquante ans. Les livres vont donc quitter les ombrages de Chantilly pour la tour de la Part-Dieu.

La Ville de Lyon s'est engagée à poursuivre les collections et à ouvrir la bibliothèque au public. Le déménagement des volumes devrait débuter en septembre. De son côté la Compagnie de Jésus se réserve 40 000 ouvrages qui traitent de son histoire.

X. T.



L'émotion rafraîchissante de la soprano américaine Dawn Upshaw

Accompagnée au piano par Richard Goode, l'artiste a donné un merveilleux récital à Paris

Rarement présente à Paris pour un récital, la soprano américaine Dawn Upshaw a donné un merveilleux programme de mélodies partagé avec son compatriote le pianiste Richard Goode. Leur duo vise haut et respire large, même s'il ne partage pas la même cime. Upshaw se révèle avant tout comme une immense interprète de la musique américaine, mais son talent ne se limite pas à ce répertoire.

DAWN UPSHAW (soprano), RICHARD GOODE (piano). Trois Lieder, *Arabesque op. 18, Liederkreis op. 39* de Robert Schumann – quatre *Préludes* et *Chansons de Bilitis* de Claude Debussy – *Mirabai Songs* de Jon Harbison. Jeanine Roze Productions, Comédie des Champs-Elysées, Paris, le 15 juin.

Un duo au sommet, mais qui ne semble pas fréquenter la même cime. Dawn Upshaw et Richard Goode appartiennent pourtant à la même écurie Warner, signent essentiellement pour le label Nonesuch (l'une fait paraître ces jours-ci un récital d'airs d'opéra américains, l'autre un nouveau volume de concertos de Mozart) et aiment à jouer ensemble, au concert comme sur disque. Richard Goode a prouvé, par quelques concerts hexagonaux, qu'il est un musicien charpenté. Ce soir, les quatre *Préludes* de Debussy qu'il interprète montrent qu'il est un artiste libre et strict, capable de grands raffinements sans tomber dans le joli, le trop fluide voilage sonore. Ses *Voiles*, justement, sont d'un galbe parfait, transparents et charnus. Grand moment. A l'écoute de Dawn Upshaw, on ne le surprendra que rarement en défaut (quelques doubles-croches du premier Lied du *Liederkreis op. 39*, de Schumann qui n'épousent pas assez bien la ligne vocale et ses prises de souffle). Il fait partie de ces pianistes qui avancent, mènent le jeu sans se substituer au chanteur (même si on l'entend parfois chantonner les courbes mélodiques de sa partie...), dès lors qu'ils sont aux côtés d'un chanteur-musicien.

Dawn Upshaw fait partie de ces artistes exemplaires, au répertoire vaste, au professionnalisme irréprochable et à la présence sensible. Pourtant, Goode ne « respire » pas avec elle. Il lui manque ce « presque rien » qui fait toute la différence – celle avec son collègue chef d'orchestre et remarquable accompagnateur au clavier, James Levine, dans un récent disque Debussy de Dawn Upshaw pour Sony Classical.

Dawn Upshaw a un visage limpide, frais, entier, généreux, une manière d'apparaître en scène dans une grande simplicité. Que cela soit à Carnegie Hall (qu'elle a rempli à craquer en début de saison avec les... *Ancient Voices of Children*, de George Crumb !) ou devant le petit et toussotant public de la Comédie des Champs-Elysées (ultra-sèche, et très bruyante : déménageait-on des décors à l'étage en dessous ?), elle est proche, elle s'adresse au public sans intercession sublimée. Et pourtant, quel art...

JUSTESSE DE TON

Schumann n'est peut-être pas son paysage affectif le plus naturel, sa culture la plus éloquente, mais elle réussit sans férir les deux maillons-écueils du *Liederkreis op. 39*, les redoutables *« Auf einer Burg »* et *« Zwielicht »*, et tient le cycle de bout en bout. Sa diction dans les *Bilitis* de Debussy est intelligible mais affectée de légères distorsions de couleurs. Mais Maggie Teyte, l'une des « Anglaises de Debussy », demeure, avec une prononciation plus marquée encore, l'une des grandes debussystes du siècle.

Upshaw achève son récital avec un cycle de John Harbison, écrit en 1982, dont elle a enregistré pour Nonesuch la version avec ensemble instrumental. Remarquable musique, ferme et émouvante, dans laquelle elle montre qu'elle est à son aise et chante là plus qu'ailleurs dans ses cordes. On ne réduira pas Dawn Upshaw à une artiste *born in America* et destinée à en demeurer l'ambassadrice, mais il paraîtra évident à chacun à l'écoute de son dernier album, *The World So Wide* (1 CD Nonesuch 7559-79 458), qu'elle est là plus qu'ailleurs d'une merveilleuse justesse de ton, de langue, d'esprit, cultivée et naturelle, émouvante et rafraîchissante. Les deux berceuses de Charles Ives données en bis confirmaient cette impression.

Renaud Machart

Une Belle au bois dormant qu'on n'aurait pas dû réveiller

LA BELLE AU BOIS DORMANT, de Mats Ek, par le Ballet Cullberg. Pompea Santoro (Princesse Aurore). Giovanni Bucchieri (Prince Désiré). Monica Mengarelli (Reine Silvia). Veli-Pekka Peltokalio (Roi Florestan). Rafi Sadi (Carabosse). Talia Paz, Johanna Lindh, Gunilla Hammar, Julie Gulbert (les Fées Or, Emeraude, Argent, Rubis). Tchaïkovski (musique). Théâtre de la Ville, le 16 juin, 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. Jusqu'au 20 juin.

Après un *Giselle* (1982) époustouflant d'intelligence et très lutte des classes, le Suédois Mats Ek, aussi doué pour le théâtre que pour la danse, a pris goût d'imaginer des versions très personnelles du répertoire classique. On se rappelle son *Sacre du printemps* (1984), façon kabuki et samouraïs. C'est une droguée, aperçue à Zurich qui, en 1996, a inspiré sa *Belle au bois dormant*. La quenouille devient seringue, et Fée Carabosse se transforme en mauvais garçon à damner une idiote. C'est lui qui initie la jeune fille aux plaisirs défendus. Et à l'amour. Folle de lui ! Mais cette fois-ci la formule magique s'apparente au Canada dry. Ça ressemble à du Mats Ek, mais ce n'est pas... Tout ce que l'on aime du chorégraphe se retourne contre lui : son audace à parler crûment, à ne craindre ni le sexe, ni Satan, à oser la grossièreté, le trivial. Sa force à faire confiance au langage de l'inconscient. On a encore présent à l'esprit le pouvoir érotique de *Vieux enfants* et *Etres lumineux* : se mêlaient dans ces pièces le mystère du Grand Nord, de ses animaux, la vie autour du feu ou sous la couette. Dans *She Was Black*, Dieu était une femme, et on y croyait ! C'est dire le pouvoir de conviction de l'artiste, son humour.

Déhanchements, tortillements des croupes, pieds cassés à l'horizontale, corps penchés en avant, exagérément cambrés, toute sa gestuelle paysanne perd, ici, son sens, son émotion. Sa Belle au bois dormant est une sale gosse peu touchante. Son excuse : des parents niais, exaspérants. Et une scène d'accouchement où sa mère voit le toubib lui sauter sur le ventre. Que l'enfant soit un œuf géant, tout blanc, qu'on cajole, ne nous réconcilie pas avec cette manière de jouer en excès. Car tout s'annule. Après moult péripéties, le Prince charmant, qui depuis déjà un moment se paie une crise de parano maousse, décharge deux revolvers sur Carabosse. Enfin, on sursaute ! Quand l'héroïne, à son tour, met au monde un œuf, tout noir : *ite missa est*. La mère et l'enfant se portent bien. Dommage.

Dominique Frétard

Antonio Segui, ou l'obsession de l'inventaire

ANTONIO SEGUI, À VOUS DE FAIRE L'HISTOIRE, Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris-7e. Mo Bac. Tél. : 01-49-54-75-00. Du lundi au vendredi, de 11 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 24 juillet. HISTOIRES RÉCENTES, Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1er. Mo Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. Du mardi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h 30, et de 14 heures à 18 h 30, le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 juillet.

En 1966, Antonio Segui compose un assemblage de grand format, *A vous de faire l'histoire*. Par lignes et colonnes, il réunit des tableaux sur toile et sur bois découpé, très vivement colorés et où pullulent les symboles et les objets. La signalétique géométrique côtoie les stéréotypes de la consommation, des silhouettes schématiques, des éléments décoratifs. En dépit du titre, il n'y a pas d'histoire à inventer, parce que les indices sont trop peu explicites – mais il y a un inventaire à entreprendre ou à compléter, celui de la société contemporaine.

En 1966, Segui n'est pas seul à procéder de la sorte. Entre pop et figuration narrative, il est de ceux qui veulent montrer au présent à quoi il ressemble. Trente ans plus tard, il continue. Le présent a changé, y compris dans son Argentine natale, et Segui et sa peinture ont changé aussi. La couleur acide a laissé place à des tonalités plus sombres, des ocres, des bruns, des gris luisants, une lumière d'avant l'orage qui convient aux scènes qu'il figure. On y voit un personnage démultiplié en foule, une foule de semblables au même air affairé, au même costume sans élégance, au même chapeau. Il circule en pure perte dans une ville sans plan. Lui et ses doubles s'agglutinent bizarrement en amas d'hommes. Ils semblent incapables de rêver, de penser, de parler.

Les *Histoires récentes* de Segui n'incitent pas plus à l'optimisme que ses histoires anciennes, histoires anonymes, sans début, sans fin, dépourvues de sens – les histoires de n'importe qui en somme. D'une période à l'autre, d'une exposition à l'autre, sous l'évolution du style, apparaît évidemment la cohérence et la continuité de l'entreprise, celle d'un chroniqueur de plus en plus désenchanté.

Deux plaisirs le distraient de la misère ordinaire du monde, peindre et collectionner. Pour le premier, il est sensible dans la plus petite œuvre, qu'elle soit huile sur toile ou construction d'éléments découpés. Le savoir-faire, si visible soit-il, ne se suffit pas à lui-même, et Segui varie effets et solutions, avec une prédilection particulière, récemment, pour la sculpture. Il fabrique des bonshommes, bergers, médecins ou danseurs, tous affligés d'un squelette mou. On les dirait sur le point de se répandre sur le sol, flaques de boue. C'est assez drôle et assez désagréable.

Le collectionneur se montre moins. Dans les sous-sols de la Maison d'Amérique latine, il consent néanmoins à exposer une partie de ses acquisitions, de quoi surprendre. Segui collectionne en effet par séries. Il ne cherche pas à réunir les pièces d'un panthéon universel, façon musée, mais privilégie quelques types d'objets, selon leur forme, leur sujet ou leur provenance. Ainsi, du côté de l'Amérique latine, des urnes funéraires colombiennes et des céramiques à motifs phalliques du Pérou. Ainsi, du côté de l'Afrique, des masques en perlages bamilékés et des masques ekois. Plus que la qualité d'une pièce, Segui recherche l'effet d'ensemble. Plus qu'au goût de la rareté, il obéit à la puissance d'une obsession, comme si, là encore, il avait entrepris un inventaire démesuré. En quoi il demeure fidèle à lui-même.

Philippe Dagen

INSTANTANÉ

EDDY S'AMUSE

Le Petit Journal Montparnasse est petit. Trois cent cinquante places bien tassées, des rangées bien linéaires de dîneurs affectueux fédérés autour de bouteilles de vin de pays des Bouches-du-Rhône. Le Petit Journal tient une comptabilité sévère des musiciens sympathiques, des Eddy Louiss, Claude Nougaro, Pierre Barouh ou autres Baden Powell qui donnent à ce club parisien ses inconditionnels, tous issus de la tribu des amateurs d'ambiance, de ceux qui méprisent les Palais des congrès, salles polyvalentes... et, en général, la musique qui va avec.

Naturel, donc, d'y retrouver le seul chanteur français ayant pris pour devise l'une de ses chansons, *Ya pas d'mal à se faire du bien*, Mister Eddy, sieur Mitchell, passionné de western et de boogie-woogie.

Naturel, oui et non. Peu ordinaire en tout cas. Eddy Mitchell est une vedette de la chanson, les abords du Petit Journal sont cernés quand, les 16 et 17 juin, il y donne une heure et quart de pur plaisir en compagnie d'un big-band de douze cuivres, plus la section rythmique, tassés comme un seul homme au fond de la scène.

Et en principe, sauf enregistrement d'album acoustique ou reportage télévisuel, les stars ne se donnent pas la liberté de (se) faire plaisir sans enjeu. Eddy Mitchell si. Costume noir, pochette blanche, le plus libre des crooners français s'amuse, reprenant la formule swing déclinée en 1993 au Casino de Paris, où ses classiques s'habille de jazz-rhythm' n'blues : *Vieille Canaille, Fauché, Couleur menthe à l'eau, Pas de boogie-woogie*...

Il est beau, Eddy, quand il swingue d'un air grognon. Il a le courage de se marrer, de dépenser des sous pour, enfin, réussir à chanter Dean Martin, *Sleep Warm*. Un peu de parlotte, une fausse sortie, de la classe. Eddy Mitchell, c'est un chic immense, une généreuse décontraction qui le mène sur le chemin de Charles Trenet, où passe, comme les chalands, un *Que reste-t-il de nos amours* formidablement cuivré, symbole de deux soirs de pure liberté.

Véronique Mortaigne

SORTIR

PARIS

Accents pharaoniques
Fameux au Proche-Orient, se déplaçant très peu, le chœur pontifical de l'Eglise copte d'Egypte est l'ultime dépositaire de la musique et du chant de l'Antiquité nilotique et du christianisme oriental primitif. La langue copte, que l'ensemble utilise, est le dernier avatar de l'idiome pharaonique. A l'initiative de la revue française *Le Monde copte*, le chœur se produira quatorze fois du 18 juin au 1er juillet à travers la France ; Paris et banlieue, Poitiers, Lyon, Tulle, Toulouse, Bordeaux, etc.
Tél. : 05-55-50-21-87 pour les régions, 01-69-85-54-71 pour Paris et Ile-de-France. 60 F et 100 F.

Ballett Frankfurt
Après Isabelle's Dance, et Eidos / Telos, la grammaire Forsythe déclinée presque sous forme de leçons dans *Quintett* (1991), *Firstext* (1993). Il reprend pour le compte de sa compagnie *Hypothetical Stream*, qu'il composait il y a deux ans pour la troupe de Daniel Larrieu. *« J'ai tout changé »*, dit l'Américain. Tant mieux ! Rappelons que ce programme met fin à la résidence de William Forsythe au Châtelet. C'est dorénavant la Maison de la culture de Bobigny qui accueillera le très beau Ballet de Francfort.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. Du 18 au 20, à 20 h. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.

Ismaël Isaac
Enfant de Treichville, quartier populaire d'Abidjan, il chante en français ou en nuchi, l'argot urbain des jeunes Ivoiriens. Fils spirituel de Marley et d'Alpha Blondy, il a su se dégager progressivement de ses modèles pour interpréter un reggae somme toute assez original.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 18, à 23 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F.

RHÔNE

Fort en Jazz à Francheville
Le fort militaire du Bruissin – fin du XIXe siècle –, très beau, transformé en cité des artistes, accueille, dans son théâtre de verdure, un festival de jazz. Programmation aventureuse qui ne joue pas sur le simple attrait touristique : les formations de Bertrand Renaudin et de Louis Winsberg, le quartette de Claudia Solal en première partie de celui de Michel Portal (avec Andy Emler et les frères Moutin), le quintette de Gérard Pansanel et le trio de Jeanne Lee. Dommage de ne pas retrouver cette ambition pour le dimanche final qui se contente de se greffer sur la Fête de la musique.
Bureau du festival 9, place du Châter, 69340 Francheville. Du 18 au 21 juin, concerts à 21 heures. Tél. : 04-78-59-58-08. De 90 F à 120 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Les Ailes de la colombe
de Iain Softley (Grande-Bretagne, 1 h 42).
Le Clone
de Fabio Conversi (France, 1 h 30).
Folle d'elle
de Jérôme Cornuau (France, 1 h 22).
Jeffrey
de Christopher Ashley (Etats-Unis, 1 h 32).
Passage pour le paradis
d'Antonio Baiocco (Italie, 1 h 30).
Préférence
de Grégoire Delacourt (France-Italie-Espagne, 1 h 30).
La Revanche de Lucy
Film de Janusz Mrosowski (France-Burkina Faso, 1 h 30).
The Big Swap (*)
de Niall Johnson (Grande-Bretagne, 2 h 03).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

L'Epouvantail (*)
de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44).
VO : Grand Action, 5e (01-43-29-44-40) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; MK2 Quai-de-Seine, dolby, 19e (01-40-30-30-31).
Le Grand Bleu
de Luc Besson. Français, 1988 (2 h 16).
VO : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (01-40-30-30-31). VF : Le Grand Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00).
Scaramouche
de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 56).
VO : L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

VERNISSAGE

La Collection du Centre Georges-Pompidou, un choix
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Du 18 juin au 19 septembre. 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Cent états d'âmes
de Jean-Gabriel Nordmann et Jean-Luc Lagarce, avec les élèves de l'atelier-théâtre de la Belle-de-Mai du lundi soir.
Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 11e. Mo Ledru-Rollin. Le 18, à 21 heures. Tél. : 01-48-05-67-89. 50 F.

Manon
de Massenet. Ruth Ann Swenson (Manon), Frank Lopardo (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescaut), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Frédéric Chaslin (direction), Gilbert Deflo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mo Bastille. Le 18, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 635 F.
Orchestre national de France
Mozart : *Symphonie no 41 « Jupiter »*. Mendelssohn : *La Première Nuit de Walpurgis*. Elsa Maurus (mezzo-soprano), Laurence Dale (ténor), Didier Henry (baryton), Nicolas Testé (basse), Chœur de Radio-France, Jeffrey Tate (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.
Compagnie Faizal Zeghoudi
Faizal Zeghoudi : *Les Epousées, processus inconscient en voie de décomposition.*
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59.
Serge Luc Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 18, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Gérard Faroux, Scott Colley
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 18, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Dikès
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.
Les chiens aboient et la caravane Passos
Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 120 F.
Nahawa Doumbia
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e. Mo Oberkampf. Le 18, à 21 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

RÉSERVATIONS

B. B. King et Taj Mahal
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 6 juillet à 23 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 145 F à 170 F.
David S. Ware
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 9 juillet à 21 heures. Tél. : 08-03-30-63-06. De 145 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

20 juin :
La Noce chez les petits-bourgeois
de Bertolt Brecht, mise en scène de Georges Lavaudant.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Les 18 et 20, à 20 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.
Les Bonnes
de Jean Genet, mise en scène d'Alain Ollivier.
Studio-Théâtre, 18, avenue de l'Insurrection, 94 Vitry. Les 18, 19 et 20, à 20 h 45. Tél. : 01-46-82-40-17. De 50 F à 120 F.

Les vingt-cinq ans d'« Europäische Rundschau »

Cette revue autrichienne trimestrielle illustre la traditionnelle ouverture sur le monde de l'intelligentsia centreuropéenne. Elle consacre son numéro anniversaire aux liens problématiques qui unissent son pays au Vieux Continent

DE QUOI souffre l'Autriche ? Si l'on pose ainsi la question, la réponse des intellectuels autrichiens ne fait aucun doute : de provincialisme. La règle tolère cependant quelques exceptions. La revue *Europäische Rundschau*, qui fête son 25e anniversaire, est de celles-là. Lieu d'analyse et de réflexion sur la politique internationale, ce trimestriel publié à Vienne a ouvert toutes grandes les fenêtres du pays sur l'Europe, à un moment où son statut empêchait l'Autriche d'adhérer à la Communauté européenne et où le rideau de fer la coupait de ses partenaires naturels de l'Est.

Son fondateur et rédacteur en chef avait quelques titres pour penser l'Europe au-delà de la coupure idéologique et militaire. Juif hongrois, émigré à Vienne après l'écrasement de la révolution de 1956, Paul Lendvaï est le descendant de cette intelligentsia d'Europe centrale qui avait consacré l'ancienne capitale de l'empire habsbourgeois comme foyer culturel du Vieux Continent. Intendant de l'ORF, la radio télévision autrichienne, et responsable des émissions en langues étrangères, il a fait de *Europäische Rundschau* ce que l'hebdomadaire de Hambourg *Die Zeit* a appelé *« peut-être la meilleure revue internationale de langue allemande »*.

Ce 25e anniversaire coïncide avec le début de la première présidence autrichienne de l'Union européenne. A cette occasion, *Europäische Rundschau* publie un numéro exceptionnel, tiré à 30 000 exemplaires, sur l'Autriche et l'Europe, avec des éditions dans trois langues : allemand, anglais et français. On y trouve des articles des dirigeants du pays, des analyses sur l'économie et la politique étrangère, des exposés contradictoires sur les dilemmes de la neutralité... Nourriture solide mais attendue.

On appréciera aussi, sous un titre quelque peu anodin – *« Pourquoi l'Autriche a manqué l'élargissement vers l'Est »* –, une conclusion, qui ne dit pas son nom, signée de l'écrivain Karl-Markus Gauss. Elle décrit, avec le ton sarcastique et paradoxal de Karl Kraus, le grand pamphlétaire du



début du siècle, les affres de l'identité autrichienne.

« La peur d'être considéré non pas comme un ressortissant civilisé d'Europe occidentale mais comme un individu venu de l'Est est profondément ancrée chez les Autrichiens », écrit Gauss. Et cette peur, au-delà des considérations strictement économiques ou sociales, explique pourquoi les Autrichiens ne manifestent aucun enthousiasme pour l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. Selon Gauss, ils craignent d'être renvoyés, dans le melting-pot de l'Europe centrale, à leurs origines tchèques, hongroises, slovènes ou polonaises...

ORIGINES OUBLIÉES

Au temps de l'empire, les Polonais, Moraves, Hongrois, Ukrainiens, Croates... qui passaient à Vienne, soit y restaient pour devenir de bons sujets de l'empereur, soit repartaient chez eux en nationalistes passionnés. Le problème avec les premiers n'est pas qu'ils soient devenus des *« Autrichiens allemands »*, c'est qu'ils aient oublié et nié leurs origines. Conclusion de Gauss : *« Jamais les Français, les Espagnols, les Danois ne s'intéresseront à des Autrichiens qui se comportent comme des Français, des Espagnols ou des Danois, au lieu d'expliquer aux Français, aux Espagnols et aux Danois cette partie de l'Europe qu'ils ne connaissent pas et d'où nous venons. »*

Daniel Vernet

★ *Europäische Rundschau*, Ebendorferstr. 6/4, 1010 Vienne, Autriche.

DANS LA PRESSE

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Qu'elle est triste la République quand elle cède à la démagogie ou au clientélisme ! Et que le législateur est décevant lorsqu'il flatte l'électeur ou croit l'acheter en fabriquant la loi à la mesure de ses inclinations et non à l'aune du bien commun. Que l'on pardonne ce rapprochement peut-être saugrenu : bien que d'importance évidemment très différente, le projet de loi constitutionnelle sur la parité hommes-femmes et la proposition de loi sur l'ouverture de la chasse aux oiseaux migrateurs sont inspirés par le même désir coupable de plaire au peuple au risque de déraison. La parité hommes-femmes est au goût du jour. Elle est philosophiquement célébrée par l'épouse du premier ministre. La proposition de loi sur l'ouverture de la chasse paraît plus anecdotique. Entre la chasse et la parité hommes-femmes, il n'y a évidemment rien de commun... Sinon qu'ici un projet de loi constitutionnelle et là une proposition de loi ordinaire attestent qu'en notre République le législateur est de plus en plus volontiers démagogue.

LE NOUVEL OBSERVATEUR
Jean Daniel

■ Après Charles Millon : hélas. Après Edouard Balladur, holà ! Je ne m'attendais pas, disons-le, à ce que l'auguste et ancien ministre des finances de Jacques Chirac tombât à sont tour dans le piège, passablement grossier, tendu par le Front national. Le piège ? Accepter les armes choisies par l'ennemi. Brandir le thème de la *« préférence nationale »*, credo et slogan des lieutenants de Le Pen, comme un problème majeur. Inviter l'état-major du Front national à rejoindre tous les autres représentants de l'opinion publique française dans une commission chargée d'étudier leur propre thème de propagande et d'exclusion !
Bref, on reconnaît, on s'incline, on abdique. On rend les armes. Bruno Mégret ne s'est pas trompé sur la dimension de cette capitulation. Il a tout à fait raison d'estimer que la position nouvelle de M. Balladur souligne que la victoire est déjà remportée par son parti, au cœur des droites, dans le domaine des idées.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG
Peter Hort

■ L'Europe nous est proche et lointaine à la fois. Si la liberté de circulation et le grand marché sont des réalités pour le citoyen, il en est autrement de la Commission de Bruxelles ou des conseils des ministres des Quinze. Lors du sommet de Cardiff, le chancelier Kohl et le président Chirac ont affirmé leur méfiance vis-à-vis d'un Etat centralisateur européen et leur volonté de rendre l'Europe plus proche des citoyens. Le président de la Commission lui-même, Jacques Santer, n'a pu s'opposer à l'appel pour plus de subsidiarité, bien que le principe demeure vague et nécessite un sommet extraordinaire en octobre, où des limites claires lui seront fixées.

EN VUE

■ Les pharmacies de Pékin vendent des *« pilules pour rester éveillé »* aux passionnés de football victimes du décalage horaire. Vendredi 12 juin, un Chinois qui passait ses nuits à regarder la Coupe du monde est mort d'une hémorragie cérébrale, à la trente-cinquième minute, au moment où le Français **Christophe Dugarry** marquait de la tête le premier but contre l'Afrique du Sud.

■ Récemment, un Marseillais a repêché une bouteille à la mer jetée au large de l'île de Sainte-Hélène, il y a vingt-six ans, par un naufragé israélien, sauvé depuis : *« Perdu tout espoir. Juin 72, yacht* Eimbida *frappé par un orque... »*

■ Depuis des mois, les Islandais font campagne pour le retour dans son pays de **Keiko**, l'orque-épaulard vedette des films *Sauvez Willy*, en retraite dorée aux Etats-Unis. En attendant, le maire d'Eskifjordur a envoyé au célèbre cétacé du hareng congelé pêché dans son fjord natal.

■ Dans les années 20, **David Herbert Lawrence**, persécuté par les bien-pensants qui jugeaient indécent *L'Amant de lady Chatterley*, avait quitté l'Angleterre et cherché refuge au Nouveau-Mexique. Ses cendres y sont aujourd'hui déposées dans une chapelle délabrée. *« Si les Américains ne sont pas capables d'entretenir ce lieu, alors qu'ils aient la décence de renvoyer les cendres »*, s'indigne à présent, *« horrifié »*, **Milan Radulovic**, conseiller municipal de Nottingham, ville maudite par l'écrivain.

■ Le directeur d'un collège new-yorkais vient de licencier une enseignante qui n'avait pas respecté la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Des parents, Témoins de Jéhovah, s'étaient plaints : elle avait, en classe, fait réciter une petite prière pour l'âme de leur fils décédé.

■ **Lori Burke**, anesthésiste du Northridge Hospital Medical de Los Angeles, a refusé de soulager le travail d'une parturiente, qui pourtant hurlait et le suppliait en lui tendant sa carte de crédit : **Ozzie Chevez** était assurée par le Medical-Cal, un programme pour les pauvres qui ne rembourse pas les péridurales au prix fort.

■ Une réserve ornithologique ouvrira, vendredi 26 juin, dans le bois de Vincennes, près de l'allée Royale, où ont été plantés l'aubépine, le houx, le sureau, le prunellier, l'alisier, et toute sorte d'arbres et d'arbustes, offrant fruits, baies ou buissons pour nicher au chardonneret élégant, à l'accenteur mouchet, au geai des chênes, au tarin des aulnes, à la sittèle torchepot et au bruant zizi, petits oiseaux.

Christian Colombani

SUR LA TOILE

INITIATION A TOULOUSE

■ Depuis près d'une semaine, quelque 2 000 Toulousains et visiteurs de passage dans la Ville rose, jeunes et moins jeunes, se sont gratuitement initiés à Internet grâce à l'opération Cyber'Base, lancée par l'Agence France Presse (AFP) dans chacune des villes accueillant des matches de la Coupe du monde de football. Un autobus équipé de dix ordinateurs multimédia, installé sur les bords de la Garonne, permet aux apprentis internautes d'apprendre à *« surfer sur le Net »*. – *(AFP.)*

LE 14e EN DIRECT

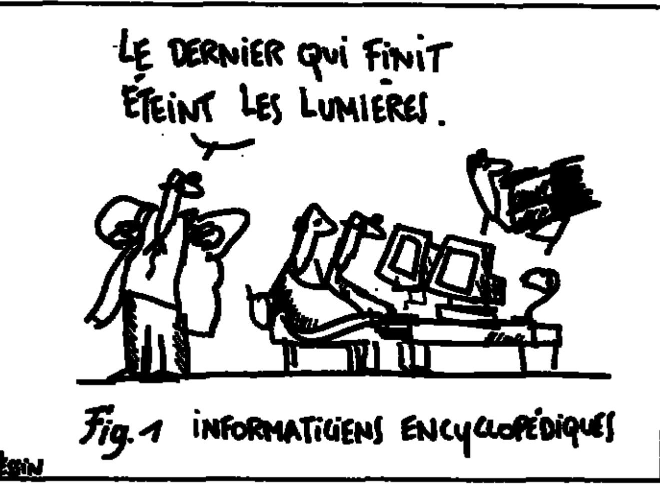
■ Thierry Ragu, adjoint (UDF) au maire du 14e arrondissement, demande que les séances du conseil municipal soient retransmises, à titre expérimental, en direct sur Internet. Cette proposition sera discutée lors du prochain conseil du 14e, le 29 juin. Si elle est adoptée, le 14e sera le premier arrondissement de Paris à tenter cette expérience. Cette retransmission pourrait être suivie, pendant une quinzaine de minutes, d'un échange en direct entre le maire et les citoyens, ces derniers réagissant aux projets présentés et adoptés en séance, par le biais de questions déposées sur le Net par *e-mail*. – *(AFP.)*

diderot.lexico.ens-fcl.fr/mark/encyc/

Sur un site franco-américain, Internet va comme un gant à l'« Encyclopédie » de Diderot et d'Alembert

SI L'ON VOUS DIT : d'Alembert et Diderot, que répondez-vous ? l'*Encyclopédie*, bien sûr. Mais au-delà de ce réflexe d'écoliers, passés ou présents, c'est le grand flou. Nous avons des excuses : la mère de toutes les encyclopédies, conçue voilà plus de deux siècles, n'a jamais été rééditée, sauf une fois sous forme de fac-similé. Désormais, la découverte de ce monument des Lumières est possible sur Internet, grâce à une initiative conjointe de l'Institut national de la langue française (Inalf) du CNRS et de l'université de Chicago, qui collaborent depuis dix ans dans le cadre de l'*American and French Projet for Research on the Treasury of the French Language* (ARTFL).

C'est comme si l'*Encyclopédie* endormie se réveillait et se révélait grâce à la technologie. *« Ses auteurs avaient en tête quelque chose comme l'Internet*, affirme Robert Morrissey, professeur de littérature et de civilisation françaises à l'université de Chicago, récemment venu présenter à Paris ce site encore expérimental. *Diderot compare souvent l'*Encyclopédie *à une ville, à un labyrinthe, à un arbre avec ses ramifications. Elle fonctionne par renvoi d'une information à l'autre. »*



Des subventions ont permis à une petite équipe d'universitaires passionnés de faire saisir l'intégralité de l'ouvrage. On peut naviguer jusqu'à l'ivresse à travers les 45 000 articles principaux et les 28 500 sous-articles, emprunter quelque 64 000 renvois au texte et 12 000 renvois aux planches. Pour savourer le charme de l'ancien, il est loisible d'afficher à l'écran les pages originales.

Grâce aux classements par thème et auteur (d'autres sont possibles), on relève par exemple que Rousseau, Jean-Jacques, auteur de toutes les notices sur la musique, n'a pas jugé Bach, Jean-Sébastien, suffisamment important pour une mention. Ou encore que Diderot ne dédaignait pas les contributions les plus triviales : c'est lui qui a écrit l'article *Chocolat* (voir aussi *Oeconomie domestique* et *Diète*). *« L'*Encyclopédie *n'est ni la première encyclopédie ni le premier dictionnaire*, explique Robert Morrissey. *Ce qui la rend unique, c'est cette volonté des Encyclopédistes de redéfinir le monde par un dictionnaire. C'est une machine de guerre intellectuelle. »* Plonger dans cet univers rend modeste : si, depuis deux siècles, le savoir s'est immensément développé dans de nombreux domaines, force est de constater qu'il s'est appauvri dans bien d'autres...

Pour l'instant, l'habillage du site est seulement en anglais. L'accès sera libre pendant une courte période, puis il faudra s'abonner.

Sophie Gherardi

De rebond en rebond... *par Alain Rollat*

LES REBONDS politiques du football sont encore plus capricieux que ses rebonds sportifs. Ceux des ayatollahs iraniens qui misaient sur la Coupe du monde pour redresser l'image de leur régime se retrouvent dans une situation analogue à celle des dictateurs argentins qui espéraient donner le change en accueillant le Mondial en 1978. Leur équipe nationale avait remporté la victoire, mais, quelques mois plus tard, le vent de la défaite soufflait sur leur junte. C'est sur les gradins des stades qu'on entendit les supporteurs de la démocratie chanter pour la première fois *« Se va acabar, se va acabar, la dictatura militar ! »* (Elle va se terminer, elle va se terminer, la dictature militaire !)

Une révolution de même nature semble en marche en Iran, où les stades deviennent des lieux de libre expression. L'ethnologue Christian Bromberger, qui observe ce phénomène à la loupe, relève notamment *« un singulier contraste entre les slogans des supporteurs (par exemple :* "Shir-e samavâr dar kun-e davâr" ["Le robinet du samovar dans le cul de l'arbitre"]) *et les inscriptions qui figurent sur les rebords des tribunes indiquant que la prière est la clé du paradis. »*

Or, à Téhéran, comme à Buenos Aires en 1978, les femmes sont les premières à bousculer les tabous. La télévision iranienne a censuré les images – rediffusées mercredi par TF 1 – de ces milliers de jeunes supportrices qui envahirent le Stade de la Liberté, interdit aux femmes, pour fêter avec la même ferveur que les hommes la qualification de leur équipe nationale pour le Mondial. Si le foot est le nouvel « opium du peuple », il arrive donc que le peuple s'en porte mieux. En conséquence, si Bill Clinton voulait vraiment accélérer le retour de l'Iran à la démocratie, il demanderait à l'équipe des Etats-Unis de se laisser battre dimanche à Lyon.

Quant à Daniel Bilalian, il a raté, ce même mercredi soir, une magnifique occasion de marquer des points dans la compétition interne à France 2. Il aurait dû tirer lui-même la seule conclusion qui s'imposait au vu des extraits du courageux reportage réalisé par la caméra cachée d'Elisabeth Drevillon et Céline Hue sur la condition des femmes de Kaboul, privées non seulement de stade, mais d'école, de travail, de soins, etc. Et même de leur propre image depuis que le port du tchadri intégral est obligatoire sous peine de mort. Il n'y avait qu'une seule chose à dire après avoir rappelé que ce document avait déjà été diffusé par France 3 dans sa totalité : le prochain Mondial devrait se partager non pas entre le Japon et la Corée du Sud, mais entre l'Iran et l'Afghanistan.

30/LE MONDE/SAMEDI 13 JUIN 1998 RADIO-TELEVISION

JEUDI 18 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

18.40 **Le Grand Couteau** ■ ■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1955, N., 110 min). Ciné Cinéfil
18.45 **Léolo** ■ ■ Jean-Claude Lauzon (Canada, 1992, 105 min). Ciné Cinémas
20.05 **La Garce** ■ ■ Christine Pascal (F, 1984, 90 min). TV 5
20.30 **Le Banni des îles** ■ ■ Carol Reed (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
20.30 **Crossing Guard** ■ ■ Sean Penn (Etats-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 1
20.40 **Toute une vie** ■ ■ Claude Lelouch (France, 1974, 140 min). Canal Jimmy
20.50 **La Femme de ma vie** ■ ■ Régis Wargnier (F, 1986, 115 min). M 6
20.50 **La Folie des grandeurs** ■ ■ Gérard Oury (France, 1971, 105 min). Cinétoile
21.00 **Le Procès** ■ ■ ■ Orson Welles (France, 1963, N., v.o., 120 min). Paris Première
23.10 **Le Choix des armes** ■ ■ ■ O Alain Corneau (France, 1981, 135 min). France 2
23.10 **Batman** ■ ■ Tim Burton (Etats-Unis, 1989, v.o., 120 min). Canal Jimmy
23.50 **J'embrasse pas** ■ ■ André Téchiné (France, 1991, 115 min). Cinéstar 1
23.55 **Vie privée** ■ ■ Louis Malle (France, 1961, 95 min). RTL 9
0.10 **L'Adorable Voisine** ■ ■ Richard Quine (Etats-Unis, 1958, v.o., 105 min). Cinétoile
0.20 ▶ **Sonatine, mélodie mortelle** ■ ■ Δ Takeshi Kitano (Japon, 1993, v.o., 90 min). Arte
1.30 **Toni** ■ ■ ■ Jean Renoir (France, 1934, N., 85 min). RTL 9

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.10 et 23.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Raymond Barre. LCI
19.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Bruno Cabanes ; Jean-Luc Allouche ; Jean Durry ; Pierre Milza. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
19.30 Nulle part ailleurs. Canal +
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invités : Michel Duchaussoy ; Corneille ; Mathilda May ; Georges Prêtre. Paris Première
20.05 Temps présent. Vacances à tout prix. Evgueni, l'ours et la Suisse. Le siècle en image : Le soldat républicain. TSR
20.50 ▶ La Nuit des hommes libres. La Marche du siècle. La débâcle et le sursaut, huit jours en juin 1940. Invités : l'amiral Philippe de Gaulle ; Jeanne Bohec ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac ; Daniel Rondeau. France 3
23.30 Francofolies de Montréal. TV 5
23.35 Le Club. Raoul Coutard. Ciné Cinéfil

DOCUMENTAIRES

18.30 La Chaleur de la Terre. Odyssée
19.00 Le Tour du Pacifique. [4/20]. Arte
19.00 Les Iles sauvages. [1/3]. Odyssée
19.10 La Terre promise. [1/5]. Planète
19.55 Glacier Express. [1/2]. Odyssée
20.00 Magritte a cent ans. Arte
20.05 Underground USA. [9/14]. Planète
20.30 Virtuoses. Cecilia Bartoli : portrait d'une jeune mezzo-soprano. Mezzo
20.35 Les Deux Marseillaises. Notes sur les élections législatives de 1968, à Asnières. Planète
20.50 Des animaux et des hommes. [2/6]. Odyssée
21.20 Arctique. [12/13]. Odyssée
21.50 Un pont pas comme les autres. [1/2]. Odyssée
22.25 Les Blanchisseurs. Arte
22.35 Les Enfants du bac. Autopsie d'un mythe. Planète
22.45 Les Grands Compositeurs. [9/12]. Dvorak. Odyssée
23.15 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. [1/3]. Odyssée
23.25 Amours fous. Planète
23.35 L'Argent sale. L'empire du joueur d'échecs. Arte
23.50 ▶ Des hommes libres. France 3

SPORTS EN DIRECT

1.00 Golf. US Open. Canal +

MONDIAL 98

17.30 Afrique du Sud - Danemark. Groupe C, à Toulouse. RTBF 1, France 2, Canal +
21.00 France - Arabie Saoudite. Groupe C, à Saint-Denis. TF 1, Eurosport, Canal +

MUSIQUE

20.05 Soirée avec Placido Domingo. Concert enregistré à Wembley, le 21 juin 1987. Muzzik
21.25 Virtuoses. Cecilia Bartoli : récital. Mezzo
23.05 Paolo Fresu Quintet. Muzzik
23.45 Ceci n'est pas Mozart. *Concerto pour piano en sol majeur KV453*, de Mozart. Mezzo
23.55 Colin Davis dirige... *La Symphonie concertante*, de Mozart. Paris Première

THÉÂTRE

20.55 Le Vison voyageur. Cooney et Chapman. France 2

TÉLÉFILMS

20.40 On a tué mes enfants. David Greene. RTL 9
21.00 Une vie de Haendel. Tony Palmer. Muzzik
21.30 Rendez-vous sur la Lune. Walt Disney. Disney Channel
22.00 Attends-moi. F. Luciani. Festival
22.45 La Créature du diable. Δ Jeffrey Reiner. M 6
23.00 Made in America. Enquête trop privée. Jorge Montesi. TF 1

SÉRIES

20.35 Julie Lescaut. Harcèlements. RTBF 1
21.00 Après la guerre, si tout va bien. James Cellan Jones [5 et 6/7]. Histoire
21.35 Code Quantum. Au revoir mon ange. Série Club
21.45 Urgences. Le cirque. Obstruction à la justice. TSR
23.10 Total Security. Evasion of the Body Snatchers (v.o.). Série Club

NOTRE CHOIX

● **23.10 Canal Jimmy**
Batman
Un milliardaire qui a juré de lutter contre le crime se transforme la nuit en homme chauve-souris justicier. Un gangster, défiguré en tombant dans une cuve d'acide, prend le contrôle de la pègre et fait régner la terreur. Adaptation, signée Tim Burton, d'une BD américaine créée en 1939 pour concurrencer *Superman*. Extraordinaires décors, virtuosité esthétique. Le méchant (Jack Nicholson) est plus intéressant que le héros. – *J. S.*

● **23.55 RTL 9**
Vie privée
Une jeune bourgeoise qui mène en Suisse une vie dorée part à Paris après un chagrin d'amour, devient vedette de cinéma et se trouve prisonnière de son mythe. Ce n'est pas, malgré certains détails, l'ascension de Brigitte Bardot (qui joue le rôle avec sensibilité) mais celle d'un personnage créé par le star-system et voué à l'inadaptation sociale, à l'angoisse de vivre. Mise en scène rigoureuse de Louis Malle. – *J. S.*

● **1.30 RTL 9**
Toni
A Martigues, un ouvrier italien émigré s'éprend d'une Espagnole mariée contre son gré. Il en résulte un drame. Ce film sans vedettes, tourné en grande partie en décors naturels et auquel Marcel Pagnol apporta son soutien, est tiré d'un fait divers réel. Rapports sociaux et passions humaines au soleil de Provence. Renoir a filmé de près les personnages, captant leurs gestes, leurs actes dans les conditions mêmes de la vie quotidienne. Les acteurs, formés au théâtre ou au music-hall, sont devenus de vrais ouvriers, de vrais cultivateurs. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.45 Mondial 98. France - Arabie saoudite.
23.00 Made in America. Enquête trop privée. Téléfilm. O Jorge Montesi.
0.45 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiercé.
15.55 La Chance aux chansons.
16.45 Un livre, des livres.
16.50 Coupe du monde.
17.30 Mondial 98. Afrique du Sud - Danemark.
19.25 Football.
19.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Point route.
20.55 Le Vison voyageur. Pièce de Cooney et Chapman.
23.05 Expression directe. RPR.
23.10 Le Choix des armes ■ ■ ■ Film. O Alain Corneau.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.30 Aléas.
14.58 Questions au gouvernement.
16.05 Le Magazine du cheval.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.45 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport.
20.25 Le Journal de la Coupe.
20.50 ▶ La Nuit des hommes libres. La Marche du siècle. La débâcle et le sursaut, huit jours en juin 1940. 23.50 Des hommes libres. Documentaire (240 min). Daniel Rondeau et Alain Ferrari.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Le Club du Mondial.

CANAL +

17.30 Mondial 98. Afrique du Sud - Danemark.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Le Journal de François Pécheux.
21.00 Mondial 98. France - Arabie saoudite.
23.30 Search and Destroy ■ Film. David Salle.

ARTE

19.00 Le Tour du Pacifique. [4/20].
19.30 7 1/2. Balkans : le mal albanais. Les petits poucets de la Coupe du monde : Le Cameroun.
20.00 Magritte a cent ans.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Drogue business. 20.45 French Connection ■ Film. William Friedkin (v.o.). 22.25 Les Blanchisseurs. 23.35 L'Argent sale. L'empire du joueur d'échecs.
0.20 ▶ Sonatine ■ ■ Film. Δ Takeshi Kitano (v.o.).

M 6

18.55 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.50 La Femme de ma vie ■ ■ Film. Régis Wargnier.
22.45 La Créature du diable. Téléfilm. Δ Jeffrey Reiner.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Claude Duneton (*Le Guide du français familier*).
21.00 Lieux de mémoire. L'appel du 18 juin.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par le Quatuor Bartok.
22.30 Musique pluriel.
23.07 En musique dans le texte.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Georges Enesco.
22.30 Les Soirées... (suite).

VENDREDI 19 JUIN

FILMS DU JOUR

16.00 **La Bonne Année** ■ ■ Claude Lelouch (France, 1973, 115 min). Ciné Cinémas
16.05 **L'Adorable Voisine** ■ ■ Richard Quine (Etats-Unis, 1958, v.o., 100 min). Cinétoile
16.10 **Crossing Guard** ■ ■ S. Penn (EU, 1994, 110 min). Cinéstar 1
16.20 **Le Banni des îles** ■ ■ Carol Reed (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
17.45 **Les Amants de Vérone** ■ ■ Andre Cayatte (France, 1948, N., 105 min). Cinétoile
20.25 **Les Caprices d'un fleuve** ■ ■ B. Giraudeau (F, 1995, 115 min). RTBF 1
21.20 **Ma nuit chez Maud** ■ ■ ■ Eric Rohmer (France, 1969, N., 110 min). Cinétoile
22.25 **Madame porte la culotte** ■ ■ George Cukor (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
23.00 **Lucie Aubrac** ■ ■ C. Berri (F, 1996, 109 min). Canal +
23.10 **Judith Therpauve** ■ ■ P. Chéreau (F, 1978, 125 min). Cinétoile
23.40 **Conte de printemps** ■ ■ Eric Rohmer (France, 1989, 105 min). Cinéstar 1
23.50 **Maboroshi** ■ ■ Kirokazu Koreeda (Japon, 1995, v.o., 110 min). Arte
0.00 **Epouses et concubines** ■ ■ Zhang Yimou (Chine - Taïwan, 1991, 125 min). Cinéstar 2
0.05 **Mamma Roma** ■ ■ Pier Paolo Pasolini (Italie, 1962, N., v.o., 105 min). RTL 9
1.05 **Audrey Rose** ■ ■ Robert Wise (Etats-Unis, 1977, 115 min). Ciné Cinémas
3.05 **Le Vent de la plaine** ■ ■ John Huston (Etats-Unis, 1959, 120 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 20 h Paris Première. Best of. Invités : Michel Duchaussoy ; Corneille ; Mathilda May ; Georges Prêtre. Paris Première
15.00 De l'actualité à l'Histoire. Saint-Denis la rouge. Vie et mort du deutschmark. Histoire
15.00 Le Club. Raoul Coutard. Ciné Cinéfil
15.35 Le Gai Savoir. Maurice Druon. Paris Première
17.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Bruno Cabanes ; Jean Durry ; J.-L. Allouche ; Pierre Milza. Histoire
17.10 A bout portant. Jean Le Poulain. Paris Première
18.00 Stars en stock. Jane Russell. John Wayne. Paris Première
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : Vingt ans après. Nouvelle société nos 5 et 7. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invités : Richard Gotainer ; Anne Parillaud ; Georges de Caunes. Paris Première
20.55 Plein les yeux. TF 1
21.00 De l'actualité à l'Histoire. El Niño. L'Exception corse. Histoire
22.35 Paris modes. Spécial Prêt-à-porter printemps-été 1998. Paris Première
23.10 Sans aucun doute. Invité : Elie Semoun. TF 1
0.25 Notes de voyage. Les Açores de Madredeus. France 3

DOCUMENTAIRES

17.35 Maîtres de guerre. [3/13]. Opération Pointblank, bombardements massifs sur l'Allemagne. Planète
18.00 Un Yankee au Kamtchatka. Odyssée
18.20 Robert Palmer, gentleman rocker. Planète
18.30 Le Monde des animaux. Blancs comme loups. La Cinquième
18.30 Virtuoses. Cecilia Bartoli. Portrait d'une jeune mezzo-soprano. Mezzo
19.00 Wallenberg, autopsie d'une disparition. Odyssée
19.15 Les Nuits de feu à Chantilly. Planète
19.40 Cryogénie, gardons la tête froide. Planète
20.00 Vacances en 36 poses. Téva
20.05 Papillon, la belle ou la bête. TSR
20.30 Danse. Martha Graham. Le corps révélé. Mezzo
20.35 Fidalium Joly, le dernier fils de Tidalium Pelo. Planète
20.35 Motu Haka chez les Poopa. Muzzik
20.50 La Chaleur de la Terre. Odyssée
21.00 ▶ Ray Charles Omnibus. Muzzik
21.20 Les Iles sauvages. [1/3]. Odyssée
21.35 Grizzly, maître des montagnes. Planète
22.10 ▶ Grand format. The Celluloid Closet. L'homosexualité dans le cinéma hollywoodien. Arte
22.15 Glacier Express. [1/2]. Odyssée
22.20 La Terre promise. [1/5]. L'appel du Nord. Planète
22.30 Virtuoses : Deux enfants terribles - Ivo Pogorelich. Mezzo
23.10 Underground USA. [9/14]. Armes en tous genres - Par ici la sortie. Planète
23.10 Des animaux et des hommes. [2/6]. Odyssée
23.20 Le Siècle des hommes. Le pouvoir des images. RTBF 1
23.40 Un pont pas comme les autres. [1/2]. Odyssée
23.45 Les Deux Marseillaises. Notes sur les élections législatives de 1968, à Asnières. Planète
23.45 L'Incomparable Diaghilev. Muzzik
23.50 Le Monde sous-marin de J.-Y. Cousteau. Le lagon des navires perdus. TMC

SPORTS EN DIRECT

14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Bois-le-Duc. Eurosport
15.15 Cyclisme. Tour de Suisse : Oberwald - Varese. TSR, Eurosport
2.35 Golf. US Open. Canal +

MONDIAL 98

17.30 Nigeria - Bulgarie. Groupe D, à Paris. TF 1, Eurosport, RTBF 1, Canal +
21.00 Espagne - Paraguay. Groupe D, à Saint-Etienne. Eurosport, France 3, Canal +

MUSIQUE

18.00 Le Couronnement de Poppée. Mise en scène de Peter Hall. Enregistré en 1962. Dir. Raymond Leppard. Muzzik
19.25 Cecilia Bartoli : récital. Mezzo
22.15 Jazz à Antibes. Muzzik
23.30 La Belle Hélène. Mise en scène d'Olivier Desbordes. Paris Première
23.35 Fête de la liberté. Concert de rap. France 2

THÉÂTRE

20.00 Une folie. Sacha Guitry. TV 5

VARIÉTÉS

20.55 Fête de la liberté. Du côté de chez Bedos. France 2

TÉLÉFILMS

18.55 La Loi du milieu. Peter Markle. Ciné Cinémas
20.30 La pierre à marier. Chantal Picault. Festival
20.35 La Colère d'une mère. Jacques Malaterre. TSR
20.40 Kidnapping. Colin Bucksey. RTL 9
20.45 Les Tricheuses. Christian Petzold. Arte
20.50 Intimidations. O Ken Cameron. M 6
22.05 Tom et Julie. Nina Companeez. Festival
22.30 Fantômes d'amour. Philip Badger. 13ème Rue
23.30 Affaire non classée. O J.S. Cardone. M 6

SÉRIES

19.20 Deux flics à Miami. Le triangle d'or. 13ème Rue
20.30 Des agents très spéciaux. L'école du crime. Canal Jimmy
21.00 Stargate SG-1. Les réfugiés. Série Club
21.20 Dharma & Greg. Spring Forward, Fall Down. Invasion of the Buddy Snatcher (v.o.). Téva
21.45 Father Ted. Night of the Nearly Dead (v.o.). Canal Jimmy
22.15 Dream On. Cherche locataire désespérément (v.o.). Canal Jimmy
22.45 Seinfeld. Le contrevenant (v.o.). Canal Jimmy
23.00 La Loi de Los Angeles. Becker on the Rox. Téva
23.15 Le Prisonnier. J'ai changé d'avis (v.o.). Série Club
0.00 Friends. Celui qui gagnait les paris (v.o.). Canal Jimmy
1.10 NYPD Blues. Le fou, le flic et l'infirmière (v.o.). Canal Jimmy
3.25 Spin City. Un mariage et un enterrement (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimedia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **11.55 Muzzik**
La sodina

Le magicien de la flûte malgache

POUR *« donner et partager du bonheur »*, Rakoto Frah n'a pas besoin de grand-chose. Une flûte sans bec ni embouchure lui suffit. Une flûte toute simple, qu'il fabrique de ses propres mains. Cet instrument rudimentaire, à Madagascar, on l'appelle la *sodina*. Devant le regard de gosses émerveillés, le vieil homme égrène une mélodie, transmet son savoir. Jadis, pour fabriquer cet humble objet à musique, on utilisait uniquement de l'eucalyptus ou du mimosa. Puis est venu le temps du fer, de l'aluminium, du cuivre et même du plastique. Rien, pourtant, ne vaut le bambou. Rakoto Frah a parcouru toute l'île pour en rapporter le meilleur. Il explique aux enfants comment et où on doit percer les trous de l'instrument, *« afin d' éviter les fausses notes »*.

Des enfants, il y en a beaucoup tout au long de ce court métrage réalisé par Camille Marchand. Ils éclairent l'image de leurs grands yeux noirs. Témoins et peut-être futurs gardiens d'une tradition qui remonte au début du XIXe siècle. Musicien le plus respecté des Malgaches, Rakoto Frah partage son temps entre des cours de flûte donnés à Antananarivo, la capitale, et des animations de fêtes et rituels, comme celui lié au retournement des morts (*famadihana*). *« Mariage, deuil, bonheur ou malheur, Rakoto est toujours là »*, dit une femme sur le marché, en payant des mangues juteuses d'un billet de banque marqué à l'effigie du flûtiste. Eh oui ! Il est sacrément célèbre, ce petit bonhomme âgé de plus de soixante-dix ans, qui joua ses premières notes en gardant les zébus.

Légende vivante de Madagascar, il est également un des ambassadeurs de sa culture, car il a porté le chant de la sodina aux quatre coins du monde. *« Où que j'aille, ma flûte est avec moi. Quand elle n'est pas dans ma poche, elle est dans ma tête. Lorsque je marche dans la montagne, la plaine ou la forêt, les mots me viennent même avec le chant des oiseaux »*, raconte Rakoto Frah, attachant personnage habité d'une saine philosophie ; mais aussi gamin rieur et coquin, beaucoup moins sérieux que ce portrait un peu tronqué ne le laisse supposer.

Patrick Labesse

★ *Autre diffusion : lundi 22, 10.50.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.40 Dynastie.
16.35 Sunset Beach.
17.00 et 1.00 CD Tubes.
17.05 Vidéo gag.
17.15 Mondial 98. Nigeria - Bulgarie.
19.25 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo, Trafic infos.
20.55 Plein les yeux.
23.10 Sans aucun doute. 20 ans contre l'administration.
1.05 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 Dans la chaleur de la nuit.
15.50 La Chance aux chansons.
16.45 Cooper et nous.
17.15 Une fille à scandales.
17.40 Friends.
18.10 Les Dessous de Veronica.
18.35 et 23.30 Un livre, des livres.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo, Point route.
20.55 Fête de la liberté. Du côté de chez Bedos. 23.35 Concert de rap : Secteur A.
0.45 Journal, Météo.
1.00 Ciné-club. Cycle Lars von Trier.
1.05 Epidemic. Film. O Lars Von Trier (v.o.).

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.30 Un juge pas comme les autres. Téléfilm. David Lowell Rich.
16.10 Côté jardins.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport.
20.25 Le Journal de la Coupe.
20.45 Consomag.
20.50 Mondial 98. Espagne - Paraguay.
23.10 Météo, Soir 3.
23.35 Le Club du Mondial.
0.25 Notes de voyage. Les Açores de Madredeus.

CANAL +

13.35 Search and Destroy ■ Film. David Salle.
15.05 Ma vie en rose ■ Film. Alain Berliner.
16.30 Coupe du monde.
17.30 Mondial 98. Nigeria - Bulgarie.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Le Journal de François Pécheux, Golden Foot, Football.
21.00 Mondial 98. Espagne - Paraguay.
23.00 Lucie Aubrac ■ ■ Film. Claude Berri.
0.50 Hercule contre Moloch. Film. Giorgio Ferroni.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.
13.30 D'ici et d'ailleurs.
14.30 La Cinquième rencontre... Travail et économie. Le Boum des festivals : Jazz à Marciac. 15.00 Sylvanès l'enchantée. 15.25 Entretien avec Didier Fusillier.
16.00 Correspondance pour l'Europe.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cellulo.
17.30 100 % question.
18.00 Gaïa.
18.30 Le Monde des animaux. Blancs comme loups.
19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Réfugiés : terminus Györ. Les petits poucets de la Coupe du monde : La Tunisie.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Tricheuses. Téléfilm. Christian Petzold.
22.10 ▶ Grand format. The Celluloid Closet. L'homosexualité dans le cinéma hollywoodien.
23.50 Maboroshi ■ ■ Film. Kirokazu Koreeda (v.o.).
1.40 Le Dessous des cartes. Chypre, un avenir européen ?
1.50 La Lucarne. Non-voyances.

M 6

13.35 Cet enfant est le mien. Téléfilm. David Greene.
15.20 Les Anges du bonheur.
16.15 Urgence dans la jungle. Téléfilm. Larry Shaw.
18.05 Models Inc.
18.50 Open Miles.
18.55 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Hot forme.
20.50 Intimidations. Téléfilm. O Ken Cameron.
22.35 Au-delà du réel, l'aventure continue.
23.30 Affaire non classée. Téléfilm. O J.S. Cardone.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. A capella. [5/5]. Vendre.
20.30 Agora. Robert Kopp (*Le Voyage en Suisse*).
21.00 Black and blue. Je me souviens encore du Grand Orchestre de Dizzy Gillespie en 1948.
22.10 Fiction. *Vera veut la vérité*, de Nancy Huston.
23.00 Nuits magnétiques. La culture yiddish à Paris [2/2].
0.05 Du jour au lendemain. Guy Scarpetta (*Pour le plaisir*).
0.48 Les Cinglés du Music-Hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte.
19.35 Prélude.
20.00 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski, Karita Mattila, soprano : œuvres de Beethoven, Mozart, Brahms.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Jazz-club. *Roots*, avec Arthur Blythe et Nathan Davis.

RADIO-CLASSIQUE

18.30 Le Magazine de Radio-Classique.
19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Théophile Gautier et la musique.
22.35 Les Soirées... (suite).

Roland Dumas critique ... d'extraits du procès-verb...

En visite à ... devait rencontre...

Le gouvernement ... de la co...

هكذا من الأصل

Le Monde

VENDREDI 19 JUIN 1998

Roland Dumas critique vivement « la publication d'extraits » du procès-verbal de son interrogatoire

Ses avocats dénoncent « une campagne de presse qui semble savamment orchestrée »

LE PRÉSIDENT du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a vivement réagi, mercredi 17 juin, à la publication par *Le Monde*, d'extraits de ses déclarations aux juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, relatives aux mouvements enregistrés, entre 1991 et 1996, sur son compte bancaire personnel (*Le Monde* du 18 juin). M. Dumas a dénoncé, dans un communiqué, « *la publication d'extraits, parfois littéraux, mais pour certains tronqués ou déformés, du procès-verbal de son audition du 12 juin 1998, le jour-même où il était à nouveau entendu par les magistrats instructeurs* » qui, selon lui, « *ne peut ressortir d'une coïncidence fortuite et montre, en tout cas, que dans ce dossier, le secret de l'instruction est systématiquement violé* ».

L'ancien ministre des affaires étrangères, mis en examen depuis le 29 avril pour « *complicité et recel d'abus de biens sociaux* », en marge de l'affaire Elf, a indiqué qu'il en appelait au procureur de la République et aux deux juges « *pour qu'ils veillent, comme ils en ont le devoir, au respect de la loi* ». Il a, par ailleurs, annoncé son intention de déposer une plainte visant nommément notre collaborateur Hervé Gattegno, « *et tous autres* », pour « *violation et recel du secret de l'instruction* », selon les termes même de son communiqué. Ses défenseurs, Mes Jean-René Farthouat et François Tosi, ont, par ailleurs, fait savoir qu'ils avaient adressé, le 16 juin, une lettre à Mmes Joly et Vichnievsky, afin de leur faire part de la « *préoccupation* » de M. Dumas au sujet des « *conditions dans lesquelles se déroule, sur le fond, l'instruction dont* [elles ont] *la charge* ».

« VIE PRIVÉE »

Rappelant que la mise en examen du président du Conseil constitutionnel était relative, d'une part, au versement, par Elf-Aquitaine, en Suisse, de deux commissions au profit de Christine Deviers-Joncour, amie personnelle de M. Dumas, et, d'autre part, aux dépôts effectués en espèces, à Paris, sur ses propres comptes bancaires, les avocats écrivent qu'« *il* [leur] *faut constater qu'à la date où M. Dumas a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, il n'existait aucun élément de preuve des délits qui lui sont reprochés, et que ceux-ci n'existent pas plus à la date de ce jour* ». Ils entendent, dès lors, « *déterminer l'exact champ des investigations* » qui s'imposeraient aux juges et estiment notamment que les juges devraient s'employer à « *réunir les pièces ou témoignages démontrant que M. Dumas aurait eu une responsabilité, même partielle, dans les versements dont a bénéficié Mme Deviers-Joncour* ».

« *Cette instruction*, poursuivent-ils, *dès lors qu'elle sera conduite dans ce cadre, dans le respect du contradictoire, et se fera tant à charge qu'à décharge, ne pourra que recueillir le concours de M. Dumas, qui conteste, avec force, les faits qui lui sont reprochés et souhaite donc qu'il en soit fait justice. En revanche, M. Dumas ne saurait accepter sans réagir qu'au prétexte que des versements en espèces ont été effectués sur son compte, il soit procédé à une véritable radiographie de son existence entière et que soit publiquement révélé tel ou tel événement, sans aucun rapport avec la prévention. On se méprendrait gravement sur la portée de cette prise de position si l'on inférait de celle-ci que M. Dumas aurait certaines choses à cacher ou que certaines révélations pourraient le gêner.* »

Dans le même courrier, Mes Farthouat et Tosi affirment, en outre, que le président du Conseil constitutionnel estime n'avoir « *de comptes à rendre* » sur sa vie publique « *qu'à la Cour de justice de la République* », et que « *sa vie privée* » et « *les droits de la défense* » ne peuvent « *s'accomoder d'investigations hors saisine* ».

Mettant en exergue les questions posées à M. Dumas, le 12 juin, sur le montant de ses honoraires et la nature de ses relations avec Annette Giacometti, veuve – décédée en 1993 – du sculpteur Alberto Giacometti, ainsi que l'audition récente d'un témoin à charge contre l'ancien ministre, les avocats dénoncent « *une dérive grave* » et « *d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne, pour ne pas dire qu'elle est confortée par une campagne de presse qui semble savamment orchestrée et épouse l'évolution de l'instruction* ». N'excluant pas de fonder, sur ces arguments, d'éventuels recours contre la procédure, les avocats de M. Dumas ont expressément demandé aux juges de verser leur courrier au dossier d'instruction.

Les Parisiens vont supporter la plus forte hausse du coût de la vignette auto

C'EST À PARIS que la vignette automobile 1999 augmentera le plus. La hausse sera de 5,75 % l'an prochain pour les véhicules de 5 à 7 chevaux immatriculés dans la capitale dont la vignette coûtera 504 francs. La hausse avait été de 4,25 % en 1998. Selon le bimensuel *L'Auto-Journal*, qui a recensé les niveaux de fiscalité votés par les conseils généraux, ce sont des départements ruraux : le Lot, l'Ariège et le Vaucluse, qui imposent le plus les automobilistes, avec une vignette d'environ 600 francs pour les véhicules de 5 à 7 chevaux. La Marne reste le département le moins cher avec une vignette à 278 francs, mais la loi qui vient d'être adoptée par le Parlement interdit désormais d'immatriculer un véhicule ailleurs que dans son « *lieu de rattachement* » (*Le Monde* du 5 juin).
Dix-sept départements ont voté une exonération totale de vignette pour les véhicules propres fonctionnant au gaz ou à l'électricité. Quatorze autres ont utilisé la liberté que leur donne la loi sur l'air dans ce domaine pour attribuer une vignette à moitié prix à ces véhicules.

DÉPÊCHES

■ **CARTE ORANGE : dès le 1er juillet, le titre de transport va augmenter en moyenne de 3,4 %**, selon *Le Parisien* du jeudi 18 juin. Cette hausse sera plus forte pour les usagers de Paris intra-muros et de proche banlieue. Le coupon de zone 1-2 coûtera 271 francs (contre 255 francs actuellement).

■ **FAIT DIVERS : une fonctionnaire de la police municipale lyonnaise** a été grièvement blessée d'une balle dans la tête, mercredi 17 juin, à Lyon. Son agresseur, qui a aussitôt été interpellé, voulait se venger parce qu'il avait été verbalisé pour mauvais stationnement, il y a deux ans, par la fonctionnaire. La victime, âgée d'une cinquantaine d'années, a été hospitalisée dans un état grave.

■ **ERIC TABARLY : Jacques Chirac assistera**, dimanche 21 juin à Brest, à l'hommage rendu par l'Ecole navale et la marine nationale au navigateur Eric Tabarly, disparu en mer dans la nuit du 12 au 13 juin. Le président de la République devrait être accompagné du ministre de la défense, Alain Richard, de la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, ainsi que des deux membres du gouvernement élus de la région, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche, et Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises.

Dans le « Monde diplomatique » de juin

Le Monde diplomatique de juin analyse le cocktail qui a provoqué la chute du dictateur indonésien : crise financière asiatique, pressions du Fonds montétaire international, lâchage du grand allié, les Etats-Unis, et révolte de la population. Le mensuel constate, à la lumière de la crise de 1998 avec l'Irak, que les Etats-Unis entendent demeurer la seule superpuissance mondiale et qu'ils tentent d'arracher les nouveaux Etats de l'ancienne Union soviétique à l'influence de Moscou. L'article « Firmes géantes, Etats nains » s'inquiète de la montée en puissance des firmes planétaires, au détriment des contre-pouvoirs traditionnels.

Egalement au sommaire : « Les femmes, alibi du pouvoir en Tunisie », « Menaces sur la convention de Lomé », « L'école, grand marché du XXIe siècle », « Quand l'immigration tourne à l'esclavage », etc.

★ **En vente chez votre marchand de journaux. 22 francs.**

Tirage du *Monde* daté jeudi 18 juin : 477 299 exemplaires - 3

Le coup de poing de Greenpeace contre le maïs transgénique

SAMEDI 20 et dimanche 21 juin a lieu, à Paris, la Conférence des citoyens sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture et dans l'alimentation. Les militants de l'association Greenpeace ont décidé de sensibiliser l'opinion par une action destinée aux consommateurs. Mercredi 17 juin, ils ont ôté des rayons de supermarchés, dans diverses villes de France (Cherbourg, Paris, Strasbourg), une série de produits alimentaires qu'ils soupçonnent de contenir du soja ou du maïs transgéniques sans que l'étiquetage le précise.

Selon le bureau européen des fédérations de défense de consommateurs (BEUC), environ 60 % des produits d'usage courant vendus en supermarché (chocolat, margarine, huile de table, biscuits apéritifs et sucrés) contiennent d'ores et déjà du maïs ou du soja transgénique, seules plantes transgéniques actuellement importées en Europe. « *Devant l'incapacité des gouvernements européens à interdire les importations et la culture des OGM, ou tout au moins à imposer un étiquetage qui permette aux consommateurs de choisir, il est de la responsabilité des fabricants et des distributeurs de les refuser. Il est inadmissible qu'avant même le débat public sur l'utilisation des OGM, les citoyens soient forcés d'en consommer contre leur gré* », a déclaré dans un communiqué Arnaud Apotecker, représentant de Greenpeace France.

Le 26 mai, après des mois d'atermoiements, les ministres européens de l'agriculture ont décidé que les emballages des aliments contenant des OGM devront le mentionner explicitement. Cette décision entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa publication au *Journal officiel européen*, soit début septembre. Mais tout ne sera pas réglé pour autant. Si les grands industriels de l'agroalimentaire sont déjà équipés pour détecter d'infimes traces d'OGM, il n'en va pas de même des petites entreprises. Devant le coût de l'opération, celles-ci pourraient décider de mentionner tous leurs produits contenant des OGM ou, au contraire, d'ignorer les règles. Et il sera difficile aux services sanitaires européens, selon l'avis même de la Commission de Bruxelles, de les contrôler toutes.

En visite à Washington, Lionel Jospin devait rencontrer Bill Clinton et Newt Gingrich

LE PREMIER MINISTRE entend consacrer sa première visite de travail aux Etats-Unis à « *mieux connaître ce pays à travers ses responsables* », a-t-il déclaré, lors de son arrivée à Washington, mercredi 17 juin. Evoquant ses entretiens, jeudi, à la Maison Blanche avec Bill Clinton, M. Jospin a expliqué qu'ils passeraient en revue les dossiers bilatéraux, économiques, scientifiques et culturels ainsi que les questions internationales. Les différends entre Paris et Washington sur les sanctions (décidées par les Etats-Unis à l'encontre de pays comme l'Iran, la Libye ou Cuba) figureront aussi en bonne place, ainsi que les développements en Bosnie et au Kosovo, a indiqué, pour sa part, le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry.

Lionel Jospin s'est notamment déclaré « *préoccupé* » par l'impact de la crise asiatique sur les économies européennes, qui, a-t-il souligné, « *a des conséquences sur notre propre rythme de croissance* ». « *Nous subissons déjà une baisse du produit intérieur brut* » en France, a-t-il affirmé.

Le premier ministre a défendu le modèle économique et social français, notamment les 35 heures, tout en se refusant à qualifier le système économique français de capitaliste. « *Je l'appellerais une économie de marché, pas une économie capitaliste* », a dit M. Jospin qui a déclaré avoir « *un peu cessé de penser en termes de mode de production* ».

Pressé de questions sur les 35 heures, il a lancé : « *Interrogez à ce sujet le PDG de Toyota* » – qui a choisi la France pour y construire une usine en Europe continentale –, précisant également qu'il n'y avait « *jamais eu autant d'investissements américains en France* ». « *Les épouvantails n'ont jamais empêché les moissons de pousser* », a-t-il dit. Il a toutefois reconnu que lui et les socialistes français avaient sous-estimé le dynamisme de l'économie américaine, moins entravée, pour « *créer de vrais emplois bien rémunérés et non pas seulement des petits boulots* ».

« UN PRAGMATIQUE »

Dans un article intitulé « Le secret du succès de Jospin », le *New York Times* écrit que le premier ministre « *sous son apparence socialiste* (...) *est un pragmatique* ». Le quotidien cite l'ambassadeur des Etats-Unis en France, Felix Rohatyn, qui évoque « *le début de la restructuration des industries d'armement et du consortium Airbus et la poursuite de la privatisation de France Télécom et de Thomson* », engagées par Lionel Jospin. Le premier ministre, invité à se prononcer sur l'analyse du *New York Times*, s'est refusé à opposer la gauche et le pragmatisme.

M. Jospin a rencontré, mercredi soir, les membres de la communauté française de Washington avant de s'entretenir, lors d'un dîner restreint, avec des représentants de la société civile américaine. Il devait, jeudi matin, se rendre au Congrès et y rencontrer, entre autres, Newt Gingrich, le président républicain de la Chambre des représentants, et un groupe de dix sénateurs. – *(AFP.)*

Le gouvernement n'envisage aucune dépénalisation de la consommation de drogues

EN SUGGÉRANT, dans un même rapport, que l'alcool pourrait être aussi dangereux que la cocaïne ou l'héroïne, et le cannabis moins nocif que le tabac (*Le Monde* du 17 juin), le groupe d'experts présidé par le professeur Bernard-Pierre Roques a provoqué de vives critiques au sein d'une partie de la droite. A l'inverse, les Verts ont appelé le président de la République et le premier ministre à « *tout remettre à plat en matière de politique des drogues* » et à « *légaliser surtout les drogues les plus dangereuses* », afin que leur consommation et leur production « *soient maîtrisées, donc réduites* ».

Rappelant l'opposition du premier ministre à la dépénalisation du cannabis – l'Elysée faisait savoir, mercredi, que le rappel de cette position avait été le préalable à la nomination de Nicole Maestracci comme présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie –, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, a affirmé, mercredi, qu'une telle mesure « *ne réglerait aucun problème dans les quartiers où se posent le plus de difficultés* ». Laissant entendre que le rapport Roques s'intéressait à la dangerosité pour les consommateurs de drogue, mais pas aux conséquences pour les autres, le maire du XVIIIe arrondissement de Paris a rappelé que le gouvernement travaillait à la définition de politiques publiques pour « *s'attaquer à ce fléau* », à la fois par la « *répression des trafics* », la « *prévention de la toxicomanie* » et les soins aux toxicomanes.

« VITAMINE »

En déplacement à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a exprimé sa crainte que le rapport Roques donne « *des signes qui risquent d'être mal compris* ». Estimant que « *quand on parle du cannabis, on peut parler de choses très différentes* », le ministre a ajouté que le problème de la drogue est « *trop important pour qu'on l'aborde sans avoir beaucoup travaillé, beaucoup réfléchi* ». M. Chevènement a ainsi tenté de désamorcer les critiques d'une partie de la droite.

Critiquant un rapport émanant d'« *experts qui ont toxicologiquement raison mais politiquement et moralement tort* », Jean-Antoine Léonetti (UDF, Alpes-Maritimes) a affirmé, lors de la séance des questions au gouvernement, que ce document « *risque d'être exploité, médiatiquement et politiquement, pour préparer la dépénalisation des drogues douces* ». M. Léonetti a également jugé que « *c'était une erreur de mettre sur le même plan* » l'alcool et l'héroïne, « *qui entraîne* (...) *la déchéance des individus* ». Selon Christine Boutin (UDF, Yvelines), ce rapport est, « *en fait, un plaidoyer en faveur de la dépénalisation du cannabis* ». Au cours d'une réunion à huis clos de la commission des affaires sociales, Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) a affirmé que « *si ça continue, le cannabis sera bientôt élevé au rang de vitamine* »...

Lors de cette réunion, la commission a adopté le rapport de la mission d'information parlementaire « alcool et santé », présidée par Hélène Mignon (PS, Haute-Garonne). Cette mission propose plusieurs mesures visant à lutter contre « *l'un des fléaux sociaux les plus graves* ». Favorable à une « *taxation proportionnelle au degré alcoolique* », la mission se prononce, notamment, en faveur de l'interdiction totale de la vente de produits alcoolisés dans les stations à essence, et d'un renforcement des sanctions réprimant la vente d'alcool aux moins de seize ans.

Jean-Baptiste de Montvalon



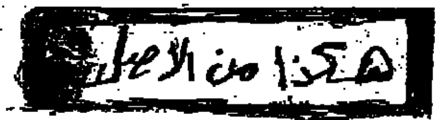

RHÔNE-POULENC UNIT LES SCIENCES POUR LA VIE

NOS PRODUITS LA PROTÈGENT AUJOURD'HUI, NOS DÉCOUVERTES LA PROTÈGERONT DEMAIN.

Cancer, Sida, maladies cardio-vasculaires, Parkinson... Malgré les progrès constants de la médecine, la moitié des maladies n'ont pas encore de réponse préventive ou thérapeutique satisfaisante. En croisant toutes les disciplines scientifiques, nos filiales Pasteur Mérieux Connaught et Rhône-Poulenc Rorer élaborent les vaccins et médicaments de demain. Ils permettront un soin plus ciblé, plus individualisé, mieux toléré. En santé humaine, comme en santé animale et végétale, c'est en unissant les Sciences pour la Vie que Rhône-Poulenc relève les défis d'aujourd'hui et de demain.

http://www.rhone-poulenc.com





هكذا من الأصل

Le Mondial

TEMPS FORTS

● 1 SAINT-DENIS
La France dispute son deuxième match face à l'**Arabie saoudite**, jeudi 18 juin, à 21 heures, au Stade de France. Six jours après leur victoire sur l'Afrique du Sud (3-0), les Bleus briguent une victoire qui leur permettrait une qualification pour les huitième de finale.

● 2 TOULOUSE
Dans le groupe C, le **Danemark** qui avait battu l'Arabie saoudite (1-0), est opposé à l'**Afrique du Sud**, jeudi 18 juin, au Stadium municipal, à 17 h 30.

● 3 SAINT-ETIENNE

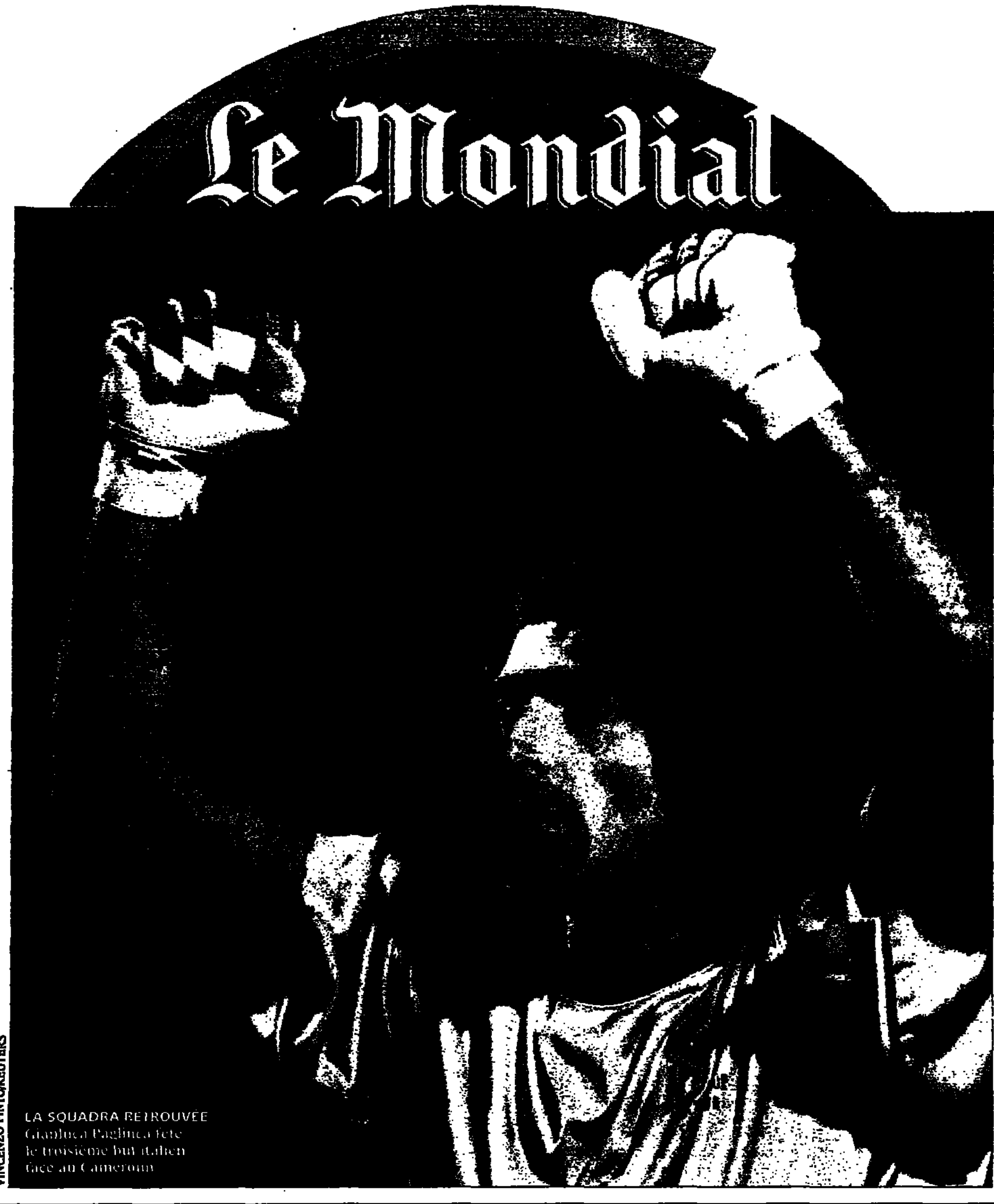


Battue par le Nigeria (3-2), lors de son premier match, l'**Espagne** rencontre le **Paraguay**, vendredi 19 juin, à 21 heures au stade Geoffroy-Guichard (groupe D). L'occasion pour Andoni Zubizarreta *(ci-dessus)* de se racheter. Le gardien-capitaine ibérique avait marqué un but contre son camp.

● 4 PARIS
Dans le groupe D, la **Bulgarie** est opposée au **Nigeria**, au Parc des Princes, à 17 h 30. Lors du premier match, les Bulgares avaient fait match nul contre le Paraguay.

● 5 TÉLÉVISION
Jeudi 18 juin, Afrique du Sud-Danemark (17 h30) est diffusé sur France 2 et Canal Plus à 17 h 30. France-Arabie saoudite (21 heures) est retransmis sur TF 1 et Eurosport à 20 h 45 et sur Canal Plus à 21 heures.

Vendredi 19 juin,
Nigeria-Bulgarie (17 h30) sera sur TF 1 et Eurosport à partir de 17 h 15 et sur Canal Plus à 17 h 30. Espagne-Paraguay (21 heures) est sur France 3 et Canal Plus à 21 heures, et il est retransmis sur Europsort à partir de 20 h 45.



VINCENZO PINTO/REUTERS

LA SQUADRA RETROUVÉE
Gianluca Pagliuca fête le troisième but italien face au Cameroun

Les arbitres sommés de voir rouge

AUTANT les joueurs baignent dans un huis clos opaque et confortable, autant les arbitres sont, depuis le début de ce Mondial, la cible constante de leurs employeurs. Quasiment humiliés en public, sans pouvoir s'exprimer hors du gazon. Michel Platini a tiré le premier, le 16 juin : *« Ceux qui n'appliquent pas les règles rentreront chez eux. »* Sepp Blatter, le nouveau président de la FIFA, en a rajouté le lendemain en *« invitant »* les arbitres à sanctionner plus sévèrement les tacles dangereux : *« Si un arbitre hésite à brandir un carton rouge, parce qu'il ne se sent pas apte à supporter une telle pression, sa place n'est pas à la Coupe du monde. »*

Sepp Blatter parlait à 16 heures. Autour de 22 heures, il a été entendu par l'Australien Edward Lennie, qui dirigeait le match Italie-Cameroun à Montpellier. 3-0 pour les Transalpins, placés en position très favorable dans le groupe B. L'arbitre a expulsé le défenseur camerounais Raymond Kalla pour un tacle dangereux, certes, mais pas si intentionnel que cela contre l'Italien Di Biagio. Edward Lennie a-t-il fait du zèle, au risque de fausser la rencontre ? Sepp Blatter regrettait qu'il n'y ait eu qu'*« une seule expulsion* (directe) *résultant du nouveau règlement »*. En voilà deux désormais. Sans oublier les soixante et onze cartons jaunes délivrés en vingt matches.

Tous les jours, ces arbitres d'élite, réunis au Manoir de Gressy, près de Roissy, visionnent les rencontres devant une commission qui *« explique ce qui est autorisé ou pas »*. Ils sont notés. Au soir du 26 juin, une bonne partie des trente-quatre arbitres seront renvoyés chez eux, accompagnant seize des trente-deux équipes. La concurrence est sévère et les places chères pour les huitièmes de finale. *« Le danger est que certains jouent aux cow-boys, histoire de se distinguer »*, confie un arbitre.

Le plus étrange, dans les reproches de MM. Platini et Blatter, est que le jeu n'est pas si dur depuis le début de la compétition. Comme si les avertissements d'avant-Mondial – nombre d'équipes ont convoqué un arbitre de leur pays pour bien intégrer les règles – avaient porté leurs fruits sans qu'il soit besoin de brandir des cartons à tout-va.

En fait, l'obsession des patrons de la FIFA est de protéger toujours plus les attaquants et le beau jeu. Qu'il y ait des buts, toujours plus de buts, bien plus que les 37 marqués durant les seize premiers matches. Sepp Blatter s'est dit scandalisé par *« une agression sur un joueur célèbre »*, faisant, implicitement, référence aux crampons imprimés sur la cuisse du Brésilien Ronaldo, mardi 16 juin, lors du match Brésil-Maroc.

DÉFENDRE LE BEAU FOOTBALL

C'est étrange, un buteur, fragile, sensible, capricieux. A ménager. L'écorché vif Christophe Dugarry, que l'on devait retrouver à la pointe de l'attaque française contre l'Arabie saoudite, le 18 juin, ne cesse de déclarer sa *« haine »* contre ses censeurs. Faustino Asprilla a été exclu de l'équipe colombienne et mis dans un avion pour Bogota, mercredi 17 juin, après avoir dit ce qu'il pense de son entraîneur. Patrick Kluivert, l'attaquant néerlandais, a reçu un carton rouge « traditionnel » pour avoir donné un coup de coude au Belge Lorenzo Staelens, le 13 juin. *« Staelens m'a traité de violeur. J'ai l'habitude d'être traité de nègre. Cela ne me touche plus. Mais quand j'ai entendu ça, je n'ai pas pu me contrôler »*, a expliqué le buteur à un quotidien néerlandais. Kluivert avait été accusé de viol, en 1997, puis relaxé, faute de preuves.

Deux buteurs se sont distingués lors des rencontres du 17 juin : Marcelo Salas a marqué pour le Chili contre l'Autriche (1-1) à Saint-Etienne, alors que l'Italien Christian Vieri a inscrit deux buts contre le Cameroun. Le premier est la révélation de ce début de Mondial, *« plus fort que Maradona »*, dit son compère Zamorano ; le second, plus physique que technicien, est une confirmation. Tous deux partagent, avec trois réalisations, la tête du classement des buteurs. On est encore loin des treize buts inscrits par le Français Just Fontaine *(lire page V)*, record jugé *« inaccessible »*.

Défendre le beau football, protéger les attaquants, décompter *réellement les arrêts de jeu, offrir* des rencontres spectaculaires, c'est la meilleure façon de faire oublier les affaires extra-sportives d'un Mondial qui en compte beaucoup. Le scandale des billets fictifs a rebondi, mercredi 17 juin, avec la mise en examen et l'incarcération du directeur général de la société ISL France, Marc Loison *(lire page VI)*. Joseph Blatter a reconnu que le système de la billetterie n'avait pas été parfait et qu'il fallait en tirer les conséquences : on estime aujourd'hui à 30 000 le nombre de supporteurs floués.

Le calme est revenu après les violences à Marseille. Le bilan est lourd : 102 personnes placées en garde à vue, 53 poursuivies, 30 incarcérées, condamnées ou en attente de jugement. Les mesures draconiennes prises pour prévenir les actes de vandalisme en marge d'autres matches qui s'annoncent « chauds » ont provoqué la grogne des commerçants à Marseille, à Lens et à Toulouse. Au point que certaines de ces mesures, notamment la fermeture des bars, ont été rapportées.

Reste la tension qui monte avant le très politique Iran-Etats-Unis du 21 juin. Le match aura-t-il lieu après la diffusion, sur M 6, d'un film jugé anti-iranien par Téhéran ? *« L'équipe jouera »*, a déclaré, dans la soirée du 17 juin, l'ambassadeur d'Iran en France, Hamid Reza Assefi. Mais une autre source affirme qu'une *« décision sera prise d'ici à dimanche »*, tout en attendant des *« excuses officielles »* de Paris.

Michel Guerrin

Italie-Cameroun : l'exclusion sévère du défenseur camerounais Raymond Kalla par l'arbitre australien Edward Lennie après un tacle sur l'Italien Luigi Di Biagio.



VINCENZO PINTO/REUTERS

LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

Où l'on voit M. Jacquet protéger ses petits enfants de la méchante presse

COMPLOT contre la sécurité de l'équipe ! Notre compte est bon. Ah ! presse toxique, presse honnie qui trempe sa plume dans l'extrait d'amanite phalloïde et n'a d'autre souci que d'attenter sournoisement au moral des troupes !

On aime plutôt bien Aimé Jacquet. Avec ses mines d'entraîneur-contremaître, comme il est des *prêtres-ouvriers, il excelle à* faire croire que le football moderne n'est pas une affaire de professionnels endurcis, de redoutables chasseurs de primes, de vedettes des médias, d'archimillionnaires en short, mais *qu'elle reste encore le royaume* imaginaire de grands enfants émerveillés par la Cou-Coupe du mon-Monde en Fran-France !

L'OFFICE DES BONNES PENSÉES

Il faut protéger les enfants bleus des mauvaises fréquentations, des satyres de presse et des lectures obscènes. Il faut tenir ces chers petits pour des êtres d'une infinie innocence et d'une fragilité de porcelaine face aux pachydermes de papier ou d'images. Et il faut les sauver des autres et d'eux-mêmes. Voire les réprimander quand, d'aventure, ils ont, le soir à la chandelle, de mauvaises lectures. Les confesser, les consoler, les admonester avec toute l'onctuosité d'un directeur de conscience ! *« Allez en paix, mon enfant, et ne lisez plus la presse. Cela vous tourne les sangs et vous chagrine les humeurs ! »*

Donc, puisque la presse est mauvaise, la presse sera interdite à Clairefontaine ! C'est la *fatwa* de Mémé, jamais sans leur père spirituel ! La censure commence au kiosque. L'Office des bonnes pensées et admirables résolutions veille. Bonne nuit les petits, faites de beaux rêves. En bleu de préférence !

Voilà où l'on en est. A cette infantilisation de caserne ou de sacristie, les lectures à l'index et les mouchoirs à portée de table de nuit. Papa Mémé, papa Mémé, le monsieur a été méchant avec moi ! Il a dit que je n'avais pas été bon ! Ces mesures de rétorsion contre une presse toxique, insuffisamment peinturlurée bleu horizon pourraient être détestables, *si elles n'étaient prodigieusement* amusantes.

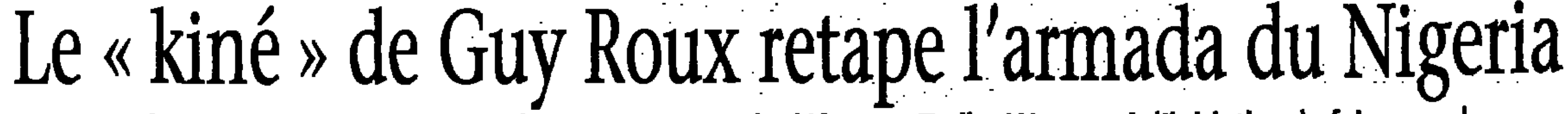
UN BIEN VIEUX TRUC

C'est une tentation vieille comme les sélectionneurs que d'inventer l'ennemi intérieur, le complot de presse, l'horrible entreprise de déstabilisation. Voyez et lisez, hein, ce n'est pas de la malveillance cela ? Et vous restez sans rien dire, sans mieux jouer ! Oui, c'est un bien vieux truc, prendre la presse, la retourner comme peau de lapin et la clouer à la porte de la grange pour exorciser ses propres angoisses.

Il y a quelques années, Jacques Fourroux, l'entraîneur de l'équipe de France de rugby, excellait dans le genre. Tout article un peu critique, toute charge un peu excessive lui était pain bénit. Il prenait son équipe, ses joueurs : exercice de commentaire de texte ! Voyez comme « ils » nous moquent ! Voyez ce complot organisé de l'incompétence, de la frivolité, de la malveillance pour nous mettre plus bas que terre !

Et, à tous coups, cela marchait, antique ficelle de la propagande de sports, les joueurs entraient en une fureur vengeresse et vaguement paranoïaque, faisant payer à l'adversaire sur le terrain les méfaits impunis de la gent journalistique !

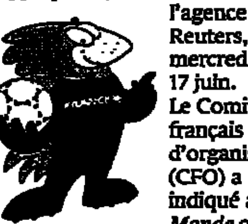
Aimé Jacquet est un pur, certes, mais qui n'ignore pas les vieilles recettes : pour faire une équipe, il lui faut un ciment, la revanche !



LE CHIFFRE DU JOUR

0

C'est le nombre d'apparitions de Footix *(photo ci-dessous)*, la mascotte de la Coupe du monde, sur les stades accueillant les matches de la compétition. Régis Fassier, qui anime le gallinacé synthétique bleu-blanc-rouge, s'en est ému : *« Professionnellement, c'est frustrant. Vous savez, quand on travaille avec un personnage, on se l'approprie »*, a-t-il déclaré à l'agence Reuters, mercredi 17 juin. Le Comité français d'organisation (CFO) a indiqué au *Monde* qu'il n'était pas question de faire sortir Footix sur les pelouses : *« Il est présent dans tout l'environnement de la Coupe du monde, il participe à des opérations de partenaires et il est, bien sûr, partout sur les objets du Mondial*, explique Bruno Travade, directeur de la communication du CFO. *Il n'y a pas de volonté de laisser Footix au placard. La Coupe du monde se suffit à elle-même. »*



LES ARBITRES

NIGERIA-BULGARIE
La rencontre Nigeria-Bulgarie, vendredi 19 juin, à 17 h 30, au Parc des Princes, à Paris, sera arbitrée par le Chilien Mario Sanchez Yanten. Il sera assisté de son compatriote Jorge Alberto Diaz Galvez et du Brésilien Arnaldo de Menezes Pinto Filho.

ESPAGNE-PARAGUAY
Le Sud-Africain Ian McLeod arbitrera le match Espagne-Paraguay qui aura lieu vendredi 19 juin au Stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, à 21 heures. Il sera assisté par ses compatriotes Aristidis Chris Soldatos et Achmat Salie.

Le « kiné » de Guy Roux retape l'armada du Nigeria

Nigeria-Bulgarie. Pour traiter les maux de ses coéquipiers, le défenseur Taribo West a pris l'initiative de faire appel à François Darras, dont il avait apprécié le travail lors de son séjour dans les rangs de l'AJ Auxerre

UN ENTRAÎNEUR yougoslave naturalisé mexicain, un préparateur physique costaricain, un entraîneur adjoint yougoslave chargé de la préparation des gardiens, un kinésithérapeute mexicain installé aux Etats-Unis, un médecin, un entraîneur adjoint et un physiothérapeute nigérians : l'encadrement sportif et médical de l'équipe du Nigeria affiche une diversité tout à fait sympathique. A cet équipage déjà passablement bigarré, est venu se joindre, le 30 mai, un kinésithérapeute breton installé depuis six ans à Auxerre.

François Darras est le « kiné » de la section professionnelle de l'AJ Auxerre. Rien ne le prédestinait à jouer un rôle lors de la Coupe du monde 1998. Rien, si ce n'est une amitié de plusieurs années avec Taribo West, rencontré à son arrivée en Bourgogne en 1993 et devenu aujourd'hui un élément incontournable de la défense nigériane. A l'issue de la saison 1996-97, Taribo West a quitté l'AJ Auxerre, où il avait débarqué à l'âge de dix-neuf ans et effectué ses classes européennes, pour l'Inter Milan. Il n'a pas oublié dans le voyage l'engagement pris envers François Darras.



REUTERS

La joie de Tijani Babangida et de Sunday Oliseh après la victoire contre l'Espagne, le 13 juin.

PAS DE CONTRAT

« A l'époque où Taribo jouait à Auxerre, on avait souvent évoqué entre nous la possibilité que je vienne renforcer l'encadrement médical nigérian, qu'il jugeait un peu insuffisant, pendant la Coupe du monde, raconte le kiné auxerrois. *Il y a quelques mois, j'avais d'ailleurs remis à Taribo une lettre de candidature qu'il devait transmettre à sa fédération. Il m'a appelé fin avril, un soir vers 23 h 30. Je pensais que c'était pour m'annoncer que ça ne marchait pas. On a discuté une vingtaine de minutes, de tout et de rien, et avant de raccrocher, il m'a dit :* "Bon, on t'attend le 16 mai en Suisse pour le stage préparatoire." »

Salarié à temps plein par l'AJ Auxerre, François Darras, âgé de vingt-huit ans, ne peut quitter son poste sans l'accord de ses supérieurs. C'est Guy Roux qui tranchera : *« A circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles »*, estime l'entraîneur auxerrois, lui-même consultant pour TF 1 pendant la Coupe du monde. François Darras est donc libéré par le club dès la fin de la saison (le 24 mai) et dispensé de la reprise de l'entraînement (fin juin) au cas où les Nigérians poursuivraient, à cette époque, leur parcours en Coupe du monde.

Le jeune homme passera donc ses vacances d'été au château de Bellinglise, dans l'Oise, une luxueuse demeure datant du XVI[e] siècle qui sert de camp de base à la délégation nigériane. *« Je n'ai pas de contrat, mais la parole de Taribo me suffit*, dit-il. *Quand j'ai rejoint l'équipe en Suisse, c'est lui qui a payé mon billet d'avion. Du moment que les Nigérians sont contents de ce que je leur apporte et que ça ne me coûte rien... »* A Morschach, en Suisse alémanique, où François Darras rejoint l'équipe du Nigeria le 30 mai, une surprise l'attend : son confrère nigérian déjà présent sur place, qui l'accueille au demeurant avec circonspection, ne dispose que du strict minimum.

Le kiné auxerrois empoigne donc son téléphone et fait le tour des laboratoires et fabricants de matériel. *« Je savais que l'équipe de France était très bien équipée et j'ai donc appelé les mêmes sociétés qui la fournissaient*, raconte-t-il. *Toutes ont accepté de prêter du matériel pendant la Coupe du monde. La seule condition était que je m'en porte personnellement garant. »*

LOIN DU FOLKLORE

C'est ainsi que la délégation nigériane s'est retrouvée du jour au lendemain équipée d'un Cryotron, appareil dernier cri permettant de traiter les lésions musculaires par le froid, d'un laser, d'un appareil d'électro-stimulation, d'un autre produisant des ondes courtes, etc. *« Chaque soir, j'en ai pour plusieurs centaines de milliers de francs dans ma chambre »*, s'amuse François Darras.

Seul Français de la délégation nigériane, ce dernier affirme avoir découvert une équipe beaucoup plus soudée et professionnelle que pourraient parfois le laisser penser les apparences et les stéréotypes folkloriques. *« Pour ce qui est des rivalités, j'ai déjà vu bien pire ailleurs*, dit-il. *Au contraire, ce qui m'impressionne chez les Nigérians, c'est le bloc qu'ils forment. Je l'ai senti avant le match contre l'Espagne : ils vont tous dans le même sens. Quant à leur préparation, elle n'a rien de très surprenant. La plupart des joueurs évoluent dans des grands clubs européens. Il n'y a pas de mystère : s'ils en sont arrivés là, c'est d'abord par le travail. »*

Vendredi 19 juin, au Parc des Princes, face à la Bulgarie, le Nigeria aura l'occasion de confirmer les belles perspectives ouvertes lors de sa victoire inaugurale contre l'Espagne. Sur le bord de la pelouse, un homme portant le survêtement vert de la délégation africaine mais parlant parfaitement le français suivra attentivement les évolutions de Taribo West et de ses coéquipiers. Pour intervenir en cas de besoin.

Mais surtout avec un souhait ancré au fond du cœur : que ces drôles de « vacances » se terminent le plus tard possible.

G.v.K.,
à Elincourt-Sainte-Marguerite

TROIS QUESTIONS À...

DANIEL AMOKACHI

1 Il y a quatre ans, lors de la précédente Coupe du monde, vous aviez inscrit l'un des trois buts de la victoire du Nigeria sur la Bulgarie. Que vous inspirent ces retrouvailles avec Hristo Stoïtchkov et ses coéquipiers ?

Je ne pense pas que les Bulgares doivent espérer prendre leur revanche. Notre objectif sera de leur marquer le maximum de buts, davantage encore qu'il y a quatre ans. Nous voulons nous qualifier le plus tôt possible pour les huitièmes de finale, et donc dès cette rencontre.

Quant à moi, je ne suis pas sûr d'être titularisé. Je me suis blessé au genou dans les jours précédant le match contre l'Espagne, et même si je suis rétabli, je comprendrai très bien que « Bora » *[Velibor Milutinovic, l'entraîneur du Nigeria]* reconduise l'équipe qui a battu les Espagnols.

2 On a dit que vos relations avec « Bora » Milutinovic s'étaient dégradées ces dernières semaines au point que vous auriez tenté de le faire « tomber » en vous servant de vos appuis au sein du gouvernement nigérian...

Le régime nigérian a d'autres choses à faire que de s'occuper de football. Mais il est vrai que chez nous, si un entraîneur n'a pas de bons résultats, il dégage immédiatement. Il n'est pas facile de résister à la pression populaire, qui est énorme. Pour ce qui concerne « Bora », il a voulu nous faire changer de style et ça n'a pas marché lors des matches amicaux. Pour changer un système de jeu, il faut au moins six mois, et nous ne les avions pas. Nous, les joueurs, en avons donc parlé avec lui. Nous sommes nés pour attaquer, nous devons jouer avec nos qualités d'adresse et de rapidité et ne pas aller contre notre nature.

3 Le Nigeria est présenté comme l'outsider numéro un de cette Coupe du monde. Sentez-vous l'équipe capable d'assumer ce statut ?

Pour nous, pour l'Afrique, pour le tiers-monde, l'heure est venue de gagner la Coupe du monde. Tout le peuple nigérian, tout le peuple d'Afrique attendent ça de nous. Nous n'avons pas le choix : si nous n'y parvenons pas, nous nous ferons couper la tête en rentrant au pays.

Propos recueillis par
Gilles van Kote,
à Elincourt-Sainte-Marguerite

Peter Rufaï s'est préparé en discothèque

Peter Rufaï avait prévu de partir en vacances en juin. Les sept matches joués avec le club espagnol du Déportivo La Corogne, où il est en concurrence avec le Camerounais Jacques Songo'o, lors de la saison 1997-98, n'autorisait pas le gardien de but nigérian à envisager une sélection en Coupe du monde. *« Je me trouvais en Espagne*, se souvient-il, *quand j'ai été convoqué. J'ai rejoint l'équipe en stage une semaine avant le début du Mondial. »* En balance avec Abiondun Baruwa, il a été titularisé pour affronter l'Espagne. *« Il est dommage que je n'aie pas été prévenu avant*, insiste-t-il. *J'aurais pu me préparer correctement. Cela aurait été mieux que de passer mon temps dans les discothèques. »*

L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

La phase « supputations »

LE GROUPE D est un groupe qui intéresse particulièrement la France pour les huitièmes de finale. Groupe D comme défaite, interdite pour l'Espagne l'énigmatique, pourtant composée de joueurs de talent à tous les postes ou presque – l'exception concerne le gardien Andoni Zubizarreta. Le parcours qualificatif ibérique sans faille atteste que cette équipe a du potentiel. Avait ? Il lui manque, avec l'absence de Josep Guardiola, son cerveau et son poumon. Dans le match contre le Nigeria, Miguel Nadal, le défenseur central du « Barça », fit office de clé de voûte alors que sa valeur de créateur est inversement proportionnelle à ses aptitudes dans le jeu aérien, qui sont grandes. Lorsqu'il s'est effondré physiquement, l'équipe, sans assise, a coulé avec lui. Est-ce que la sélection possède un joueur capable d'évoluer dans le même registre ? Francesco Hierro semble une solution, mais son tempérament offensif l'expose aux contres. Si Javier Clemente veut garder son quatuor d'attaque Luis Enrique-Kiko-Alfonso-Raul, il lui faut trouver des solutions plus fiables au milieu. Mais pourquoi a-t-il transformé son organisation offensive pour ce match ? Péché d'orgueil ? En qualification, il avait très souvent Francesco Kiko en pointe et Gonzalez Raul autour. A vouloir trop surprendre l'adversaire, il arrive qu'on se surprenne soi-même.

Dans l'autre match, le Nigeria peut assurer sa qualification et débarrasser la France de sa présence dans les huitièmes de finale. Mais les Africains sont-ils capables de ne pas retomber dans leurs travers ? La présence d'Augustine Okocha, plaque tournante, absent des matchs préparatoires, paraît une garantie. Mais allez savoir, avec eux ! Quant à la Bulgarie, elle débute le Mondial français comme elle avait achevé l'américain en 1994 : physiquement dépassée, à l'image de Trifon Ivanov, son défenseur central.

Je suppute, c'est sérieux, technique, professionnel, et tout le monde suppute, nous entrons dans la phase « supputations ». Les « si » vont fleurir, fleurissent déjà, d'ailleurs. Les machines à calculer vont s'élancer à l'assaut des équations à plusieurs inconnues. Mais tout ce que l'on peut écrire actuellement, c'est que tant que vous n'avez pas perdu un match, vous n'êtes pas éliminé. Difficile d'attaquer, avec cette épée de Damoclès au-dessus de la tête. Le hasard ou Dieu fera son œuvre. Avec le hasard, on dira « pas de chance ! », et avec Dieu, « les voix du Seigneur sont impénétrables », autant que l'avenir du groupe D.

> Tout ce que l'on peut écrire, c'est que tant que vous n'avez pas perdu un match, vous n'êtes pas éliminé

Emil Kostadinov revient sur les lieux du « crime »

L'attaquant bulgare qui avait privé la France de la World Cup 94 retrouve le Parc des Princes

QUAND, à la 68[e] minute du match Bulgarie-Paraguay, vendredi 12 juin, Emil Kostadinov a fait son entrée sur la pelouse de la Mosson, quelques sifflets se sont élevés des tribunes montpelliéraines. A la différence de son compère Hristo Stoïtchkov, provocateur par vocation, ce trentenaire discret au visage mélancolique n'est pourtant pas de ces personnalités qui suscitent les controverses et les réactions hostiles du public. Seulement voilà, le 17 novembre 1993, au Parc des Princes, l'attaquant bulgare s'est rendu coupable d'un crime contre les intérêts supérieurs du football français : deux coups de poignard dans la défense tricolore aux 37[e] et 90[e] minutes d'un match que l'équipe de France devait simplement ne pas perdre pour obtenir sa qualification pour la Coupe du monde 1994. Les deux buts d'Emil Kostadinov plongeaient le football français dans l'affliction et propulsaient la Bulgarie vers une aventure américaine inespérée, qui ne devait s'achever qu'au stade des demi-finales.



REUTERS

Emil Kostadinov (à droite), s'il joue, sera sans doute sifflé.

« Ce match contre la France, il est encore tout frais dans ma mémoire, raconte Emil Kostadinov. *Je me souviens notamment de ce deuxième but, alors qu'il ne restait que quelques secondes de jeu et que nous étions à égalité, un partout : il y a une erreur tactique de l'équipe de France, Balakov récupère la balle en milieu de terrain, l'adresse à Penev, qui me la transmet, je déclenche mon tir à l'entrée de la surface. Cela restera sans doute le plus grand moment de ma vie de footballeur. »* Car même s'il disputa les sept rencontres de l'épopée bulgare aux Etats-Unis, l'homme qui assomma le football français ne retrouva pas à cette occasion-là le chemin des filets.

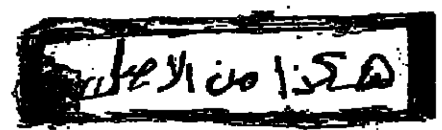
UN GRAND VOYAGEUR

Quatre ans et sept mois plus tard, il sait qu'il ne pourra maîtriser quelques frissons en foulant à nouveau la pelouse du Parc des Princes, à l'occasion de l'entraînement d'avant-match prévu pour jeudi après-midi. Rien n'indique qu'il sera titulaire dès le coup d'envoi contre le Nigeria (le sélectionneur Hristo Bonev a préféré, lors des dernières sorties bulgares, faire appel à lui en cours de match), vendredi 19 juin, mais l'attaquant bulgare ne s'imagine pas passer à côté de ces retrouvailles avec son « *stade fétiche* ». *« Si l'entraîneur me fait confiance*, dit-il, *je ferai tout pour que ce match nous laisse un souvenir digne de celui d'il y a quatre ans. De toute façon, à chaque fois que j'ai joué en France, j'ai marqué au moins un but. J'espère que l'histoire va se répéter. »*

Depuis sa dernière visite à Paris, Emil Kostadinov – tout comme la plupart des joueurs bulgares de sa génération qui ont su parfaitement monnayer leur talent à l'étranger – a beaucoup bourlingué et sans doute perdu un peu de son tranchant. Passant de Porto (Portugal) à La Corogne (Espagne), du Bayern Munich (Allemagne) – avec lequel il a remporté la Coupe de l'UEFA en 1996 – au club turc de Fenerbahce, il a atterri l'an dernier à Tigres, une équipe évoluant dans le championnat mexicain. Mais la Coupe du monde approchant et en réponse aux injonctions du sélectionneur national, qui désirait avoir ses ouailles sous la main, le buteur aux cheveux mi-longs a rejoint en cours de saison le bercail et le club de ses débuts, le CSKA Sofia.

S'il se donne encore deux ou trois ans avant de décrocher, ce routard des stades sait que ce Mondial constituera sa dernière grande sortie internationale. Elle pourrait lui réserver un joli clin d'œil, sous la forme d'un huitième de finale contre la France. Pour s'offrir ce plaisir, les attaquants bulgares, bien poussifs face au Paraguay (0-0), devront retrouver leurs jambes de vingt ans. Emil Kostadinov veut croire que la magie du Parc des Princes peut y contribuer. Il ne redoute même pas les sifflets qui l'accueilleront probablement s'il entre sur le terrain vendredi. *« Je ne peux pas en vouloir pour cela au public français*, dit-il. *Les véritables amateurs de football savent bien qu'en 1993, je n'ai fait que mon métier de joueur professionnel. »*

G. v. K., à Evry



Un piquet de corner plein de ressort

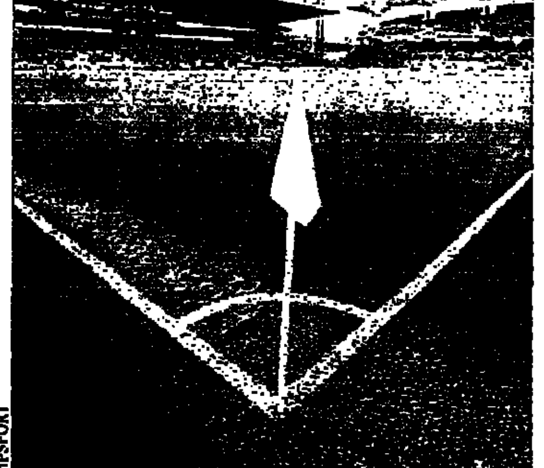
● **ACCESSOIRE RÉGLEMENTAIRE.** *« Les organisateurs de la compétition doivent s'assurer que les terrains de jeu correspondent aux dispositions stipulées dans les lois du jeu »*, stipule le règlement de la Fédération internationale (FIFA), qui précise également : *« Il en est de même pour l'équipement accessoire. »* Les piquets de corners, plantés au quatre coins du terrain, sont donc ornés d'un drapeau surmontant une hampe non pointue. Ils s'élèvent au moins à 1,50 m du sol. Des drapeaux similaires peuvent également être placés à chaque extrémité de la ligne médiane, à au moins 1 mètre de la ligne de touche, à l'extérieur du terrain de jeu.

● **DISCRET MAIS EFFICACE.** Situé à l'intersection de la ligne de touche et de celle de sortie de but, il délimite cependant deux zones essentielles du jeu. Sur un terrain de football, le discret objet s'oublie facilement, d'autant plus facilement que les avancées techniques ont permis de le rendre aussi souple qu'un piquet de slalom.

● **EFFET RESSORT.** La principale qualité requise pour un piquet digne de ce nom réside dans sa capacité à se comporter, au besoin, comme un ressort. Il arrive qu'un joueur vienne percuter le piquet. Sa sécurité dépend alors de la capacité de flexion de l'objet. Que le piquet oublie de plier et c'est la blessure assurée.



REUTERS



TEMPSPORT

Borne du terrain, le poteau de corner est aussi utile à l'entraînement.

● **MATIÈRES.** Pour pallier cette éventualité, les techniciens de Filmasport, qui équipe huit des dix stades de la Coupe du monde 1998, ont mis au point un piquet constitué pour l'essentiel de PVC (plastique souple) et muni d'une rotule située à l'extrémité inférieure de la tige en caoutchouc. Ce dispositif technologique permet à l'accessoire d'absorber le choc, atténuant ainsi les vibrations subies par le joueur. Fréquemment sollicité dans les âpres batailles que se livrent, aux angles droits du terrain, défenseurs et attaquants, le piquet de corner y oppose *« une résistance à toute épreuve »*, comme le souligne Régis Rouchet, directeur commercial chez Filmasport.

Cédric Ryan

★ **Un jeu de quatre piquets de corner coûte entre 700 et 1 000 francs.**

L'Espagne se serre les coudes et croise les doigts

Espagne-Paraguay. Avant la rencontre de Saint-Etienne, le groupe de Javier Clemente fait bloc pour effacer l'affront nigérian

ILS SE DISENT *« tranquilles »*, jurent qu'ils sont *« en paix avec leur conscience »*, réaffirment leur confiance dans leur sélectionneur, Javier Clemente. De fait, les Espagnols sont calmes en apparence mais leurs mines allongées et la nervosité de leurs voix trahissent l'inquiétude. Tout comme l'admirable cohésion dont ils font preuve depuis leur défaite du samedi 13 juin contre le Nigeria (2-3). Et pourtant...

« C'est un véritable désastre », avait alors lâché le milieu de terrain espagnol Ivan Campo. *« Il nous reste deux matches pour nous rattraper »*, avait risqué, abattu, le gardien-capitaine Andoni Zubizarreta, dont la responsabilité est grande sur le deuxième but nigérian, inscrit à la 73e minute. Si la déception n'est visiblement toujours pas digérée, la Selección s'efforçait de donner le change, mercredi 17 juin, avant de partir le lendemain pour Saint-Etienne, où elle doit affronter le Paraguay vendredi.

« Dans la réussite comme dans l'adversité, nous sommes une véritable équipe, affirmait le milieu défensif Fernando Hierro, *une équipe unie. »* La veille, à l'entraînement au stade des Bourgognes, à Chantilly, dans l'Oise, les Espagnols avaient joint les actes aux paroles. Dix-huit des vingt-deux joueurs s'étaient précipités comme un seul homme pour se saisir d'une cage dont le déplacement était demandé par Javier Clemente.

ZUBIZARRETA CONFIRMÉ

Le coach espagnol vit plus mal encore que ses joueurs la défaite contre le Nigeria. Depuis, il ne s'est plus adressé à la presse venue en masse de son pays que pour confirmer qu'Andoni Zubizarreta gardera bien la cage espagnole contre le Paraguay au stade Geoffroy-Guichard. Javier Clemente est dans un état qu'Aimé Jacquet connaît bien. A cette différence près que les médias espagnols pariaient, avant le début de la Coupe du monde, sur une finale hispano-brésilienne. C'est dire combien il lui a été insupportable de voir étaler le détail de ses *« erreurs sur la composition de l'équipe »*, les spéculations sur ses *« doutes et son anxiété »*.

Qui eût cru, en effet, à une défaite de son équipe pour ce premier match ? Avec une série de trente et une victoires depuis son quart de finale perdu contre l'Italie lors du Mondial 1994 seulement interrompue par un but français lors du match inaugural du Stade de France, le 28 janvier, l'Espagne pouvait rouler des mécaniques. D'autant qu'elle double désormais son célèbre bloc défensif d'une jeune génération de brillants attaquants. Javier Clemente, premier entraîneur à avoir mené deux fois la Selección à une phase finale de Coupe du monde, était condamné à la réussite.

Défait, le technicien a renoncé à ses reparties cinglantes. Le temps presse. L'Espagne doit franchir coûte que coûte le cap de ce premier tour. Javier Clemente ourdit sa vengeance. Il sait bien que parler est inutile. Il laisse ses joueurs le faire. Ils endossent collectivement la défaite avec conviction. *« Nous n'avons pas perdu nos illusions et nous avons très envie de gagner*, a ajouté Fernando Hierro, mercredi. *Nous avons connu un accident, nous devons montrer qui nous sommes. »*

CHAT ÉCHAUDÉ...

Le milieu défensif s'est insurgé contre la curée dont a été victime le gardien de but de l'équipe nationale. « Zubizarreta coule l'Espagne », a titré en une le quotidien madrilène *El Mundo*. Selon lui, le *portero*, qui dispute à l'âge de trente-sept ans sa quatrième Coupe du monde, mérite un autre traitement – même s'il a célébré sa 124e sélection en introduisant malencontreusement un ballon nigérian dans sa cage.

Les Espagnols n'ont plus qu'un but : *« Jouer et gagner. »* Du Paraguay et de ses systèmes de jeu, ils en savent assez : que le redoutable Jose-Luis Chilavert se dit meilleur gardien du monde, qu'il est protégé par de féroces défenseurs... A quoi bon s'infliger de longues séances vidéo avant la rencontre quand les quatorze cassettes « nigérianes » disséquées il y a quelques jours n'ont servi qu'à leur donner l'obsédant sentiment qu'ils « devaient » gagner ? Ils ont cru connaître les moindres recoins de l'âme des Super Eagles, que leurs résultats catastrophiques lors des matches de préparation condamnaient d'avance. On n'y reprendra plus les Espagnols. Ils savent que, comme les Nigérians, les Paraguayens ont encaissé cinq buts face aux Néerlandais le 31 mai lors d'un match de préparation.

Patricia Jolly, à Vineuil-Saint-Firmin (Oise)



AFP

Javier Clemente (à l'arrière-plan) boycotte désormais presque totalement la presse espagnole.

« La pression n'est pas sur nos épaules »

Jose-Luis Chilavert. Les ambitions sportives du gardien de but paraguayen sont intactes et nourrissent le destin politique qu'il s'imagine déjà

LE MEILLEUR PORTIER de la planète n'a pas le sourire facile. Mâchoires serrées et regard noir, le colosse paraguayen ne se défile jamais, que ce soit sur les terrains ou face aux micros, aux caméras et aux stylos. A la Résidence des Pins, située sur les hauteurs de Clapiers, petit village proche de Montpellier, la sélection paraguayenne se prépare au choc face à l'Espagne. Et Jose-Luis Chilavert, en quelques mots bien sentis, annonce la couleur. Entre ambitions sportives et programme électoral.

« La rencontre contre l'Espagne est-elle déjà un match décisif pour le Paraguay ?

– Ce sont surtout les Espagnols qui ont besoin de points ! Nous n'avons pas été battus lors de notre premier match, eux si. La pression est sur leurs épaules, pas sur les nôtres.

– Avez-vous été surpris par la défaite espagnole concédée devant le Nigeria ?

– Pourquoi ? Le Nigeria est une grande équipe !

– Lors de ce match, votre homologue espagnol, Andoni Zubizarreta, a commis une grosse erreur. Qu'en pensez-vous ?

– Avec le nombre de sélections qui est le sien, Andoni doit être le plus grand gardien de but du monde, non ? Plus sérieusement, j'ai trouvé la presse très dure avec lui. Notre poste, celui de gardien, est si difficile que ces jugements ne riment à rien.

– *A priori*, la sélection espagnole possède beaucoup plus d'arguments que celle du Paraguay. Comment allez-vous résister ?

– Nous connaissons parfaitement les forces et faiblesses de notre adversaire. J'ai joué quatre ans à Saragosse. Et deux de mes coéquipiers en sélection évoluent habituellement en championnat d'Espagne : Miguel Angel Benitez à l'Espanyol Barcelone et Roberto Acuna à Saragosse. Je ne crains pas l'Espagne. Et puis, de toute façon, une bonne équipe est celle qui possède un bon gardien.

– Comment jugez-vous la sélection paraguayenne ?

– Les observateurs ont pu s'en rendre compte lors de notre match face aux Bulgares, le Paraguay a changé. Les gens avaient encore en tête l'image d'une équipe dure et limitée. Or nous avons trouvé un style et notre mentalité est positive. Mais vous savez, pour le monde entier, le Paraguay reste un petit pays qui n'intéresse personne.

– Est-il vrai que vous allez-vous présenter aux élections présidentielles ?

– Tout dépend de la volonté du peuple ! Je serai candidat si mon peuple le désire. Je veux aider les pauvres de mon pays, ceux qui sont dans la misère. Réduire les inégalités au Paraguay est vital. Les gens me connaissent, savent d'où je viens et je pense pouvoir profiter de ma notoriété pour faire bouger les choses dans ce pays que j'aime profondément.

Propos recueillis par Alain Constant, à Clapiers



REUTERS

Goal et capitaine.

Asprilla exclu de la sélection colombienne

LE PRÉSIDENT de la Fédération colombienne de football, Alvaro Fina, a confirmé, mercredi 17 juin, la décision du sélectionneur Hernan Dario Gomez d'exclure Faustino Asprilla de la Coupe du monde 1998. L'attaquant a été puni pour avoir critiqué le sélectionneur. Lors d'une journée de congé à Paris, mardi 16 juin, Faustino Asprilla avait fait part à un journaliste d'une radio colombienne de son mécontentement d'avoir été remplacé à la 55e minute du match contre la Roumanie (0-1), lundi 15 juin, jugeant que d'autres joueurs sur la pelouse jouaient moins bien que lui mais étaient restés jusqu'au coup de sifflet final. En sortant du terrain, il s'était dirigé droit vers les vestiaires sans un regard pour son coach. Mercredi, après la sanction, Faustino Asprilla a quitté La Tour-du-Pin, où s'entraîne la sélection, pour rejoindre Bogota.

Dernier hommage à Fernand Sastre

DE NOMBREUSES personnalités du sport, dont beaucoup d'ex-internationaux, de la politique ou du spectacle ont assisté, mercredi 17 juin, en l'église Notre-Dame du Rosaire, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), à la la cérémonie funèbre célébrée en la mémoire de Fernand Sastre, co-président, avec Michel Platini, du comité d'organisation (CFO), décédé, samedi 13 juin, d'un cancer du poumon. L'ancien capitaine de l'équipe de France a d'ailleurs été le premier à s'incliner devant le cercueil recouvert d'un drapeau tricolore. Joao Havelange au nom de la Fédération internationale de football (FIFA), Claude Simonet, président de la Fédération française (FFF), au nom du football français, et Marie-George Buffet, ministre des sports et de la jeunesse, ont chacun prononcé son éloge : *« Au nom du gouvernement français, je m'incline devant celui qui a donné au sport le meilleur de lui-même*, a déclaré Marie-George Buffet. *L'homme est ce qu'il est, disait André Malraux. Pour Fernand Sastre, cette vérité est synonyme de grandeur. »*

● **FÊTE : la mairie de Lens a demandé l'annulation de deux concerts** prévus dans la ville les 25 et 26 juin, à l'occasion du match Colombie-Angleterre. Cette décision a été prise, mercredi 17 juin, après les incidents provoqués par les supporteurs anglais à Marseille. Les organisateurs français de la tournée de Jimmy Cliff, prévue pour le 25, à Lens, ont indiqué à l'AFP qu'il s'agissait d'une *« mesure de sagesse »*.

● **MONDIAL 2006 : la candidature de l'Angleterre n'est pas remise en cause par les hooligans,** a assuré Sepp Blatter, président de la FIFA, mercredi 17 juin. *« La FIFA ne fait pas l'amalgame entre le sport et les événements qui se sont produits à Marseille. Ceux-ci n'auront pas d'influence sur la décision de la fédération internationale dans deux ans pour l'attribution de la Coupe du monde 2006 »*, a-t-il déclaré.

● **HOOLIGANS : deux supporteurs allemands ont été condamnés, mercredi, à trois mois d'interdiction du territoire français par le tribunal de grande instance de Paris.** Ils ont été placés en rétention administrative au centre de Vincennes (Val-de-Marne). *Les deux hommes comparaissaient* pour avoir frappé deux membres d'une équipe de télévision qui filmaient, lundi soir, des transactions devant le Parc des Princes à Paris, avant le match Etats-Unis-Allemagne.



REUTERS

Ils l'appellent toujours « coach »

Gernot Rohr se souvient de l'époque magique à Bordeaux avec « Duga », « Zizou » et « Liza »

A NICE, Gernot Rohr s'est trouvé un super-job d'été. Le responsable du centre de formation des Girondins de Bordeaux a été embauché par la chaîne allemande ARD pour jouer, le temps du Mondial, au petit reporter dans le « Télé Matin » local. L'homme est bien placé car, bien que naturalisé français depuis longtemps, il est né et a grandi du côté de Mannheim avant de jouer au Bayern de Munich. « *Je suis un Européen*, assure-t-il, *puisque j'ai vécu autant de temps dans chaque pays.* »

Question football, son cœur finit aussi par pencher côté bleu... marine – la couleur des Girondins. Gernot Rohr a longtemps été le défenseur de devoir sur lequel comptait Aimé Jacquet. « *Des joueurs de cette équipe de Bordeaux, nous sommes nombreux à être devenus entraîneurs aujourd'hui, parce qu'Aimé nous a donné le goût de ce métier.* » Avec Rohr, Tigana, Giresse, Girard, Battiston, Specht, Lacombe, Trésor ont embrassé la carrière de leur coach des années 80. « *Nous avons tous notre style particulier*, dit-il, *mais Aimé nous a insufflé l'envie d'éduquer les jeunes. Nous sommes des éducateurs, pas des agents de joueurs.* » Les personnes visées apprécieront...

Gernot Rohr est l'entraîneur par qui le « trio magique » girondin s'est épanoui. On parle de Zidane, Dugarry et Lizarazu. Avec Rohr sur le banc, ces trois-là avaient, lors d'un match inoubliable du printemps 1996, donné le tournis au grand Milan AC, éliminé par 3-0 en quart de finale de la Coupe d'Europe UEFA. Un match qui marque à jamais ses acteurs. « *C'est vrai que maintenant, quand ils se retrouvent en équipe de France, je les revois produire des actions qu'ils ont travaillées ensemble sur la pelouse du Haillan* [le centre d'entraînement girondin], *et réussies face aux Milanais* », explique Rohr.

Mais ses trois « chérubins » étaient en fait quatre. « *Il faut leur adjoindre Aimé Jacquet, lui aussi bordelais. Il était encore notre entraîneur quand Dugarry a débuté, à dix-sept ans, en première division.* » Lizarazu jouait déjà, lui aussi, à cette époque. « *Aimé connaît bien ces deux-là. Et je lui tire mon chapeau de les avoir sélectionnés malgré la critique. Ce n'était pas évident : Bixente n'a pas beaucoup joué cette saison au Bayern, quant à Christophe... Tout le monde avait des doutes sur sa forme physique et sur son moral. Moi compris.* »

« DUGARRY, C'EST UN PEU CANTONA »

Gernot Rohr s'explique : « *Dugarry, c'est un peu Cantona. Un joueur de génie qui prend beaucoup de risques. Quand ça marche, on s'extasie. Mais quand ça échoue, on peut douter tant l'intention était contraire à la logique...* » On l'a entendu et lu : si l'avant-centre de l'OM est de ce Mondial, c'est parce que son ami Zidane l'a imposé. « *C'est vraiment très mal connaître Zizou que de penser ça, ce n'est vraiment pas dans son caractère*, s'insurge Rohr. *Si Jacquet a pris Christophe, c'est parce qu'il sait que, dans les matches décisifs, il marque souvent.* » A ses yeux, c'est bien simple : « *Duga est meilleur avec Zizou. Mais Zizou, avec ou sans Duga, c'est pareil.* »

Mais Zizou et Duga avec en plus Liza ? « *Face à l'Afrique du Sud, le trio a été décisif*, assure Rohr. *Bixente, égal à lui-même, a confirmé qu'il est l'homme le plus en forme de l'équipe. Un signe ne trompe pas : quand Laurent Blanc ne sait pas quoi faire de la balle, il la lui donne.* » Avec ses lunettes girondines, Rohr a vu son trio en action sur les trois buts français. Sur le premier, c'est évident : corner de Zidane et tête de Dugarry. Mais sur les deuxième et troisième ? « *Ils partent tous deux d'une touche longue de Liza. C'est une arme décisive, des vrais corners que je lui ai beaucoup fait travailler au Haillan. Et sur le deuxième, il cherche Duga qui fait la passe décisive à Djorkaeff...* »

Pour Rohr, le trio a retrouvé, face aux Bafana, ses automatismes : « *Pas tous, pas encore, ils sont déjà efficaces sur les actions arrêtées.* » Mais c'est en mouvement que leur ancien entraîneur a vu resurgir son doux passé : « *Deux fois, ils ont réalisé leur action type, en triangle sur l'aile gauche.* » Schéma à l'appui, il nous montre Lizarazu en possession de la balle sur son couloir gauche, dans le camp français. Il cherche et transmet à Zidane dans le rond central qui se retourne.

A cet instant, Dugarry « décroche », il quitte le contact de son défenseur pour revenir en arrière. Sur l'aile gauche, « Liza » a déjà entamé son sprint. « Zizou » donne la balle à « Duga » qui lui remet instantanément. Et, dans sa course, le meneur de jeu lance « Liza » en profondeur. La suite ? c'est un tir du Basque ou un centre en retrait décapant.

« *Mais ils ont grandi depuis qu'ils ont quitté Bordeaux. Ils sont plus murs, plus efficaces et ils ne commettront pas l'erreur de systématiser leur jeu à trois, de surenchérir dans leur complicité. Ils doivent se fondre dans le groupe...* » Voilà un dernier conseil de l'homme que « Zizou », « Duga » et « Liza » appellent encore, quand ils le croisent, « *coach* ».

Christian Jaurena, à Nice

Les bonnes recettes de « Bibiche », maître-coq

Depuis neuf ans, André Bisson donne la becquée à l'équipe de France. Régulièrement, le chef abandonne son restaurant de Rambouillet et s'en va avec ses gamelles à Clairefontaine ou dans des périples plus lointains

A CINQ HEURES, le réveil a sonné. Quelques secondes plus tard, le téléphone portable a retenti. Puis un autre téléphone a brisé le silence de la maison de Rambouillet (Yvelines). André Brisson a toujours peur de ne pas se réveiller. Anne-Marie, sa femme, a bougonné et s'est rendormie aussitôt. André a fait couler trois cafés expresso au percolateur, les a versés dans une chope de bière et a ajouté du lait. Il est monté avec son breuvage dans sa Ford Sierra et l'a siroté en conduisant.

Une heure plus tard, mercredi 17 juin, l'homme commençait son marché aux halles de Trappes. Il s'est ensuite arrêté chez le boucher de Rambouillet (Yvelines) pour prendre livraison de cinq beaux gigots d'agneau. Il a passé sa commande pour le lendemain matin : quinze filets de bœuf, sept côtes de veau et cinq poulets. Puis il a téléphoné au poissonnier de Saint-Arnoult et réservé soixante filets de sole pour jeudi. A 7 heures, il était de retour au Centre technique national de Clairefontaine, le coffre de la voiture rempli. Un livreur est arrivé et a débarqué les cageots de légumes. Les victuailles étaient imposantes. Comme chaque jour, André Bisson avait trente-sept bouches à nourrir.

Le chef s'est d'abord occupé du petit déjeuner, au contenu invariable : jambon, œuf, céréales, yaourts, fruits en salade ou pressés, thé, café. A son retour de footing, Aimé Jacquet s'est attablé le premier avec son entourage. Les joueurs sont descendus, un à un. Ils ont salué André ou plutôt « Bibiche », de son surnom. Ce dernier s'est alors attelé à la préparation du repas suivant. Il s'est accordé une pause, à 8 h 30, lorsque Marc Malepart, son assistant, est arrivé. Le temps de fumer un cigare et l'homme s'est remis derrière ses fourneaux.

Comme chaque jour, le cuisinier a préparé entre trois et cinq plats de résistance différents. On notait ce midi-là du gigot d'agneau aux tomates provençales et girolles. Et en dessert, une omelette norvégienne, comme le soir où Jacques Chirac s'invita à la table des Bleus. La division du travail est claire : *André s'occupe du chaud. Marc du froid.* Quand les joueurs se sont retirés pour la sieste, Sébastien Michel et Arnaud Chaigneau, les serveurs, ont débarrassé. Puis ils ont garni la vitrine réfrigérée placée au sous-sol, près du vestiaire de l'équipe de France. Ils y ont mis des fruits, des yaourts et les desserts qui restaient du midi, de la crème caramel, de la tarte aux pommes et des fruits. A 17 heures, avant de se changer pour l'entraînement, les joueurs ont pioché là leur collation.

Mais André Bisson et ses acolytes s'étaient déjà lancés dans les préparatifs du soir. Ce repas, à la veille du match France-Arabie saoudite, obéissait à des contraintes particulières. Jean-Marcel Ferret, médecin de l'équipe de France, y veille. « *Les protéines animales sont diminuées au profit des légumes*, explique-t-il. *En revanche, les glucides sont augmentées jusqu'à saturation. On favorise les nutriments, les sucres lents à index glycémique bas.* » Traduit dans le jargon du marché, cela donnait dans l'assiette : aubergines, poivrons farcis, tagliatelles aux fruits de mer, tortellini aux champignons de Paris.

Le toubib et le cuistot travaillent, en fait, en commun depuis plusieurs mois à la confection des menus. Entre les stages et la compétition, deux mois de repas quotidiens ont été consignés sur un cahier. Jean-Marcel Ferret s'est appuyé sur les recommandations de nutritionnistes réputés, comme Denis Richet, Ron Maughan ou Lars Astrand. A cinquante-deux ans, André Bisson fait confiance à son répertoire personnel de recettes, récoltées durant près de quarante ans de bourlingue culinaire. « *Dans l'alimentation du sportif, on est sorti du sempiternel steak-purée-riz* », explique le médecin. Le cuisinier a donc trouvé à Clairefontaine un digne terrain d'expression pour son art.

« PLUS JAMAIS ÇA ! »

Les joueurs ont également leur mot à dire. L'arrêt Bosman – qui permet de ne plus limiter le nombre de joueurs ressortissants de l'Union européenne dans les clubs – a influé sur la gastronomie des Bleus. La colonie « italienne » a ramené de son expérience transalpine, outre la rigueur tactique, un amour inextinguible des pâtes. Pas une journée donc où André Bisson ne prépare lasagne ou spaghettis. Le chef a fait un stage dans un restaurant italien de Lyon afin de varier les manières d'accommoder ce produit de base.

Depuis neuf ans qu'il donne la becquée aux Bleus, André Bisson ne cesse de parfaire sa connaissance du métier. Depuis l'âge de quatorze ans, le cuisinier avait pourtant touillé dans les marmites d'une multitude de restaurants plus ou moins prestigieux. Il croyait bien s'être rangé en ouvrant une enseigne à son propre nom, à Rambouillet. Il y a neuf ans, Henri Emile, l'intendant général de l'équipe de France, qui faisait régulièrement honneur à sa table, lui a proposé de nourrir ses champions. André a accepté pour faire plaisir à sa fille Johanna, amoureuse du football.

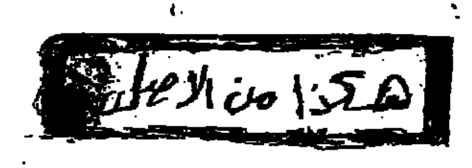
Le chef abandonne donc son restaurant de temps en temps pour accompagner l'équipe de France avec ses gamelles à Clairefontaine ou à l'étranger. André Bisson est de tous les déplacements et n'hésite pas à trimballer les provisions quand la situation sanitaire du pays visité l'impose. « *Ça me fait voyager, même si je ne vois rien d'autre que les cuisines*, explique l'intéressé. *Mais je récupère chaque fois des idées nouvelles.* »

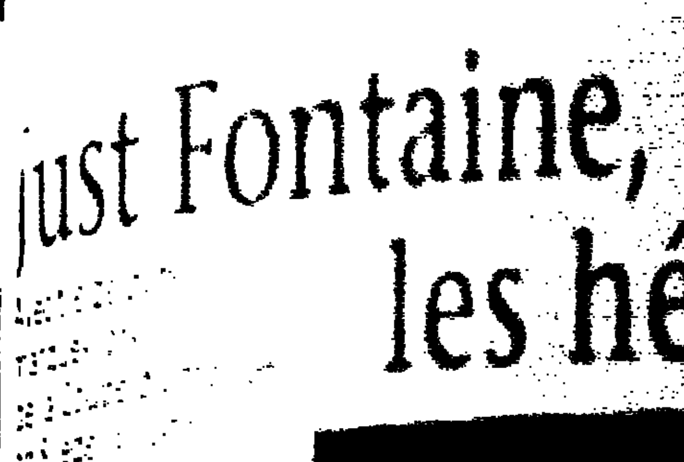
A 22 h 30, mercredi, le chef a repris sa Ford Sierra et est retourné à Rambouillet. Il a remonté son réveil et programmé ses deux téléphones. Hier, son rôti de veau aux petits légumes avait fait un tabac. Aujourd'hui son gigot d'agneau a été apprécié. Mais, lors du stage en Finlande, André avait un jour proposé un pamplemousse au four, nappé de sucre caramélisé, baptisé sobrement « pamplemousse à la Bisson » : « *Je croyais faire un triomphe !* » A la fin du repas, au nom de la collectivité, Laurent Blanc s'est approché du maître-queue : « *Bibiche, plus jamais ça !* »

Benoît Hopquin, à Clairefontaine



La photographie d'Hugues de Wurstemberger
Jeu d'ombres et de reflets dans le décor pagnolesque de l'hôtel Peron, sur la corniche Kennedy, à Marseille







هكذا من الأصل

ellent

« coach »

souvient de l'époque magique… « Duga », « Zizou » et « Liza…

Just Fontaine, le héros parmi les héros de 1958

Avec treize buts marqués lors de la Coupe du monde en Suède, « Justo » empochait un record réputé aujourd'hui inaccessible

JUST FONTAINE a entamé sa carrière *dans le football* en juillet 1953. La France était encore un Empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais. L'homme dut renoncer à jouer, à la suite d'une double fracture, le 1er janvier 1961. La veille, le général de Gaulle avait demandé aux Français un « oui franc et massif », au projet de loi sur l'autodétermination des populations algériennes, avant le référendum du 8 janvier. Entre temps, il y eût Diên Biên Phu, l'humiliante expédition de Suez, la décolonisation de l'Afrique, l'insurrection du FLN. Et la belle troisième place des Bleus lors de la Coupe du monde de 1958, en Suède.

Quand « Justo » inscrivit ces treize buts qui restent un record, le Maroc avait gagné son indépendance. C'était encore un protectorat quand il naquit, à Marrakech, en août 1933. Il se souvient de cette « *enfance heureuse et ensoleillée* ». Le père était fonctionnaire à la Régie des tabacs. La mère s'occupait des sept enfants. Le gamin apprit à taper le ballon dans une cour d'église où les eucalyptus offraient l'ombre et figuraient les buts. Renvoyé de son lycée « *pour un chahut dont* [il] *n'était pour une fois pas responsable* », il passa son bac à Casablanca et signa à l'US Marocaine avec qui il devint champion d'Afrique du Nord.

Il avait deux idoles : Larbi Ben Barek, « le Pelé marocain », qui s'illustra à Marseille, au Stade Français et à Atletico Madrid, et Mario Zatelli, autre international originaire du protectorat. Ce dernier repéra le jeune attaquant et le fit engager par Nice. Fontaine n'avait pas vingt ans. Il remporta sous les couleurs « rouge et noir » la Coupe de France en 1954 et le championnat en 1956.



PRESSE SPORTS

Just Fontaine porté en triomphe après la victoire (4 à 0) contre l'Irlande, en quart de finale.

MAIS le joueur n'eût guère l'occasion de profiter du climat azuréen, si proche de celui de ses racines. Les événements d'Algérie qui bouleversaient la vie des jeunes de cette époque n'épargnèrent pas totalement le prometteur footballeur. Just Fontaine effectua trente mois de service militaire au bataillon de Joinville. Il ne retrouvait son équipe *qu'à la veille des* matches. Il ne dut qu'à la présence d'un de ses frères en Algérie de n'être pas envoyé à son tour là-bas.

Quand il fut enfin démobilisé, Just Fontaine jouait déjà à Reims, où il avait *signé* au début de la saison 1956/1957. Il remplaçait Raymond Kopa, parti au Real Madrid. « *Nous n'avions pourtant pas le même jeu : lui organisait, moi je marquais des buts.* » La complémentarité trouva sa concrétisation en équipe de France. Kopa était international depuis le 5 octobre 1952. Fontaine étrenna sa première cape le 7 octobre 1956 lors d'une défaite face à la Hongrie. Ce fut d'ailleurs la dernière apparition de l'« équipe d'or » de Puskas : le 4 novembre, la répression du soulèvement populaire de Budapest par les chars russes sonnait sa mort.

En 1958, la guerre hantait également les esprits en France et n'épargnait pas la *sélection de football*. Le Stéphanois Rachid Mekloufi et le Monégasque Mustapha Zitouni, tous deux pressentis pour la Coupe du monde, répondaient à l'appel du maquis algérien. Le 15 avril, ils s'enfuirent à Tunis, retrouvèrent neuf autres joueurs et constituèrent l'équipe du FLN. Le 13 mai, Alger s'insurgeait et ses généraux rêvaient d'un coup d'Etat à Paris. Le 1er juin, Charles de Gaulle se faisait confier les pleins pouvoirs.

La bruyante agonie de la IVe République ne parvint qu'assourdie aux oreilles de l'équipe nationale. Un mois avant le début de la Coupe du monde, les Bleus avaient entamé un stage à Kopparberg, au milieu de la forêt suédoise. L'hôtel avait été réquisitionné, l'équipe vivait en vase clos. Entre deux entraînements, deux matches amicaux contre des clubs plus faibles, on se livrait à des parties de pêche, de cartes ou de pétanque. Jean Vincent avait emmené son harmonica et Roger Piantoni fournissait des histoires drôles pour la veillée. Les autres chantaient les « couilles de mon père » sur un air proche de la Marseillaise (lors du banquet d'après-match, les joueurs écossais se lèveront d'ailleurs en entendant l'air paillard, pensant écouter *l'hymne national*...)

L'encadrement était restreint et respecté. Il y avait Paul Nicolas, le sélectionneur, Jean Snella et Albert Batteux, les deux entraîneurs, plus un médecin et un kiné. On était entre gens de foot. Le reste de la France n'y croyait pas. Deux cents supporteurs et une demi-douzaine de journalistes peu convaincus avaient faits le déplacement. Les dirigeants se tenaient à l'écart par crainte de devoir partager l'opprobre : ils allaient bientôt accourir pour recueillir les lauriers.

« *On nous disait que nous arrivions les premiers en Suède et que nous repartirions les premiers. Nous étions blessés dans notre amour-propre* », se souvient Roger Piantoni. Les Bleus n'avaient plus gagné un match pendant sept mois. Revenait le spectre de 1954 où la sélection avait été éliminée sans gloire dès le premier tour. A Kopparberg, François Remetter, Raymond Kaelbel, Robert Jonquet, Roger Marche, Armand Penverne, Jean-Jacques Marcel et Jean Vincent se souvenaient des quolibets à leur retour de Suisse.

Raymond Kopa avait été critiqué plus que les autres. On pardonnait moins à un fils d'immigré. « *Kopa, retourne à la mine !* » criait le choeur des détracteurs, cachant avec peine leur xénophobie. Pendant quatre ans, l'invective fouilla l'orgueil du champion. La vedette internationale, le « petit Napoléon », était redevenu Kopazewski de Noeux-les-Mines, le galibot aux parents d'origine polonaise qui travaillait huit heures par jour à la fosse n° 3, par plus de 600 mètres de profondeur, et y laissa un doigt lors d'un accident en octobre 1947. Quand il rejoignit ses camarades en Suède après avoir remporté la Coupe des clubs champions avec le Real, la blessure était encore à vif. A la veille de la compétition, l'équipe de France s'était établie à Finspaang, près de Norrköping, d'où elle lança sa glorieuse campagne. Dimanche 8 juin, France-Paraguay (7-3), trois buts de Fontaine. Mercredi 11 juin, à Västeraas, France-Yougoslavie (2-3), deux buts de Fontaine. Dimanche 15 juin, à Örebro, France-Ecosse (2-1), *un but de Fontaine*. Jeudi 19 juin, à Norrköping, en quart de finale, France-Irlande (4-0), deux buts de Fontaine.

Sa carrière s'achevait à vingt-huit ans, « quand pour les autres commencent les plus belles années ». En vingt et une sélections, il avait marqué trente buts

Puis survint ce France-Brésil, le 24 juin, à Stockholm. Aujourd'hui encore, ses participants n'en digèrent pas la fatalité (2-5). Pour qu'ils acceptent le verdict du terrain, il aurait fallu que Robert Jonquet ne soit pas contraint de s'exiler sur l'aile gauche après un mauvais coup de Vava, à la 34e minute, quand le score était encore 1-1. Les remplacements n'étaient pas autorisés et le pauvre « Bob » traîna sa misère l'heure restante avec ce qui s'avéra être, le soir à l'hôpital, une fracture du péroné. « *Le ballon passait à côté de moi*, raconte-t-il. *Je le regardais filer et je ne servais à rien.* » Les amoncellements de messages de félicitations reçus après la large victoire (6-3) face à l'Allemagne dans le match pour la troisième place, le retour triomphal au pays n'atténuèrent qu'à peine les regrets.

Les héros de 1958 s'éclipsèrent discrètement. Heureux sur un terrain, ces hommes supportaient de plus en plus mal un milieu du football où ils n'étaient rien d'autre que des marchandises. Liés par contrat à leur club jusqu'à l'âge de trente-cinq ans, *ils pouvaient être vendus au gré des* présidents. En 1959, à son retour de vacances à Douarnenez, le Breton Armand Penverne apprenait qu'il était transféré de Reims au Red Star. Robert Jonquet était de la même *manière expédié à Strasbourg*. En 1963, Raymond Kopa était suspendu dix matches pour avoir écrit dans un magazine que les joueurs étaient des esclaves. Just Fontaine, le chahuteur, avait créé en 1962 l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), un syndicat. Le début d'un long combat contre les autorités qui aboutira en 1972 au contrat à temps qui rendait sa liberté au sportif.

EN Suède, les joueurs avaient apprécié ce moment où le football était au footballeur. Ils le retrouvent chaque week-end de Pentecôte, à Clamecy, lors du tournoi Paul Nicolas, mort dans un accident *de la route. Just Fontaine fut le seul* de cette génération à prolonger son bail dans le football comme entraîneur. Sans doute parce que sa carrière fut tronquée. Victime d'une double fracture à la jambe gauche le 20 mars 1960 à Sochaux, le joueur revenait à peine quand l'os craqua à nouveau ce 1er janvier 1961. Sa carrière s'achevait à vingt-huit ans, « *quand pour les autres commencent les plus belles années* ». En vingt et une sélections, il avait marqué trente buts, sans aucun penalty.

Il reçoit chaque mois vingt à trente lettres du monde entier dans sa retraite toulousaine. En inscrivant quatre buts à l'Allemagne lors du dernier match en Suède, l'avant-centre ne gagnait pas seulement le fusil de chasse offert au meilleur buteur du tournoi. Il portait son total à un niveau que les spécialistes estiment aujourd'hui inaccessible. Du moins tant que le football ne se décidera pas à redevenir une fête offensive.

Benoît Hopquin

Dans les yeux

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

« *TOC, TOC, TOC ! c'est Mémé* ». Mauvais signe, quand le sélectionneur s'annonce ainsi en personne, au matin du match, à la porte d'une chambre. Pour la première rencontre, contre l'Afrique du Sud, il avait procédé ainsi avec Christophe Dugarry, qu'il a réveillé sur le coup de 10 h 30. Une demi-heure plus tard, la composition de l'équipe était publiée. Sans « Duga », mais avec Thierry Henry. Le jeune Monégasque avait été instruit, dès la veille, de sa titularisation. « *Pour qu'il passe une bonne nuit* », justifie le sélectionneur. Au moment d'affronter l'Arabie saoudite, Aimé Jacquet n'a pas varié dans sa manière : la liste des onze est devenue officielle, jeudi en fin de matinée. La plupart des joueurs l'avait devinée à travers les ultimes entraînements tactiques de la veille. Il ne restait à Aimé Jacquet que quelques cas à régler, à titre préventif, dans sa chambre ou dans celle du joueur concerné : « *Je ne me justifie pas, j'explique, j'argumente ma décision.* »

C'est ainsi, lorsqu'il a quelque chose de délicat à dire, il le fait « *dans les yeux* ». Les messages de reproche, de félicitation ou d'encouragement ne sont jamais adressés dans l'anonymat du collectif. « *Ces conversations individuelles faisaient déjà partie de mon fonctionnement quand j'entraînais Bordeaux* », rappelle-t-il. Parfois, l'entretien n'a d'autre objet que de faire le point sur l'état de performance du footballeur. « *Quand on a affaire à de grands joueurs, ces échanges sont toujours très riches. Personnellement, j'en retire toujours quelque chose.* » Le patron des Bleus reconnait que l'argumentation de certains peut l'amener à réfléchir, « *pas à changer d'avis* ».

AIMÉ JACQUET

Avec les plus jeunes, le face-à-face se réduit souvent à un monologue du coach : « *Ils n'ont pas encore de jugement sur leur production personnelle, ils sont trop inexpérimentés pour faire eux-mêmes les analyses* », explique Aimé Jacquet. Pourtant, après cinq semaines de vie commune, il sent une amélioration de la qualité relationnelle, aussi bien avec les bizuts qu'avec les cadres de l'équipe : « *Le joueur s'ouvre davantage, il est plus confiant, plus spontané, plus authentique.* » La remarque vaut surtout pour David Trezeguet, vingt ans, qui répand dans les médias son impatience d'être titularisé malgré une cheville fragile. Jacquet est-il dérouté par le culot du gamin ? « *Il veut jouer ? Il a de l'ambition ? Tant mieux, c'est le langage que doit tenir tout professionnel.* » Dans son tête-à-tête avec David, il n'a pu dire autre chose, sauf que le dernier mot lui restera toujours. Dans les yeux.

« [Les jeunes] sont trop inexpérimentés pour faire eux-mêmes les analyses »

COUPS DE SIFFLET

LA REVUE DE PRESSE

LA STAMPA (Italie)
Ce 3-0 est important pour l'avenir de l'Italie dans son groupe et pour ce bond que Vieri réalise en se hissant en tête du classement des buteurs. L'équipe a surtout embrayé la vitesse supérieure (...). C'est une question d'homme et c'est une question d'esprit. Plus de pression, plus d'agressivité : l'Italie dans les vingt-cinq premières minutes, a montré les progrès qu'elle se devait de faire après son match nul contre le Chili. L'engagement de Di Baggio a amélioré le rendement au milieu de terrain et a optimisé les qualités de Dino Baggio. Celui-ci a trouvé quelqu'un qui l'a aidé à bloquer les adversaires et faire le forcing en attaque : Moriero (...).

LA REPUBBLICA (Italie)
Vieri a été d'une surprenante maladresse lors de ses deux occasions en première mi-temps. Pourtant il évolue au sein d'une équipe qui lui est aujourd'hui plus familière. Il avance en courant, il revient en marchant : il est souvent hors-jeu, il invoque des contre-pieds de ses adversaires. Son but frappé de l'intérieur du pied gauche est beau, c'est un coup d'une grande classe après tant de grisaille. Il est ainsi, il donne du poids à une équipe qui peut d'un seul coup devenir si fragile et transparente. A la 44e minute de la deuxième mi-temps, il profite d'un rebond favorable et le voilà en tête du classement des buteurs du Mondial avec Salas.

LE MATIN (Maroc)
L'excellent résultat obtenu par les Lions de l'Atlas face à la Norvège (2-2) nous avait laissé entrevoir de grands espoirs. Malheureusement, il n'en fut rien. Non parce que les Brésiliens étaient trop forts mais à cause de la nervosité et de la fébrilité dont ont fait preuve nos joueurs. Cependant, malgré cette sévère défaite, le Maroc garde ses chances intactes pour une éventuelle qualification au second tour, Ecosse et Norvège s'étant séparés sur un nul.

LA LIBERTÉ DE L'EST
Alors que sur le terrain, les choses se déroulent pour l'instant dans le respect des règles du sport, ces dernières sont bafouées par toutes les affaires qui gravitent autour du Mondial. Hier, le dossier des faux billets vendus à plus de 30 000 supporters japonais, allemands et brésiliens bernés a fait déborder le vase. L'escroquerie est une affaire sans précédent dans le milieu du football et ternit considérablement l'image de la France.

LE JOURNAL DE LA HAUTE-MARNE
(...) L'affaire des billets est grave parce que, de près ou de loin, elle implique l'organisation de la Coupe du Monde qui n'a pas su détecter à temps un énorme dysfonctionnement (...). Il faut espérer qu'en marge de la justice les autorités sportives feront rapidement le ménage (...).

INTERNET

http : //chat. sportsline.com/u/soccer/worldcup98/forum. html

LE FORUM soccernet propose des groupes de discussions match par match. On peut ainsi suivre les réactions à chaud des supporteurs à l'autre bout du monde, comme s'ils étaient dans la même pièce. Lors de la rencontre Italie-Cameroun, au moment où l'arbitre sort son carton rouge, un fan pousse un cri du cœur : « *Pauvre Cameroon, et en plus la sanction est injuste* », suivi deux minutes plus tard de cette lamentation : « *Encore pire, je viens de les voir encaisser un deuxième but* », alors qu'un supporteur italien jubile douze minutes après : « *Et de trois avec Vieri.* »
Après le match on se retrouve entre internautes pour commenter à nouveau. On loue ici la « *combativité des Lions et la bonne démonstration de l'Italie* », alors qu'une plainte s'élève au sujet de « *cette stupide publicité de Nike qui devrait être enlevée* », et le débat revient sur le fameux carton rouge défendu par un seul surfeur.

SUR LES ÉCRANS DU MONDE
UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

Sarajevo souhaite la perte des Croates et des Serbes

SUR LES COUPS de 21 h 45, dimanche 14 juin, une clameur s'est élevée au-dessus du café Epoha, à Sarajevo : la Jamaïque vient d'égaliser face à la Croatie. Plus tôt dans la journée, on avait longtemps espéré que l'Iran, opposé à la Yougoslavie, arracherait le nul. Les Sarajéviens ne sont pourtant pas des supporteurs inconditionnels des Jamaïcains et des Iraniens.

Certes, pendant la guerre, l'Iran a fourni des armes et des liasses de billets aux Musulmans bosniaques. Les habitants ont apprécié, mais là s'arrête leur reconnaissance. Le mode de vie à l'iranienne est incompatible avec la légèreté légendaire des gens de Sarajevo, où l'on croise dans les rues beaucoup plus de minijupes que de foulards. *« On aurait soutenu de la même manière le Luxembourg ou les îles Féroé s'ils avaient été les adversaires des Croates et des Serbes ! »*, lâche Edin, « scotché » devant l'écran géant installé en terrasse.

Dans l'ex-Yougoslavie, le sport a toujours été étroitement lié à la politique (tout candidat à une place au Parlement devait au préalable siéger au conseil d'administration d'un club) et la Coupe du monde vient raviver certaines rancœurs. L'équipe de Croatie est franchement détestée parce qu'elle a infligé deux défaites à la Bosnie en poule éliminatoire, et parce que Zagreb n'a, semble-t-il, pas abandonné... toute idée d'annexer politiquement un jour l'Herzégovine (région sud-ouest de la Bosnie, à majorité croate). Curieusement, l'équipe de Yougoslavie n'est qu'une *« mal-aimée »*.

Les Sarajéviens sont à la fois des amoureux du beau jeu et des nostalgiques de l'ère titiste. A l'époque du maréchal, le plein-emploi était assuré, les acquis sociaux n'étaient jamais remis en cause et l'équipe nationale jouait « à la brésilienne » avec des Serbes, des Croates, des Bosniaques, des Monténégrins et des Slovènes. La capitale bosniaque éprouve du vague à l'âme et se console en observant de loin les événements tragiques qui secouent le Kosovo. *« Les Serbes sont définitivement des bouchers. Comment avons-nous pu vivre et jouer avec eux ? »*, se demande Edin. Et de rappeler que, dans la sélection yougoslave actuelle, certains joueurs entretiennent de bonnes relations avec le fameux « Arkan », criminel de guerre et mafieux, aujourd'hui propriétaire d'un club de football à Belgrade. Mais en observant les passes lumineuses des Serbes Dragan Stojkovic ou Vladimir Jugovic, certains ne manquent pas d'évoquer celles, aussi superbes, faites autrefois par le Croate Josip Skoblar ou le Bosniaque Safet Susic.

« Le jeu " à la yougoslave " est notre plus beau souvenir d'avant-guerre, avec les virées sur les plages croates ou monténégrines », rappelle Samir, le copain d'Edin. Un choc est ici très attendu : le match Etats-Unis-Yougoslavie, le 25 juin. Sarajevo doit à Bill Clinton et à la *Pax americana* de vivre aujourd'hui en paix. On soutiendra donc les Américains ! Mais de leur côté, les Serbes de Bosnie n'oublient pas, eux, que le président américain a ordonné en 1995 des frappes de l'OTAN sur leurs positions. Ceux-là rêvent d'une raclée infligée aux *Stars and Stripes*...

OBJECTIF 2002

Sarajevo espère que la Yougoslavie et la Croatie n'accéderont pas aux 8[e] de finale. *« Dans le groupe des Serbes, on soutient bien sûr les Etats-Unis, mais aussi l'Allemagne à cause du trafic de voitures pas chères et de l'argent que nos exilés envoient »*, raconte Edin. *« Dans le groupe des Croates, on attend la qualification de l'Argentine et du Japon. Le Japon, parce que c'est le pays qui co-organise la Coupe du monde de 2002 et on en sera ! »*, jure Edin. Avant d'y songer, le football bosniaque doit aplanir ses divisions. Il existe trois fédérations, trois championnats et trois sélections. Fondre les meilleurs joueurs dans une même sélection relève aujourd'hui du rêve. Un jeu « à la bosniaque » avec des Musulmans, des Serbes et des Croates ne pourra faire rêver que si les hommes politiques le veulent bien.

Christian Lecomte, à Sarajevo

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

Intermezzo

« LE SALAUD ! Le salaud ! Le salaud ! » En plein affrontement Italie-Cameroun, vu de la Taverne du Toucan à Bruxelles, où l'on est inconditionnel de la *Squadra azzurra* pour cause d'attaches familiales transalpines de la femme du patron, on aurait pu croire ces insultes adressées au pauvre Kalla, « lion indomptable » viré comme un chacal. Erreur. Ces imprécations étaient émises par une grande femme blonde, portant bien une solide quarantaine, venue ce soir là dans l'établissement sans véritable envie d'en découdre, mais avec un solide coquard à l'oeil gauche.

Elle s'appelle Alice, et bénéficie d'un réel respect de la part des habitués du lieu, vu qu'elle exerce la profession d'inspectrice des impôts et qu'elle donne bien volontiers et gracieusement de judicieux conseils fiscaux à quiconque en a besoin. Elle partage la vie d'un contrôleur des marchés de la ville de Bruxelles, dont la principale qualité n'est pas la douceur. Et bien souvent on a vu Alice venir se consoler au Toucan de rapports conjugaux du type fort bien décrit dans la chanson de Boris Vian, *Fait moi-mal Johnny*, interprétée par une Magali Noël qui proclame *« moi, j'aime l'amour qui fait bing ! »*. L'assistance détourna quelques instants son attention de la raclée infligée par les Italiens aux Camerounais pour s'occuper de celle reçue par Alice. La discussion passe alors de l'arbitrage contesté du match en cours aux règles à respecter dans la vie à deux : *« Une femme, c'est pas un punching-ball ! Il devrait y avoir des cartons rouges pour ce genre de mecs qui cognent. Le mariage c'est pas un ring de boxe ! »*, tranche Henri, le patron, en apportant à Alice un Martini-gin consolateur. Cette marque de compassion a pour effet de faire redoubler les sanglots de la dame et d'introduire une certaine gêne dans le reste de l'assistance, pour l'essentiel masculine. Alice sent que ce n'est pas là qu'elle trouvera une écoute attentive à ses malheurs. Elle écluse rapidement son Martini, réajuste son chignon et prend congé de l'assistance.

Après son départ, les langues se délient, et l'assistance se met à traiter de l'incident avec un souci d'objectivité retrouvé. *« D'accord, c'est moche de cogner, mais faut voir le contexte, on connaît pas tout »*, hasarde l'un. *« Je connais pas le bonhomme d'Alice, mais elle, c'que j'peux dire, c'est qu'elle a un sacré carafon ! »*, ajoute l'autre. Henri, qui observe l'évolution de l'opinion publique locale avec la finesse d'un Alain Duhamel, tient à mettre les choses au point : *« C'que j'ai dit tout à l'heure, je le maintiens. Mais remarquez qu'il y a des moments où ça fait du bien de lâcher une beigne. Pas méchamment, pas prémédité. Mais ça vaut mieux que de garder sa colère rentrée ! »* A tout le moins, cela se discute.

« Une femme, c'est pas un punching-ball ! Il devrait y avoir des cartons rouges pour ce genre de mecs »

Billetterie : deux mises en examen

Le directeur général et un « consultant extérieur » d'ISL France, filiale d'un groupe suisse partenaire commercial de la FIFA, ont été écroués. Le scandale risque d'éclabousser la fédération

L'AFFAIRE de la billetterie du Mondial a connu, mercredi 17 juin, un nouveau rebondissement avec les mises en examen de Marc Loison, directeur général d'ISL France, la filiale (à 49 %) du groupe suisse ISL Worldwide, partenaire commercial de la Fédération internationale (FIFA), et de Gilles Favard, présenté par ISL France comme un « consultant extérieur » travaillant pour elle. Les deux hommes ont été écroués. M. Loison est soupçonné par les enquêteurs d'avoir organisé ou couvert des opérations de revente illégale de billets effectuées au nom d'ISL France ou dans ses locaux. Une instruction a été ouverte à son encontre par les juges Jean-Paul Albert et Xavière Simeoni, pour faux, usage, abus de biens sociaux, abus de confiance et abus de pouvoirs sociaux.

La veille, Gilles Favard avait été placé en garde à vue. Il est accusé par ISL France d'avoir utilisé frauduleusement du papier à en-tête de l'entreprise pour le même genre d'opération. Une information judiciaire a été ouverte par les mêmes juges pour vol, faux, usage, abus de biens sociaux et abus de confiance.

Tout commence comme dans un mauvais polar. Lundi 8 juin, Flavio Bataini, le responsable du service juridique de la FIFA, trouve à la réception de son hôtel, le Méridien Montparnasse, une enveloppe. A l'intérieur : une longue lettre signée d'un avocat belge, Etienne Klaes, qui défend les intérêts de plusieurs sociétés belges affirmant avoir commandé 15 600 billets, jamais livrés, à des intermédiaires non agréés. Le ton de la missive est comminatoire : l'avocat exige au moins les 1 500 billets commandés pour le match Pays-Bas-Belgique du 13 juin. Faute de quoi, il menace de faire des révélations à la presse. Pour se faire convaincant, M[e] Klaes a joint à sa missive un autre document : la photocopie d'une lettre de « réservation » de 22 places, à l'en-tête d'ISL France, adressée à une autre société, française. Cette lettre est signée Gilles Favard, qui se présente comme « directeur du développement d'ISL France ».


HUGUES DE WURSTEMBERGER/VU

A Saint-Denis, un Ecossais examine le billet d'un Japonais inquiet.

BILLETS FANTÔMES

M. Bataini transmet le dossier à la FIFA, qui se retourne vers son partenaire ISL Worldwide. Lundi 15 juin, une semaine après le dépôt de l'enveloppe au Méridien, ISL France porte plainte contre M. Favard. Celui-ci sera placé aussitôt en garde à vue par les policiers de l'office central de répression du faux-monnayage. Au cours des perquisitions menées chez lui et chez sa sœur – mise ensuite hors de cause –, les enquêteurs découvrent des documents relatifs à des commandes de billets, une somme de 20 000 francs en liquide et... une centaine d'authentiques billets, dont certains proviendraient de la Fédération marocaine de football. Le consultant indélicat est apparemment bien connu des milieux sportifs – il aurait travaillé avec Claude Bez lorsque celui-ci dirigeait les Girondins de Bordeaux. Il fréquente aussi les champs de course et le Paris Country Club de Rueil-Malmaison, où il aurait recruté quelques « clients » à prix d'or pour ses billets fantômes.

Didier Forterre, président d'ISL France et son cofondateur avec Marc Loison, plaide l'abus de confiance : *« Gilles Favard, je le connais depuis plus de vingt ans. Nous lui avions tendu la main au début de 1997, alors qu'il était dans une mauvaise passe, en lui donnant un bureau et un téléphone et en lui confiant des missions commerciales. »* Une générosité bien mal récompensée puisque l'enquête a mis au jour un trafic portant, selon les premiers éléments, sur près de 2 000 billets et/ou promesses de vente de billets. Mais l'affaire pourrait rapidement prendre une tout autre ampleur.

Un autre avocat, Francis Debaecker, de Valenciennes, a déposé une plainte contre X... pour escroquerie, le 15 juin, au nom de quatre agences de voyage japonaises, qui auraient « acheté » 15 000 billets, et au nom de Passeport International, pour les 15 600 billets destinés aux clients belges de son confrère, M[e] Klaes. Selon M[e] Debaecker, une bonne part de ces 30 000 places auraient été « réservées » auprès de Gilles Favard, agissant soit au nom d'ISL France, soit en son nom propre, et auprès d'une société irlandaise, créée en novembre 1997, Continental Contract, dont l'avocat affirme qu'elle était représentée à Paris par *« des personnes proches de M. Favard »*. Et d'affirmer : *« Certains billets, dont j'ai des photocopies en ma possession, étaient estampillés "Fédération colombienne", d'autres "ISL Marketing AG", d'autres encore "invitation". »*

ARGENT GELÉ

Les deux avocats ne croient guère à la version avancée par ISL. *« Cette affaire ne se résume pas à un papier à lettres volé ! M. Favard n'a pas pu mener seul ses opérations. D'ailleurs, il ne se cachait guère, on pouvait le joindre au téléphone et même venir le voir au siège d'ISL France »*, déclare au *Monde* M[e] Francis Debaecker. *« Certains de mes clients belges ont rencontré au moins trois personnes dans les locaux d'ISL France »*, affirme de son côté M[e] Klaes. *« Il était chargé de commercialiser des écharpes, des affiches et des agendas, normal qu'il reçoive des gens à son bureau »*, réplique l'avocat d'ISL France, Jean-Marc Coblence. Pour lui, *« tout cela relève d'une vaste hypocrisie, ces soi-disant agences "victimes" savaient pertinemment qu'elles s'adressaient à des intermédiaires non agréés, pour acquérir des billets par des voies illégales. D'ailleurs, aucune d'entre elles n'est venu vérifier auprès d'ISL les dires de M. Favard »*. Et les agences belges avaient pris soin de geler l'argent des places sur un compte dans l'attente des billets. Leur préjudice n'est donc que moral, reconnaît M[e] Klaes, qui n'a d'ailleurs pas déposé plainte.

Cette affaire laissera des traces. Le groupe suisse s'est efforcé de placer un « cordon sanitaire » autour de sa filiale française. *« Nous ne sommes qu'actionnaire minoritaire, à 49 %, depuis 1995, et nous ne contrôlons rien de ce qui s'y passe »*, souligne Philippe Jargraff, vice-président d'ISL Worldwide. Un audit des comptes d'ISL France a été commandé au cabinet KPMG. Mais le mal est fait et le scandale risque d'éclabousser non seulement ISL mais aussi la FIFA – dont plusieurs fédérations nationales sont parmi les « fournisseurs » de billets pour le marché noir. Son nouveau président, Joseph Blatter, a affirmé mercredi : *« Le système de billetterie n'a pas été résolu de façon parfaite, loin de là. Il faut en tirer les conséquences afin d'éviter cela à l'avenir, avec notamment les problèmes relatifs au marché noir. »*

D'ores et déjà, une refonte totale du système d'attribution et de distribution des billets est lancée pour la prochaine Coupe du monde, en 2002. Mais les organisateurs du championnat d'Europe qui se déroulera dans deux ans en Belgique et aux Pays-Bas, ont des sueurs froides : leur billetterie était jusqu'ici calquée sur celle du Mondial 98...

Pascal Galinier

Partir ou rester, la folle journée des Iraniens

La programmation sur M 6 du film « Jamais sans ma fille » a froissé plusieurs joueurs et un diplomate

PROBLÈMES de communication entre l'ambassade d'Iran en France et l'équipe nationale stationnée à Yssingeaux ? Technique innovante de motivation ? Une drôle de pièce s'est jouée entre Paris et la petite sous-préfecture de Haute-Loire, mercredi 17 juin. Tout commence en milieu de matinée. Après leur coup d'éclat de la veille, lorsqu'une délégation de trois internationaux iraniens a convoqué la presse pour protester contre la programmation, lundi, sur M 6, du film *Jamais sans ma fille*, les joueurs se rendent, comme si l'affaire était classée sans suite, au stade de Montbarnier pour un entraînement à huis clos.

Ils sont encore à la peine sous les ordres de leur encadrement technique qu'une dépêche de l'Agence France-Presse jette le trouble. Selon ses termes, un diplomate iranien en poste à Paris vient de relayer l'exaspération des joueurs qui avaient jugé que la programmation de ce film, jugé insultant pour leur pays, leur religion et leur culture à quelques jours d'une rencontre au sommet avec les Etats-Unis à Lyon, le 21 juin, était, au mieux, une mauvaise manière, au pire, une manœuvre de déstabilisation. Le diplomate va cependant autrement plus loin en évoquant l'hypothèse d'un retrait de l'équipe iranienne en signe de protestation contre cette entorse à l'esprit sportif. L'heure est donc bigrement grave !

« RUMEUR MALVEILLANTE »

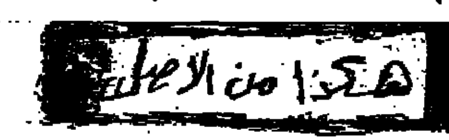
Il est bientôt midi et, au Quay d'Orsay, c'est l'heure du point quotidien du service de presse sur les sujets d'actualité. Interrogé sur ce dossier imprévu, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux, se contente d'indiquer qu'*« en France les médias sont indépendants »*, et précise que Paris n'a certainement pas obligé la chaîne privée M 6 à diffuser le film incriminé. Un peu plus tard dans l'après-midi, le ministère assure n'avoir qu'un seul souhait en la matière : *« Que la Coupe du monde se déroule du mieux possible. »*

Heureusement, une conférence de presse prévue dès la veille et organisée à 17 heures avec l'entraîneur iranien, Jalal Talebi, va permettre de mettre un terme aux spéculations. Interrogé sur un possible départ des troupes iraniennes d'Yssingeaux, le responsable sportif cache mal sa *« surprise »*. *« Je ne suis au courant de rien ! C'est la première fois que j'entends parler de cela ! Nous sommes ici pour jouer ! »*, s'exclame-t-il. S'il revient lui aussi sur la programmation du film pour la déplorer avec fermeté mais sans excès, contrairement à certains de ses joueurs la veille, l'entraîneur est manifestement venu pour parler de football, rien que de football, mais de tout le football.

A ses côtés, un membre de la délégation opine du chef. Après la conférence de presse, il confirmera la réaction du sportif. *« Nous ne sommes pas au courant*, assure-t-il, *je suis sûr que l'ambassadeur n'a pas dit catégoriquement que l'équipe va se retirer. Nous allons jouer dimanche, c'est sûr à cent pour cent. Vous savez, tout ceci relève plus de la rumeur malveillante que d'autre chose. »* Démentant les propos recueillis le matin même, l'ambassadeur iranien met un terme définitif et habilité à la fausse-vraie polémique en assurant que l'Iran disputera en France *« tous les matchs »* qu'il lui sera donné de jouer.

A Yssingeaux, l'annonce ne pouvait pas mieux tomber. Le grand dîner iranien « sans alcool » organisé en ville à l'occasion du séjour des joueurs de l'équipe nationale a attiré plus de 700 personnes, Iraniens et Yssingelais confondus. Il aurait été dommage d'afficher complet pour célébrer une retraite.

Gilles Paris, à Yssingeaux



ITALIE-CAMEROUN

Les Chiliens laissent filer u

هكذا من الأصل



ITALIE-CAMEROUN 3 - 0

GROUPE B - MERCREDI 17 JUIN
21 heures, Stade de la Mosson, à Montpellier
• Temps agréable.
• Terrain en très bon état, pelouse impeccable.
• Ambiance animée et colorée.
• 35 000 spectateurs

Arbitre : M. Edward Lennie (Australie), assité de MM. Rossi (Arg.) et Fred (Van.)

ITALIE
Sélectionneur : Maldini
⑫ Pagliuca ⑥ Nesta
⑤ Costacurta ③ P.Maldini (cap.)
④ Cannavaro ⑰ Moriero (Di Livio, 83e)
⑨ Albertini (Di Matteo, 62e) ⑭ Di Biagio ⑪ D.Baggio
㉑ Vieri ⑱ R.Baggio (Del Piero, 65e)

CAMEROUN
Sélectionneur : Le Roy
① Songo'o ④ Song ⑤ Kalla Nkongo ⑥ Njanka
⑳ Olembe ⑩ Mboma (Eto'o, 66e) ⑭ Angibeaud
⑮ Ndo ③ Wome ⑱ Ipoua (Job, 46e)
⑦ Omam-Biyik (cap.) (Tchami, 66e)

COMMENTAIRE Match vivant, de bonne qualité technique. Le score sévère ne reflète ni les difficultés de l'Italie à faire le jeu, ni les bonnes séquences de jeu collectif des Camerounais, pas assez présents toutefois dans la surface. Les joueurs de Claude Le Roy, très contractés et timides en première période, n'ont vraiment commencé leur match qu'après l'expulsion de Kalla Nkongo. Les erreurs de marquage flagrantes de la défense camerounaise ont été exploitées par les Italiens, réalistes dans la conclusion, moins convaincants dans la construction de leurs offensives.

AVERTISSEMENTS ITALIE : Costacurta (27e, jeu dangereux), Di Biagio (64e, comportement anti-sportif).
CAMEROUN : Wome (7e, jeu dangereux), Njanka (17e, jeu dangereux), Angibeau (79e, jeu dangereux), Song (85e, jeu dangereux).

BUTS ITALIE : Di Biagio (8e, sur un centre de la gauche de Roberto Baggio, tête en extension décroisée, de 7 m, le long du poteau droit à mi-hauteur) ; Vieri (75e, de 15 m à droite, tir croisé et piqué du pied droit, au-dessus de Songo'o, au ras du poteau gauche à mi-hauteur) ; Vieri (89e, frappe de l'intérieur du pied gauche, dont le rebond lobe Songo'o couché, au centre du but).

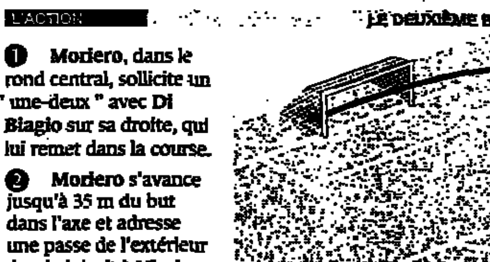
EXPULSION CAMEROUN : Kalla Nkongo (43e, jeu dangereux) ne jouera pas le prochain match contre le Chili le 23 juin.

OCCASIONS ITALIE : 51 positions d'attaque dans les 30 m (20 + 31) dont 12 occasions (5 + 7) ; 14 tirs (4 + 10) dont 4 contrés (1 + 3), 1 dévié (0 + 1) et 3 parés (1 + 2) par Songo'o.
CAMEROUN : 47 positions d'attaque dans les 30 m (21 + 26) dont 4 occasions (2 + 2) ; 14 tirs (5 + 9) dont 3 contrés (1 + 2) et 6 parés (2 + 4) par Pagliuca.

ARRÊTS DE JEU En faveur du ITALIE : 10 coups francs (9 + 1) dont 1 hors-jeu (1 + 0), 9 corners (4 + 5).
En faveur du CAMEROUN : 32 coups francs (15 + 17) dont 11 hors-jeu (6 + 5), 8 corners (2 + 6).

HOMMES-CLÉS ITALIE : Dino Baggio a effectué un travail de sape crucial au milieu, ratissant les ballons et exerçant une pression physique intense sur les techniciens camerounais, obligés de précipiter leurs passes en première période. Le milieu de Parme a aussi mis en évidence la qualité de sa frappe.
CAMEROUN : Songo'o a multiplié les parades décisives devant les attaquants italiens, grâce à sa détente et ses réflexes sur la ligne. Le gardien expérimenté du Deportivo La Corogne (34 ans) a cependant manqué de présence sur les ballons aériens, comme en témoigne son comportement statique sur le premier but.

L'ACTION



❶ Moriero, dans le rond central, sollicite un " une-deux " avec Di Biagio sur sa droite, qui lui remet dans la course.

❷ Moriero s'avance jusqu'à 35 m du but dans l'axe et adresse une passe de l'extérieur du pied droit à Vieri, qui s'est démarqué dans le dos de Song.

❸ Vieri suit la trajectoire de la passe, sans contrôle, jusqu'au niveau du point de penalty à droite de la surface. Ayant vu la sortie de Songo'o, il " pique " son ballon du pied droit. Le tir lobe le gardien et finit à mi-hauteur près du poteau gauche.

La Squadra Azzurra dompte des Lions trop tendres

Montpellier. Face à la jeune équipe camerounaise, l'Italie a retrouvé son agressivité, son efficacité et son cynisme

C'EST une règle non dite, non écrite, mais toujours en vigueur : la Squadra Azzurra n'a pas le droit de jouer trop longtemps avec les nerfs des *tifosi*. Après le match nul concédé face au Chili jeudi 11 juin, les débats ont été nombreux et passionnés : pourquoi Cesare Maldini s'est-il passé des services d'Alessandro Del Piero ? Pourquoi la défense, traditionnel point fort de la Squadra, a-t-elle à ce point été malmenée par les Chiliens Zamorano et Salas ?

La légion de Cesare s'est ainsi remise au travail pour « recadrer » les défenseurs, rattraper le retard constaté en matière de condition physique, et affiner un système de jeu offensif qui semblait prometteur avec une « pointe » acérée (Christian Vieri) et un stratège posté juste derrière (Roberto Baggio). Résultat du travail réalisé ces derniers jours : les erreurs de Bordeaux ont laissé place au triomphe de Montpellier. Une Squadra typiquement italienne, agressive, parfois cynique, a terrassé des Lions qui n'avaient d'indomptables que l'appellation.

DEUX BUTS DU « PICHICHI »

Dans la douceur d'une soirée languedocienne, les joueurs de Maldini ont soudain retrouvé leurs repères. Tacles, charges et surtout replacements défensifs étaient de nouveau efficaces. Les contres rapidement menés redevenaient incisifs. Et pour parachever ce bel ouvrage collectif, Christian Vieri, taureau ascendant buteur, s'est chargé de confirmer ce que les habitués du championnat espagnol savaient déjà, à savoir qu'il s'agit d'un très grand attaquant de pointe. Sacré « pichichi » (meilleur buteur de la Liga) cette saison, le joueur de l'Atletico Madrid donne au système mis en place par Cesare Maldini une touche d'agressivité bienvenue en attaque.

Sans bons ballons, cependant, un attaquant de pointe n'est rien. Et Vieri, auteur d'un joli double face au Cameroun (un ballon finement piqué du pied droit pour le premier but, une interception et un tir du gauche pour le deuxième) n'a pas manqué de rendre hommage, après la rencontre, à ses fournisseurs officiels : « *Qu'il s'agisse de Roberto* (Baggio) *ou d'Alessandro* (Del Piero), *j'ai de la chance d'évoluer à leurs côtés. Recevoir des passes délivrées par des techniciens aussi doués est un véritable plaisir !* »

Contrairement à ce qu'espéraient beaucoup de *tifosi*, Cesare Maldini n'a pas tenté le coup du « trident », à savoir aligner côte à côte le buteur Vieri et les deux artistes que sont Roberto Baggio et Alessandro Del Piero. Restant fidèle à son système, le sélectionneur italien a préféré quadriller efficacement le terrain pour étouffer les assauts parfois flamboyants mais souvent naïfs des jeunes Lions camerounais. Entré en jeu à vingt-cinq minutes du coup de sifflet final à la place de Roberto Baggio, Alessandro Del Piero a retrouvé ses sensations, après vingt-sept jours sans compétition. Et son entente avec Vieri s'annonce aussi prometteuse que l'est celle du buteur avec Baggio.

Face à cette Squadra redynamisée, les Lions se sont donc cassés les crocs. Avec une moyenne d'âge de 24,8 ans, le Cameroun est la sélection la plus jeune de la compétition. Claude Le Roy, qui ne doute de rien et surtout pas de la qualité de son effectif, a même osé, alors que son équipe jouait à dix après l'expulsion de Kalla, aligner deux joueurs de 17 ans : Salomon Olembe et Samuel Eto'o, ce dernier étant entré en jeu à la 66e minute. Un pari audacieux qui a permis au Cameroun de prendre la direction des opérations en début de seconde période. Sans toutefois inquiéter outre-mesure Gianluca Pagliuca, bien protégé par des défenseurs plus attentifs que lors du match face au Chili.

DEUXIÈME REVERS AFRICAIN

Petit à petit, la Squadra de Maldini est donc en train de retrouver une forme qui devrait, logiquement, la mener assez loin. L'effectif est riche et le système de jeu permet à de nouveaux arrivants comme Francesco Moriero ou Luigi Di Biagio de trouver rapidement leurs marques sur le terrain. Côté camerounais, le bilan est plus mitigé. Le potentiel athlétique est réel, les qualités techniques également. Mais face à l'Italie, le jeu des Lions a occasionné trop de déchets : passes mal ajustées, contrôles ratés, lucidité limitée.

Après la lourde défaite subie la veille par le Maroc face au Brésil, ce deuxième revers d'une équipe africaine sur ce score sans appel de 3-0 prouve si besoin était que le chemin à parcourir reste long pour arriver au niveau d'équipes comme la Seleçao et la Squadra Azzurra, deux équipes qui, il y a quatre ans, disputaient une finale de Coupe du monde. Les Lions, qu'ils soient de l'Atlas ou indomptables, en sont encore loin.

Alain Constant



Ce tacle par derrière du Camerounais Pierre Njanka sur Roberto Baggio aurait dû valoir à son auteur une exclusion. Las, c'est son coéquipier Raymond Kalla qui écopera d'un carton rouge pour une faute bénigne.

TEMPSPORT

Un carton rouge en guise de compensation

JOSEPH BLATTER ne va pas être content. Très critique, depuis le début de la Coupe du monde, sur le manque de clairvoyance des arbitres dans les cas de tacles par derrière, le tout nouveau président de la Fédération internationale de football (FIFA) a dû vaciller de son siège en regardant le match Cameroun-Italie, mercredi 17 juin. A la 17e minute de la rencontre, l'arbitre australien Edward Lennie n'a donné qu'un carton jaune au défenseur camerounais Pierre Njanka alors que son agression sur Roberto Baggio aurait mérité de figurer sur la cassette spécial « tacles par derrière » que la FIFA avait projetée aux arbitres avant le Mondial.

Malheureusement pour lui, M. Lennie n'allait pas en rester là. Vingt-six minutes plus tard, il expulsait le libero Raymond Kalla pour contact, crampons en avant, sur Luigi Di Biagio. Un geste répréhensible, certes, mais qui n'aurait dû valoir à son auteur qu'un simple avertissement comme devaient le prouver les différents ralentis des images télévisées : lancé à vive allure suite à un mauvais contrôle de balle, l'imposant défenseur n'eut pas le temps de freiner sa grande carcasse (1,90 m, 84 kg). Dans l'action, M. Lennie concluait à une violence intentionnelle, appelée « faute grave » par le règlement.

La succession de ces deux erreurs pourra paraître quelque peu troublante, au bout du compte. L'homme au sifflet a-t-il voulu faire acte de « compensation » ? Voire de zèle ? Après une semaine de compétition, certains arbitres en sont déjà à se demander si des matches leur seront attribués pour le second tour. « *Chaque fois qu'il y a un système de concurrence entre nous, le danger est que certains jouent aux cow-boys, histoire de se distinguer* », indiquait récemment un directeur de jeu expérimenté.

L'erreur de M. Lennie constitue le deuxième problème d'arbitrage de la Coupe du monde après l'affaire du penalty sifflé contre le Chili pour une main totalement involontaire. Dans les deux cas, la grande bénéficiaire se trouve être la même : l'équipe d'Italie.

Frédéric Potet, à Montpellier

Les Chiliens laissent filer une nouvelle victoire

Saint-Etienne. Au terme d'un match de médiocre qualité, l'Autriche a encore égalisé pendant les arrêts de jeu, douchant les illusions des coéquipiers d'Ivan Zamorano

COUPE DU MONDE ou non, les horloges du stade Geoffroy-Guichard sont bloquées sur midi. Le temps est suspendu à Saint-Etienne. Faute d'avoir su maîtriser cette donnée locale, les Chiliens ont laissé filer une nouvelle victoire, mercredi 17 juin, face à l'Autriche. Cinq minutes de trop face à l'Italie, quelques secondes contre l'Autriche : en deux matches, les Chiliens ont découvert le prix du temps, cette denrée outrageante qui peut transformer deux victoires en autant de matchs nuls, six points en deux, une qualification assurée en un avenir plus flou.

Une semaine plus tôt, les coéquipiers d'Ivan Zamorano avaient été privés d'un exploit dans les dernières minutes, à cause d'un pénalty contestable offert aux Italiens par un arbitre généreux. Les Chiliens s'étaient sentis spoliés, brimés, mais ils avaient eu l'élégance de minimiser l'incident. Question de dignité, de réputation à rétablir : naguère mis au ban des nations du football pour avoir contesté trop vivement une décision arbitrale, les Chiliens sont venus soigner leur image en France. « *Ce qui compte, ce qui est le plus important, c'est que les gens parlent du Chili en bien* », répète leur entraîneur, le placide Nelson Acosta, un Uruguayen tombé amoureux de son pays d'adoption.



PAWEL KOPCZYNSKI/REUTERS

« Le Matador » Marcelo Salas a frappé. Le gardien autrichien Michael Konsel parvient à bloquer la balle, mais derrière sa ligne de but.

La réussite des deux stars de l'attaque, les « jumeaux magiques » Salas et Zamorano, a stimulé toute l'équipe andine. Les commentaires élogieux qui ont suivi la brillante démonstration chilienne face à l'Italie ont fait naître des ambitions. A la veille du match, Nelson Parraguez, le milieu récupérateur, ou Fabian Estay, le milieu offensif, ne masquaient pas leurs intentions : « *Le football chilien n'est pas très coté en Europe, on ne connaît pas notre championnat. Chaque joueur sait que s'il réalise une bonne Coupe du monde, il aura la possibilité de signer pour un grand club.* »

Contre l'Autriche, les généreux Chiliens sont entrés sur le terrain imbibés de ces envies de grandeur : « *Nos illusions, la confiance qui règne dans le groupe seront des éléments importants* », prédisait l'expérimenté Ivan Zamorano, trente et un ans. Hélas ! la spontanéité n'était pas au rendez-vous. Le duel des *montagnards andins et alpins* a suivi le pas lent et serré d'une étouffante partie d'échecs.

BONUS FATAL

Le Chili a patienté jusqu'à la soixante-douzième minute pour prendre l'avantage, lorsque Marcelo Salas a justifié son surnom de « Matador » des surfaces de réparation en poussant *in extremis*, d'un coup de genou, le ballon derrière la ligne blanche défendue par Michael Konsel. Les Chiliens tenaient enfin leur victoire. Elle était chiche, mais elle était là, bien palpable, savoureuse. Ont-il été aveuglés par leurs douces illusions au moment où le délégué de la FIFA agitait son panneau lumineux du bord du terrain ? Il accordait trois minutes de jeu supplémentaires : un bref bonus mis à profit par les *Autrichiens pour égaliser*, grâce à un superbe tir enroulé expédié en pleine lucarne par le remplaçant Ivica Vastic, un homme pressé de convaincre.

Eric Collier

CHILI - AUTRICHE 1 - 1

CHILI
Sélectionneur : Acosta
Tapia • Fuentes ; Villarroel (Castaneda, 67e) ; Reyes ; Margas ; Rojas • Parraguez ; Estay (Sierra, 57e) ; Acuna • Zamorano (cap.) ; Salas.

AUTRICHE
Sélectionneur : Prohaska
Konsel • Pfeffer ; Schöttel Feiersinger • Pfeifenberger . Kühbauer (Herzog, 43e) ; Cerny (Schopp, 46e) ; Wetl ; Mählich ; Haas (Vastic, 74e) • Polster (cap.).

GR. B- mercredi 17 juin
17 h 30
Stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne
• Temps ensoleillé.
• Terrain en bon état, pelouse impeccable.
• Ambiance animée et colorée
• 30 000 spectateurs
Arbitre : Gamal Ghandour (Egypte), assisté de MM. Ghadanfan (Kow.) et M. Gracia (Esp.)

COMMENTAIRE Rencontre d'un niveau technique médiocre. Autrichiens et Chiliens ont rivalisé de maladresses en attaque, manquant d'imagination et de spontanéité. Plus incisif en deuxième mi-temps, le Chili a ouvert le score grâce à l'opportunisme de ses deux avant-centres. Les Autrichiens ne se sont procurés aucune occasion sérieuse, avant de parvenir à égaliser dans les ultimes secondes sur un exploit de Vastic.

BUTS CHILI : Salas (70e, sur une tête de Zamorano repoussée par Konsel, reprise de la cuisse gauche à mi-hauteur, à 2 m, freinée puis bloquée derrière la ligne par le gardien).
AUTRICHE : Vastic (90e, à l'entrée de la surface dans l'axe du but, frappe enveloppée de l'intérieur du pied droit dans la lucarne droite).

AVERTISSEMENTS CHILI : Villarroel (16e, jeu dangereux) ; Estay (48e, jeu irrégulier) ; Salas (59e, jeu irrégulier) ; Zamorano (74e, contestation).
AUTRICHE : Schöttel (25e, jeu dangereux).

OCCASIONS CHILI : 41 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 17) dont 6 occasions (3 + 3) : 11 tirs (5 + 6) dont 3 parés (0 + 3) par Konsel.
AUTRICHE : 54 positions d'attaque dans les 30 m (29 + 25) dont 1 occasion (0 + 1) ; 9 tirs (3 + 6) dont 4 contrés (2 + 2) et 2 parés (1 + 1) par Tapia.

ARRÊTS DE JEU *En faveur du CHILI : 28 coups francs (14 + 14) dont 1 hors-jeu (0 + 1),* 3 corners (0 + 3).
En faveur de l'AUTRICHE : 21 coups francs (7 + 14) dont 6 hors-jeu (1 + 5), 2 corners (1 + 1).

L'ACTION



❶ A 35 m du but, décalé sur la gauche, Mählich adresse une passe de l'intérieur du pied droit à Vastic, placé dans l'axe à 25 m.

❷ Démarqué, Vastic se retourne et passe entre deux Chiliens, conduisant le ballon de l'extérieur du pied droit.

❸ A l'entrée de la surface, dans l'axe, Vastic décoche une frappe violente de l'intérieur du pied droit, qui finit dans la lucarne droite.

Infographie "Le Monde" avec Damien Violette

Au camping de Curlu, 113 habitants, dans la Somme

« Ma grand-mère me demande les scores tous les jours ! »

AU café-tabac « A la bonne franquette » à Curlu (Somme), le patron écoute tout seul des chansons de Brel. De l'arrière-salle, la voix d'un envoyé spécial donne à la radio quelques nouvelles des matches. Un releveur des compteurs de la Lyonnaise des eaux entre et boit rapidement une bière. Dehors, une étendue de pelouse et des tilleuls du XIXe siècle forment la grand-place de la commune, qui compte 113 habitants. Au loin, deux buts de football ont été plantés. La lumière est blanche près des étangs et des méandres de la Somme. *« Les Brésiliens, ils auraient été bien ici. J'avais demandé qu'on les installe à Curlu »*, se désole le patron, Bernard Millot, cinquante-trois ans, ancien chef de chantier chez Alcatel. Une miniature de toit de chaume est suspendue au-dessus du bar. Les asticots sont à 8 francs la portion, les vers de vase à 11. *« Madame promène son cul sur les trottoirs de Varsovie. »* La, la, la...

Le patron regarde son chien, Loulou – un boxer – à qui il dit : *« Je sais, pépère, on va changer : Brel, ça fait trois fois qu'il tourne en boucle. »* Trois lycéens entrent. *« On peut jouer ? »*, demandent-ils en désignant le billard. *« Je veux bien, les jeunes, mais essayez de consommer. »* Juan-Manuel, Mickaël et Cédric commandent une limonade pour trois. *« On n'a pas de fric, on est étudiant »*, rigolent-ils. Ils sont venus à bicyclette camper deux jours sur les berges de la Somme avec dix élèves de leur classe de première S d'un lycée voisin. Il n'y a pas la télé à « A la bonne franquette », constatent les garçons. A quelques mètres, dans la salle de la mairie-école, le maire, Roland Senez, soixante-trois ans dont dix-huit de mandat, rappelle à l'ordre ses conseillers municipaux : *« On se dépêche, il y a le match ! »* Un chasseur a été surpris à tuer un colvert après la fermeture. Les panneaux sur les étangs ont disparu. *« Qu'est-ce qu'on met sur les pancartes : étang communal ou pêche réglementée ? »*

Gilles, l'adjoint au maire veut échanger un passage de quatre mètres contre une parcelle de la commune. Délibération adoptée : *« Gilles, tu paies le notaire, le géomètre et comme redevance un bouquet de persil chaque année »*, plaisante un élu. Le conseil municipal de Curlu était prévu, jeudi, jour de la rencontre France-Arabie saoudite. Il a fallu l'avancer. *« Le Mondial est beau*, proclame le maire. *J'ai loupé les matches ce week-end avec le mariage de mon fils. »* Les lycéens, eux, se disent que, de toute façon, ils ont la radio.

Sur les berges qui s'inclinent au-dessus de l'eau, les mobiles homes ont chacun leur jardin. Certains locataires ont planté des géraniums, des rosiers, des treilles et de petites barrières pour donner un cachet à leur résidence secondaire. René, soixante-six ans, employé de banque à la retraite à Douai, a encore des feuilles dans les cheveux. La télé fonctionne. Dans la journée il préfère désherber, sinon *« trop c'est trop, on devient abruti à regarder tous les matches »*. Son épouse, Noëlla, ne comprend pas bien le jeu. René a une action de pêche, il taquine le gardon, attend les huitièmes de finale, puis les quarts : *« Là, ça sera captivant. » « Noëlla compâtit agréablement,* remarque son mari. *Oh, de toute façon, c'est elle qui décide des programmes le reste de l'année ! »*

« Vibrez foot, mangez foot, vivez foot, oh ça va... », proteste Aurore

Leurs voisins, Augustin, ancien mineur, et sa femme, Paulette, retraités de Libercourt, sont plutôt épatés par un acrobate qui est venu dans leur cité. *« Il allait d'arbre en arbre sans jamais redescendre... »* Augustin vit sous respiration artificielle. Emile, un autre retraité de la société de secours minière de Billy-Montigny, est assis sur sa terrasse, dans son mobile home près de la route. Pour lui, le jeu des Brésiliens, *« c'est du champagne »*. Il dit qu'il se ménage parce qu'entre Roland Garros, le Mondial et le Tour de France, *« on ne ferait que ça »*, ajoute sa femme, Eliane. René regarde le chardonneret qu'il a capturé il y a cinq ans et mis en cage. Le matin, les chardonnerets en liberté se posent sur sa cage *« et ils piaillent tous, ils lui disent bonjour »*. *« C'est un peu notre fiston »*, dit-il tout en se moquant : *« On devient con quand on devient vieux. »* En bon supporteur lensois, René n'a pas compris l'absence de quelques champions de France dans l'équipe nationale. *« Mais, franchement, les Français m'ont fait plaisir ! »*, dit l'homme qui a pêché, un été, un brochet de 22 livres.

Tout en haut du camping, les vélos sont jetés à terre, les toiles de tente s'installent dans les fous rires. Les derniers parents viennent apporter en voiture les glacières et les cartons de nourriture. *« J'ai planqué les bières au fond pour pas que les parents les voient »*, dit une lycéenne du groupe. *« Deux jours sans les parents, le bac de français terminé, la déconnade ! »*, s'excite Mickael. *« Eh, le cannabis, c'est moins dangereux que l'alcool, ça y est, c'est écrit dans les journaux »*, n'arrête pas de répéter Germain. Les élèves de première cherchent un mobile home qui pourrait leur disposer une télé dehors pour regarder Italie-Cameroun. *« Vibrez foot, mangez foot, vivez foot, oh ça va... »*, proteste Aurore. *« Maintenant, on a des petits ballons dans nos paquets de céréales, le matin. »*. Hélène pense, elle, *« que les organisateurs se sont bien démerdés : tous ceux qui ne s'intéressent pas au foot s'y sont tout de même mis, au Mondial, moi par exemple, ma grand-mère. Elle est trop, ma grand-mère, elle me demande les scores tous les jours »*. Gaëlle ne déteste pas non plus : *« On sent les pays, les mentalités, y a des trucs trop bien qu'on n'imaginait pas : les Africains, les Jamaïcains »*. *« Les Japonais, ils ont mouillé leur maillot ! »*, ajoutent les garçons.

A L'ENTRÉE du village, dans la ferme de Christiane et Gérard Plaquet, la tension monte à partir de 21 heures. Carlos, trente ans, ingénieur espagnol à l'usine Flodor, vit avec sa femme, Barbara, dans une chambre d'hôte. Avec ses lunettes et son visage sérieux, Barbara est une Italienne de Pompéi. Elle s'excuse, quitte la table des Plaquet et s'éclipse à l'étage où il y a une télé. Un énorme cri et Carlos s'affole : *« C'est pas possible, ce n'est pas le match, il lui est arrivé quelque chose. »* Non, simplement, une belle chance pour les Camerounais. Carlos rejoint sa femme après le dîner et la taquine, en s'adressant à M. Plaquet : *« Elle me dit à longueur de journée que l'Italie est accoutumée à gagner, que c'est comme ça, l'équipe part toujours très bas mais termine toujours en finale, que c'est une équipe magnifique. Ouh là là là ! Si elle pouvait perdre, cette Italie, ça me donnerait des arguments pour les autres jours, parce que, nous, l'Espagne, on est mal partis. » « Tu es jaloux »*, lui rétorque Barbara. *« Allez, vaï, vaï »*, crie celle qui est allée soutenir Maradona à Naples. Après le troisième but, Carlos regarde les joueurs italiens tomber : *« Voilà, c'est bien les Italiens, ça, maintenant qu'ils gagnent, ils jouent les blessés »*, sourit-il en tenant sa femme dans ses bras.

Dehors, sur le terrain de camping, les lycéens rient, courent, s'embrassent, vident quelques canettes, éclatent de rire, s'éclipsent. *« Ah oui, c'est vrai, il y avait le match »*, disent les garçons. *« C'étaient quelles équipes, déjà ? »*, demandent les filles. Ils rient encore, ils se parlent fort et se disent : *« Chut, on va se faire engueuler. »*

Dominique Leguilledoux, à Curlu (Somme)

Les cafés marseillais resteront ouverts après 23 heures

LE PRÉFET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Paul Proust, a indiqué, mercredi 17 juin, que les mesures prises dans la matinée visant l'interdiction de la vente d'alcool et la fermeture des débits de boissons à 23 heures le week-end du 19 au 21 juin, à Marseille, avaient été assouplies. Après les violences impliquant des hooligans anglais survenues dans la ville les 14 et 15 juin, la préfecture avait pris un arrêté afin de prévenir les débordements d'un autre match à risque : Corée du Sud-Pays-Bas, le 20 juin. Plusieurs supporteurs de l'équipe néerlandaise sont en effet considérés comme violents.

La préfecture a demandé aux cafetiers de ne pas laisser sur les tables verres et canettes vides susceptibles d'être utilisés comme des projectiles. L'interdiction de la vente d'alcool à emporter a été maintenue et prendra effet vendredi (14 heures) jusqu'à dimanche (minuit). L'arrêt visant l'interdiction de la consommation d'alcool sur la voie publique a été maintenu.– *(AFP.)*

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A

10/6	Brésil-Ecosse	2-1
10/6	Maroc-Norvège	2-2
16/6	Ecosse-Norvège	1-1
16/6	Brésil-Maroc	3-0
23/6	Brésil-Norvège	
23/6	Ecosse-Maroc	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Brésil	6	2	2	0	0	5	1
2 Norvège	2	2	0	2	0	3	3
3 Ecosse	1	2	0	1	1	2	3
4 Maroc	1	2	0	1	1	2	5

GROUPE B

11/6	Italie-Chili	2-2
11/6	Cameroun-Autriche	1-1
17/6	Chili-Autriche	1-1
17/6	Italie-Cameroun	3-0
23/6	Chili-Cameroun	
23/6	Italie-Autriche	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Italie	4	2	1	1	0	5	2
2 Autriche	2	2	0	2	0	2	2
- Chili	2	2	0	2	0	3	3
4 Cameroun	1	2	0	1	1	1	4

GROUPE C

12/6	Danemark-Ar. saoudite	1-0
12/6	France-Afr. du Sud	3-0
18/6	Danemark-Afr. du Sud	
18/6	France-Arabie saoudite	
24/6	Afr. Sud.-Ar. saoudite	
24/6	France-Danemark	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 France	3	1	1	0	0	3	0
2 Danemark	3	1	1	0	0	1	0
3 Ar. saoud.	0	1	0	0	1	0	1
4 Afr. Sud	0	1	0	0	1	0	3

GROUPE D

12/6	Bulgarie-Paraguay	0-0
13/6	Espagne-Nigeria	2-3
19/6	Espagne-Paraguay	
19/6	Nigeria-Bulgarie	
24/6	Espagne-Bulgarie	
24/6	Nigeria-Paraguay	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Nigeria	3	1	1	0	0	3	2
2 Bulgarie	1	1	0	1	0	0	0
- Paraguay	1	1	0	1	0	0	0
4 Espagne	0	1	0	0	1	2	3

GROUPE E

13/6	Mexique-Corée du Sud	3-1
13/6	Pays-Bas-Belgique	0-0
20/6	Belgique-Mexique	
20/6	Pays-Bas-Corée du Sud	
25/6	Pays-Bas-Mexique	
25/6	Belgique-Corée du Sud	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Mexique	3	1	1	0	0	3	1
2 Belgique	1	1	0	1	0	0	0
- Pays-Bas	1	1	0	1	0	0	0
4 Cor. du S.	0	1	0	0	1	1	3

GROUPE F

14/6	Iran-Yougoslavie	0-1
15/6	Allemagne-Etats-Unis	2-0
21/6	Allemagne-Yougoslavie	
21/6	Etats-Unis-Iran	
25/6	Allemagne-Iran	
25/6	Etats-Unis-Yougoslavie	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Allemagne	3	1	1	0	0	2	0
2 Yougo.	3	1	1	0	0	1	0
3 Iran	0	1	0	0	1	0	1
4 Etats-Unis	0	1	0	0	1	0	2

GROUPE G

15/6	Roumanie-Colombie	1-0
15/6	Tunisie-Angleterre	0-2
22/6	Colombie-Tunisie	
22/6	Roumanie-Angleterre	
26/6	Colombie-Angleterre	
26/6	Roumanie-Tunisie	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Angleterre	3	1	1	0	0	2	0
2 Roumanie	3	1	1	0	0	1	0
3 Colombie	0	1	0	0	1	0	1
4 Tunisie	0	1	0	0	1	0	2

GROUPE H

14/6	Jamaïque-Croatie	1-3
14/6	Japon-Argentine	0-1
20/6	Japon-Croatie	
21/6	Argentine-Jamaïque	
26/6	Argentine-Croatie	
26/6	Japon-Jamaïque	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Croatie	3	1	1	0	0	3	1
2 Argentine	3	1	1	0	0	1	0
3 Japon	0	1	0	0	1	0	1
4 Jamaïque	0	1	0	0	1	1	3

LES BUTEURS

1	SALAS *(Chili)*	3
	VIERI *(Italie)*	3
3	HERNANDEZ *(Mexique)*	2
4	ADEPOJU *(Nigéria)*	1
	R.BAGGIO *(Italie)*	1
	BATISTUTA *(Argentine)*	1
	BEBETO *(Brésil)*	1
	BURLEY *(Ecosse)*	1
	etc ...	

CONTRE LEUR CAMP

BOYD *(Ecosse)*	1
CHIPPO *(Maroc)*	1
ISSA *(Afrique du Sud)*	1



Ozu et le g

de la cruau

Eloge au

هكذا من الأصل

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« Correspondance 1918-1951 » entre André Gide et Jean Paulhan et « Correspondance 1886-1896 » entre André Gide et Elie Allégret
page II

VERSION ORIGINALE
Trois essais de Norbert Elias pour tenter de comprendre l'incompréhensible : l'extermination des juifs par les Allemands
page II

Le Monde
LIVRES
VENDREDI 19 JUIN 1998



L'ALBANIE DE KONGOLI
page III

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI



Ozu et le goût de la cruauté

Plus qu'une simple monographie sur le cinéaste japonais, l'essai de Hasumi est un livre de combat, une entreprise joyeuse de liberté de l'esprit

Les éditions des Cahiers du cinéma publient un livre consacré au grand cinéaste japonais Yasujiro Ozu, rédigé par un grand spécialiste japonais du cinéma. C'est fort louable, et bien naturel. Mais « l'*Ozu*-de-Hasumi » est bien davantage qu'une monographie pour cinéphiles érudits : un livre de combat et d'aventure, une entreprise joyeuse de liberté de l'esprit. L'ambition de l'écriture, l'audace de la pensée et la rigueur de l'argumentation y produisent une cascade d'effets de sens qui, tout en assumant les enjeux « primaires » de semblable ouvrage (*réflexion sur* l'œuvre d'un cinéaste majeur), en pulvérise les limites. Qu'on se passionne ou non pour les films japonais, sa lecture procure une jubilation qu'on n'osait plus espérer d'un livre de cinéma.

Jean-Michel [illegible]

Ozu a suscité de nombreuses études critiques, d'abord en Occident (surtout de la part d'auteurs américains, Paul Schrader, Donald Richie, Noel Burch...), mais aussi japonais, notamment Tadao Sato. Les caractéristiques d'une partie de l'œuvre de l'auteur du *Voyage à Tokyo* et du *Goût du saké* expliquent cet engouement : cohérence théma*tique et stylistique appelait les exé*gèses sur l'auteur, sur le cinéma japonais, voire sur le Japon et sa culture, ou sur le cinéma et sa nature. Tout autant qu'à partir de l'œuvre d'Ozu, le livre de Hasumi se construit contre cet appareil théorique.

Il se met en place avec une virtuosité meurtrière et élégante, qui rappelle que Hasumi est, aussi, l'un des spécialistes mondialement reconnus de Flaubert. Affirmant d'emblée son refus de saucissonner l'œuvre de celui qu'il étudie, Hasumi ne se contente pas d'affirmer *que son objet est l'ensemble des* films connus (34 sur les 62 réalisés entre 1927 et 1962 par Ozu, une grande partie des muets étant perdus). Il signifie que son objet inclut également ce qui a été dit et écrit sur Ozu – bien que le texte, datant de 1983, ne prenne pas en compte la subtile méditation de Youssef Ishag pour *Formes de l'impermanence, le style de Yasujiro Ozu* édité par Yellow Now.

Nul goût pour la vaine polémique, aucun compte à régler avec des confrères dans cette façon de partir de leur approche pour reformuler les véritables enjeux, qui tout à la fois rendent justice au cinéaste Ozu et le dépassent. En se référant aux exégètes, Hasumi dresse la liste *(ironique et poétique) de « ce qui est ozuien »*. Il s'agit de mettre en question les clichés attachés à ce réalisateur et à sa réalisation, ces ponts aux ânes de la pensée par lesquels, croyant se faciliter le travail, on se trahit et trahit ce qu'on croyait servir. Pas à pas, point par point, pied à pied, l'analyse de Hasumi rétablit la réalité, complexe et cohérente, de l'œuvre. Ce faisant, il rappelle la véritable nature de l'image, du cadre cinématographique, de la composition narrative, contre les idées reçues qui encombrent la vision même des films autant que la prose qu'on leur consacre. Et contre l'asservissement de la pensée qu'induisent ces simplismes.

Hasumi montre comment Ozu récuse les codes dominants de la culture dont on l'a fait, à tort, le plus parfait représentant, et comment il transgresse, jamais gratuitement, les règles de sa propre stylistique, lorsqu'elle menace de devenir vaine virtuosité formelle. Ce réquisitoire contre la pensée conventionnelle repose sur les plus élémentaires des preuves, nourries des plus simples actes de la vie quotidienne – manger, se vêtir, habiter l'espace domestique... Puissance efficace, poétique et narquoise, d'une authentique pensée matérialiste. *Toute l'astuce consiste* à *tresser en*semble le matérialisme de celui qui la met en œuvre (Hasumi), le matérialisme de celui (Ozu) à propos de qui elle est mise en œuvre, et le matérialisme intrinsèque de cela (le cinéma) qui en fournit la raison.

Ainsi pénétrons-nous, enchantés, dans les chambres flottant dans l'espace où habitent les jeunes filles non mariées, éternellement âgées de vingt-cinq ans. Ainsi sommes-nous émerveillés par les jeux d'un chapeau d'homme sur des cheveux de femmes, sidérés par un couple qui mange face à un mur... Hasumi montre comment, durant toute sa carrière, le cinéaste aura constamment travaillé sur la limite du cinéma. Comment, passant de la *mise en forme personnelle de films* de genre aux variations du genre qu'il aura lui-même créé (le film de famille où les parents sont laissés seuls par le mariage de leurs enfants), il n'aura cessé de travailler cette limite-même. Et il le fait en interrogeant, dans ses mises en scène, le dispositif de vision cinématographique, la relation entre le spectateur et l'image aussi bien que les limites de ce que peut montrer le cinéma.

Quand Ozu déclarait : *« Je ne crois pas que le cinéma ait une grammaire »*, Hasumi donne à comprendre combien il ne s'agissait pas là seulement d'une tentative d'échapper à l'approche commune d'un travail qui passait pour trop *rangé, mais d'une revendication* dont on ne cesse de redécouvrir les exigences : le cinéma est un langage, mais pas une langue. Ce que travaillent les cadrages d'Ozu, sa rhétorique de la durée, de la répétition, de l'image sans personnage, ce jeu sur l'apparence du vide (Hasumi insiste, à juste titre, sur l'impossibilité d'une « image vide »), c'est précisément la puissance expressive propre au cinéma, hors écriture (pas de métaphores dans ses plans, des images, rien que des images), hors références culturelles. On a ainsi échappé à « ce qui est ozuien » et à « ce qui est japonais » (l'ombre, le minimalisme, le haïku, toute la batterie de références dont Hasumi dézingue la fausseté comme au champ de foire) pour arriver à « ce qui est cinématographique ». Et en quoi ce temps-*là, cette poésie-là, ce mouvement-là* relèvent uniquement, mais magnifiquement, de ce que peut le cinéma.

Mais *« Voir n'est pas chose aisée »*, comme dit le professeur Hasumi, qui est effectivement prof. et même, le président de l'université de Tokyo. Mais académique, son bouquin ne l'est pas du tout. Il est allègre et précis, fureteur et, quand il faut, foudroyant. Dans sa manière pince-sans-rire d'établir ses marques et de les dépasser, il aide à poser la question unique de l'esthétique, celle de la place de chaque forme dans un système. Il est aussi – et là se situe une partie de son importance – un modèle possible pour toute réflexion à venir, en invitant à appliquer à d'autres cinéastes (et à des artistes d'autres disciplines) les mêmes interrogations.

Est-ce tout artiste qui travaille sur *la frontière de son art ? Hasumi le* suggère comme, du même élan, il laisse entendre qu'il existe plus d'une frontière, et bien des manière d'y travailler. Toutes ces manières, les belles mauvaises manières des vrais artistes, ont en commun ce qu'Hasumi désigne à juste titre (et à la suite d'André Bazin) comme la cruauté : le prix même de la liberté.



BIFI

YASUJIRÔ OZU
de Shiguéhiko Hasumi.
Traduit du japonais
par Ryôji Nakamura,
René de Ceccatty et l'auteur,
éd. Cahiers du cinéma,
coll. « Auteurs », 238 p., 150 F.

Eloge au singulier

Avec son « Homme immobile » Béatrice Commengé s'élève contre l'unanimisme social

L'HOMME IMMOBILE
de Béatrice Commengé.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
114 p., 75 F

En cette période d'agitation autour d'hommes qui courent, en ce moment de fascination pour la performance, l'agilité, la rapidité, quoi de plus insolite que cet éloge de l'immobilité, que ce petit texte lucide, décapant, dérangeant et angoissant aussi ? Un homme, à l'aube de sa vieillesse, est alité, malade, et ne le vit pas comme une « atroce condamnation ». Il prétend même jouir de cet état, ce qui est fortement suspect à son entourage.

Le héros de Béatrice Commengé, cet *Homme immobile* dont il faut, ligne à ligne, partager et savourer la réflexion, a reçu de sa mère, par obéissance à une tradition familiale, le bizarre prénom d'un ancêtre, Numa. Après une enfance marquée par la mort d'un frère, il a eu une vie dont on ne sait pas grand-chose, sinon qu'elle fut placée sous le signe de l'indépendance – d'esprit et de mouvement. A cinquante-neuf ans, en 1976, il tombe malade (on apprendra dans un bref épilogue qu'il meurt en 1992). Une *« maladie si peu fréquente qu'elle divise le corps médical »* attaque sa moelle épinière : *« Les nerfs ne commandent plus les muscles de mes jambes. »*

Ce fou de lecture voit tout de suite le parti qu'il pourra tirer de cette impossibilité à marcher. Si toutefois on consent à lui permettre de se mettre

[illegible]

sur le dos – car on lui impose des séjours sur le ventre pour éviter les escarres. Et si on cesse de lui proposer des fauteuils perfectionnés, des idées de distraction, ou plus exaspérant encore, d'écrire son histoire, de *« témoigner »*, de livrer sa *« douloureuse confession »*, *« comme si on devenait écrivain en perdant ses jambes »*. Pour Numa, qui garde son humour, heureusement pour lui, le choix *« n'est pas entre se déplacer sur un fauteuil avec ou sans moteur, mais entre lire la* Correspondance *de Proust ou celle de Voltaire »*. *« La mesure du temps a changé à mon avantage. C'est du moins mon avis. La lecture ininterrompue de vingt volumes de lettres m'était jusqu'alors inconcevable. L'obligation de me servir de mes jambes brisait le rythme de mes lectures. »* Très vite, il comprend que ce discours est intolérable et qu'au fond *« ce n'est pas d'un possible ennui que l'on cherche à [le] distraire, mais bel et bien de la lecture »*.

L'angoisse qui se dégage de ce récit ne tient pas à l'infirmité de Numa, mais à la manière dont médecins et entourage veulent lui imposer une souffrance qu'il ne ressent pas, veulent induire et contrôler ses réactions à cette situation nouvelle. On entend bien lui interdire de ne pas être en conformité avec le mode de vie et l'état d'esprit de ces années 70 et 80 qu'il va traverser couché et lisant. On voudrait lui imposer les *« évasions (...), alors,* dit-il, *que j'aspire à l'invasion. A me trouver, plutôt qu'à me fuir. A me souvenir plutôt qu'à oublier. A tendre mon esprit plutôt qu'à le détendre (...). Même l'"oubli", ils veulent l'organiser, oubli d'ici, de maintenant. Le bonheur est toujours à venir »*.

A travers Numa, et en en faisant un malade, Béatrice Commengé décrit ce moment terrible de la société dans lequel nous sommes : celui où toute personne est sommée de se rendre à l'avis du plus grand nombre, où tout comportement doit être socialisé, où tenter d'inventer sa propre réponse à la maladie, de tenir en main, jusqu'au bout, son destin singulier est une faute, une déviance, une preuve de folie peut-être. *« Singulier : qui appartient à un seul,* affirme Numa, revenant à des définitions simples mais comme effacées par une étrange loi. *Le singulier n'est pas forcément l'extraordinaire, l'exceptionnel. Singulier : le contraire de pluriel. L'homme singulier aurait-il disparu en même temps que le combat du même nom ? On préfère parler d'individu... Mais le propre de l'individu n'est-il pas d'appartenir à une espèce, à un genre, à une hiérarchie ? Les individus sont à leur place ou ne le sont pas. L'homme singulier (je préférerais dire "au singulier") n'a pas de place. »* Numa, à chaque phrase, nous incite à préférer ce « singulier », et c'est assez bouleversant.

le feuilleton

de Pierre Lepape

Surprises épistolaires

CORRESPONDANCE 1918-1951
entre André Gide et Jean Paulhan.
Gallimard, « Cahiers
Jean Paulhan » n° 9.
366 p., 160 F.

CORRESPONDANCE 1886-1896
L'Enfance de l'art
entre André Gide et Elie Allégret
Gallimard, « Cahiers
André Gide » n° 17
480 p., 170 F.

Deux correspondances : Gide-Paulhan, pour l'art de l'esquive et de la diplomatie littéraire, et Gide Allégret, pour le roman psychologique d'un jeune homme tourmenté

A quelques rares et illustres exceptions près – illustres parce que rares – la correspondance des grands écrivains ne passionne pas le public. Et il a raison. Lorsqu'un écrivain écrit des lettres, il oublie le plus souvent d'être écrivain. La correspondance est un acte social ordinaire auquel les hommes de lettres se plient comme tout un chacun. Avec ses codes, ses formules, ses dérapages contrôlés, ses pactes de bonne conduite, ses rites de mondanité. Si la littérature est toujours *la* marque d'un arrachement au social – fût-ce pour y revenir –, la correspondance marque une retombée : quand il ne parle pas franchement d'autre chose que de son oeuvre – de sa famille, de ses chats, de ses sous, de ses amours ou de ses relations professionnelles –, l'artiste se substitue à ses lecteurs. Il se regarde, se commente, se justifie, s'éclaire, se critique. Bref, il prépare le travail de ses futurs exégètes. C'est à eux, d'abord, que s'adresse la correspondance : aux critiques, aux biographes, aux historiens de la chose écrite, aux rédacteurs de manuels scolaires et de notices encyclopédiques, aux souteneurs de thèses et à leurs savants directeurs. Plus quelques idolâtres, soucieux de ne pas perdre une seule miette du festin de leur grand homme.

La correspondance de Gide ne devrait pas faire exception. D'autant que, de l'avis général, l'auteur des *Nourritures terrestres* n'est pas un épistolier remarquable. Il écrit certes, énormément ; des milliers de lettres. On n'est pas impunément pendant deux générations le maître à vivre et à sentir de la jeunesse européenne. Mais la quantité nuit à la qualité : Gide satisfait à ses obligations magistrales et à sa généreuse curiosité, mais ce n'est pas à ses correspondants qu'il donne le meilleur, ni le plus intime, ni le plus élaboré. D'autres s'étendent, se livrent ou affûtent dans leurs lettres les idées et les phrases de leurs livres. L'échange épistolier leur sert de pépinière où ils préparent la grande semaille des œuvres. Gide ne confie pas son génie aux employés de la poste.

Sa correspondance avec Jean Paulhan ne sort pas de cette épure. Elle est même exemplaire tant les deux hommes, pendant quarante ans, ont évité de se porter la moindre affection. Ils s'estiment, dans toute l'ambiguïté du terme ; comme peuvent s'estimer deux puissances que les nécessités de l'histoire ont conduit à s'allier durablement. Ils sont sur le même bateau – la littérature, qui se confond ici avec *La Nouvelle Revue française* – dont il importe à l'un comme à l'autre qu'il navigue sur les plus hautes mers. L'un, Gide, en est le constructeur, l'inspirateur et la figure de proue. L'autre, Paulhan, en est d'abord le quartier-maître avant que ses qualités et son autorité n'en fassent le capitaine. Pour compliquer encore le jeu, dans l'entrepont s'agite l'armateur, Gaston Gallimard. La moindre hostilité affichée entre ces trois légitimités et c'est la mutinerie ou le naufrage, la fin de l'hégémonie en tout cas. La correspondance Gide-Paulhan est le journal de bord de cette traversée et un document exceptionnel de diplomatique littéraire.

Le récit est d'autant plus passionnant que les deux hommes par bien des côtés se ressemblent – et donc se repoussent. Leur ascendance cévenole et calviniste, leur curiosité de tout ce qui excède la norme, la sinuosité de leurs approches, leur manière de prêcher le faux pour mieux obtenir le vrai, leur goût de l'expérimentation et du saugrenu, et, par-dessus tout, leur passion exclusive de l'esthétique, font que chacun présente à l'autre un miroir où il feint ne pas se reconnaître. Gide exprimait cela à sa manière : *« Quand je le vois, je sens à la fois un appel du cœur et une baisse de température. »* Ils feront pourtant en sorte que la météo de la *NRF* demeure au beau fixe. On n'est pas tortueux avec plus de vertu.

Dans l'entre-deux-guerres, la *NRF* – la revue plus encore que la maison d'édition qui s'est greffée sur elle – a été une patrie et une religion. Faire ce constat aujourd'hui où les revues pèsent si peu est un sujet de méditation, au même titre que l'édification des cathédrales. Quelle institution d'écriture pourrait encore provoquer tant de passion, tant de ferveur et tant d'abnégation ? Au point qu'un Gide, dans sa période communiste, suggère à Paulhan de susciter des articles anti-Gide : *« Il importe que la* NRF *se maintienne le plus possible non tendancieuse et... arbitrale. Je ne me fais point d'illusion sur le péril que mes pages de* Journal *lui font courir. Il importe que vous la préserviez de tomber tout dans un sens, de verser de côté. »* Au point qu'un Paulhan, déjà engagé dans la Résistance, accepte de se compromettre et de continuer à faire de la figuration dans la *NRF* nazifiée de Drieu la Rochelle, afin de sauver encore ce qui pourrait l'être.

Paulhan est un champion du grand écart ; meilleur encore que Gide qui garde toujours son oeuvre en point de mire, au plus fort de ses oscillations. Pour Paulhan, le paradoxe, le contrepied, la provocation logique sont les voies royales d'accès à la vérité (1). Quand il lui arrive de jouer ce grand jeu avec Gide – pour lui refuser le publier des textes de ses amis, par exemple –, c'est de l'art jubilatoire. Même chez les plus fines lames du Quai d'Orsay on ne sait pas manier l'assaut et l'esquive avec tant d'élégance et de grâce, tant de liberté alliée à tant de prudence. Au point que Gide qui n'est pourtant pas manchot est obligé de reculer : *« Je vous écoute toujours et vous approuve souvent. »*

Avec Elie Allégret, c'est une tout autre affaire, mais qui dépasse également le strict cercle des gidiens. Il s'agit pourtant de lettres de jeunesse écrite par Gide entre sa seizième et sa vingt-sixième année. Entre la préparation incertaine au baccalauréat d'un adolescent maladif et son accession aux premiers rangs de l'avant-garde littéraire. Daniel Durosay qui a préparé ce recueil et l'a savamment annoté lui a donné pour titre « L'Enfance de l'art ». Ce n'est évidemment pas faux, sauf qu'il est bien peu question d'art dans cette correspondance entre un jeune pasteur et le garçon torturé, de cinq ans son cadet, que Mme Gide a confié à sa garde spirituelle. L'art, c'est une affaire entre Gide et lui-même. A Elie Allégret, il confie ses problèmes : ses relations avec sa mère, avec sa famille, avec la morale, avec la religion, avec l'école, avec le milieu littéraire. Mais l'art n'est pas un problème, c'est la solution.

En revanche, la correspondance Gide-Allégret présente la trame d'un véritable roman psychologique et social dont les lettres de Juliette Gide au pasteur viennent éclairer les enjeux. Le roman d'une double initiation. D'un côté, un jeune homme pauvre, promis dès l'enfance aux missions africaines d'évangélisation. Avant de partir en Afrique, il est recruté pour servir de mentor, pendant les périodes de vacances, au fils d'une veuve de la haute bourgeoisie protestante qui s'inquiète de l'âme de son rejeton et de ses difficultés scolaires. C'est la vie de château, les étés de jeux, de loisirs et de discussions livresques en compagnie d'André Gide et de sa ribambelle de cousines. Une plage de douceur, de paix et de culture de luxe avant d'affronter la réalité, l'envers brutal du décor : l'Afrique, Lambaréné, la misère morale et physique, l'urgence de l'action qui élimine la réflexion, la solitude intellectuelle, le dénuement total de la pensée, le sentiment de l'échec.

De l'autre côté, l'âme à sauver, le jeune bourgeois, le jeune bourgeon, déchiré entre sa soumission à l'amour maternel, à ses valeurs sociales, religieuses et morales, à sa peur de la vie et l'immense malaise qu'ils provoquent en lui. Solitaire, capricieux, asphyxié, coupé de toute réalité, il s'appuie sur ce maître-compagnon que sa mère lui a choisi et qui a l'avantage de vivre dans un autre monde, à des milliers de kilomètres. Elie recueille ce que Gide ne dit à personne, sauf au secret de son *Journal*. L'éloignement, la correspondance permettent l'impossible : la confiance, la confidence.

Les deux jeunes gens échangent leur détresse et cet échange les fortifie. L'un fournit la réalité et l'autre l'idéal. L'équilibre se rompt à partir du moment où Gide publie son premier livre, *Les Cahiers d'André Walter*. La littérature fait entrer Gide dans une sphère de réalité dont Elie Allégret est exclu. A partir du moment où il écrit, où il publie, Gide devient son propre père, l'inventeur de sa vie. Il n'a plus besoin de ce jeune père de substitution dont Juliette Gide avait fait le choix.

Il ne l'abandonne pas toutefois. Il change leur relation de sens. De père spirituel, Elie Allégret devient le fils. Ce volume de correspondance s'arrête au moment où s'entame ce mouvement d'inversion. Un autre ira jusqu'à la mort d'Elie Allégret en 1940 pour raconter un autre roman, tout aussi étrange : celui de cette famille Allégret dont Gide, en l'absence du père toujours en mission, devint le tuteur.

(1) En témoigne encore *FF ou le critique*, ce petit texte d'hommage à Félix Fénéon paru en 1945 qui vient d'être réédité, accompagné d'un remarquable dossier critique. *« Nous n'avons peut-être eu en cent ans qu'un seul critique, et c'est Félix Fénéon »*, écrit Paulhan de l'ancien directeur de *La Revue Blanche* qui *« n'a jamais embêté personne en écrivant des livres »*. Ce qui fait dire à Raymond Guérin que Paulhan était *« un Fénéon qui aurait su surmonter l'orgueil de ne pas écrire »* (éd. Claire Paulhan, 85, rue de Reuilly, 75012, 172 p., 120 F.).

version originale

Appréhender la barbarie allemande

THE GERMANS
Power Struggles
and the Development
of Habitus in the Nineteenth
and Twentieth Centuries
de Norbert Elias.
Edited by Michael Schröter,
traduit de l'allemand
avec une préface
par Eric Dunning
et Stephen Mennell,
Polity Press et Columbia
University Press, 494 p.

Trois essais de Norbert Elias tentent de rendre compte du processus de « décivilisation » qui a saisi l'Allemagne hitlérienne

Les traductions récentes, en anglais d'abord, en portugais ensuite, du livre d'Elias, *Studien über die Deutschen* (1), permettent de faire retour sur cet ouvrage qui est le dernier qu'il a autorisé et contrôlé avant sa mort le 1er août 1990 à Amsterdam. Elias tentait d'y comprendre l'incompréhensible : pourquoi tant d'Allemands des années 30 et 40 ont-ils pu accepter l'extermination des juifs d'Allemagne et d'ailleurs et perpétrer les plus effroyables cruautés ? La question qui habite le livre est, pour reprendre les termes de Hannah Arendt, celle de *« la terrible, l'indicible, l'impensable banalité du mal »*. Ce mal, Elias l'a souffert au plus profond de son être. Après la mort de son père à Breslau en 1940, sa mère, Sophie, disparut un jour de 1941 dans un des crématoires d'Auschwitz.

Mais ce mal est aussi un défi lancé à la thèse qui sous-tend l'oeuvre majeure d'Elias, *Uber die Prozess der Zivilisation* (traduit en français en deux livres : *La Civilisation des mœurs* et *La Dynamique de l'Occident*). Dans cet ouvrage, écrit en exil à Londres et publié à Bâle en 1939, Elias définit l'histoire des sociétés occidentales depuis la fin du Moyen Age comme celle d'une progressive pacification de l'espace social. La construction des Etats absolutistes, qui prétendent au monopole sur l'usage légitime de la force, oblige à une plus grande maîtrise des pulsions. Le resserrement des relations entre les individus, qui résulte d'une plus forte différenciation des fonctions sociales et qui est la condition même du pouvoir étatique, implique nécessairement un contrôle plus sévère des affects et des émotions. Le *« procès de civilisation »* est donc l'incorporation dans les individus de mécanismes stables et rigoureux d'autocontrainte qui censurent les conduites inconvenantes, impudiques ou violentes. La « barbarisation » des conduites des Allemands envers leurs victimes apparaît comme le plus cruel des démentis à la théorie proposée en 1939.

Les Allemands rassemble plusieurs essais où Elias s'efforce de rendre compte de cette *« décivilisation »* qui a saisi l'Allemagne vouée à Hitler. Trois textes sont là fondamentaux : *L'Effondrement de la civilisation*, écrit en 1961-1962 à l'occasion du procès d'Eichman, *La Civilisation et la violence. Sur la monopolisation étatique de la violence et sa transgression*, une conférence prononcée en 1980 au congrès de l'Association allemande de sociologie, et la longue introduction du livre, rédigée à la fin des années 80. Il faut leur ajouter, je crois, le chapitre intitulé « Notes sur les juifs en tant que participant à une relation établis-marginaux » qui figure dans les notes biographiques du *Elias par lui-même* (Fayard, 1991).

Les Allemands est un livre où affleure la douleur. Sa première phrase est celle-ci : *« A demi-caché derrière les études ici publiées, il y a un témoin qui a vécu pendant près de quatre-vingt-dix ans les événements qui y sont analysés. »* C'est aussi un livre où, appliquant à lui-même le modèle de connaissance élaboré et revendiqué dans *Engagement et distanciation* (2), Elias tient à distance ses sentiments et construit une compréhension *« objective »* de la trajectoire historique allemande. Pour lui, le fait fondamental est le décalage qui marque la construction de l'Etat moderne en Allemagne. A l'âge des Etats absolutistes européens, l'Empire connaît la fragmentation et l'antagonisme des souverainetés, imaginairement compensée par l'idéalisation mythique du Reich perdu. L'unification est tardive et résulte d'une guerre, celle de 1870-1871, gagnée par l'Etat militaire prussien. De là, avant et après l'unité, la perpétuation d'un modèle autocratique de l'autorité, qui substitue à la délibération de la conscience l'évidence de l'obéissance au prince. De là, également, l'incorporation par la bourgeoisie, les classes moyennes ou les milieux étudiants, des modèles éthiques et des codes de comportement de la noblesse militaire. Elias en prend pour exemple le duel, pratiqué dans toute la société, et il rappelle dans un entretien que deux de ses professeurs au *gymnasium* de Breslau en portaient les cicatrices. L'émergence de l'Etat national est ainsi nourrie par une *« romanticisation du pouvoir »* qui idéalise la force et exalte la discipline.

Roger Chartier

Les frustrations et les incertitudes de l'après-1918 exacerbent l'écart entre la nostalgie d'une grandeur passée et perdue et les humiliations qui résultent de la défaite. Les dommages infligés à la *« self-image »* des Allemands, à ce qu'Elias nomme leur *« hubris nationale »*, sont une menace d'autant plus forte pour la République de Weimar que le monopole étatique sur l'usage légitime de la force est, en Allemagne, récent et fragile. Sa confiscation par les nouvelles institutions démocratiques n'est acceptée ni par l'armée ni par les partis. De là, les affrontements menés par les corps francs et les organisations paramilitaires. Alors qu'ailleurs en Europe, du fait de son ancienneté, l'Etat centralisé et unifié a écarté, dans une grande mesure au moins, le recours aux violences civiles, en Allemagne, celles-ci sont omniprésentes. A chaque moment, elles défient l'autorité de l'Etat ainsi privé de l'un de ses fondements essentiels : la monopolisation de l'emploi de la force qui avait accompagné celle de l'impôt.

C'est dans ce contexte qu'Elias situe les deux questions qui hantent son livre. D'abord, pourquoi le déchaînement de la violence extrême, jusqu'à l'extermination, contre les juifs allemands ? Pour répondre, il mobilise le modèle de la relation entre *« established »* et *« outsiders »*, entre habitants de vieille souche et marginaux, élaboré lorsqu'il était enseignant à Leicester, entre 1954 et 1962. Les juifs allemands étaient mis en position d'*« outsiders »* par leur exclusion de certaines fonctions (dans l'armée, l'administration, la diplomatie) et la stigmatisation dont ils étaient l'objet. Pourtant, chez eux, le sentiment d'appartenance à la nation allemande était si puissant qu'ils ne pouvaient voir dans les antisémites virulents qu'une minorité méprisable. Leur confiance en l'Etat de droit était totale, tout comme la certitude de leur sécurité. En 1938, les parents d'Elias lui avaient rendu visite à Londres. Malgré les supplications de leur fils, il retournèrent en Allemagne. Son père lui déclara : *« Que peuvent-ils me faire ? Je n'ai jamais fait de mal à personne, je n'ai jamais tout au long de ma vie enfreint la moindre loi. »* Et Elias d'ajouter : *« C'était un Allemand. »*

Les juifs allemands refusaient leur stigmatisation, revendiquaient l'égalité, récusaient leur condition d'exclus. Une telle attitude devint insupportable aux *« established »* lorsque leur propre identité fut moins sûre d'elle-même. La propagande nazie se développa sur ce terreau, en donnant une définition raciale de l'identité nationale, en la garantissant par la dénonciation inlassable de ceux qui en corrompaient la *« pureté »*.

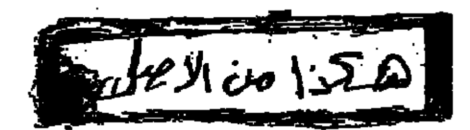
Ainsi se trouvaient mises en place les conditions de l'acceptation, ou du désir d'élimination des *« ennemis »* de la nation. Leur déshumanisation justifiait, s'il en était besoin, les infinies cruautés qui pouvaient et devaient leur être infligées. Le livre d'Elias est ainsi une puissante contribution à l'interprétation de l'extermination. Il la comprend, d'abord, à la manière de Hilberg, comme la restauration dans le Reich national-socialiste du monopole étatique sur la violence. C'est ce monopole qui rend possible l'organisation administrative et *« technocratique »* de la Shoah. Le crime impensable ne doit être ni décrit ni nommé. Il doit être accompli par ses multiples exécutants sans émotion, dans une froide division des tâches et une parfaite conformité à la volonté de l'Etat incarnée par celle du Führer – ce que Elias nomme l'*« aspiration à la soumission »*.

Toutefois, l'extermination ne fut pas seulement le résultat d'une machinerie rationalisée et bureaucratique. Comme l'ont rappelé les livres de Christopher Browning et Daniel Goldhagen (3), elle s'est accompagnée, dans toutes les institutions du génocide, du déchaînement des plus abominables brutalités, de l'absence absolue de compassion, du désir permanent, obsédant, de faire souffrir. Des milliers d'*« hommes ordinaires »*, comme écrit Browning, ont participé de cette entreprise de cruauté. Comment le comprendre ?

Elias refuse, à la fois, de l'assigner à un invariant psychologique – la propension sadique de certains individus – ou à un antisémitisme atemporel qui serait le propre de la tradition allemande. L'essentiel réside dans les conditions historiques qui ont rendu possible dans l'Allemagne des années 30 et 40 le processus de *« décivilisation »*, la levée des autocontrôles qui bridaient les affects de violence, et l'obéissance, jusqu'au dernier jour, aux maîtres nazis. Exercer une autorité arbitraire, absolue sur des victimes haïes et stigmatisées, niées en leur humanité, c'était pour nombre d'Allemands une manière d'affirmer leur propre identité et de rendre tolérable leur soumission, parfois coûteuse, à l'autorité.

Ce livre sombre, lucide et poignant s'achève par ce constat : *« Les juifs furent la cible préférée de la haine de tous ceux qui supportaient une contrainte considérable exercée par leurs supérieurs et qui, du fait que leurs propres idéaux, avaient principalement la forme de croyances nationalistes, s'identifiaient avec ceux qui les dominaient. Le refus amer de leur propre infériorité ne pouvait trouver à se décharger que contre un peuple qu'ils tenaient pour plus faible et inférieur. »*

(1) *Studien über die Deutschen. Machtkampfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhunderts*, Suhrkamp, 1989.
(2) *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Fayard, 1993.
(3) Respectivement *Des hommes ordinaires. Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne* (Les Belles Lettres, 1994) et *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste* (Seuil, 1997).



هكذا من الأصل

Kongoli, l'autre Albanie

Par crainte des compromis avec la dictature, le romancier avait choisi le silence. Libérée, son écriture déploie, dans un flux âpre, ironique et grinçant, l'épopée de destins ordinaires

L'OMBRE DE L'AUTRE
(Kufoma)
de Fatos Kongoli.
Traduit de l'albanais
par Edmond Tupja,
Rivages, 260 p., 129 F.

On n'a pas fini de s'étonner que Paris soit plus grand qu'Ispahan. En sillonnant la France en mai à l'occasion des « Belles étrangères », quelques-uns des treize écrivains albanais invités avaient assez d'humour pour s'amuser de leur statut de bête curieuse auprès d'un public français manquant parfois, lui, de curiosité. Il faut dire que depuis la chute du mur de Berlin, les auteurs venus des pays sous dictature communiste ont tendance à susciter dans les vieilles démocraties occidentales une sorte de désintérêt ou de lassitude, pour les mêmes raisons qu'ils avaient pu y être jadis – du moins par quelques intellectuels éclairés – si impatiemment écoutés.


N. ECONOMOPOULOS/MAGNUM

Entre les résistants publiés en samizdat, ceux qui jouaient le jeu de la propagande ou du compromis, ceux encore qui parvenaient à ruser en habillant leurs romans d'une esthétique réaliste recommandable, beaucoup se sont en effet perdus par habitude des nécessités de la littérature politique. A tel point que même les voix les plus lucides paraissent tout à coup démodées, comme si leur qualité collective consistait exclusivement à décrire une réalité dépassée. Comme si c'étaient les thèmes ou les sujets, plus que les écrivains singuliers, qui faisaient la littérature. Et comme s'il n'y avait pas, dans le processus même du totalitarisme, certaines permanences humaines.

Fatos Kongoli a réussi à écrire sur l'Albanie sans être un « écrivain albanais », sans chercher à tirer des conjonctures locales un message politique. Ses romans se passent derrière, dans l'arrière-salle de la propagande et de la terreur, là où se jouent les destins ordinaires. Tandis qu'Ismail Kadaré a construit une définition magnifique de l'Albanie à travers ses légendes et ses métaphores dans l'Histoire, Fatos Kongoli trace de petites épopées à l'échelle de l'humanité quotidienne. Elles sont d'autant plus saisissantes qu'elles furent emmagasinées pendant des dizaines d'années de dictature, retenues dans son regard muet : jusqu'à la fin, Kongoli s'est interdit d'écrire pour ne pas risquer la moindre compromission avec un régime solidifié dans la terreur. Il étudiait les mathématiques parce que là, au moins, *« il n'y a pas de conception marxiste »*, et son premier roman, *Le Paumé* (Rivages, 1997), ne paraît dans son pays qu'en 1992, l'année de l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique.

Il fallait sans doute la tension d'une écriture longtemps contenue et patiemment remise à plus tard pour donner à ces romans leur densité urgente : c'est ce flux âpre et ironique, cinglant, qui porte le héros négatif et invisible du *Paumé*, découvert un jour dans la cohue d'une foule hystérique à l'assaut d'un cargo en partance, et dont l'histoire commence lorsque, par habitude de son propre cauchemar, il renonce brutalement à l'exil. Festim, héros de *L'Ombre de l'autre*, n'est pas moins paumé, ni moins cruellement embourbé dans une écriture qui l'attend dans ses moindres failles, à l'affût des regards, des odeurs, des bruits, des peurs envahissantes qui stigmatisent la dialectique infernale de l'individu et du pouvoir, où chaque individu devient le pouvoir de l'autre.

Le frère de Festim s'appelle Abel. Et la mort d'un frère, quand il s'appelle Abel, limite déjà la fantaisie du destin. Faux héros sans histoire, le voilà embarqué à jouer les Caïn comme tout un chacun, dans un sabbat d'apparatchiks, de goulées de raki, de fornications désespérées, de luttes avec ses propres ombres de victime et de bourreau. Embarqué, il l'est sans l'horizon possible du parieur pascalien, dans une maison d'édition au service des *« hautes personnalités »* et dominée comme partout par les miasmes d'égouts, la hantise des rats émergeant de la cuvette des toilettes, les tuyaux bouchés par la suie, le quotidien fétide où la répugnance généralisée prend l'allure d'une danse macabre autour des « lieux d'aisance », encombrante métaphore du temps qui passe. Insidieusement, tout tourne à l'étrange. Mais c'est une étrangeté exacte et grinçante, ni délirante, ni onirique, ni confinée dans son contexte politique. Car il y a toujours, chez Kongoli, le souci de l'humain ordinaire.

Marion Van Renterghem

ROMANS POLICIERS

● *par Michel Abescat*

Mauvais sang

LE TUEUR
de Colin Wilson.
Traduit de l'anglais par François Truchaud,
Les Belles Lettres, coll. « Le grand cabinet noir », 287 p., 115 F.

« Il était déshérité sur le plan affectif, il détestait son milieu, et il vivait dans un monde imaginaire. (...) Il n'était pas chez lui sur cette planète-ci. Et maintenant il comprenait pourquoi. Dès sa naissance, son sang avait charrié des instincts diaboliques, criminels. » Plongée convulsive dans les méandres d'un esprit torturé, voyage au bout de la nuit, des fantasmes sexuels, des révoltes radicales et des rêves de puissance d'un monstre criminel, *Le Tueur* de Colin Wilson raconte l'enfance d'un assassin. Avec la plus extrême brutalité. Celle d'un regard objectif, clinique, obsessionnel. Le regard d'un scientifique, un psychiatre de prison, d'abord étrangement bienveillant, puis de plus en plus fasciné par un homme qu'il a rencontré un matin, prostré dans sa cellule où il purgeait une peine de quelques années pour cambriolage et homicide accidentel. Un homme d'apparence inoffensive dont il va bientôt révéler, en éclairant son passé de la lumière la plus crue, à la fois la souffrance et l'effrayante perversité. Toute la force de ce thriller hors du commun, économe de ses moyens, construit sur une absence totale d'effets, tient ainsi au renversement de l'enjeu habituel de ce type de livres consacrés aux tueurs en série. Tout le suspense du roman de Colin Wilson repose sur cette unique et vertigineuse question qui ne va cesser de tarauder le narrateur : *« Que s'était-il passé pour changer l'enfant confiant en cet animal tremblant, blotti dans un coin de la pièce ? »*

Le Tueur croise ainsi un des thèmes récurrents de l'oeuvre de son auteur. Philosophe, historien, essayiste et romancier, *« admirable homme à tout faire des lettres britanniques »*, pour reprendre la formule de Maxim Jakubowski, Colin Wilson s'est, toute sa vie, intéressé à la criminologie et à la genèse de la personnalité criminelle. En particulier à ces « assassins cérébraux » qu'il distingue, en bon lecteur de Nietzsche et de Dostoïevski, du commun des meurtriers. Dans un essai célèbre (*Etre assassin*, Alain Moreau, 1977), il s'interroge ainsi sur les motivations de ces « artistes du crime » pour qui tuer est un « acte créateur », une affirmation de soi, une manière de révolte contre l'humiliation sociale. Inspiré par plusieurs *serial killers* (Peter Kürten, « le vampire de Düsseldorf », William Heirens et Hans Van Zon en particulier), *Le Tueur* tente de montrer le parcours d'un homme *« à certains égards plus imaginatif et plus doué que ceux qui l'entourent, qui possède plus de volonté et d'énergie qu'eux »*, comme l'explique l'auteur dans une longue et éclairante postface. *« Sa vie n'est pas tragique au sens grec d'une fatalité inexorable, mais uniquement dans le sens de mauvais choix, faits librement, qui finissent par frustrer son potentiel créatif. »* Troisième volet d'une trilogie criminelle commencée avec *Le Sacre de la nuit* (Gallimard, 1962) et poursuivie avec le remarquable *La Cage de verre* (aujourd'hui réédité, en collection de poche, aux Belles Lettres), *Le Tueur*, qui date de 1970, était jusqu'ici resté inédit en français. Sa publication mérite d'être saluée.

● **KOP**, de Dominique Manotti

Dominique Manotti n'est pas du genre à botter en touche. Ses deux premiers romans, *Sombre Sentier* (Seuil, 1995) et *A nos chevaux !* (Rivages, 1997) restent parmi les portraits les plus incisifs des débordements des années 80. Triomphe du fric, affairisme, corruption et cynisme généralisé. *Kop* est un nouvel exemple de l'éclatante santé de plume de cette historienne, spécialiste de l'économie du XIXe siècle et professeur à l'université de Saint-Denis. Voici, actualité oblige, les milieux du foot dans sa ligne de tir. L'univers du ballon quand il ne tourne pas rond. Matchs truqués, joueurs achetés, dope, blanchiment d'argent sale sous couvert de transferts à prix d'or... Manotti s'appuie une nouvelle fois sur une enquête minutieuse et une parfaite connaissance de son sujet pour trousser quelques portraits croquignolets, notamment celui d'un maire de banlieue parisienne, à l'ascension aussi irrésistible que le Football-Club qu'il préside. Et dénoncer les dérives d'un sport dévoyé par les intérêts économiques et les enjeux politiques. Un sacré footoir que Manotti dépeint avec un réalisme vigoureux et réjouissant. Et un style de plus en plus affûté. Sec, précis, nerveux. L'art d'enlever le récit, de fourbir les dialogues, de viser l'adjectif et le verbe percutants, de contenir la phrase. Le résultat est diablement efficace : un livre rapide, dense, formidablement énergique. Comme le foot que l'on aime. (Rivages/Thriller, 174 p., 95 F.)

● **UN CAS DE CONSCIENCE**, de Frances Fyfield

Il y a dans le dernier roman de Frances Fyfield, *Un cas de conscience*, une sorte de lasse désillusion. Des êtres usés jusqu'à la corde. Des institutions à bout de souffle. Le couple, le mariage, la justice. Un monde de compromis boiteux, bien résumés par cette formule qui revient comme un leitmotiv : *« Tant que c'est pas cassé, faut pas réparer. »* Pas de bons, ni de méchants dans cet univers discrètement subversif. Pas d'énigme pure et dure. Mais une intrigue subtile. Un singulier roman, douloureusement sensible et puissamment dérangeant. Un récit enchevêtré, construit autour d'un personnage ambigu, une femme battue, apparemment résignée, et d'une sombre histoire de rixe dans un pub, soldée par la mort d'un jeune homme. La justice et la police empêtrés. Respectivement représentés par Helen West, substitut du procureur, héroïne favorite de Fyfield, et le superintendant Geoffrey Bailey, son amant. Mais que peuvent la justice et la police contre la misère, la solitude morale, le naufrage des couples et l'enfer des familles ? Sinon trouver de nouveaux compromis pour résoudre les cas de conscience ? Ainsi va la vie, inacceptablement. *« Tant que c'est pas cassé »*... (Frances Fyfield vient de recevoir le *Grand Prix de littérature policière* pour *Ombres chinoises*, paru l'an dernier chez le même éditeur). (Traduit de l'anglais par Alexis Champon, Presses de la Cité, 270 p., 120 F.)

● **LE PRINCE DES TÉNÈBRES**, de Nagao Seio

Dans *Meurtres à la cour du prince Genji*, Nagao Seio s'inspirait d'un des monuments de la littérature classique japonaise, composé vers l'an mil, *Le Dit du Genji*. L'histoire du « prince radieux » devenait sous sa plume une impitoyable lutte de clans dans le petit monde hiérarchisé, étouffant et clos de la cour impériale où chacun s'épiait et s'enviait. *Le Prince des ténèbres*, qui vient de paraître en français, est un égal bonheur de lecture. L'action se situe dans le Japon particulièrement mouvementé du VIIe siècle et s'inspire des trois plus anciens textes japonais connus que l'auteur interprète, une nouvelle fois, à sa manière. Luttes de pouvoir sanglantes, impitoyables querelles de succession, trahisons, complots, assassinats, malédictions et magie noire se succèdent et s'embrasent dans un formidable mélange de violent réalisme et d'atmosphère de légende. Bien dans l'esprit de l'époque et de celui du meilleur roman d'aventures. Passionnant et savoureux (traduit du japonais par Karine Chesneau, éd. Philippe Picquier, 350 p., 159 F.)

Camon, fin de siècle

Sur un mode mineur et fataliste, l'écrivain italien ouvre un nouveau cycle romanesque

LA TERRE EST À TOUS
La Terra è di tutti
de Ferdinando Camon.
Traduit de l'italien
par Jean-Paul Manganaro,
Gallimard, « Du monde entier »,
122 p., 85 F

Drôle de roman, *La terre est à tous*, et drôle de personne, son auteur. De Ferdinando Camon on a gardé le souvenir de livres remarquables, forts, montrant au plus près l'angoisse, la douleur qui conduisent sur le divan du psychanalyste – *La Maladie humaine*, *La Femme aux liens*, *Le Chant des baleines* (1). On n'a pas oublié non plus ses *Conversations avec Primo Levi*, un an avant le suicide de celui-ci, ni le cycle consacré à la paysannerie de Vénétie, dont Camon est issu. Ce « *plaidoyer pour un monde à l'agonie* », comme l'a défini Camon, s'est terminé en 1996 avec le très beau *Jamais vu soleil ni lune* (« Le Monde des livres » du 4 octobre 1996), consacré à la période de la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle le jeune Ferdinando, âgé de huit ans, réfugié dans la fourche d'un vieil orme, observait son village en folie, les nazis pourchassant les partisans, prenant des otages, torturant, massacrant...

Dans la conversation, Camon parle magnifiquement de ce monde perdu et de la naissance de son désir d'écrire : « *J'ai été élevé dans la tradition orale du monde paysan. J'ai vu aussi comment les paysans de mon enfance étaient terrorisés quand ils recevaient une lettre. J'ai alors compris le pouvoir de l'écriture. J'ai eu le désir d'écrire pour venger les paysans. En fait, ils auraient voulu disparaître dans le silence.* » Mais cet homme volubile et chaleureux semble miné par une obsession de « *fin d'un monde* » qui l'a conduit à entamer un nouveau cycle romanesque par un petit récit « fin de siècle » qui désarçonne et suscite un certain malaise. Que veut montrer exactement Camon avec cette histoire de journaliste, Giovanni Della Valle, aux prises avec les compromissions que lui demande son journal – « *parce que c'est vendeur* », les bonnes soeurs violées en Bosnie, les sectes sataniques –, un peu égarée dans une société qui perd ses valeurs traditionnelles et n'accepte pas son avenir multiracial ?

La fille du narrateur tombe amoureuse d'un camarade de classe chinois et le père commente : « *Je l'ai vu quelquefois, oui. Mais je ne me suis jamais douté qu'un jour il se fiancerait avec ma fille, et donc je ne l'ai pas bien étudié (...). Ils sont trente-deux dans la classe, et avec autant de jeunes du même âge à sa disposition, ma fille devait tomber amoureuse du plus exotique. En cela, je ne reconnais pas chez ma fille mon ADN mais celui de sa mère. Engrossée par moi, elle a engendré une fille à elle, qui n'est pas à moi (...). Nous allons chez les Chinois. C'est une fête de fiançailles.* » Suit la description de la réception et le heurt de deux cultures, de deux traditions, de deux civilisations, qui pourrait être décapant si l'on y sentait de l'ironie et non une espèce de vague dédain ou rancoeur.

Certes, la fin du XXe siècle est assez désolante, mais on peut attendre de la littérature qu'elle la contredise plutôt que de la redoubler. Camon dit de son livre qu'il est « *fataliste* ». « *Nous sommes à l'époque où un monde est mourant et on n'a aucune idée de celui qui naîtra.* » Le pari qu'il prend sur ce monde à naître à travers *La terre est à tous* n'est guère engageant. Il reste à espérer que ce ne soit qu'un « fatalisme » passager et qu'on retrouve, pour la suite de ce cycle romanesque, un Camon « début de siècle » – XXIe – qui aura récupéré énergie et humour.

Jo. S.

(1) En français, les livres de Ferdinando Camon sont publiés chez Gallimard.

Uto et les utopistes

Stigmatisant le mysticisme de pacotille des sectes, Andrea De Carlo observe les malaises et les angoisses d'une société en mal d'identité

UTO
d'Andrea De Carlo.
Traduit de l'italien
par Nathalie Bauer,
Stock, 352 p., 130 F.

L'actualité des sectes est le sujet du roman d'Andrea De Carlo : il stigmatise le mysticisme de pacotille et dissèque avec humour le malaise de leurs adeptes qui naviguent entre la nostalgie des jouissances matérielles et l'orgueil de la soumission idéologique. Plus que l'essai, la fiction permet de dénoncer les mensonges et l'ambiguïté de ces nouveaux utopistes. Que cherche donc à sauver d'intime le prosélyte, qui renonce au combat individuel et s'entête à croire que le bonheur se partage en famille ?

Après le suicide spectaculaire de son beau-père, Uto Drodemberg, adolescent milanais mélancolique et mutique, est brutalement expédié chez une amie de sa mère qui vit à Peaceville, une bourgade des Etats-Unis où de pacifiques illuminés se sont regroupés en communauté autour du Swami, leur gourou. Uto atterrit chez de doux fanatiques, une famille recomposée idéale : Vittorio, peintre célèbre, sa femme Marianne, Jeff et Nina, enfants respectifs d'un premier mariage. Dans une vaste et claire maison de bois construite de leurs mains, ils s'émerveillent d'avoir su se délivrer des amertumes de leur vie passée.

Uto aime son image de prodige désabusé, sensible mais insolent. Roué et doué, il éblouit les adultes de sa virtuosité pianistique. Uto s'ennuie. Il va démolir la vie artificielle de ses hôtes. On retrouve la situation de *Théorème*, le film subversif de Pier Paolo Pasolini. Un jeune homme vient anéantir une cellule familiale. Mais si l'ange sexué de *Théorème* démolissait une famille bourgeoise emblématique, ce démon d'Uto s'attaque à des êtres fragiles en pleine mutation. La remise en question est, dans les deux cas, provoquée par le regard impitoyable d'un garçon hors normes, mais Andrea De Carlo joue *mezza voce*, loin de la tension tragique de Pasolini.

L'art du romancier est de nous refuser toute identification. Les dialogues directs alternent avec les monologues intérieurs, l'histoire d'Uto balance de la troisième à la première personne. L'écrivain déplace sans cesse notre regard, nous oblige à traverser plusieurs couches d'apparences, nous égare à la lisière de tous les revirements. Du gourou lui-même nous ne saurons jamais les possibles abus ou la naïve sincérité.

Notre seule certitude – incarnée par Vittorio, le peintre – est qu'aucune foi ne délivre l'homme du désir de vaincre et de posséder. Les initiés de Peaceville seraient de bien falotes figures, carnassiers sans proie, s'ils étaient perdus dans le maquis des villes. Les rituels de fraternité et de bonté leur donnent existence. Grâce aux ukases de la communauté, Marianne tient en laisse un mari sensuel que le succès fascinait. Elle réussit aussi à paraître une mère et une marâtre parfaites. Cette vie disciplinée permet de combler l'angoisse de l'abandon et de la mort et de dévier les frustrations du désir.

A la différence des personnages de *Théorème*, qui découvrent la tragédie de la solitude essentielle, ils ne sont que petitement désorientés quand les certitudes se fissurent. Le regard cruel d'Uto s'adoucit, les passions un instant ressurgies s'éteignent et la caricature dérape. Le roman d'Andrea De Carlo finit en farce pour mieux camoufler le désespoir qui suinte de ce livre-test. On peut fuir en compagnie de Vittorio et renouer avec la vie brutale et créatrice, corps tendu vers l'excès ; on peut comme Marianne se protéger au creux de la dévotion ; on peut se régaler d'une imposture et, avec Uto, tirer bénéfice de la crédulité des hommes.

En dépit de quelques éclats à la Burgess, Andrea De Carlo ne fait pas œuvre strictement littéraire. *Uto* n'est pas un réquisitoire violent, plutôt le décryptage du fanatisme idolâtre. Sous la mascarade, parfois trop candidement démonstrative, et la bouffonnerie du dénouement perce l'inquiétude majeure d'un homme vidé de Dieu qui ne fait pas pour autant crédit à l'humanité.

Hugo Marsan

FAUSTO GIACCONE/OPALE

Ce huitième roman d'Andrea De Carlo est un immense succès en Italie.

Livraisons

● **UNE FEMME FIDÈLE**, de Kyôka Izumi
Ce contemporain de Sôseki, né en 1873 et mort en 1939, passe à juste titre pour l'un des plus grands stylistes japonais. Les deux nouvelles ici réunies racontent la frustration de deux jeunes femmes mariées contre leur gré et tentant de vivre contre une société oppressive leur passion pour l'homme de leur choix. Cette frustration sentimentale et sexuelle les conduit pareillement à la folie. L'art de Kyôka (généralement désigné par son prénom, comme Sôseki et Kafû dont il est assez proche par certains aspects) se déclare précisément à ce moment : lorsque l'écrivain partage le délire passionnel de ses héroïnes. La narration bascule alors dans le fantastique, avec d'infimes troubles du réel gagné par le rêve, l'angoisse, la mort. La maladie dans la première nouvelle, la guerre dans la seconde, créent un climat de cruauté, de terreur progressive et alimentent la passion des deux jeunes femmes hébétées par la force de leur désir et par la violence des contraintes sociales (traduit du japonais par Elisabeth Suetsugu, éd. Picquier, 114 p., 79 F).

● **CENT ONZE HAIKU**, de Bashô
Joan Titus Carmel poursuit son anthologie du haïku après deux choix de Ryôkan et du sublime Issa. Bashô est certainement le nom le plus connu en Occident. Maître de rhétorique, grand voyageur, le poète, né au milieu du XVIIe siècle, a établi les règles d'une esthétique encore appliquée par les contemporains. L'édition propose le texte japonais, sa translittération et sa traduction. On y retrouvera le plus célèbre de ces courts poèmes, celui du « Vieil Etang », mais aussi de belles réflexions nostalgiques, réminiscences, notations humoristiques, sensations dérobées à la vie quotidienne, observations d'une nature chargée d'un sens symbolique que dix-sept syllabes soulignent. La traduction est simple, naturelle et élégante, sans afféterie (traduit du japonais par Joan Titus Carmel, Verdier, 120 p., 95 F).

● ***L'AMOUR DU CRIME**, de Tomomi Fujiwara*
Dans un style qui rappelle le premier roman de Kôbô Abé, avec documents de police, coupures de journaux, plans, fax, l'auteur du *Conducteur de métro* (prix Akutagawa, Stock, « Bibliothèque cosmopolite ») raconte une série d'enquêtes policières qu'on pourrait lire comme des nouvelles indépendantes. Mais c'est surtout le prétexte d'une description intéressante de la modernité de Tokyo durant ces quinze dernières années, à partir des confidences imaginaires d'un jeune homme qui se passionne pour la délinquance urbaine et qui finit par s'interroger : « *Si c'était moi le véritable agresseur, qu'en serait-il ?* » (traduit du japonais par Tadahiro Oku et Jean-François Laffont, Stock, 240 p., 120 F). **R. de C.**

● **RAFFLES HÔTEL**, de Ryû Murakami
Le Raffles de Singapour est un hôtel mythique, image nostalgique de ce qui fut un film réalisé par Murakami lui-même avant de devenir un roman. Trois personnages (un ex-correspondant de guerre, une star quelque peu dérangée et un jeune guide touristique) se remémorent et se jouent des histoires d'amour. Illusion et jeu des conventions romanesques. La véritable obsession du récit est la guerre, guerre intime, guerre froide, guerre probable qui guette autour du huis clos où se dévorent en silence des êtres solitaires et fragiles, sous le regard cruel des instruments qui captent et imposent le réel (traduit du japonais par Corinne Atlan, éd. Philippe Picquier, 178 p., 110 F).
H. Ma.

Un conteur enchanté

Deux recueils pour se laisser envelopper par la fantaisie et l'émerveillement de Miyazawa

LES FRUITS DU GINGKO
et *LE BUREAU DES CHATS*
de Kenji Miyazawa.
Traduits du japonais
respectivement
par Hélène Morita
et Elisabeth Suetsugu,
Le Serpent à plumes,
190 p., 125 F.
et Philippe Picquier, 120 p., 82 F.

Une fois admis qu'un conteur est un romancier qui préfère la métaphore à la narration directe, on peut lire les contes de Miyazawa comme une seule et même longue histoire, qui parle de lui-même et de nous. La France semble désormais se passionner pour cet auteur mort en 1933 à l'âge de trente-sept ans. Les traductions se multiplient au point que les éditeurs proposent simultanément plusieurs versions du même texte.

Hélène Morita poursuit son travail d'exploration élégante de cet univers fantastique, pendant qu'Elisabeth Suetsugu, plus académique dans sa traduction, offre une transcription minutieuse des particularités linguistiques de l'ethnologue, agronome et mystique que fut Miyazawa. Il ne s'agit pas ici d'évaluer les interprétations, qui toutes deux se tiennent, mais plutôt de se réjouir de la richesse des approches.

Dans sa postface, Elisabeth Suetsugu, citant le philosophe Takaaki Yoshimoto, souligne l'originalité d'un style qui multiplie onomatopées, néologismes, déformations de mots, et qui, de ce fait, rend la traduction particulièrement délicate. On pourra apprécier la diversité des solutions apportées par les deux traductrices, notamment dans le conte mettant en scène une araignée, une limace et un blaireau, les deux versions ayant été toutefois établies sur deux originaux légèrement différents. On rappellera également le recueil conçu par Françoise Lecoeur : *Le Coquillage de feu* (chez L'Harmattan, 1995).

Le Bureau des chats ou *L'Office des chats*, selon les traductrices, est un des contes les plus célèbres de l'auteur, qui s'inscrit ainsi dans le long catalogue des écrivains fascinés par cette race animale : de Balzac à Kipling, en passant par Lewis Carroll et Sôseki. Ici, les chats s'intéressent aux rats-des-neiges (ou souris-des-glaciers) et se soucient d'histoire et de géographie... Difficiles à résumer, les fables de Miyazawa valent surtout pour leurs images et pour leurs curieux dialogues.

On s'émerveille devant les arcs-en-ciel qui conversent, les araignées qui chantent, les comètes qui dansent dans la Voie lactée, les dragons ermites, les tourments du faucon de nuit et le blaireau raisonneur et futé, cher au Japon.

La fantaisie du conteur joue d'une symbolique commune aux contes du monde entier, fondée sur l'anthropomorphisme et sur une sorte de pythagorisme, où l'esprit habite les astres, les pierres, les plantes, mais aussi d'un humour farfelu, à base de faux scientisme, d'érudition abracadabrante, de psychologie inattendue, de références cachées : Kant est même cité dans un récit qui met en scène un professeur d'université...

C'est là que l'on retrouve, probablement, le plus nettement l'influence d'Andersen. Mais les recueils sont surtout imprégnés de légendes venues des sources même du bouddhisme, avec lesquelles Miyazawa prend une totale liberté. De ce point de vue, l'un des contes les plus significatifs est traduit par Hélène Morita : « Le dragon et le poète » évoque, sous une forme attrayante, le problème de l'inspiration, de la circulation de l'esprit poétique, dans un très profond dialogue sur le chant. D'où provient l'imagination créatrice ? « *Ton chant est indubitablement ton propre chant même si c'est aussi le chant que partage chaque esprit qui anime nos nuages et nos vents.* »

René de Ceccatty

Tourments d'un père

Dans un ensemble disparate de textes, Kenzaburô Ôé évoque avec émotion le drame de son fils

UNE FAMILLE EN VOIE DE GUÉRISON
(Healing Family)
de Kenzaburô Ôé.
Traduit de l'anglais
par Jean Pavans,
Gallimard, 170 p., 95 F.

Le prix Nobel a conduit le romancier japonais à s'exprimer d'une façon paradoxalement plus intime sur sa famille, et en particulier sur son fils handicapé mental, Hikari. Ce n'était certes pas chose nouvelle dans son œuvre, marquée depuis maintenant trente-cinq ans par cette particularité familiale devenue événement littéraire. Mais la série de conférences qu'il a été amené à prononcer à travers le monde, et notamment aux Etats-Unis, a fait subir à sa carrière une véritable mutation.

Ses propres romans, désormais très proches du journal intime et intellectuel, avec de nombreuses digressions où apparaissent non seulement des membres de sa famille, mais son entourage artistique, ont également subi cette influence. Les lecteurs familiers de la production la plus récente d'Ôé retrouveront donc ici ses obsessions, mais à l'état brut, où la littérature n'est pas encore pleinement intervenue. Cela apporte, ne le cachons pas, une certaine gêne de lecture. Ôé n'échappe pas à l'inévitable travers de l'autocitation et du « recyclage » de textes qui n'étaient pas destinés à la lecture : conférences, présentations de concerts, participations télévisées, notes de voyage et lettres.

Mais Ôé est un écrivain, et pas n'importe quel écrivain. Et malgré les réticences toutes littéraires qu'il est presque légitime de ressentir lorsqu'on attend d'un livre plus qu'une simple suite de réflexions intelligentes et sensibles, on se surprend à partager les tourments d'un homme profondément ébranlé par un drame intime. En 1963 donc, Ôé a 28 ans. Son premier enfant a une malformation cérébrale. Lorsque le médecin lui propose une intervention chirurgicale sur le bébé, le jeune père hésite. L'écrivain porte à présent le poids de la culpabilité : pourquoi a-t-il hésité ? De cette hésitation, le journal intime du chirurgien garde la trace. Ôé estime qu'au Jugement dernier, s'il a jamais lieu, il devra rendre compte de cette hésitation qui aurait pu coûter la vie d'un homme.

Car Hikari est bien un homme à part entière. C'est pour le prouver que son père publie ce livre très émouvant, en particulier lorsque cette « affaire personnelle » est mise en rapport avec Hiroshima. Si l'on est agacé par la complaisance qui incite Ôé à parler d'une existence quotidienne qui méritait peut-être plus de discrétion, ou du moins la sublimation de l'art, ici absente, il y a des observations intenses et raffinées : sur la compassion, la fraternité littéraire qui le rapproche de Flannery O'Connor ou, plus inattendu encore, de Simone Weil qui cite la question de Parsifal à Amfortas : « *De quelle manière souffres-tu ?* » Question évidemment retournée à Hikari.

R. de C.

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

Mexique, à tous les temps

UN TEMPS NOUVEAU POUR LE MEXIQUE
(A New Time for Mexico)
de Carlos Fuentes.
Traduit de l'anglais
par Nadia Akrouf,
Gallimard, 308 p., 150 F.

A première vue, le livre est daté. Carlos Fuentes s'en explique dans la préface. La première publication en espagnol était dépassée par les événements lorsqu'elle sortit en 1994. La version anglaise de 1996 – c'est à la demande de l'auteur que la traduction française a été établie à partir de ce texte – ne pouvait évidemment rendre compte des bouleversements apportés par les élections législatives de l'année suivante : pour la première fois depuis près de soixante-dix ans, l'opposition était majoritaire à la Chambre des députés, mettant ainsi fin au pouvoir sans partage du Parti révolutionnaire institutionnel.

A s'en tenir à la chronologie, on se tromperait cependant sur les intentions de Carlos Fuentes. S'il parle de l'actualité, c'est pour mieux souligner combien elle s'inscrit dans le mouvement de l'histoire mexicaine qui ne connaît ni passé ni futur, naît où *« tous les temps sont vivants, tous les passés présents »*. De la méditation sur le temps, mais un portrait du Mexique, composite, baroque, flamboyant ou misérable dont la contradiction fait l'unité. Le chroniqueur redevient écrivain.

La révolution mexicaine, antérieure de sept ans à la révolution russe, avait été la première tentative pour reconnaître la totalité de l'histoire culturelle du pays. L'indépendance, en revanche, s'était traduite par un rejet non seulement du colonisateur espagnol mais de la culture métisse, donc par l'abandon, écrit Fuentes, *« des passés indien et africain, jugés barbares, du passé hispanique, jugé rétrograde »*. Les Mexicains voulaient ressembler le plus vite possible à des Européens ou à des Américains. Mais la révolution *« dégénéra en gouvernement »*, selon le mot d'un général de l'époque. Elle s'enlisa dans ses contradictions avant de sombrer dans la fameuse *« stabilité »* mexicaine colorée par la corruption, les assassinats politiques, les soulèvements armés et la répression. A l'abri de discours tiers-mondistes, la classe moyenne s'est enrichie et, de nouveau, rejeta son héritage métis pour chercher ses modèles au nord du Rio Grande. Le temps est-il venu de ne plus *« occulter nos visages : indiens, métis, européens. Ils sont tous les nôtres »* ? N'est-ce pas le véritable enjeu de la transition en cours ? La traduction dans la vie politique de cette permanence, de cette diversité, de la simultanéité de tous les temps mexicains ? Il ne s'agit pas d'un réactionnaire retour aux sources ou d'une démagogique complaisance pour « nos ancêtres les Indiens ». Si Carlos Fuentes voit dans les Indiens du Mexique *« les seuls aristocrates d'un pays d'imitateurs provinciaux, d'hidalgos coloniaux minables, de créoles républicains arrogants, de bourgeois révolutionnaires corrompus, ignorants et cruels »*, ce n'est pas pour idéaliser les premiers, c'est pour fustiger les derniers.

Le temps nouveau qui s'annonce pour le Mexique devrait être celui de la société civile, véritable creuset de la démocratie. Fils de diplomate, ambassadeur lui-même, Carlos Fuentes a quitté son poste en France en 1977 pour protester contre la mainmise autoritaire du PRI. A l'élection présidentielle de 1988, il a voté pour le représentant de l'opposition Cuauhtémoc Cardenas, fils du légendaire président Lazaro Cardenas, contre le candidat officiel qui dut sa courte victoire à une opportune panne dans l'ordinateur de la commission électorale. Six ans plus tard, Carlos Fuentes a soutenu la candidat du PRI, Luis Donaldo Colosio, un réformateur qui menait un dialogue régulier avec les intellectuels mexicains. Colosio fut assassiné le 22 mars 1994 dans des conditions non encore élucidées. Pour prendre en charge la *« République héréditaire »*, la *« monarchie sexennale »*, selon l'expression de Fuentes, le PRI désigna alors l'incolore Ernesto Zedillo qui est en place jusqu'à l'an 2000. Technocrate formé à l'école américaine, celui-ci peut retarder les échéances, il ne peut pas arrêter le temps. Depuis le début de 1994, la révolte du Chiapas rappelle au Mexique riche, développé, tourné vers le Nord, l'existence de l'autre Mexique, celui du Sud, des Indiens et des paysans. Dans un échange de lettres avec le sous-commandant Marcos qu'il publie dans ce livre, Carlos Fuentes affirme son hostilité à la lutte armée. Mais le Chiapas est pour lui *« un point de référence »*, l'antidote à *« l'autosatisfaction première-mondiste »* et à *« l'autoflagellation tiers-mondiste »*, la preuve de la possibilité ou de l'impossibilité de la démocratie mexicaine, le surgissement du temps dans la modernité.

Carlos Fuentes ne veut pas contribuer au mythe. A partir de la simple constatation que le soulèvement du Chiapas est un rappel à l'ordre, il étale sa conviction : la démocratie commence à la base dans les villages, les communautés, les régions, avant de s'affermir dans l'Etat. Au Mexique, elle n'a d'avenir qu'en acceptant tous les passés et tous les présents.

POLITIQUE

● par Gérard Courtois

Des masses aux médias

RAISON ET CONVICTION : L'ENGAGEMENT
de Michel Wieviorka, Serge Moscovici,
Nicole Notat, Pierre Pachet
et Michelle Perrot.
Ed. Textuel, 174 p., 120 F.

Dans l'avalanche commémorative de mai 68, un petit livre est passé inaperçu. Il est vrai que la réflexion collective animée par Michel Wieviorka ne cède guère aux témoignages emphatiques en rouge et noir, aux emballements ou aux désabusements rétrospectifs. Le propos est tout autre : il s'agit de dresser une histoire cursive de « l'engagement » en France, d'en repérer les lieux, les acteurs, les moteurs, d'en tracer les métamorphoses au moment où tout semble conclure à l'épuisement des utopies mobilisatrices.

Comme le note en effet Wieviorka, le décor est celui d'un paysage après la bataille. *« Notre vie démocratique et intellectuelle se réveille orpheline du principe idéologique qui avait informé ses principaux débats pendant trois quarts de siècle, à une époque où le communisme apportait une alternative réelle en même temps qu'une façon, pour ceux qui le rejetaient, de se poser en s'y opposant. »* Quant aux lieux classiques de l'engagement, syndicats et associations, ils semblent aujourd'hui *« en grande difficulté, à la base comme au sommet, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre politique »*.

De même, pour l'historienne Michelle Perrot, *« il n'y a plus aujourd'hui de cause unique, de détenteur de vérité auquel on puisse faire confiance une fois pour toutes, de point de ralliement susceptible de concentrer les énergies. Plus de figure absolue du malheur à laquelle se vouer. Plus de sens de l'Histoire dans lequel s'inscrire avec abnégation »*.

Les deux figures emblématiques de l'engagement, elles-mêmes, apparaissent formidablement décalées : celle du militant, sacrifiant son existence à la cause du peuple, *« devient presque anachronique »*, remarque Wieviorka, tandis que, pour l'historien des idées Serge Moscovici, *« notre époque tombe sous le coup d'un changement de taille : les mouvements politiques peuvent désormais se dispenser de la fonction historico-politique des intellectuels »*.

L'intérêt de cet état des lieux n'est évidemment pas dans un ressassement désenchanté. Mais, au contraire, dans le repérage de *« ce qui naît, se cherche et s'ébauche en matière d'engagement »*, *« autrement et ailleurs que par le passé »*. L'essentiel de l'engagement, désormais, semble se jouer au nœud d'une double contradiction : d'une part entre ce que Wieviorka appelle la *« pensée du refus »*, bénéficiant de la *« virulence de la pureté radicale »*, et *« des logiques de construction »*, nourries de l'éthique de la responsabilité ; d'autre part entre vie privée et militantisme. Par contraste avec l'ancienne figure du militant, *« l'engagement doit désormais autoriser le dégagement, se combiner en permanence avec lui. Il implique non pas l'aliénation de la liberté individuelle au profit d'une organisation, d'une idéologie ou d'un projet, mais la mise en conformité ou en compatibilité des orientations collectives de l'action et de la subjectivité individuelle »*.

Michelle Perrot complète cette dimension avec beaucoup de justesse. Retraçant à grands traits les généalogies de l'engagement, les filiations qui conduisent du Voltaire de l'affaire Calas au Zola de l'affaire Dreyfus, puis des barricades de la vérité à celles de la révolution, enfin de la cause abstraite et *« quasi mystique »* de la classe ouvrière aux causes multiples, limitées mais concrètes, des femmes, des prisonniers, des paysans du Larzac, plus récemment des sans-papiers, elle pointe l'extrême diversité des formes d'action et la recherche tâtonnante d'une réconciliation entre trois dimensions longtemps jugées antinomiques : *« Le personnel, le professionnel, le collectif »*. *« Naguère,* ajoute-t-elle, *l'individu était perçu comme créature bourgeoise, donc affreuse. Désormais, on peut probablement trouver des formes d'accord entre soi-même, le mouvement politique et le travail intellectuel »*, notamment quand ce travail se déploie dans le champ de l'histoire, de la sociologie et des sciences sociales.

Dans ce paysage qui se redessine sous nos yeux, Pierre Pachet apporte une touche originale, fondée sur son expérience au sein de comités de défense des juifs de l'ex-URSS d'abord, de Salman Rushdie ensuite. Lucide sur l'héritage communiste de comités de défense de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, il n'ignore ni les travers classiques ni les risques de manipulation de ce mode d'engagement. N'y retrouve-t-on pas bien souvent, note-t-il avec humour, un trio classique : *« Le militant, prêt à toutes les tâches matérielles, sans avoir d'idée particulière sur la direction du mouvement ; la potiche, qui prête son nom (...) et son carnet d'adresses ; et enfin une direction effective, déterminée on ne sait trop comment. »*

Toutefois, ces groupes d'individus *« prêts à donner un peu de leur temps et de leur intelligence à une cause »* s'inscrivent désormais dans le *« jeu inédit »* de l'opinion. *« Ceux qui œuvrent au sein de ces comités se rendent compte qu'il ne s'agit plus, dès lors, d'un engagement au sens presque métaphysique, destiné à bouleverser leur vie, mais d'une action susceptible de donner des résultats limités, à condition d'accepter un certain jeu de la représentation et de la parole. »* L'appel aux médias a remplacé l'appel aux masses.

SOCIETE

● par Robert Solé

Objets de compagnie

LES NOMS QUI GAGNENT
de Muriel et Pierre Bessis.
Ed. Les Presses du management,
367 p., 148 F.

Que les personnes allergiques au marketing, au packaging et au management sous toutes ses formes passent leur chemin : ce livre risque de les énerver inutilement. Elles pourraient se heurter à des expressions du genre : *« Le Nom nomme le Mix-Produit, c'est-à-dire exprime le Produit dans sa globalité, tout en étant un élément de ce Mix »*, les majuscules ne faisant que rendre la chose plus déplaisante. Ajoutez à cela que Pierre Bessis et sa fille Muriel sont *« conseils en stratégies d'appellations »* et ne s'en cachent pas, donc suspects de vouloir vendre leur salade, transformer le lecteur en client.

Le problème, c'est qu'on est intrigué dès la première ligne de leur ouvrage. *« Jamais dans l'histoire de l'humanité il n'y eut autant de noms qu'aujourd'hui »*, écrivent-ils, plaçant d'emblée leur sujet comme un phénomène de société. *« Chaque jour, l'homme moderne entend et apprend, sans même en avoir conscience, un ou plusieurs nouveaux noms »*, ajoutent ces professionnels de la communication, nous alléchant davantage. *« Le nom parle du produit et surtout de la marque, de la relation qu'elle établit avec le consommateur, et, au-delà, il parle de nous, de notre monde, de nos valeurs. »* On finit par les suivre, sans déplaisir, grâce à une langue agile qui éclipse le jargon.

Il existe aujourd'hui dans le monde quelque huit millions de noms, fabriqués et déclarés, pour des raisons commerciales. Noms de sociétés, noms de marques, noms de gammes, noms de produits. Les objets, de plus en plus personnalisés, deviennent comme des animaux de compagnie. Le nom crée la proximité et rend possible l'appropriation. On n'achète plus une voiture, ni même une Renault, mais une Clio, une Espace, une Safrane.

Muriel et Pierre Bessis sont donc des créateurs de noms. Ils se qualifient de *« markologues »*, néologisme créé à partir de marque, marketing et logos. Leur métier consiste *« à ne pas appeler un chat un chat »*. Autant dire que les victimes à demi-consentantes que nous sommes sont un peu manipulées... Il existe mille manières de fabriquer des noms. En s'appuyant sur le lieu de provenance du produit (*Eau de Cologne*), sur sa composition (*Force C* d'Helena Rubinstein contient de la vitamine C), sur son mode d'action (*Vocalia* est un service vocal), sur le prestige de son fabricant (*Diorissimo* est un parfum de Dior) ou sur le bénéfice qu'il est censé apporter au consommateur (le shampoing *Fortifiance* fortifie les cheveux). Certains noms, à syllabes répétées, jouent sur la nostalgie de l'enfance, comme *Naf Naf* ou *Chouchou*. D'autres associent le souvenir des jeunes années à une plaisanterie un peu grossière, et c'est ainsi qu'un jeu de grattage devient *Le Morpion*.

La lettre X a la cote depuis quelque temps. Elle ne se cantonne plus à des produits ménagers (*Axion, Ajax*) ou à des médicaments (*Microlax, Tranxène*...) : un grand groupe d'assurance, *AXA*, s'est bâti autour de cette consonne puissante, encadrée de deux voyelles, tandis que Citroën s'en sert pour toute sa gamme : Saxo, Xsara, Xantia... Des noms inventés, mais dont les accents mythologiques ont quelque chose d'aimablement culturel. *« Il y a des noms qui se dégustent lentement et des noms qui mordent ; des noms qui se chuchotent et d'autres qui se crient ; des noms qui hypnotisent et des noms qui claquent »*, remarquent Muriel et Pierre Bessis. Toutes les audaces sont permises : un nom difficilement prononçable, comme un vilain nom. Une firme anglaise a poussé très loin cette logique en baptisant ses cigarettes *Death*.

Encore faut-il que le nom soit en résonance avec le produit. Sinon, c'est la catastrophe assurée. Toute une batterie de tests permet d'arriver à de petites merveilles comme *Twingo*, mélange de consonnes anglo-saxonnes et de voyelles latines, de twist et de tango : un nom aussi rond que la voiture qu'il désigne et qui veut nous persuader que ce nouveau modèle exprime un nouveau mode de vie.

A en croire les Bessis, père et fille, la firme Renault s'est elle-même transformée en profondeur lorsqu'elle a abandonné l'appellation par chiffres, indiquant une puissance (*R5, R12, R16*...) pour adopter *« des noms porteurs d'un imaginaire »*. Peugeot, en revanche, reste fermement attaché à son système, logique, efficace, déclinable à l'infini (bientôt les *107, 207, 307*...).

Nos markologues font une incursion amusante dans le monde administratif pour déplorer *« des sigles stériles »*, très peu propices au rêve : *CSG, RMI, Assedic*... Plus grave est la généralisation de certains termes, comme *sans*-abris, *non*-voyants ou *mal*-entendants, à la fois négatifs et trompeurs, qui conduisent à masquer une condition ou un handicap... mais c'est encore une autre histoire, qui ne relève pas forcément de la markologie.

ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

La complainte du petit Blanc

LE COMPTE À REBOURS
de François de Closets.
Fayard, 359 p., 135 F.

François de Closets est fâché. Fâché et exaspéré. Il y a trente ans, il dénonçait déjà *La France et ses mensonges*. Puis est venue la critique féroce de la quête du *« toujours plus ! »*, l'attaque frontale de la *« syndicratie »*, la description du gaspillage de l'argent public, etc. Autant de best-sellers. *« Je n'ai fait que dire tout haut ce que chacun pouvait voir ou, du moins, entrevoir »*, explique l'auteur avec l'immodeste modestie qui fait partie de son personnage.

Pourtant, tous ces avertissements, prémonitoires comme nous le rappellent quelques autocitations, n'auront servi à rien puisque aux mensonges s'est ajoutée l'imposture. Ce trop fameux *« modèle français »* qui cache sous de beaux principes l'égoïsme, le conservatisme, l'impuissance et l'injustice la plus brutale, nous continuons à prétendre le donner au monde comme exemple à imiter, mais le *« monde commence à se lasser de nos lubies et de nos foucades »*. Aussi Closets a-t-il décidé de frapper un grand coup. Si vous continuez comme ça, Français indignes d'une France *« bénie des dieux »*, le Front national arrivera au pouvoir. La date de cette échéance fatale est même fixée. Ce sera 2002, lors des prochaines élections législatives. *Gaston, fais-moi peur !*

Assurément, François de Closets est à son meilleur quand il stigmatise la France des privilèges, et l'on admirera la ténacité qu'il montre à remettre inlassablement sur le métier les objets de son exécration. Il vise avec un talent particulier la *« noblesse d'Etat »*, ces hauts fonctionnaires qui se servent de l'administration pour conquérir les centres de pouvoir économique, financier, culturel dans l'Etat et hors l'Etat, et qui dans la captation du pouvoir politique *disposent d'un atout décisif : ils peuvent quitter le giron de leur corps pour* briguer un mandat électif, puis y retourner lorsqu'ils se font battre aux élections suivantes. Les grèves de novembre-décembre 1995 ont porté la verve de notre auteur à un niveau proche de la sublimation – au sens physique du terme. Les agents du service public qui une fois encore avaient cessé le travail *« se situaient tout bonnement dans le tiers supérieur de la société »*, tandis que les médias, complaisants et conformistes, oubliaient les *« vrais malheureux »*, les *« vraies victimes »* : entreprises en faillite, artisans ruinés, salariés licenciés, malades laissés sans soins. Cet *« invraisemblable attelage de la France protégée et de la France massacrée »* ne choque plus des usagers plongés dans une *« passivité quasi hypnotique »*. D'autant que la *« gauche bien pensante »*, esclave de la pensée *« socialement correcte »*, s'aligne avec servilité derrière les *« personnels en lutte »*, alors qu'elle devrait se porter au secours des gens qui souffrent.

Plus que jamais alarmiste, le discours de François de Closets offre des résonances étrangement proches du danger qu'il annonce

Mais un Closets peut en cacher un autre. Ce sont les dernières pages du livre qui, renouvelant le refrain, lui donne une sonorité étrange. A partir des années 70, selon notre auteur, l'immigration de main-d'œuvre se transforme en immigration de peuplement. Mais *« personne ne cherche à savoir ce qui se passe dans les banlieues pauvres où s'installent les familles maghrébines, puis noires »*. Les voisins des immigrés, ces *« petits Blancs »*, commerçants, artisans, ouvriers, employés, chômeurs, retraités, anciens immigrés n'ont aucune organisation à leur disposition, aucun pouvoir de nuisance, alors même qu'ils ressentent les nouveaux venus comme une menace de dégringoler toujours plus bas dans l'échelle sociale. La classe dirigeante s'en moque. Du haut de ses beaux quartiers, pourtant, elle donne des leçons d'antiracisme, ce qui est pour notre auteur le comble de la tartufferie. *« Un riche vivant richement n'a pas à faire l'éloge de la pauvreté aux pauvres. De la même façon, un bourgeois vivant bourgeoisement doit faire preuve d'une grande réserve vis-à-vis de personnes qui vivent dans les quartiers populaires. »* Sur cette lancée, SOS-Racisme est qualifiée de *« formidable entreprise de crétinisation, un retour au niveau zéro du débat politique »*. Parrainée par François Mitterrand, l'organisation *« ne protestera que mollement contre la pire canaillerie mitterrandienne »*, à savoir le rétablissement de la proportionnelle en 1986 ouvrant toutes grandes les portes du Palais-Bourbon au Front national.

Quant à la préférence nationale qu'on reproche tant au Front de réclamer, elle existe bel et bien dans le secteur public où 5 millions d'emplois sont interdits aux étrangers, assure l'auteur. Ainsi, souligne-t-il, *« tout le secteur public, fief de l'antilepénisme pur et dur, vit sous le régime de la préférence nationale »*.

Apparemment, Closets a dans la tête un seul modèle d'assimilation, celui qui ne laisse aucune place aux particularismes dans l'espace public. Ce modèle, que la France aurait imposé autrefois aux étrangers, serait seul conforme à la République. A cause de l'agitation d'une poignée d'activistes, il serait aujourd'hui abandonné. *« Le communautarisme,* affirme-t-il, *est étranger à notre tradition républicaine. »* Comme l'étranger est invité non à s'assimiler, mais à préserver son mode de vie traditionnel, le *« colonialisme s'est inversé »*, tandis que les Français de souche n'ayant plus d'attaches communautaires *« se retrouveraient perdus, apatrides dans leur propre pays »*. Veut-on rendre les Français enragés ? demande l'auteur.

Ayant entonné la complainte du petit Blanc, Closets n'en est que plus conforté à défendre la crédibilité de son scénario politique. Le Pen et ses outrances empêcheraient maintenant le Front national de faire le plein de ses voix et de franchir la barre des 20 %. Le Pen parti à la retraite pour cause d'âge (?), ce seuil serait dépassé, et la droite classique obligée de faire bloc avec les successeurs du leader frontiste, d'autant que ceux-ci *« se voudront irréprochables sur le plan de l'antisémitisme et s'efforceront de présenter un visage acceptable »*. Mais le compte à rebours n'est pas une fatalité ; à tout moment, les Français peuvent se ressaisir et arrêter la machine infernale, assure l'auteur pour ne pas nous désespérer tout à fait. Mais son discours n'offre-t-il pas trop de résonances avec celui qu'il combat ?

● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ●

PASSAGE EN REVUE

Les éditions Zodiaque, qui avaient interrompu en 1992 la parution de leur revue trimestrielle consacrée à l'art sacré, relancent une nouvelle revue (semestrielle cette fois), dont l'ambition est de regarder et entendre *« l'image, hier et aujourd'hui »*, toujours à la recherche des *« grands symboles qui fondent la liberté et la dignité de l'homme »*. Le premier numéro est consacré au « Regard » : regards de pierre des basiliques avec le sculpteur Bernard Perrin, yeux des autoportraits peints avec Pascal Bonafoux. Il questionne l'icône avec Julia Kristeva. La revue, qui se veut placée sous le signe du dialogue, interroge aussi la danse (regard comme l'un des gestes du corps), fait aussi la part au cinéma (art de la pudeur menacé de voyeurisme). Largement illustrée, elle donne carte blanche dans ce premier numéro au photographe Claude Sauvageot (éd. Zodiaque, abbaye de la Pierre-qui-Vire, 89630 Saint-Léger-Vauban, 120 F le numéro, abonnement : 200 F).

J-L. D

★ La page « chroniques » sera interrompue à partir du 26 juin et reprendra le 4 septembre.

La chronique

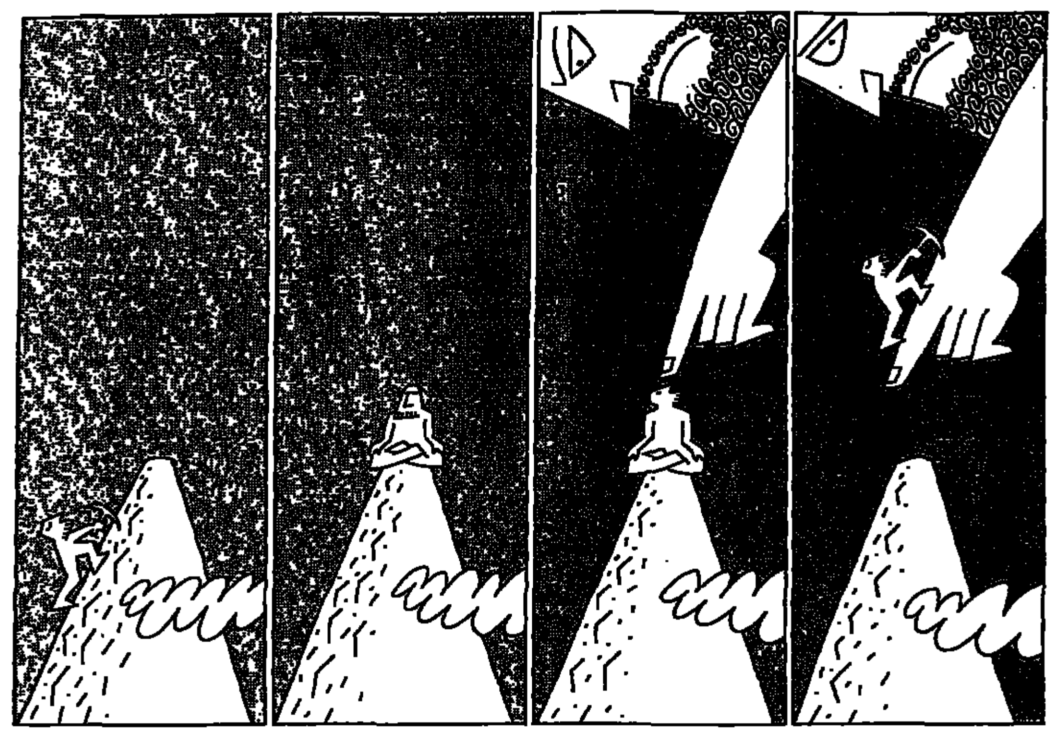
de Roger-Pol Droit

Du sage au saint

FIGURES DE L'INTELLECTUEL EN GRÈCE ANCIENNE
sous la direction
de Nicole Loraux
et Carles Miralles.
Belin, « L'Antiquité au présent »,
384 p., 160 F.

ÉTUDES DE PHILOSOPHIE ANCIENNE
de Pierre Hadot.
Les Belles Lettres,
« L'Ane d'or », 388 p., 165 F.

SOLILOQUES
de Marc Aurèle.
Traduction
et notes accompagnées
d'une étude sur Marc Aurèle, le stoïcisme et le christianisme
par Léon-Louis Grateloup,
Le Livre de Poche, « Classiques de la philosophie », 288 p., 32 F.



Savons-nous encore, réellement, ce qui fut rêvé autrefois sous le nom de « sage » ? Nous ne voyons trop souvent, dans les récits grecs ou latins qui nous ont été conservés, que des légendes anciennes. Les Sept Sages, instaurant les lois, fondant les Cités aussi bien que les sciences, sont pour nous des silhouettes mythiques, mais surtout des visages flous. Nous ne voyons plus bien, la plupart du temps, quelle fut leur place, quel rôle les a distingués. Quand les écoles philosophiques – épicuriens, stoïciens, cyniques, sceptiques et autres – dessinent différemment cette image de perfection qu'est le sage, nous n'y voyons trop souvent qu'une clause de style. Il conviendrait au contraire de retrouver, sous les silhouettes anciennes aux contours estompés, ce que fut exactement l'idéal du sage, durant des siècles, pour les hommes de l'Antiquité. Ce modèle directeur, qui ne dissocie pas l'accroissement du savoir et la modification de soi, ne s'est peut-être jamais réalisé en aucun être humain. Qu'il n'y eut « en réalité » jamais aucun sage n'empêche en rien sa réussite idéale d'avoir constitué, pour des dizaines de générations, l'excellence absolue, la norme suprême.

Restait à comprendre comment s'est constituée la représentation occidentale du sage et pourquoi elle a disparu. Trois livres récents, fort dissemblables, éclairent à leur façon ces questions. Le sage, en Grèce, n'est pas la figure inaugurale. Au commencement était le poète. Son chant embrassait le monde. Voyez Homère : rien ne manque à son univers, il le tient tout entier dans la parole, les dieux l'habitent. Les sages, qui viennent ensuite, peuvent parfois être des poètes.

Mais ce n'est plus du chant qu'ils tirent leur sagesse. Cette *sophia* n'est pourtant pas ce que nous appelons une science. C'est aussi une habileté, un savoir-faire, comme un tour de main relatif à l'existence et à ce qui doit être pensé. Ces premiers sages sont tisserands et politiques en même temps, artisans tournant des conceptions du monde aussi bien que des lois pour les cités. Plus tard encore, après eux, viennent les *philosophes*. S'ils deviennent « chercheurs de sagesse », c'est bien qu'ils ne la possèdent pas. Pour que les philosophes apparaissent, il faut donc que la sagesse ait été perdue, que sa privation soit devenue perceptible alors que son souvenir demeure pourtant vif encore. Nostalgie du pays proche et déjà définitivement quitté.

Les études réunies par Nicole Loraux et Carles Miralles éclairent les différentes facettes de « l'intellectuel » dans la Grèce antique, du sophiste au médecin et des dramaturges au médecin. Dans cette mine de-découvertes, on retiendra la mise en lumière par Nicole Loraux de l'opposition entre la brièveté et la longueur des discours. Du côté des sages, l'usage aristocratique des aphorismes et des propos allusifs ou ramassés. Du côté des assemblées populaires et des tribunaux, le démocratique « parler long », qui veut prendre le temps de tout expliquer, d'exposer tous les motifs et les arguments, sans rien laisser dans l'ombre ou dans les complicités de l'implicite. Le discours long donne à chacun les moyens de comprendre. Il ne suppose rien qui soit su par avance, ou sous-entendu. Sans doute faut-il payer le prix de cette transparence pédagogique, endurer les lourdeurs de tous les points sur les « i ». On est loin de l'éclat énigmatique des sentences et de la densité des oracles. Aurait-on déjà quitté la figure du sage ?

Pendant des siècles, l'idéal du sage représenta chez les Grecs et les Romains la perfection humaine. Avec les martyrs chrétiens, quand s'ouvre le temps des saints, cette figure commence à disparaître

Parmi les *Etudes de philosophie ancienne* de Pierre Hadot, toutes remarquables de savoir et de clarté, un texte souligne combien le dépassement de l'humain est paradoxal chez le sage. La sagesse peut en effet rendre l'homme *« semblable aux dieux »*, comme disait Epicure, mais elle ne fait jamais échapper entièrement l'humain à l'horizon terrestre. *« La sagesse est l'état dans lequel l'homme est à la fois essentiellement homme et au-dessus de l'homme, comme si l'essence de l'homme consistait à être au-dessus de lui-même »*, dit Pierre Hadot. Les deux traits essentiels du sage, à ses yeux, sont la liberté intérieure et la conscience cosmique. La première signifie que le sage demeure insensible non seulement aux préjugés de son temps et aux caprices du désir, mais aussi, à la limite, aux normes sociales et aux impératifs socio-politiques. Agissant selon la seule norme de la Raison et de la Nature, il n'a pas à se soumettre nécessairement aux conventions de la culture. Le second trait a déjà été signalé par Bernard Grothuysen, que cite Pierre Hadot : *« Seul le sage ne cesse d'avoir le tout constamment présent à l'esprit, n'oublie jamais le monde, pense et agit par rapport au cosmos. »* Lucrèce, d'ailleurs, déplorait déjà l'attitude des hommes ordinaires, c'est-à-dire des insensés : *« Personne ne daigne plus lever les yeux vers les régions lumineuses du ciel, tant on est fatigué et blasé de cette vue. »* Marc-Aurèle, retiré le soir sous sa tente, dans les plaines du Danube, note pour lui seul, dans ses *Pensées* – devenues *Soliloques* dans la traduction nouvelle que propose Léon-Louis Grateloup : *« Il ne faut pas seulement s'unir par le souffle à l'air qui nous enveloppe, mais aussi par la pensée à l'intelligence qui embrasse le tout ! »*

Comment s'est terni cet idéal du sage ? Fut-ce sous l'effet de l'évolution interne du paganisme ? De la naissance du culte impérial, nécessaire au pouvoir romain ? Du développement de la mystique et de l'ésotérisme chez les philosophes néoplatoniciens ? Fut-ce parce que l'expansion du christianisme lui substituait un nouvel idéal, celui du saint ? Ces questions demeurent controversées et fort difficiles à éclaircir. Le fait est que la sainteté chrétienne s'inscrit dans une perspective toute différente de la sagesse des philosophes. La victoire attribuée aux martyrs est définie par le sacrifice de la vie terrestre, la soumission absolue à la décision divine, la certitude d'une immortalité glorieuse. Toutefois le désir de fuir le monde, le dégoût de la chair, la croyance aux miracles, l'attention aux signes prophétiques, la conviction que des puissances démoniaques habitent les corps et la matière ne sont pas propres aux chrétiens. On les trouve aussi chez leurs adversaires, à la fin de l'Antiquité. Il existe malgré tout un merveilleux de la vie des saints, providentiel et édifiant, qui semble marquer un tournant. De beaux exemples figurent dans le dossier constitué par Léon-Louis Grateloup. Voici comment saint Polycarpe est censé avoir péri sur le bûcher, en 166, sous le règne de Marc Aurèle : *« Ce corps sacré exhalait une odeur pareille à celle d'un pain nouvellement cuit, et sa couleur était semblable à celle d'un or pur qui sort de la fournaise et qui par son éclat réjouit la vue. Outre cela l'on sentait comme un agréable mélange de toutes sortes de parfums, qui dissipait la mauvaise senteur qui sort d'ordinaire des corps que le feu consume. »* Cette senteur de bon pain ne s'exhale pas des sages.

Création et affaire d'Etat

Anne Veitl examine les politiques adoptées vis-à-vis de la musique contemporaine. Bilan négatif

POLITIQUES DE LA MUSIQUE CONTEMPORAINE
Le compositeur, la « recherche musicale » et l'Etat en France de 1958 à 1991
d'Anne Veitl.
L'Harmattan, « Logiques sociales », 256 p., 140 F.

Jeune docteur en sciences politiques, Anne Veitl s'est intéressée à une question fréquemment posée : *« A quel titre l'Etat est-il habilité à intervenir dans la création artistique, qui relève d'abord de l'individu et de la sphère privée ? »* Envisagée sous l'angle de la « recherche musicale » (activité qui place le compositeur au sein d'un groupe, modifiant les données sociologiques habituelles de la musique savante), cette problématique sert de fil rouge à un instructif examen des mesures prises par les pouvoirs publics pour appréhender, puis circonscrire le domaine, par définition incontrôlable, de l'avant-garde.

Le premier mérite de l'étude d'Anne Veitl réside dans l'observation critique des différentes politiques adoptées vis-à-vis de la musique contemporaine de 1958 (initiatives favorables lancées par un ministre, André Malraux) à 1991 (coup d'arrêt tenté par un directeur de la musique, Michel Schneider, avant de démissionner). Celle conduite par Marcel Landowski (1966-74) est caractérisée par des aides *« ponctuelles et individuelles »* (sous forme de commande d'une œuvre) qui masquent mal l'absence de programme global. D'où le sentiment que *« la commande est plus proche de l'aumône que de la prise en charge d'un artiste par l'Etat bienfaiteur »*. Les choses changent en 1974 avec la nomination au poste de directeur de la musique de Jean Maheu, à l'origine d'une première action d'importance nationale prolongée en 1979 par son successeur Jacques Charpentier et l'inspecteur, auquel est confié le secteur – enfin reconnu – de la « recherche musicale ». Encouragé par Michel Fleuret, nouveau directeur de la musique (1981) qui n'imagine pas de création sans recherche, Michel Decoust consacre la reconnaissance par l'Etat des nombreux studios d'électro-acoustique fondés dans le sillage du GRM de Pierre Schaeffer. Mais Anne Veitl note que *« les actions en faveur de la musique contemporaine se métamorphosent ainsi presque subrepticement en une politique des nouvelles technologies »*. Cette tendance est brusquement interrompue en 1989 par Michel Schneider, directeur qui n'entend pas réserver à la seule musique contemporaine l'enveloppe de la recherche (au bénéfice par exemple du Centre de musique baroque de Versailles) et remet en question la légitimité du soutien de l'Etat à la création.

Même si elle se situe globalement dans la perspective du sociologue Pierre-Michel Menger, qui fut à l'origine (*Le Paradoxe du musicien*, Flammarion, 1983) des attaques multipliées jusqu'au début des années 90 contre l'Ircam et son fondateur Pierre Boulez, Anne Veitl adopte une attitude très nuancée. Tant pour commenter les polémiques (Boulez-Landowski en 1966, Boulez-Schneider en 1991) que pour analyser les cas d'espèce (GRM rattaché à l'Institut national de l'audiovisuel, Ircam inclus au Centre Pompidou). Elle restitue en outre avec précision – à partir d'une documentation inédite – les principaux enjeux d'une époque qui finit par faire de la recherche musicale *« une fiction bureaucratique »*. Anne Veitl en tire la conclusion un peu abrupte que la mise en œuvre d'une politique de musique contemporaine *« ne semble plus d'actualité »*. Avis partagé par beaucoup de compositeurs, qui s'en inquiètent.

Pierre Gervasoni

Debussy en leader

L'essai posthume d'André Boucourechliev salue l'option révolutionnaire du musicien

DEBUSSY
La révolution subtile
d'André Boucourechliev.
Fayard, « Les chemins de la musique », 128 p., 89 F.

LA MUSIQUE DE PIANO
Dictionnaire des compositeurs et des œuvres
de Guy Sacre.
Laffont, « Bouquins », 2 vol., 1 536 p. et 189 F chacun.

Grâce soit rendue à Myriam Chimènes, Alain Poirier et Jean Nithart de nous avoir livré cet essai, longtemps mûri mais inachevé, d'André Boucourechliev, dont la disparition en novembre 1997 manqua nous priver. Nous restait bien sûr son intelligente contribution à un volume collectif consacré à *Claude Debussy* (Hachette, « Génies et Réalités », 1972) et dont de larges citations permettent de sauver du déséquilibre cette scrupuleuse analyse de la sereine, mais fondamentale, « révolution debussyste ». Pourfendant les tenants – caricaturés – d'un *« distillat d'évanescence »* qui ne résiste pas à l'étude de l'œuvre, *« lieu de l'exactitude et de la clarté la plus exigeante »*, l'essayiste accorde la palme de la subversion à *Jeux* plutôt qu'au *Sacre* de Stravinsky, plus scandaleux que fécond. Jusqu'à élire Debussy comme *« leader pour aujourd'hui et pour demain »*.

Suivent de superbes pages sur la matière sonore, reçue comme une vision (*« très égal, comme une buée irisée »* pour les « Cloches à travers les feuilles » d'*Images*), ce qui légitime la classique assimilation à l'impressionnisme que Boucourechliev commente sans la récuser. Les analyses des pièces pour piano, et plus encore le travail sur l'écriture vocale, sont des moments de grâce. Si le compositeur ne craint pas de défendre des cycles négligés (*Cinq Poèmes de Baudelaire* ou *Trois Poèmes de Stéphane Mallarmé*), c'est le constant renouvellement du tissu musical, aussi riche que complexe, qui l'obsède. Au risque de dévoiements surprenants de l'honnêteté critique. Confronte-t-il « Soupir » et « Placet futile », simultanément mis en musique par Debussy et Ravel ? *« Force est de constater – à contre-cœur – que c'est Ravel qui gagne le match »*, soupire Boucourechliev. De même, sa charge contre le bel canto, signe d'un *« nivellement par le bas »* d'un genre *« maculé de vulgarité »* est une curieuse introduction à la défense de *Pelléas*. Pour dévoiler la faculté inouïe de Debussy à régénérer « instantanément » la forme musicale, inventant un mode d'audition aussi neuf, nul besoin de rompre ces lances. La poétique se rejoue intacte et plus profonde encore à chaque écoute et impose la singularité de l'œuvre.

Auteur d'une somme stupéfiante sur la littérature pour piano – à peine limitée par l'exclusion des compositeurs nés après 1920 –, Guy Sacre ne tempère pas cet enthousiasme. C'est là un véritable hommage, car on cherche ici en vain les complaisances de convention. D'Absil à Ives, puis de Jacob à Zipoli, Sacre s'y entend comme personne pour ébranler les panthéons. Si Chopin, Schumann, Schubert ne sont pas inquiétés, Haydn célébré comme un inconnu fameux, Ravel salué pour son art de conserver *« intacte la première alarme, l'émotion native »*, Prokofiev crédité d'un *« piano de virtuose et d'athlète »*, la sentimentalité d'un Rachmaninov (*« musique datée et faisandée »* ?), pire, d'un Tchaïkovski (*« souvent médiocre et parfois détestable »* dans des *« morceaux décourageants »*) déchaîne ses foudres. Partis pris tranchés, reconnaissances moins convenues (Smetana), éloges inattendus (Clara Schumann, Fibich, Dussek ou Clementi), ce livre est, plus qu'un ouvrage à consulter, une vision engagée qu'on découvre avec l'impatiente curiosité des vraies urgences.

Philippe-Jean Catinchi

Livraisons

● **RÉVOLUTION... LES BEATLES**, de Jacques Velcouve et Pierre Merle
Passant en revue disques officiels, chansons et films du mythique groupe anglais, cette somme joue la carte des commémorations : il y a trente ans, Lennon, sensible aux mouvements parisiens de mai 68, chante *Revolution*. Des prémices du groupe (les Fab Four) à son éclatement, ce retour sur une aventure exceptionnelle convaincra même ceux qui ont échappé à la *beatlesmania*. Si Harrison date des concerts de Hambourg en 1960 l'apogée du groupe dont ni la formation, ni le nom ne sont alors fixés, le commun des mortels se replongera dans une discographie plus tardive mais indémodable (Fayard, 260 p., 170 F).

● **HISTOIRE DE LA MUSIQUE**, sous la direction de Marie-Claire Beltrando-Patier
A petit prix, voilà une réédition bienvenue ; d'autant que l'ouvrage, paru en 1982, est aujourd'hui copieusement augmenté d'un *« kaléidoscope fin de siècle »*, signé Pierre-Albert Castanet. De quoi accueillir la *pogo-dance* et le funky, Arvo Pärt et John Adams, ou les plus jeunes Lindberg, Manoury et Benjamin. Une ouverture qui se veut fil d'Ariane pour le *« labyrinthe du 3e millénaire »* (Larousse, « In Extenso », 1 216 p., 160 F).

● **LA VIE SELON FRANZ LISZT**, de Roland de Candé
Aux lecteurs impatients de découvrir la suite – et la fin – de la biographie exemplaire d'Alan Walker (annoncée chez Fayard pour fin 97), Roland de Candé propose mieux qu'une version d'attente : un portrait affectif en totale sympathie avec son sujet. Celui que Wagner appelait l'*« enfant de l'Europe »* est certes vu avant tout comme un créateur audacieux, un cœur noble, un ami admirable, mais la large place accordée à la correspondance et aux textes de Liszt lui-même confirme la belle image d'un homme paradoxal (Seuil, 480 p., 149 F).

● **A PASSIONE DI CALVI**
Le peintre Chisa a tenu à partager l'émotion fervente qu'il a ressentie en assistant à la célébration de la Passion, telle qu'elle se joue à Calvi depuis 1993 lors de la Semaine sainte. En contrepoint du texte des chants – donnés en corse et en français –, tirés de la liturgie ancienne ou composés par Jean-Claude et Marcel Acquaviva, les images de l'artiste, jouant sur la lumière, font dialoguer le visible et l'invisible. Un hommage qui se veut communion (éd. Stamperia Sammarcelli [distr. U Svegliu Calvese, B. P. 37 20260 Calvi], 390 F). **Ph. J.C.**

هكذا من الأصل

La « morale » n'a pas bonne presse

Qu'est-ce que la « morale » ? A quoi peut-elle servir ? Quatre philosophes répondent. Aucun accord en vue

LA SAGESSE DES MODERNES
d'André Comte-Sponville
et Luc Ferry.
Robert Laffont, 576 p., 149 F.

CONFÉRENCES SUR L'ÉTHIQUE
d'Ernst Tugendhat.
Traduit de l'allemand
par Marie-Noëlle Ryan,
PUF, 420 p., 198 F.

LA SÉPARATION D'AMOUR
de *Shmuel Trigano.*
Ed. Arléa, 252 p., 110 F.

Qu'est ce que la « morale » ? A quoi peut-elle servir ? Débattues à intervalles réguliers, ces questions sont de celles qui font rarement l'unanimité parmi les philosophes. Heureusement, Luc Ferry et André Comte-Sponville viennent de leur apporter – dans un gros livre de six cents pages qui se vend comme des petits pains – une réponse définitive : la morale n'est rien. Et elle ne sert à rien.

Ou, plus exactement, elle ne sert qu'à nous dire ce que nous ne devons pas faire (et que nous connaissons déjà). Mais elle ne nous apprend rien sur le plus important – qui est, bien sûr, de savoir ce que nous devrions faire (pour ne pas mourir idiot). En d'autres termes : la recherche de la « sagesse » ne serait-elle pas plus utile que celle du « bien » et du « mal » ? Et ne serait-il pas temps de se demander comment vivre, pour devenir à la fois « sage » et « heureux » ?

Remplacer la question de la morale par celle de la sagesse n'est pas, a priori, une mauvaise idée. Certes, cela surprend un peu le lecteur qui se souvient que Ferry et Comte-Sponville ont, justement, écrit pas mal de livres de « morale » (le second, en particulier, reste l'auteur d'un *Petit Traité des grandes vertus*, qui s'est vendu à plus de deux cent mille exemplaires). Mais, après tout, il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Le problème n'est pas là. Il ne réside pas non plus dans le fait que ce nouvel ouvrage, rédigé dans le genre de la « conversation » afin d'atteindre le plus vaste public possible, soit par moments un peu approximatif. Ni même dans le gentil narcissisme des auteurs, qui n'hésitent pas à déclarer que leur débat (l'un est plutôt kantien, l'autre plutôt spinoziste) constitue le point ultime – rien de moins – auquel *« menaient vingt-cinq siècles de philosophie »*.

DIGRESSIONS

Non, le vrai problème est ailleurs. Il tient à la manière déconcertante dont, sans prévenir, Comte-Sponville et Ferry, au lieu de traiter le sujet annoncé (« qu'est-ce que la sagesse ? »), se laissent souvent aller à en traiter un autre : « à quelle forme de spiritualité peut-on, aujourd'hui, se raccrocher ? ». Et voici la religion qui fait une nouvelle fois son grand come-back, et le lecteur perplexe (enfin, espérons qu'il sera perplexe !) invité à méditer sur les mérites comparés de la « résurrection » et de la « réincarnation ». Bref, à choisir entre Jésus et Bouddha. Pourquoi pas, dira-t-on ? Pourquoi pas, en effet. Mais pourquoi vendre cela sous le nom de philosophie ?

A cette réserve près, la conversation est intéressante, comme il est normal entre esprits cultivés, et parfaitement accessible à tout le monde, ce qui n'est pas si courant. Qui voudrait, cependant, en savoir plus sur la « morale », ferait mieux de s'adresser à un philosophe plus traditionnel, comme par exemple l'Allemand Ernst Tugendhat. Il est vrai que, là encore, les « morales » d'inspiration kantienne se trouvent remises en cause, au bénéfice de réflexions « éthiques » (la différence entre les deux termes est loin d'être toujours claire) issues de la philosophie antique. Tugendhat revient donc à Aristote – mais à un Aristote éclairé à la fois par l'« éthique de la discussion » chère à Habermas, et par les méthodes analytiques d'inspiration anglo-américaine : résultat surprenant, intérêt garanti.

Quant à Shmuel Trigano, il donne parfois l'impression d'osciller entre diverses conceptions de son objet – puisque son dernier livre, qui commence par soixante-douze variations poétiques sur le thème de l'amour, et s'achève par l'évocation de « six morales du vide », est néanmoins sous-titré : « une éthique d'alliance ». Sur le fond, cependant, la ligne suivie par Trigano est claire : elle s'inscrit sans ambiguïté dans le sillage de la pensée de Levinas. Il arrive donc à cet ouvrage, lui aussi, d'entremêler fort étroitement réflexion philosophique et tradition religieuse (en l'occurrence, celle du judaïsme). Mais il réussit à le faire sans tout mélanger. Question de doigté.

Notons, à ce propos, que Trigano vient également de diriger un numéro spécial de la revue *Pardès* (qui, entre-temps, a changé d'éditeur, de maquette et de style), consacré à « L'Ecole de pensée juive de Paris » (1). Autrement dit, à ces intellectuels de l'après-guerre qui, comme Emmanuel Levinas ou André Neher, ont tenté, malgré le spectre de la Shoah, de redonner vie à une authentique philosophie juive, « morale » comprise. Ecole dont Léon Askénazi (1922-1996), dit « Manitou », demeure, pour ceux qui ont eu la chance de l'entendre commenter oralement telle ou telle page du Talmud, la figure la plus inoubliable.

Bref, les chemins sont nombreux qui mènent à la « morale » – et nombreux, également, les chemins qui, de la « morale », conduisent à autre chose. Il faut s'y résigner : sur ce front comme sur d'autres, il n'y a pas d'accord en vue. C'est probablement mieux ainsi.

Ch. D.

(1) *Pardès*, nº 23, éditions In Press (12, rue de Texel, 75014 Paris), 328 p., 150 F.

Le combat du salut ici-bas

Michael Löwy analyse les diverses incidences politiques du « christianisme de libération » en Amérique du Sud

LA GUERRE DES DIEUX
Religion et politique en Amérique latine
de Michael Löwy.
Traduit de l'anglais
par Michael Gibson,
éd. du Félin, 226 p., 138 F.

La religion n'est-elle que *« l'opium du peuple »*, selon la célèbre formule de Marx ? Le développement, en Amérique latine, au cours des trente-cinq dernières années, de la théologie de la libération, incite Michael Löwy à revoir la question et à analyser ce qui, en dépit de son nom, n'est pas seulement un courant théologique, mais un vaste mouvement social, rassemblant autour de la cause des opprimés plusieurs millions de croyants, laïcs et membres du clergé progressiste, catholiques et aussi protestants. Mouvement qui a eu d'importantes conséquences politiques dans plusieurs pays, au Brésil et en Amérique centrale notamment.

Pour Michael Löwy, c'est un sujet d'étude à la fois proche et distant. Latino-américain, il est né et a grandi au Brésil dans une famille de juifs viennois, avant de venir à Paris, en 1969. Non-croyant, il ne cache pas ses *« sympathies éthiques et politiques »* à l'égard de ce mouvement. Intellectuellement lié à une tradition marxiste non dogmatique, il a consacré d'éclairantes recherches aux *« affinités électives »* entre le messianisme juif, le matérialisme historique et l'utopie libertaire, chez des intellectuels juifs d'Europe centrale comme Ernst Bloch ou Walter Benjamin (1).

Changement d'horizon, mais non de lunette, c'est la même lecture, celle d'une sociologie de la culture attentive aux rapports entre politique et religion, qu'il applique cette fois à ce qu'il préfère appeler le *« christianisme de la libération »*. Son analyse de la tension entre une certaine éthique du catholicisme et l'esprit du capitalisme, comme le titre de son livre, se réfèrent à Max Weber, chez qui *« la guerre des dieux »* désigne *« la collision des valeurs »* et leur insoluble conflit dans la société moderne. Elle se traduit ici, dans l'opposition entre deux *« conceptions radicalement divergentes de Dieu »* divisant le champ religieux entre chrétiens progressistes et conservateurs, et dans le combat pour le salut ici-bas, mené par les premiers contre *« les idoles de l'oppression que représentent l'Argent, le Marché, la Marchandise, le Capital »*...

LUTTES ET DÉBATS

Plusieurs facteurs historiques ont favorisé l'émergence et le développement du christianisme de la libération. D'abord deux événements presque concomitants : d'une part, l'élection du pape Jean XXIII (1958) qui, avec le concile Vatican II (1962-1965), a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'Eglise et, d'autre part, le triomphe de la révolution à Cuba (1959), qui a ouvert une période d'intenses luttes sociales, jalonnée par l'apparition de mouvements de guérilla et par une succession de coups d'Etat militaires. Cela, alors que s'aggravait la dépendance économique des pays du continent et l'immense misère d'une population qui migrait massivement vers les zones urbaines.

Dans ce contexte, des secteurs périphériques de l'Eglise, prêtres étrangers, ordres religieux, aumôniers de l'apostolat laïque et diverses organisations de jeunesse catholiques, se sont engagés activement dans les luttes populaires au côté des habitants des bidonvilles, des paysans sans terre et, plus largement, de tous ces déshérités du « pauvrétariat » (*pobretariado*). Cela les a amenés à réinterpréter l'Evangile en fonction de leur pratique dans les communautés ecclésiales de bases organisées à partir de groupes de voisinage. Et, pour certains, à durcir leur critique de la société en se rapprochant du marxisme. La théorisation de cet engagement, notamment avec la publication, en 1971, du livre du jésuite péruvien Gustavo Gutierrez, la *Théologie de la libération. Perspectives* est ainsi le produit de dix années d'activités et de débats. Elle inscrit la rédemption dans l'histoire humaine et non dans l'au-delà, affirme que les pauvres sont les acteurs de leur propre émancipation et rejette l'idéologie du développement au profit d'une *« destruction radicale du présent état de choses »*.

Le christianisme de la libération a différemment irrigué le terrain politique selon les pays. Au Brésil, où l'Eglise, profondément influencée par le catholicisme de gauche français, a joué un rôle décisif comme dernier refuge de l'opposition face à la dictature, il a fourni les bases des nouvelles organisations qui ont vu le jour avec le retour progressif à la démocratie (Parti des travailleurs et Centrale unique des travailleurs). Au Nicaragua, la révolution sandiniste y a puisé une part notable de son inspiration et de ses forces. Au Salvador enfin, une frange de chrétiens radicaux ont rejoint la guérilla du Front de libération Farabundo Marti.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Jean Paul II a annoncé la mort de la théologie de la libération. Un certificat de décès *« pour le moins prématuré »*, selon Michael Löwy. On peut cependant se demander si son analyse, qui privilégie la dynamique de radicalisation idéologique et politique du christianisme de la libération, en ne mentionnant qu'en passant ses dimensions populistes et ses aspects moralement conservateurs (notamment sur la question des moeurs), ne sous-estime pas les ambivalences d'un mouvement dans lequel la religion peut aussi, dans l'action sociale et pastorale, assoupir le politique.

Nicole Lapierre

(1) *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale* (PUF, 1988).

La phénoménologie à l'heure des comptes

Outre une position dominante dans les sphères universitaires et une production éditoriale abondante, que reste-t-il, aujourd'hui, de la « méthode » philosophique inventée il y a cent ans par Husserl ? Bilan contrasté

LE TOURNANT DE L'EXPÉRIENCE
de Renaud Barbaras.
Ed. Vrin, 290 p., 180 F.

LA PHÉNOMÉNOLOGIE ÉCLATÉE
de Dominique Janicaud.
Ed. de L'Eclat, 128 p., 80 F.

JAAKKO HINTIKKA : QUESTIONS DE LOGIQUE *ET DE PHÉNOMÉNOLOGIE*
sous la direction
d'Elisabeth Rigal.
Ed. Vrin, 338 p., 180 F.

L'ÉVÉNEMENT ET LE MONDE
de Claude Romano.
PUF, 298 p., 156 F.

Parce qu'elle aura été l'un des principaux courants philosophiques de notre siècle, et qu'elle demeure l'idéologie dominante des professeurs de philosophie dans l'université française, la phénoménologie ne cesse de donner lieu à une abondante production éditoriale. Si abondante qu'on se demande parfois si elle ne relève pas de l'écriture « automatique ». Faisons une pause et respirons. Un siècle environ après sa création par Husserl, ne serait-il pas temps, pour la phénoménologie, d'effectuer un retour sur elle-même ? Et, pour les historiens, de *s'interroger sur ses* « succès » et ses « échecs » ?

Pour peu qu'on s'efforce de le faire en toute impartialité, le bilan risque de se révéler décevant. A son actif, la phénoménologie a inspiré quelques courants de recherche en sciences sociales. A son passif, trois grandes critiques peuvent lui être adressées. D'abord, le « style » de ses adeptes, volontiers obscur, manque de rigueur, et leur vocabulaire, de précision. Ensuite, lorsque l'obstacle de l'ésotérisme est franchi, et que l'on retraduit en langage familier les « analyses » phénoménologiques, on éprouve bien souvent la désagréable impression de retomber sur des trivialités. Enfin, ces trivialités s'enfermant en général dans un cercle de problèmes assez restreint, on ne peut s'empêcher de penser que l'énergie dépensée par les phénoménologues, depuis un siècle, pour essayer de « comprendre » ce qui *va de soi, aurait pu l'être à meilleur escient.*

LES MAÎTRES

Ces remarques négatives impliquent-elles qu'il serait temps, pour les phénoménologues, de tourner la page ? Gardons-nous d'aller si vite. D'abord, il faut distinguer les pères fondateurs des épigones. Les premiers (parmi lesquels figurent quelques-uns des plus grands philosophes de notre siècle, de Husserl à Merleau-Ponty, de Heidegger à Levinas) ont encore beaucoup à nous apprendre. On s'en aperçoit chaque fois qu'on les relit, ou qu'on découvre, au hasard des publications posthumes, de nouveaux inédits. C'est le cas, par exemple, avec les cours sur la logique donnés par Husserl entre 1918 et 1926, qui viennent d'être traduits sous le titre *De la synthèse passive* (1) – ou bien avec ces *Notes sur l'origine de la géométrie* de Husserl, qui nous restituent le cours donné par Merleau-Ponty au Collège de France durant l'année 1959-1960 (2). Il s'agit là, nul n'en disconvient, de textes d'une grande densité.

Passons des maîtres aux disciples. Les plus intéressants, ici, sont les héritiers hérétiques. Au premier rang de ces derniers, Dominique Janicaud – qui nous donne aujourd'hui une suite à son petit livre de 1991, *Le Tournant théologique de la phénoménologie française*. Celui-ci avait fait figure de brûlot anticlérical. Aucun des philosophes incriminés (Levinas, Ricœur, Marion, Henry) n'avait accepté, à l'époque, de se faire traiter de théologien déguisé, ni de s'entendre reprocher de confondre la philosophie avec un vague « spiritualisme ». Janicaud, cependant, persiste et signe. Et il le fait en élevant, avec raison, le débat.

Car la quête d'une « origine » absolue (et peut-être ineffable) *qui définit, depuis Husserl et Heidegger*, les diverses variantes de l'entreprise phénoménologique, n'est-elle pas, par elle-même, une quête religieuse ? La continuité n'est-elle pas frappante, de ce point de vue, de Heidegger à Levinas, et de ce dernier à Derrida ? Mais si la phénoménologie n'est rien d'autre qu'une théologie « négative », comment Janicaud peut-il espérer la « sauver » en lui proposant de s'enfermer dans un « athéisme méthodologique » qu'elle aura, apparemment, bien du mal à atteindre ?

L'AUDACE D'HINTIKKA

Autre ouvrage stimulant : les actes d'un colloque organisé en 1994, à l'Institut finlandais de Paris, par Elisabeth Rigal – colloque consacré au travail de Jaakko Hintikka, logicien d'origine finlandaise qui enseigne aujourd'hui à Boston University. Hintikka propose une interprétation fort originale de l'histoire de la philosophie contemporaine. Selon lui, en effet, l'œuvre de Husserl doit être rapprochée, non seulement de celle de Frege, mais également de celle du physicien Mach – dont elle radicalise le projet. Le terme même de « phénoménologie » était d'usage courant, dans la physique de la fin du siècle dernier, pour désigner une démarche scientifique désireuse de s'en tenir aux seules données observables (et donc hostile à tout recours à des hypothèses portant sur l'existence d'objets « invisibles » comme les atomes).

Or ce souci de « coller » aux données de l'expérience sensible est exactement celui qui inspire la théorie de la connaissance développée par Russell autour de 1913 et, quelques années plus tard, les thèses du *Tractatus* de Wittgenstein. Du coup, il n'y a plus rien d'absurde à rattacher (comme le fait Hintikka) Wittgenstein lui-même au courant phénoménologique. L'auteur du *Tractatus* n'était-il pas, lui aussi, un lecteur de Mach ? Et ses derniers écrits, des *Investigations* aux *Remarques sur les couleurs*, ne prouvent-t-ils pas qu'une sorte de « souci phénoménologique » demeura présent chez lui jusqu'à la fin ?

Allant plus loin, Hintikka n'hésite pas à dire que, vers 1927-1928, Heidegger et Carnap faisaient au fond la même chose. L'un et l'autre s'efforçaient d'inventer un langage approprié pour reconstruire le monde (objectif) à partir de notre seule expérience (subjective). Si elle est audacieuse, l'hypothèse a le mérite de faire rentrer dans le champ de la phénoménologie la plus grande part de la philosophie du XXᵉ siècle. Et, donc, de sauver de la poussière le projet de Husserl.

Il existe, pour ce faire, des voies plus classiques – et non moins dignes d'intérêt. Celles qu'empruntent, par exemple, Claude Romano, quand il revient, à la faveur d'une analyse de l'« événement », sur la conception husserlienne du temps – ou bien Renaud Barbaras, lorsqu'il s'intéresse à la place occupée, chez Merleau-Ponty, par la notion d'« expérience ». Ces deux livres prouvent, chacun à sa manière, qu'il y a encore bien des énigmes à déchiffrer dans la démarche phénoménologique. Reste à savoir (et c'est tout le problème) si le déchiffrement de ces énigmes nous aidera, ou non, à découvrir un « trésor » caché dans la « caverne » du « sujet transcendantal ».

Christian Delacampagne

(1) Texte traduit de l'allemand par Bruce Bégout et Jean Kessler, éd. Jérôme Millon, 434 p., 230 F.

(2) Texte suivi de « Recherches sur la phénoménologie de Merleau-Ponty », sous la direction de Renaud Barbaras, PUF, 410 p., 148 F.

L'EDITION FRANÇAISE

● ***L'Architecture d'aujourd'hui*, chez Place.** L'éditeur Jean-Michel Place vient d'acheter la prestigieuse revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, fondée en 1930 par André Bloch et devenue propriété du groupe Expansion. Prenant place aux côtés de *Positif, Genesis, Gradhiva, Revue d'esthétique, Décades* ou *Vertigo*, elle viendra ainsi compléter la dizaine de revues de sciences humaines qu'accueille la maison éclectique de Jean-Michel Place, par ailleurs spécialisée dans la réédition de celles d'avant-garde. *« Une revue doit être un outil de passion et de combat plus qu'un simple produit de presse »*, estime l'éditeur, qui considère qu'une revue telle que *L'Architecture d'aujourd'hui* (10 à 12 millions de chiffre d'affaires et environ 14 000 abonnés) *« gagnera à être gérée de manière artisanale »*. Elle paraîtra dès septembre à raison de six numéros par an sous une nouvelle maquette et dirigée par une équipe encore inconnue avec pour vocation de *« montrer l'évolution de l'architecture contemporaine dans le monde »*. Par cette acquisition, Jean-Michel Place doublera pour le moins le chiffre d'affaires de sa maison d'édition (fondée en 1974) et poursuivra un itinéraire qui ressemble à une vocation : de la publication d'une bibliographie des revues et journaux littéraires des XIXe et XXe siècles à leur réédition, en passant par la fondation du Marché de la poésie (qui aura lieu pour la 16e fois place Saint-Sulpice, à Paris, du 18 au 21 juin). Il a aussi dirigé la *Revue des deux mondes* de 1989 à 1992.

● **Les *Fleurs du mal* aux enchères.** Mis aux enchères mercredi 17 juin à Drouot, un exemplaire de l'édition originale des *Fleurs du mal* de Baudelaire a été préempté à 3,2 millions de francs par la Bibliothèque nationale de France. Ce document daté de 1857 est l'exemplaire d'Auguste Poulet-Malassis, éditeur et ami de Baudelaire. *« Coco mal perché »*, comme le poète le surnommait, commente sur une page l'accumulation des corrections et variantes autographes révélant *« le désir de perfection et les scrupules de l'auteur et donn*[ant] *une bonne idée de la patience de l'imprimeur »*. Ailleurs : *« Je crois de plus en plus, mon cher Baudelaire, que vous vous f... de moi, ce que je n'ai mérité en aucune façon. »*

● **Prix littéraires.** Le prix Guizot a été attribué à Lucien Jaume pour *L'Individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français* (Fayard) ; le prix Maurice-Genevoix à Jean-Marc Roberts pour *Une petite femme* (Grasset) ; le prix Jules-Verne à Robert Solé pour *Egypte, passion française* (Seuil).

Rectificatifs

● Dans l'article consacré à la biographie de Lawrence Durrell par Ian Mac Niven (« Le Monde des livres » du 8 mai), les personnages du *Quatuor d'Alexandrie* ont été improprement nommés : il fallait lire Baltazar (et non Baltasar), Cléa (et non Celia) et Nessim (et non Nissim).

● Le lieu de naissance de Johann Wolfgang Goethe est Francfort-sur-le-Main et non Weimar (« Le Monde des livres » du 12 juin).

Précision

Image et culte d'Hans Belting (« Le Monde des livres » du 5 juin) ne sera finalement mis à l'office des éditions du Cerf que fin août. L'ouvrage peut cependant dès à présent être commandé et distribué en librairie. Son prix de lancement devrait être prolongé de deux mois

L'œuvre oubliée de Dumas

Plus d'un siècle après sa création, reparaît « La Royale Maison de Savoie »

La Royale Maison de Savoie n'est sans doute pas l'un des meilleurs romans d'Alexandre Dumas, mais c'est assurément un bon coup éditorial. Ignoré de la plupart des bibliophiles amoureux de l'œuvre foisonnante du père des *Trois Mousquetaires*, cet ouvrage, écrit entre 1852 et 1856 et tombé dans l'oubli, vient de réapparaître au grand jour grâce à La Fontaine de Siloé, une petite maison d'édition installée à Montmélian (Savoie).

Ce texte, qui raconte l'épopée d'une famille princière de 1555 à 1850 – d'Emmanuel-Philibert, chef de guerre sous les ordres de Charles Quint, qui reconstitua l'unité territoriale de la Savoie, à Victor-Amédée III –, a véritablement été redécouvert en octobre 1985. Par hasard. Au cours d'un voyage culturel en Italie, deux Savoyards passionnés d'histoire – le Père Lucien Chavoutier, chargé de mission de l'archevêque de Chambéry pour la conservation des archives, et André Palluel-Guillard, professeur d'histoire à l'université de Savoie, spécialiste du XIXe siècle – passent à la Libreria piemontese, un bouquiniste de Turin qu'ils ont l'habitude de fréquenter. Sur les rayons, André Palluel-Guillard tombe en arrêt devant des volumes publiés chez Perrin, un ancien éditeur turinois, titrés *La Maison de Savoie* et signés du célèbre romancier. Il incite Lucien Chavoutier à les acheter. Ce dernier n'hésite pas. Il n'a jamais entendu parler de cette œuvre, et la dépense – 220 000 lires (500 francs) par tome – est raisonnable. En outre, les quatre ouvrages, qui comportent quelque 2 000 pages et 250 illustrations, sont en excellent état.

De retour à Chambéry, les deux hommes, intrigués, font des recherches et se rendent compte que le roman n'a jamais été publié en France. Il ne figure pas au fichier de la Bibliothèque nationale, pas davantage au catalogue des œuvres oubliées de Dumas de Calmann-Lévy, et l'Association des amis d'Alexandre Dumas, qui n'en possède pas d'exemplaire, s'avère incapable de les renseigner.

A Chambéry, en revanche, ils retrouvent trace de l'œuvre oubliée puisque la Bibliothèque diocésaine et l'Académie de Savoie la possèdent. Un autre exemplaire a été mis en vente en janvier dernier à l'Hôtel Drouot par une vieille famille savoyarde et adjugé 17 000 francs.

Reste le mystère autour de l'absence de publicité dont fut entourée la première publication de ce roman, écrit en français parce que c'était la langue que pratiquait l'aristocratie piémontaise, et d'abord offert en feuilleton aux lecteurs du *Constitutionnel*, un hebdomadaire turinois. *« Tout le livre est à la gloire de la francité de la Maison de Savoie. Or, après sa parution, il y a eu un refroidissement des relations entre cette dernière et la France. Et Dumas, semble-t-il, n'a plus voulu entendre parler de cet ouvrage »*, risque André Palluel-Guillard. *« Il l'a écrit dans une période noire. Affichant des idées libérales, il se retrouvait contraint à l'exil à la suite du coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte de décembre 1851. Comme il avait fait de très mauvaises affaires, il avait besoin d'écrire pour rembourser ses dettes et a eu tendance à tirer à la ligne... »*, commente, de son côté, Jacques Bourdon, directeur de La Fontaine de Siloé.

Ce dernier, qui avait, dans un premier temps, annoncé la parution d'un tome tous les six mois, est pourtant débordé par l'afflux des commandes. Sorti à 3 000 exemplaires il y a un mois, le premier volume sous-titré *Emmanuel-Philibert* est déjà épuisé et doit faire l'objet d'un nouveau tirage de 5 000 exemplaires.

Philippe Révil

► ***La Royale Maison de Savoie*, d'Alexandre Dumas. Tome I : *Emmanuel-Philibert*, éd. La Fontaine de Siloé, 520 p., 149 F.**

Garfield, vingt ans de succès

L'univers de la BD est un véritable bestiaire, mais les félins y sont particulièrement fêtés. Au milieu de Milou, Cubitus et Gai-Luron, Snoopy (chiens), Alfred (pingouin), Spip (écureuil), Jolly Jumper (cheval) et autres souris (Mickey Mouse et Chlorophylle) et après Fritz the Cat, Garfield tient le haut du pavé. Ce chat glouton au pelage orange rayé de noir est depuis vingt ans le héros de la BD la plus publiée au monde. 220 millions de lecteurs lisent en 17 langues ses aventures publiées dans 2 550 journaux de 87 pays.

Champion de la sieste et de la goinfrerie, destructeur de mobilier et semeur de poils, Garfield a été conçu par l'Américain Jim Davis, dont on dit qu'il passa sa jeunesse entouré d'animaux dont vingt-cinq chats. Confiné dans une ferme à cause de ses crises d'asthme, le futur « père » de Garfield choisit d'abord des insectes pour ses premières BD. Mais les éditeurs n'accrochent pas. Jim Davis crée alors un gros chat cynique susceptible de toutes les bassesses pour obtenir de son esclave de maître, Jon Arbuckle, de quoi satisfaire sa nature de despote à quatre pattes. Ses exigences, il est vrai, sont simples : boire, manger et dormir.

Fruit hybride de l'humanité et de la gent féline, les yeux et la gueule expressifs de Garfield apparaissent le 19 juin 1978. Depuis, plus de 100 millions d'albums de ses tyrannies gargantuesques ont été vendus.

Le Falstaff félin de la BD est aussi héros de séries de dessins animés, pour lesquels il remporte un succès identique : *Here comes Garfield*, diffusé en 1982 sur CBS, est couronné par deux Emmy Awards. Garfield a donné naissance à des milliers de produits dérivés, gérés par Paws Inc, la société de Jim Davis. Une vingtaine de dessinateurs, scénaristes et sculpteurs, travaillent aujourd'hui sur le personnage de Jim Davis, 52 ans, auquel Garfield a valu une exposition de rang mondial au Centre belge de la BD (Bruxelles), des distinctions – prix du meilleur dessinateur d'humour 1982 de la National Cartoonist Society – ainsi que le titre de docteur honoris causa de Ball State University et Purdue University. Quant à Garfield, son narcissisme devrait être comblé : ses vingt ans ont été salués par un show national et par l'ouverture du parc de loisirs installé dans l'Indiana, le Garfield Fat Cat Kingdom Park (« Royaume du chat gras Garfield »)...

Yves-Marie Labé

★ 26 albums publiés par Dargaud éditeur.

Grand vent poétique sur Medellin

« Nous avons d'abord cherché un mégaphone et finalement nous avons crié la poésie », raconte, émerveillé, le poète italien Claudio Pozzani, qui, le soir de l'inauguration du 8e Festival international de poésie de Medellin (12 au 21 juin), a fait une « lecture sauvage » de ses poèmes, dans la rue, devant huit cents spectateurs frustrés de n'avoir pu entrer dans le Théâtre Metropolitan de Medellin où avait lieu l'événement : l'ouverture de ce qui est devenu un des grands festivals de poésie du monde. A leurs côtés, un groupe d'Indiens Arhuacos descendus pour la première fois de la Sierra Nevada de Santa Marta étaient venus raconter leur tradition et... leur premier voyage en avion. La semaine durant, soixante et un poètes de tous les âges et de toutes les cultures sont venus chanter l'amour à Medellin, la deuxième ville de Colombie, plus connue pour sa proximité avec la mort. Le Japonais Takashi Arima a sorti ses haïkus écrits sur un long rouleau de papier blanc de la poche de son kimono ; l'aborigène Lionel Fogarty a chanté d'une voix profonde ; et l'Irlandais John Deane a conclu : *« Tous nos poèmes, les bons, sont seulement des poèmes d'amour. »* Chaque année, les salles, les amphithéâtres, les bibliothèques, les théâtres, des plus grands aux plus petits, les parcs publics de Medellin s'emplissent ainsi de poésie. Le festival, né en 1991, a été inventé par une poignée de poètes colombiens *« au milieu de la terreur, des voitures piégées et des massacres »*, se souvient Fernando Rendon, son directeur et fondateur, qui poursuit : *« A l'époque, nous pensions – illusion – qu'avec la poésie nous pourrions contenir la terreur, aujourd'hui nous savons que la poésie ne peut pas sauver l'homme mais qu'elle peut l'aider, si ! »*

En marge du festival et toute l'année à Medellin, plusieurs revues poétiques – dont *Prometeo*, la plus ancienne de Colombie –, des ateliers et des groupes de poètes continuent sans relâche de faire valoir le pouvoir des mots.

L'école de poésie organisée depuis 1995 propose aussi, gratuitement comme toutes les activités du festival et pendant toute sa durée, aux enfants, aux adolescents et aux adultes différents ateliers qui vont du cours de *« déchiffrage de la poésie hispano-américaine »*, par le critique et poète argentin Saul Yurkievich, aux ateliers sonores pour enfants de l'Hollandais Jaap Blonk.

Viviana, qui participait à l'atelier « jeux de poésie » animé par la Française Josée Lapeyrère, assure du haut de ses quinze ans : *« C'est une révolution contre ce qui se passe dans le pays. Nous sommes fatigués de nous taire face à la mort et aux massacres. Il faut respirer ; la poésie, c'est respirer. »*

Anne Proenza

A L'ETRANGER

● **ROYAUME-UNI : polémique celte**
Lord Dacre, l'historien qui avait été mêlé à l'affaire dite des « faux de Hitler », se trouve au centre d'une nouvelle polémique concernant l'œuvre du barde Ossian, fondement de la culture celte. Lord Dacre a toujours soutenu que le barde n'avait jamais existé et que son poème épique *Fingal* était un faux datant du XVIIIe siècle. Un historien écossais, William Ferguson, vient de publier un ouvrage, *The Identity Of The Scottish Nation*, qui réexamine la controverse. *Fingal* a été découvert en 1760 par James Macpherson qui en fit la traduction avec un immense succès, on dit même que Napoléon aurait emporté l'ouvrage avec lui à Sainte-Hélène. D'autres voix, comme celle de Samuel Johnson, s'élevèrent toutefois immédiatement pour affirmer que le poème était une contrefaçon, et Macpherson reprit ses manuscrits, émigra d'abord en Floride puis aux Indes où il fit fortune. Pour Ferguson, Macpherson a réécrit des sources véridiquement celtes mais en les combinant entre elles et en y ajoutant quelques morceaux de son cru, tout cela en style épique, selon une pratique courante à son époque. Et il accuse Lord Dacre d'« anticeltisme », ce que celui-ci, bien entendu, récuse.

● **RUSSIE : Soljenitsyne en tête des ventes**
Selon son éditeur Viktor Moskvine, cité par l'agence Interfax, le dernier ouvrage d'Alexandre Soljenitsyne, *La Russie dans l'abîme*, va être réédité car le premier tirage de 5 000 exemplaires a été vendu en deux jours à peine. Le Prix Nobel de littérature 1970 a été élu en mai à l'Académie des sciences de Russie.

CORRESPONDANCES

● *Après l'article intitulé « Premières leçons du procès Papon »* (Le Monde des livres *du 12 juin), nous avons reçu de Jean-Luc Einaudi la lettre suivante :*

« Dans votre article rendant compte des livres d'Eric Conan et Henry Rousso, à titre d'exemple de ce que vous appelez les *« déformations de la mémoire militante »*, vous mettez en cause *« l'absurdité de la mise sur le même plan, lors des assises de Bordeaux, de De Gaulle et de Pétain au travers de l'adéquation entre les rafles de 1942 à Bordeaux et les massacres d'Algériens à Paris en 1961 »*. Je ne puis lire cela sans réagir vivement. Vous n'ignorez pas, je suppose, que je suis la seule personne citée à comparaître devant la cour d'assises à avoir abordé la question des massacres de 1961. Ce que vous écrivez semble donc me concerner directement. Or ce que vous écrivez là est une totale contre-vérité. Il suffit d'ailleurs de se reporter au compte-rendu d'audience du *Monde* pour s'en rendre compte. J'ai témoigné à Bordeaux, à la demande des parties civiles, dans le cadre de l'examen de la carrière de Maurice Papon et j'y ai dit, notamment, ce que je savais de l'action de celui-ci à la tête de la Préfecture de police. A aucun moment je n'ai mis sur le même plan les rafles de Bordeaux en 42 et les massacres d'Algériens en 61, ni, bien évidemment, de Gaulle et Pétain. Je vous mets au défi de prouver le contraire. C'est facile à vérifier en relisant les comptes-rendus et les prises de notes d'audience.

» Sans rapport avec la réalité de mes paroles devant la cour d'assises de Bordeaux, ce que vous écrivez l'est tout autant avec ce que je pense et l'analyse que je fais de ces événements. »

● *Par ailleurs, à la suite de notre information sur Encyclopaedia Universalis* (Le Monde des livres *du 12 juin), nous avons également reçu de Pierre Le Manh, président-directeur général, la lettre suivante :*

« Dans son édition du 12 juin 1998, *Le Monde des livres* a publié en page VIII un article intitulé « Plan social chez Universalis » dans lequel il était fait état d'un projet de licenciement collectif et d'une restructuration mis en œuvre chez Encyclopaedia Universalis ainsi que de l'abandon par cette dernière de l'édition de son encyclopédie sur papier. Ces informations sont inexactes. Les projets de restructuration évoqués dans l'article concernent Encyclopaedia Britannica France, distributeur par courtage d'Encyclopaedia Universalis. Il n'y a aucun plan social en cours dans la société Encyclopaedia Universalis, laquelle, au contraire, a mis en place un accord loi Robien se traduisant par des embauches. Il n'y a pas de mesure de restructuration au sein de la société Encyclopaedia Universalis, qui connaît un succès confirmé de la version de son encyclopédie sur CD-ROM, mais n'entend pas pour autant en abandonner l'édition et la vente sur papier. »

AGENDA

● **DU 18 AU 20 JUIN. CHATEAUBRIAND. A Rennes,** l'université Rennes 2 organise un colloque international intitulé « Relectures de Chateaubriand » (6, av. Gaston-Berger, 35043 Rennes, rens. : 02-99-14-15-04).

● **LE 19 JUIN. FOUCAULT. A Paris,** La Fnac organise un débat sur le thème « Michel Foucault aujourd'hui », avec Didier Eribon, David Halperin et Joan Scott (Fnac Saint-Lazare, 109, rue Saint-Lazare, 75009 Paris).

● **LES 20 ET 21 juin. SARTRE. A Paris,** le Groupe d'études sartriennes (GES) et la Société des études camusiennes organisent un colloque: « Sartre et Camus écrivains » (université Paris-I, Sorbonne, amphithéâtre Lefebvre (galerie Dumas), 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris. Rens. : 01-45-80-38-23).

● **LE 20 JUIN. LA RÉVOLUTION DE 1848. A Paris,** le Grand Orient de France et la revue *Humanisme* organisent un colloque public sur « La révolution de 1848 et la IIe République » (de 9 heures 30 à 17 heures, 16, rue Cadet, 75009 Paris).

● **LE 22 JUIN. FREUD. A Paris,** conférence d'Ilse Grubrich-Simitis sur le thème « Freud et le travail de l'écriture » à 20 heures (Maison des écrivains, 53, rue de Verneuil 75007 Paris, tél. : 01-49-54-68-80).

● **DU 23 AU 26 JUILLET. MER. A La Baule,** la mairie organise une rencontre littéraire « Ecrivains en bord de mer », avec la participation notamment de Pierre Michon (Chapelle Sainte-Anne, av. du Général-de-Gaulle, tél. : 02-40-69-51-94).

